

TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 10 958 — DERNIÈRE ÉDITION — MARDI 22 AVRIL 1980

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

2,20 F

Algérie, 1,30 DA ; Maroc, 2 dir. ; Tunisie, 2 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 17 f. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 220 F CFA ; Danemark, 4,75 kr. ; Espagne, 50 pes. ; Grande-Bretagne, 35 p. ; Grèce, 35 dr. ; Iran, 125 rls. ; Italie, 600 L. ; Liban, 275 p. ; Luxembourg, 17 fr. ; Norvège, 4 kr. ; Pays-Bas, 1,30 fl. ; Portugal, 30 esc. ; Sénégal, 225 F CFA ; Suède, 3,75 kr. ; Suisse, 1,20 fr. ; U.S.A., 85 cts ; Yougoslavie, 27 din.

Tarif des abonnements page 44

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207 - 23 PARIS
Télex Paris n° 650572

Tél. : 246-72-23

APRÈS LA « DÉMISSION » DU NUMÉRO UN DU RÉGIME

Crise politique au Yémen du Sud

LIRE PAGE 48

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

L'Algérie et le problème berbère

L'université de Tizi-Ouzou a été investie dimanche à l'aube, par les forces de l'ordre. Elle était occupée depuis deux semaines par ses enseignants et ses étudiants, qui réclamaient « la reconnaissance des langues populaires algériennes, et notamment de l'arabe populaire et du berbère », ainsi que « l'ouverture d'un large débat démocratique sur la question culturelle en Algérie ».

Le mouvement qui s'est développé à la suite de l'interdiction au début du mois de mars d'une conférence de l'écrivain Mouloud Mammeri, sur les « poèmes kabyles anciens », couvait en fait depuis longtemps. Les Kabyles berbérophones, qui seraient au nombre de trois millions, s'estiment « brimés » sur le plan culturel, en dépit des arguments que font valoir les autorités d'Alger.

Celles-ci ont choisi de répondre par la fermeté à une contestation qui, à leurs yeux, comportait des ferments de division et, par conséquent, affectait la cohésion profonde du pays. On pouvait le prévoir après le discours prononcé jeudi par le chef de l'État : « Nous combattrons, avait-il dit, par tous les moyens, toute tentative visant à entamer l'unité nationale, quel que soit le slogan utilisé pour ce faire. »

Alger estime être allé aussi loin que possible dans la voie de la compréhension et des concessions. Le ministre de l'enseignement supérieur n'avait-il pas fait un geste de bonne volonté en se rendant à Tizi-Ouzou, le lundi 14 avril, pour dialoguer durant quatre heures avec les grévistes ? Les contestataires demandant que la presse nationale rende compte de leurs revendications, un article avait été publié, samedi, par « El Moudjahid ». L'auteur, après avoir reconnu que l'action culturelle menée depuis l'indépendance avait été entachée de « nombreuses faiblesses, dont les négligences qui entourent le patrimoine populaire ne constituent qu'un aspect », poursuivait : « Il est incontestablement de l'intérêt national de prendre en charge les différentes composantes de la culture nationale. Il ne s'agit pas seulement de préserver mais d'épanouir. »

La décision de faire intervenir les forces de l'ordre découle au moins de deux préoccupations : montrer tout d'abord que le pouvoir ne tolérerait plus que les problèmes, si légitimes soient-ils, soient posés dans la rue, en dehors du cadre institutionnel et des structures officielles. Le mouvement des étudiants de Tizi-Ouzou succède en effet à l'agitation menée trois mois durant par les étudiants arabisants, à laquelle il répondait pour une large part. Cependant, les dirigeants ont estimé qu'ils ne pouvaient laisser se poursuivre plus longtemps une contestation qui, selon eux, menaçait à tout moment de quitter le terrain culturel pour prendre une dimension politique en raison de l'exploitation qui en était faite par certains partis brusquement réapparus après des années d'« hibernation », tel le Front des forces socialistes (F.F.S.).

Nul n'a oublié en effet à Alger les événements de 1963-1964, lorsque les partisans de M. Aït Ahmed tenaient le maquis, et l'on se méfie toujours d'un particularisme berbère qui fut abondamment exploité en Algérie comme au Maroc par la France.

Les dirigeants des étudiants de Tizi-Ouzou avaient multiplié, depuis le début de leur mouvement, les précautions et les mises au point pour écarter toute accusation de « berbérisme », d'« autonomisme » ou de manipulation par l'étranger. Ils étaient incontestablement sincères. Mais il est de fait que l'action des étudiants, qui s'adressait en principe à toute l'Algérie, n'a pas dépassé en influence les limites de la Kabylie, ce qui lui a donné inévitablement une coloration régionaliste. Tout aussi inévitablement, la répression, dont on ignore encore l'ampleur et la gravité, risque de s'ajouter à un long passé de méfiance et de suspicion réciproques.

(Lire nos informations page 3.)

Une semaine importante pour l'Europe

Les Neuf tentent d'harmoniser leurs positions sur l'Iran, les problèmes agricoles et la contribution budgétaire britannique

Sessions de crise pour les Neuf, cette semaine à Bruxelles et à Luxembourg, avec, pour couronner le tout, les 27 et 28 avril, la réunion du conseil européen.

Le mardi 22, les ministres des affaires étrangères auxquels se sera joint, procédure inhabituelle, M. Okita, le chef de la diplomatie japonaise, traiteront des affaires d'Iran. Il s'agit pour eux de trouver une formule exprimant leur solidarité avec les États-Unis en évitant si possible de provoquer une trop dangereuse dégradation des relations avec le gouvernement de Téhéran.

Les 21 et 22 avril à Luxembourg, les ministres des finances puis les ministres des affaires étrangères vont continuer à préparer le débat du conseil européen sur le niveau de la contribution britannique au budget européen.

Ce sera l'occasion pour MM. Monory et François-Poncet de répéter les deux points centraux de la position française : 1) L'effort susceptible d'être consenti par les pays partenaires en faveur du Royaume-Uni ne doit pas remettre en cause les mécanismes assurant la solidarité financière entre les pays membres de la C.E.E., et la durée de cet effort doit être limitée ; 2) cette concession majeure ne peut être accordée sans contreparties. Pour la France, celles-ci se situent surtout sur le terrain agricole : il s'agit d'obtenir du gouvernement de Mme Thatcher l'engagement qu'il ne fera plus obstruction au jeu normal de la politique agricole commune.

L'ambiance du conseil européen dépendra pour une bonne part des résultats du conseil des ministres de l'agriculture qui se tient du 21 au 23 avril, à Bruxelles. Il s'agit de fixer les nouveaux prix de campagne, d'arrêter les mesures de stabilisation des productions excédentaires et, aussi, de mettre au point une réglementation communautaire du marché du mouton. Dans l'esprit des Français, il convient, si l'on veut accroître les chances de succès du conseil européen, que des progrès substantiels, sinon des décisions soient acquis dès cette session.

La tâche des ministres des affaires étrangères des Neuf sera difficile, car deux thèses se trouvent en présence dans l'affaire des otages de Téhéran.

La première, défendue par l'Allemagne fédérale qui adopte une position en flèche, propose des sanctions économiques communes et immédiates des Neuf à l'égard de Téhéran ; la seconde, défendue par la France, estime que de telles sanctions économiques seraient actuellement inopérantes et rendraient Téhéran encore plus intransigeant.

Dans les milieux européens, on souligne que Français et Allemands pourraient finalement accepter un compromis britannique qui proposerait une riposte des Européens en deux étapes. Dans un premier temps, les neuf pays du Marché commun, soutenus par le Japon, la Grèce et l'Espagne, annonceraient des mesures à caractère politique et diplomatique. Ces mesures pourraient être complétées dans un second temps par des sanctions économiques et commerciales si Téhéran ne libère pas les otages américains dans un certain délai.

Même la fixation d'un délai précis pose des problèmes puisqu'il est difficile de savoir quand l'Assemblée nationale iranienne pourra — si elle le veut — se préoccuper des otages. Le second tour des élections à cette Assemblée est maintenant fixé au 9 mai, au lieu du 2 mai, ce qui signifie qu'il n'y a rien à attendre de l'Assemblée avant la fin mai, car il est exclu qu'elle se réunisse rapidement. Or le président Carter envisagerait d'avoir recours à des représailles militaires « non violentes » — on parle toujours à Washington d'un blocus naval de l'Iran par minage des ports — dès la mi-mai.

Face au risque de sanctions économiques, l'Iran est prêt à toute éventualité et a déjà entamé le processus de diversification de ses ventes de produits énergétiques, a déclaré, dimanche 20 avril, à Téhéran, le ministre iranien du pétrole, M. Ali Moinfar. S'adressant à la presse, le ministre a indiqué que l'Iran négociait de nouveaux contrats, lui permettant de diversifier très largement ses ventes de pétrole, en particulier avec des pays est-européens.

Ces contrats se négocieront au prix actuellement pratiqué par l'Iran, a ajouté M. Moinfar, qui a refusé de nommer les pays avec lesquels les négociations sont prévues, à l'exception de la Bulgarie.

(Lire la suite page 8.)

Les crises de l'enseignement

Grèves et manifestations vont perturber le début du troisième trimestre

Des écoles maternelles aux universités, des cours aux services administratifs, tous les secteurs de l'enseignement public seront perturbés par des grèves, parfois accompagnées de manifestations, à partir du jeudi 24 avril.

Ces actions amplifient celles qui ont précédé les vacances de printemps. Elles traduisent les revendications et les mécontentements des personnels de l'éducation nationale et des parents d'élèves et illustrent, dans le plus important des services publics, la dégradation du climat social.

L'année des maîtres dans la rue

par CHARLES VIAL

Ainsi, pour la première fois de son histoire récente — et vraisemblablement de son histoire tout court — le SNI-P.E.G.C. a décidé une grève nationale de deux jours consécutifs. Rejoint ou accompagné par la grande majorité des syndicats d'enseignants et, pour la semaine suivante, des personnels non-enseignants de l'éducation, il se place au cœur du mouvement qui teinte, en ce début de trimestre, l'ensemble du monde scolaire et universitaire d'une couleur vive de revendication et de turbulence.

Amer anniversaire pour le ministre de l'éducation, M. Christian Beullac qui, voici tout juste deux ans, arrivait au 110, rue de Grenelle, frais et joyeux, bien décidé à raccommoder *les morceaux fracturés et éparpillés* par son prédécesseur. Il parut, le temps de quelques mois, y réussir. Les enseignants ont besoin d'être aimés, déclara-t-il, en vidant les tiroirs de M. René Haby. Et quelques grâces passèrent : l'allongement de la formation des nouveaux instituteurs, les stages en entreprise pour les jeunes professeurs et, avec la coopération de la FEN, les « séquences éducatives » en entreprise pour un premier contingent d'élèves des lycées d'enseignement professionnel.

Certes, personne alors ne crut vraiment réconciliés le milieu enseignant et le pouvoir politique. Dès les rentrées scolaires de 1978 et de 1979 et après elles, les affrontements ne manquèrent pas, parfois ponctuellement durs et prolongés pour ne pas être amples et généralisés. Mais le dialogue avait été renoué. Aujourd'hui, il n'est pas totalement rompu. Cependant à l'« année des maîtres » succède l'« année des maîtres dans la rue ». Comment en est-on venu là ?

(Lire la suite page 13.)

Valse-hésitation en Haïti

Les tensions politiques dans les Caraïbes depuis l'accession au pouvoir de régimes progressistes à Grenade, Sainte-Lucie et à la Dominique, préoccupent les dirigeants de Port-au-Prince. Dans ce contexte régional agité, l'expérience haïtienne mérite d'être reconsidérée. Le caractère « archaïque » du régime dynastique mis en place, il y a près de vingt-trois ans, fait-il d'Haïti le nouveau « maillon faible » de cette zone ? Ou l'évolution amorcée depuis huit ans par M. Jean-Claude Duvalier, et sanctionnée par une aide internationale importante, le met-elle à l'abri du danger ?

I. — La démocratie des « tontons macoutes »

De notre envoyé spécial YVES HARDY

Port-au-Prince. — Les contrastes violents de la capitale frappent d'emblée. La bourgeoisie aisée a pris ses quartiers sur les sommets aérés, abandonnant la baie de Port-au-Prince aux plus miséreux. Sur les hauteurs de Bourdon et Pétionville, de rouges flamboyants égayent de somptueuses villas. En bord de mer, les habitants de la Saline pataugent parmi les immondices. Dans la journée, la ville a l'aspect chaotique d'une cité surpeuplée — Port-au-Prince compterait près de huit cent mille habitants — et délaissée par les services publics, où une multitude tente de se frayer un chemin au milieu de fils électriques, de trottoirs éclatés et d'égouts bouchés. Devant des marchandes de bric-à-brac, passent quelques « coolies » haïtiens qui n'ont, eux, à vendre que leurs muscles et peinent en tirant, à l'aide d'un long tombereau, leur lot quotidien de planches, de bois, de sacs de sucre ou de ciment. A la tombée de la nuit, alors que les tap-taps (taxis collectifs) bariolés, véritables anthologies ambulantes de la peinture naïve haïtienne, achèvent leur ronde fébrile, les étals des marchés se transforment en dortoirs publics absorbant le trop-plein des bidonvilles. Le plus souvent poussée hors des campagnes par la faim et les mirages de la ville, cette population a bien du mal à assurer sa nourriture quotidienne. « *Demain c'est pour Dieu, aujourd'hui il faut vivre.* » Une manière de rappeler que Haïti détient, et de loin, le record peu envié du plus faible produit intérieur brut par habitant de toute l'Amérique latine (1) et continue de souffrir de tous les maux du sous-développement (2).

(Lire la suite page 5.)

(1) Selon la BID (Banque interaméricaine de développement), il serait de 201,4 dollars, alors que le Honduras, pays classé immédiatement au-dessus, atteint 450,9 dollars (rapport 1978). Ces chiffres ne rendent pas compte des importantes inégalités dans la distribution des revenus. Haïti a aussi ses deux cents familles...

(2) Taux d'analphabétisme officiel de 85 %, mortalité infantile élevée, exode rural et exil...

AU JOUR LE JOUR

Œcuménisme

Si l'on en croit les exégètes, la bombe à neutrons qui tue l'homme et épargne le matériel est à la fois capitaliste, car elle préserve les banques, chrétienne, car elle respecte les églises, et marxiste, car elle montre la primauté de la marchandise.

Ajoutons à ce tableau idyllique que cette arme universelle est également pacifiste, car les combats cesseront, faute de combattants.

ARTHUR.

PIERRE MIQUEL

LES GUERRES DE RELIGION

Pierre Miquel

j'aime ce livre parce qu'il n'est pas manichéen.
Monseigneur Poupard
Succès d'un livre - Europe 1 - L'express.

FAYARD

LIRE PAGE 2

IDÉES

- La politique en miettes par Alain Duhamel.
- Le bon choix par Jacques Madaule.
- L'effritement par Claude Mauriac.

JOSEPH HAYDN A LYON

« La Vera Costanza » ressuscitée

Le grand succès qui a couronné vendredi 18 avril la première de *la Vera Costanza* (la Vraie Constance) à l'Opéra de Lyon montre bien, après ceux du *Monde de la Lune* dans le même théâtre et de *la Fedelta premiata à Glyndebourne et à Nancy*, que les opéras de Haydn méritent d'entrer dans le répertoire, et cela grâce à leurs qualités musicales, alors que la faiblesse de leurs intrigues dramatiques semblait les condamner à l'oubli.

Haydn n'en est pas complètement responsable, et il faut se rappeler dans quelles conditions infernales il travaille à Esterhaz (*le Monde* des 27 janvier et 20 juillet 1979). Il n'a pas de librettiste attitré, tel Da Ponte *pour Mozart*), et, *en* 1778, *quand* il lui faut écrire ce nouvel opéra, il utilise, comme c'était la coutume, le livret de Puttini *qui avait servi pour une* œuvre d'Anfossi, créée à Rome deux ans auparavant (il lui emprunte même la musique de toute une scène !).

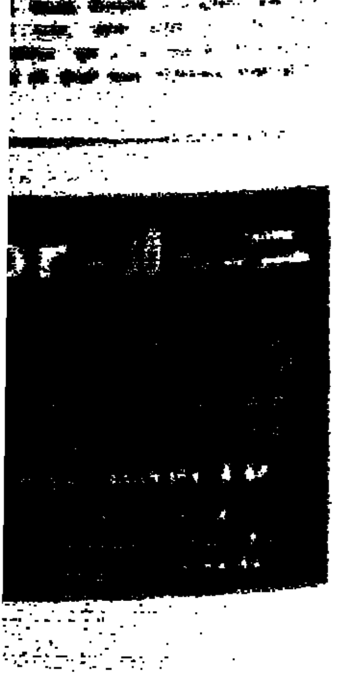
Pour bien apprécier l'originalité de *la Vera Costanza*, écrite deux ans avant *le Fedelta premiata*, on devra se rappeler que Mozart n'a encore composé aucun de ses chefs-d'œuvre et que Haydn, à quarante-six ans, s'essaye pour la première fois au *dramma giocoso* neuf ans avant *Don Giovanni* qui en donnera l'exemple parfait (1).

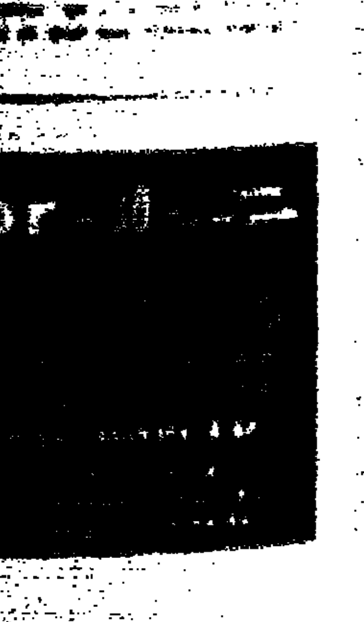
On s'est longtemps gaussé des livrets du *Trouvère* ou de *la Force du destin*, mais ils avaient au moins de vrais ressorts dramatiques derrière leurs invraisemblances proverbiales ; celui de *la Vera Costanza* est dépourvu de toute cohérence, *tissu de quiproquos, de sentiments* contradictoires, de coups de théâtre et de coïncidences absurdes, dont un Feydeau *pourrait à la rigueur* tirer les ficelles, mais où Haydn s'embrouille à plaisir, maîtrisant imparfaitement ce mélange du ton comique et du ton tragique qui demande tant de souplesse : il lui arrive d'écrire une belle page émue sur des paroles cocasses (air du testament), et, pour placer un air de bravoure militaire et amoureuse qui enchantera ses *hôtes princiers (A trionfar l'invita)*, il expose son héroïne à la muflerie la plus odieuse de son *époux*.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 18.)

(1) Le manuscrit original a disparu dans l'incendie d'Esterhaz en 1779. L'édition de Robbins Landon a été établie d'après un manuscrit de 1785, partiellement de la main de Haydn, qui se trouve à la bibliothèque du Conservatoire de Paris (où l'œuvre a été représentée en 1791 sous le titre de *Laurette*). Il en existe un superbe enregistrement de 1977 dirigé par Antal Dorati (trois disques Philips, 6703.077).





POUVOIR

Le bon choix

par JACQUES MADAULE

LES mésaventures de Jimmy Carter depuis qu'il tient les rênes de la politique américaine non moins que l'approche pour nous de l'élection présidentielle nous conduisent tout naturellement à quelques réflexions sur l'art de gouverner.

Un art de cette espèce ne comporte pas de règle que l'on pourrait apprendre par cœur, mais tout au plus des recettes qui ne réussissent que grâce à un certain tour de main que tout le monde n'a pas. De plus il y a des hommes (et des femmes, voyez Golda Meïr ou Mme Gandhi) qui s'imposent par une autorité naturelle qui, elle aussi, est un don des dieux, fait de mille impondérables, depuis le ton de la voix jusqu'à l'attitude du corps. Mais rien là-dedans n'est simple : on a vu des nabots s'imposer et de paisibles géants être moqués et torturés par Lilliput. Par exemple, nul de ceux qui en ont quelque expérience ne me démentira sur ce point : un mois après qu'un nouveau ministre a pris possession de son fauteuil, tout le monde sait dans son ministère s'il est un bon ou un mauvais ministre, selon qu'il s'est ou non imposé.

Or, quand il s'agit dans nos démocraties de choisir un président qui dominera, à l'extérieur comme à l'intérieur, la vie de la nation pendant sept ans, on s'étonne de voir combien peu les partis se préoccupent de choisir vraiment le meilleur candidat. Non pas seulement celui qui serait susceptible de réunir le plus de voix, mais celui qui serait le plus capable de gouverner, celui qui serait le mieux doué pour pratiquer cet art difficile et périlleux.

Pour continuer à puiser nos exemples hors de nos frontières, il ne me semble pas douteux que la politique incarnée par Jimmy Carter est beaucoup plus sympathique que celle du tandem Nixon-Kissinger. Mais ceux-ci savaient gouverner, et il arrive qu'on les regrette, tandis que celui-là avait tout à apprendre, et ne semble pas particulièrement doué. Il est vrai qu'il a fait un rude apprentissage de quatre années. On peut donc espérer que son deuxième mandat serait meilleur que le premier, d'autant qu'il aurait les mains plus libres et ne serait pas fasciné par sa réélection. Aux électeurs américains de décider...

En ce qui nous concerne, la situation est assez différente. Voilà six ans que nous jouissons du charme discret de M. Giscard d'Estaing. Nous avons pu l'apprécier sur toutes les coutures et nous faire une opinion. Il s'agit de savoir si nous voulons continuer à être gouvernés dans ce style feutré, qui nous met en présence des options les plus décisives sans avoir pris la peine de nous consulter auparavant, ou bien si nous avons envie d'essayer quelqu'un d'autre pour faire autre chose.

Une majorité peu redoutable

Je crois vraiment qu'il y a dans ce pays une majorité pour souhaiter autre chose que ce conservatisme qui n'ose pas dire son nom et que cette manière de tirer à soi tous les pouvoirs en les abritant derrière le secret du roi. Or non seulement cette majorité est terriblement divisée, ce qui la rend peu redoutable pour le pouvoir en place, mais on fait miroiter à ses yeux des programmes plus ou moins alléchants sans se demander s'ils sont réalisables, s'ils ne sont pas intrinsèquement contradictoires. Surtout, on se préoccupe fort peu de la qualité de l'homme qui serait chargé de les appliquer. Il arrive même que l'on se serve du programme pour en accabler un candidat éventuel dont on redoute le succès, comme si tout ne valait pas mieux aujourd'hui pour la gauche divisée et surtout pour la masse des exploités de ce pays, qui sont nombreux, qui sont les plus nombreux, que la morne poursuite de cette descente sans perspective à laquelle nous conduit le sourire imperturbable de M. Raymond Barre.

Certes, je n'ignore pas l'horreur que ce pays a toujours éprouvée pour le plébiscite. On préfère se compter sur des options que sur des hommes. Mais les options les meilleures n'ont jamais impliqué une politique bien faite. Il faut en outre qu'elles soient servies par des hommes ou, dans le cas présent, par un homme capable de les faire aboutir aux moindres frais. Les frais, ici, ce sont la plupart du temps des souffrances humaines dont on n'a pas le droit d'augmenter la somme par des erreurs de pilotage.

On voit tout ce qu'implique le choix judicieux d'un candidat, et je n'ai pas l'impression que les manœuvres qui se développent depuis quelque temps à l'intérieur du parti socialiste soient toutes inspirées par l'unique souci non seulement de choisir celui qui aurait le plus de chances d'être élu, mais aussi celui qui pratiquerait le mieux en cette saison des tempêtes l'art de gouverner.

C'est dommage ! Il est vrai que, pour obtenir la désignation du P.S., il faut déployer autant de sagacité et d'esprit manœuvrier que dans le bureau du chef de l'Etat.

L'EFFRITEMENT

par CLAUDE MAURIAC

AUTOUR de François Mitterrand innocent le vide s'est fait (ou se fait). Nous ne le rendons pas responsable d'avoir eu, une fois de plus, confiance en des alliés dont, au seul souvenir de leur conduite passée, on pouvait craindre qu'ils ne le (et ne nous) trahissent. Simplement, la marée descendante l'a laissé seul sur la plage, où le flot montant, un jour, pourra de nouveau le recueillir, peut-être. Mais nous attendrons l'inévitable flux sans prendre le risque, cette fois, de flotter avec lui. Flotter, oui, car qui pourrait croire encore qu'il est au gouvernail n'espère qu'il sera un jour au gouvernement ? Et si c'était possible, à ce prix-là, au prix de cette alliance-là, nous ne le voulons plus.

Rocard, oui, bien sûr, lorsque l'on se sent un peu à gauche (un peu suffit), c'est le plus séduisant... Trop séduisant peut-être. Ayant gagné par ses manières, son verbe et ce qui lui reste de jeunesse un peuple qui l'a jugé sur ces seules apparences heureuses. Ce qui ne signifie point que, parvenu au plus haut niveau, il décevra la confiance que nous nous sentons incités à mettre en lui. Mais ce qui ne nous donne point davantage l'assurance du contraire. Emprise, sur la nation qui a besoin d'être prise, d'un jeune premier (et jeune premier ministre ne lui, ne nous suffirait pas). Nous souhaiterions à notre choix des raisons plus sérieuses.

Sondages où ce sont les visages qui font pencher les cœurs, et chez Marchais lui-même, du temps où il faisait encore illusion. Le charme de Rocard, pour être sensible, doit miroiter à la surface lisse d'un petit écran. (Etre diffusé pour ne pas demeurer diffus.) Le seul direct qui lui convienne est celui de la télévision. Les seuls électeurs qui ne l'intimident et qu'il n'intimide pas, les téléspectateurs. Qu'il ne s'inquiète pas. Les campagnes électorales ne se gagnent plus dans les préaux.

Il est inacceptable, inadmissible, pour un responsable dont l'ambition est d'accéder au niveau suprême, d'avoir choisi d'aller travailler en temps de guerre dans une usine d'aviation ennemie. A peine plus recommandable d'avoir été faire ses hautes études politiques à l'étranger. Nous voulons espérer que, volontaire en Allemagne, Georges Marchais ne l'a pas été, et que ce stage moscovite, il ne l'a pas fait. Mais s'il est un voyage qui n'est pas contesté, c'est celui qui l'a conduit à Moscou après l'invasion soviétique de l'Afghanistan. Nous savons ce qu'il y a proclamé, acclamé. A côté de ce présent russe, ce passé allemand et cet autre possible passé soviétique, sans perdre de leur intérêt, requièrent moins notre attention. Les éventuelles qualifications d'hier importent peu pour qui a été disqualifié aujourd'hui. (Disqualifié, le mot est sans doute trop fort dans un monde où il y a tant de tricheurs. Disons : peu qualifié.)

Chirac ? Debré ? Ce ne sont pas les plus antipathiques, s'ils ne semblent guère avoir de sympathie l'un pour l'autre. Ils se disputent un patrimoine indivis sur lequel il leur faut se convaincre qu'ils n'ont pas un droit particulier. Déjà le revendiquent ceux qui naguère encore avaient négligé l'oncle à héritage. De Gaulle n'est à personne, sinon à la personne France. Si éminents soient ses états de service, pas plus à Debré qu'à Chirac. (Et si contestables soient à des titres divers les leurs, pas moins à Marchais qu'à Giscard.)

« La France est fatiguée », dit Chirac. Mais d'abord fatiguée de vous, non sans injustice ni inconséquence, peut-être. Pas plus de Chirac que des autres. Il fut un temps où l'on avait peur de lui. C'était l'époque où beaucoup participaient en toute bonne foi à un mimodrame collectif. Qui n'était pas à gauche était fasciste. Jacques Chirac était alors le grand méchant loup. Ces temps-là sont passés. Il ne suffit pas de ne plus faire peur. Il faut séduire. Pour être d'une nature autre que celle de Rocard, la séduction de Chirac n'est point contestable. Le pouvoir, curieusement, ne l'a pas usée. Bien plutôt l'aurait-il rétroactivement et de façon paradoxale accentuée. Mais, dans sa fatigue, la France qui se détourne de Mitterrand oublie aussi Chirac.

Lecanuet ? Il n'y a rien à dire de Lecanuet. Chaban ? Il semble toujours courir après un autobus. L'autobus nommé désir (du pouvoir).

Déceptions

Barre se donne beaucoup de mal, assurément. Et s'il fait mal, c'est avec une grande obstination. Nous ne saurons jamais où nous en aurions été (et le chômage et le franc) s'il n'avait été là. Mais nous savons où nous en sommes. L'étonnant, avec lui, c'est qu'étant à la place qui est depuis si longtemps la sienne, et qu'il occupe dans tous les recoins que lui a laissés le président de la République, il est comme transparent, sinon invisible. Il se moque sans doute moins du monde qu'il n'en a l'air lorsqu'il apparaît à la télévision. Mais, quand on a naturellement cet air-là, on apprend à faire au moins semblant d'en avoir un autre.

Giscard d'Estaing. Un diamant de plus ou de moins dans la corbeille qu'il a reçue des fées. Je veux bien comprendre qu'il n'y a pas, par distraction, attaché d'importance. Soyons assurés qu'on ne l'y reprendra plus si nous le reprenons.

Après six ans de règne, le président de la République a perdu de son éclat et de son rayonnement. S'il a distancé ses concurrents d'hier et de demain, il ne les a pas surclassés. Ce qui ne signifie pas qu'ils ont tous de la classe, mais qu'il est en passe de perdre la sienne. La classe, au sens ancien du terme (de classe), M. Giscard d'Estaing la possède à un degré éminent. La vraie élégance n'est pas l' « élégance », sans naturellement en être exclusive.

Ils sont donc de la même farine (de celle, aussi, où nous avons parfois l'impression qu'ils nous roulent). Le président et les présidents de ceci ou de cela.

C'est là où Giscard d'Estaing nous a le plus déçus, sans doute. Que nous avons ou non voté pour lui, nous souhaitons le président de la République différent. Ce qu'il fut, les premiers temps. S'il n'est pas encore rentré dans le rang (et s'il n'est pas près d'y rentrer, peut-être), il se distingue désormais moins des autres politiciens par l'altitude que par l'attitude. (La componction après l'onction. Le contraire de la décontraction essayée au début du septennat).

Giscard d'Estaing a si belle allure qu'il nous arrive d'être fiers de lui. Apparaît-il en voyage officiel à l'étranger ou en fonction dans une organisation internationale que nous éprouvons l'orgueil d'être si bien représentés. Nous parle-t-il familièrement ou gravement à la télévision qu'il nous faut faire attention à ne pas nous laisser prendre par ses manières exquises. Ce qu'il dit avec tant d'aisance et de brillant nous ferait facilement oublier, si nous n'y prenions garde, ce qu'il tait, que nous espérons toujours vainement qu'il finira par dire. Correction nécessaire à qui ne veut pas se « laisser avoir », mais que l'équité exige que nous fassions aussi dans l'autre sens. Tout n'est pas négatif, en France, en Europe et ailleurs dans la politique du président de la République. J'imagine qu'il doit nous trouver bien injustes, parfois.

Ne va-t-on pas jusqu'à lui reprocher ses vacances ? Certains jeunes, surtout, qui en ont pourtant presque autant que lui (parfois forcées, hélas, lorsque le premier métier se fait attendre). Il me paraît moins grave de glisser sur les pentes que sur les événements, ceux surtout qui gênent. Je ne voudrais pas inquiéter le président de la République, mais il aura besoin, dans les jours qui viennent, de beaucoup de fart.

C'est aussi que nous le sentons trop mêlé à ce à quoi il eût dû rester étranger. Peut-être nous trompons-nous (et ne nous a-t-il pas trompés). Mais l'impression est là, qui vaut certitude. L'impression, surtout, la certitude, d'être traités, nous Français, parmi des millions et des millions d'autres avec désinvolture et mépris. Parce que, tout de même, il y a trop de ténèbres (et pas sur la seule Afrique noire).

Je relis *les Possédés*.

« Certes, il y avait chez nous quelque chose de bien plus sérieux que la seule soif de scandale : il y avait une irritation générale, quelque chose d'inextinguiblement méchant ; on eût dit que chacun était absolument excédé de tout... » (Traduction E. Guertik, Le livre de poche, p. 469).

Méchant ? Au sens (mais ce n'est pas suffisant) de « méchante humeur ». Et, après ce que nous venons d'apprendre sur les circonstances de l'assassinat du prince de Broglie, de « méchante affaire ». Une de plus. Mais c'est la *goutte* (de sang) qui fait déborder le vase. Et nous risquons de devenir méchants, qui sait ?

Les ténébreuses histoires de la politique sécrètent leur mystère. Elles se nourrissent de leur propre substance avec tant de vraisemblance que nous ne songeons bientôt plus à mettre en doute leur vérité. Il est juste, bon, raisonnable, de crier au scandale et de se mettre en colère, parfois. Pas toujours. Le difficile est de savoir quand, comment et dans quelle mesure.

L'inconvénient, avec les affaires laissées à dessein dans l'ombre (mais avec ce *à dessein*, j'en dis déjà plus que je ne sais, ce que je voulais éviter, justement) et que nous ne savons pas ce qui y appartient à l'ombre choisie, et à ce qui, malgré enquêtes et recherches, demeure inconnu si ce n'est même inconnaissable.

Disons seulement en toute équité et mesure que le pouvoir ne nous donne pas toujours l'impression qu'il fait de son côté ce qu'il peut pour nous faciliter cette prudente mais nécessaire percée des ténèbres.



Theodor W. Adorno
Minima moralia
réflexions sur la vie mutilée

Alexandre Safran
Israël dans le temps et dans l'espace

Pierre Marty
L'ordre psychosomatique

petite bibliothèque payot

Sociopsychanalyse 8
Pratiques d'un pouvoir plus collectif aujourd'hui
p.b.p. n° 375

Max Horkheimer
Les débuts de la philosophie bourgeoise de l'histoire
p.b.p. n° 376

ARL

PAYOT

La politique en miettes

par ALAIN DUHAMEL

LA vie politique intérieure française est en miettes, comme un miroir brisé dont chaque fragment reflète encore un morceau de réel, mais dont l'ensemble ne signifie plus rien.

Plusieurs facteurs se liguent pour attaquer, corroder et déséquilibrer le système politique français. Il y a d'abord le cadre, une crise mondiale économique, diplomatique et militaire grave et durable. Elle efface la prospérité, elle détruit la confiance, elle menace la détente. Elle retentit directement sur la vie politique intérieure en en soulignant cruellement les faiblesses et les artifices. Elle facilite l'hypertrophie du pouvoir présidentiel. Elle accélère l'effacement du Parlement. Elle caricature les contradictions des partis. Quand l'orage gronde, l'Elysée tend en effet à rassurer, le Palais-Bourbon à agacer, les formations politiques à irriter. Les critiques, même justifiées, paraissent plus mesquines ; les propositions, même raisonnables, paraissent plus fragiles ; les manœuvres, même légitimes, paraissent plus inconvenantes. La crise internationale, parce qu'elle est sérieuse, tend à faire paraître artificielle ou superficielle la vie politique quotidienne. Premier handicap, et de taille, même s'il vaut pour toutes les démocraties occidentales.

Le second relève au contraire du calendrier politique le plus national : c'est l'approche de l'élection présidentielle, élection reine, élection despotique qui colonise littéralement la vie politique ordinaire, efface les autres enjeux et impose sa souveraineté.

Le comportement personnel des principaux leaders, qui sont aussi les candidats potentiels, accentue encore ces inconvénients en y intégrant un air de simulacre. Alors que tous scrutent matin, midi et soir la ligne bleue de l'horizon présidentiel, nos principaux ténors se veulent, se croient ou se trouvent obligés de dissimuler avec une pruderie victorienne leurs intentions les plus évidentes. Qu'un journaliste s'aventure à leur demander l'amorce d'une précision, et aussitôt Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand, Georges Marchais, Jacques Chirac et les autres s'offusquent, se courroucent et protestent. Il n'y a guère que Michel Rocard qui se montrerait volontiers plus prolixe. Aussi ses pairs le montrent-ils du doigt avec la plus douloureuse désapprobation. D'où un fort sentiment d'artifice, l'échéance présidentielle éclipsant le reste de la vie politique, mais ses principaux protagonistes se refusent à en débattre.

Comme, par-dessus le marché, les citoyens n'ont, en France, le droit d'assister que de loin aux épreuves de présélection pour les candidatures présidentielles, en spectateurs passifs, la frustration est complète. Pas question ici d'élections primaires, comme les Etats-Unis nous en donnent en ce moment le spectacle hebdomadaire. Dans la majorité, les candidats s'autodésignent ; au P.C., ils s'autoratifient ; au P.S. seul, les militants seront sans doute admis à dire tardivement leur mot, mais surtout pas les électeurs, qui ne peuvent donc qu'observer à distance ou penser à autre chose. En somme, les élections présidentielles balaient les autres enjeux, mais ne se préparent qu'entre professionnels. Second facteur de déséquilibre.

La troisième tient évidemment à la situation singulière actuelle des deux coalitions antagonistes qui se partagent l'essentiel de la scène politique, la gauche et la majorité. Les dix-neuf premières années de la V[e] République, de 1958 à 1977, ont poussé à les constituer en deux blocs rivaux, relativement soudés, incarnant des options clairement différenciées. C'était la belle époque de la bipolarisation. Le « fait majoritaire » schématisait certes à l'excès le débat et écrasait l'entre-deux. Au moins les règles étaient-elles simples et viables et tendaient-elles aussi à contraindre, dans la perspective du pouvoir, chaque formation à plus de maturité.

Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? L'union de la gauche est morte. La majorité se compose de deux branches rivales qui se détestent. Il n'y a plus d'alternative sérieuse, puisqu'il n'y a plus d'opposition unie. Il reste une majorité parce que les institutions et les modes de scrutin obligent R.P.R. et U.D.F. à coexister pour défendre leur patrimoine électoral commun. Un camp vole en éclats, l'autre survit de force. On s'apostrophe, on s'invective, on se combat autant au sein de chaque coalition qu'entre coalitions. Tout cela crée un climat d'irréalité et d'irresponsabilité. On fait, de partout, assaut de démagogie et d'exclusive. La qualité du débat s'affaisse. C'est le syndrome de la proportionnelle qui menace. Chacun sent confusément ce que cela a de fragile et de vulnérable. Troisième facteur de déséquilibre.

S'y ajoutent enfin deux dernières raisons : d'une part, le long cortège des scandales et des « affaires », qui italianise la vie politique française. Sans doute y a-t-il là quelque chose comme un sous-produit malodorant du blocage de la vie publique, du dépérissement du débat et de l'absence d'alternance. Sans doute aussi, l'échéance présidentielle — toujours elle — y est-elle pour quelque chose. Cela ne fait guère, en tout cas, de promotion à la vie politique, même si ce qui est vrai doit être dit.

Une étrange disparition

Et puis il y a enfin l'étrange disparition de la scène politique du gouvernement tout entier. Le chef de l'Etat, lui, fait ses choix, applique sa ligne et prépare sa candidature. Mais les excellences ministérielles ont disparu de la vie politique. Le gouvernement gère, administre, se réunit et applique les directives du président et du premier ministre. Mais qu'apparaisse l'ombre du débat politique, et le conseil s'enfuit au grand complet comme une volée de moineaux effarouchés. Il y a là une volonté de retraite et une vocation d'abandonner la politique aux partis, pendant que l'exécutif s'occupe d'affaires plus nobles, franchement bizarres dans un pays pluraliste.

Alors, si l'on fait les comptes, le citoyen trouve évidemment peu de motifs de satisfaction. La crise l'inquiète, le désempare et le recroqueville sur lui-même. C'est la fuite en avant vers l'individualisme, le repli sur les bases familiales, la baisse du militantisme, la distance et la méfiance vis-à-vis de tout engagement.

La politique, elle, le désarçonne et l'irrite. Les électeurs s'étaient, en somme, plus sincèrement convertis aux règles de la V[e] République que les états-majors. Les Français votaient beaucoup, avaient, dans chaque camp, l'esprit plus unitaire que leurs dirigeants et suivaient d'assez près les principaux débats et l'approche des grandes échéances. Il y avait eu, en quelque sorte, repolitisation du citoyen sous la V[e] République. Aujourd'hui, c'est l'inverse. Tous les sondages le montrent, le langage politique actuel agace, le dérèglement de la vie politique déçoit, la situation générale assombrit. D'enquête en enquête, de baromètre en baromètre, les Français se montrent de plus en plus pessimistes, sceptiques vis-à-vis des dirigeants politiques de tous bords, extérieurs et même étrangers à l'égard du débat tel qu'il se déroule.

Comme de plus, ce ne sont pas en France les contrepoids, les contre-pouvoirs, les institutions locales ou régionales, les associations volontaires qui possèdent l'influence suffisante pour prendre le relais, comme de surcroît le prestige des modèles politiques d'importation — U.R.S.S., Etats-Unis, Chine, Cuba — est en chute libre, il y a là un risque évident d'indifférence, de détachement, de lassitude, donc d'aliénation politique. Cela peut prendre la forme d'une sorte de cynisme discret. Cela peut aussi déclencher des réactions de refus, de rejet, voire de violence. Quand la vie politique conventionnelle est bloquée, les aspirations et les frustrations s'expriment autrement. La France a, pour l'instant, été relativement épargnée par la violence politique. Mais plus le fonctionnement normal de la vie publique se dégrade, et plus le risque s'accroît. « Action directe » — nom déjà symbolique en lui-même, — c'est aussi la sanction des scléroses et des paralysies du système politique.

La politique intérieure française paraît ainsi asphyxiée, éclatée, artificielle. Elle ressemble de jour en jour davantage à du mauvais théâtre d'ombres. Rien n'est plus démobilisateur, donc plus néfaste pour le citoyen. Si la classe politique, tout entière réunie, s'enfermait en conclave pour déterminer les meilleurs moyens de susciter une crise de dépolitisation, elle n'aurait pas besoin de parler. Il lui suffirait de se regarder dans une glace.

هكذا من الأصل

étranger

AFRIQUE

Zimbabwe

M. Mugabe privilégie les contacts avec les Occidentaux

De notre envoyé spécial

Salisbury. — L'Occident deviendra-t-il le meilleur allié du Zimbabwe ? La question n'a rien d'incongru. Tout en affichant sa dévotion aux *principes* du non-alignement, le premier ministre, M. Robert Mugabe, privilégie les contacts de tous ordres avec l'Europe de l'Ouest. Dans le même temps, il arbore une défiance persistante envers l'Union soviétique et ses satellites, coupables à ses yeux, et selon sa propre expression, de ne pas lui avoir fourni une *« seule épingle »* pendant les longues années de lutte.

Les pays occidentaux n'ont pas perdu de temps pour aider le Zimbabwe. En quelques jours, la Grande-Bretagne, l'Australie, les Etats-Unis, l'Allemagne fédérale, notamment, ont rendu publique l'enveloppe financière destinée à l'ancienne colonie. A lui seul, le gouvernement de Bonn accordera à celui de Salisbury 3 millions de dollars en dons et 17 millions en prêts. C'est aux pays occidentaux, et d'abord à la Grande-Bretagne, que M. Mugabe demande de former les premières équipes de cadres et techniciens indispensables à l'administration.

Ni Moscou ni aucune capitale communiste voisine ne figurent sur la liste des ambassades du Zimbabwe que M. Mugabe a choisi d'ouvrir en priorité. La Yougoslavie et la Roumanie échappent à cette mise en quarantaine. La première parce qu'elle incarne le non-alignement, la seconde en raison de ses velléités d'indépendance en politique étrangère. Belgrade et Bucarest ont d'ailleurs, pendant la guerre, aidé le mouvement de M. Mugabe.

Les dirigeants soviétiques ont vainement tenté de remonter le courant. Alors qu'il accomplissait une tournée en Afrique australe dans les semaines ayant précédé l'indépendance du Zimbabwe, le vice-ministre des affaires étrangères, M. Leonid Ilytchev, s'efforça, dans un message, de faire accepter à M. Mugabe l'établissement de relations diplomatiques entre Moscou et Salisbury. Devant le refus du premier ministre, il transmit une seconde demande en ce sens, par l'entremise de M. Nkomo. Cette procédure, pour le moins maladroite, aurait singulièrement irrité M. Mugabe. Par souci d'équilibre entre les deux grandes puissances, celui-ci invita toutefois l'U.R.S.S. à dépêcher une délégation aux cérémonies d'indépendance. Les Soviétiques commirent une nouvelle bévue en intégrant M. Ilytchev dans cette délégation. M. Mugabe eut le sentiment de s'être laissé forcer la main.

L'U.R.S.S. pourrait utiliser ses liens avec M. Nkomo afin d'améliorer ses positions au Zimbabwe. Ainsi, pendant son séjour officiel à Salisbury, M. Ilytchev rencontra discrètement un ministre zimbabwéen, proche collaborateur du vétéran nationaliste. Le chef du gouvernement n'a guère apprécié ce rendez-vous. L'U.R.S.S. sera-t-elle tentée de jouer la « carte Kaunda » en l'invitant à exercer des pressions sur les dirigeants de Salisbury ? Un tel pari semble hasardeux. Le chef de l'Etat zambien, virtuose de la diplomatie et en quête, lui aussi, d'une aide financière occidentale, paraît d'autant moins désireux de servir de tête de pont à l'influence soviétique qu'il a noué de bons contacts avec M. Mugabe et accorde du prix à l'avènement d'un régime stable au Zimbabwe.

Les relations avec Pékin

M. Nkomo lui-même n'a pas les moyens de jouer les trouble-fête. Les éléments « radicaux » de la ZAPU, qui sont aussi les plus pro-Soviétiques, auraient décidé de mettre en difficulté M. Nkomo lors du congrès du parti, prévu dans les deux prochains mois. Ils reprochent au père du nationalisme de s'être compromis avec un gouvernement trop réformiste à leurs yeux. Ils seraient favorables à l'entrée de la ZAPU dans l'opposition. Quoi qu'il en soit, M. Mugabe s'efforce de neutraliser son ancien allié. Le rapatriement des partisans de M. Nkomo stationnés en Zambie se heurte à de sérieuses difficultés. Deux mille d'entre eux prétendaient regagner leur pays avec leur arsenal d'armes lourdes, « orgues de Staline » comprises. Informé tardivement de cette intention, le premier ministre a pu s'y opposer. Quelque six mille combattants de la ZAPU demeurent en Zambie. Leurs conseillers soviétiques pourraient être tentés d'attiser leur amertume contre le gouvernement de Salisbury.

En revanche, M. Mugabe entretient d'excellentes relations avec les dirigeants de Pékin dont le soutien à la ZANLA (son armée) ne s'est pas démenti au cours des dernières années. M. Huang Hua, ministre des affaires étrangères et chef de la délégation chinoise aux cérémonies d'indépendance, connaît M. Mugabe et son épouse depuis l'époque de leur exil ghanéen, il y a plus de vingt ans. Le diplomate chinois représentait alors son pays à Accra. Le Zimbabwe ouvrira rapidement une ambassade à Pékin.

Fort de son prestige tout neuf et de ses atouts économiques, le Zimbabwe jouera sans doute assez vite un rôle de premier plan en Afrique noire. Il souhaite notamment resserrer ses liens avec le Nigeria, principal pourvoyeur d'aide aux mouvements de libération d'Afrique australe. Lagos a déjà annoncé un programme d'aide au Zimbabwe de 17 millions de dollars affecté à la formation d'une main-d'œuvre spécialisée. Salisbury bénéficiera également de tarifs préférentiels lors de l'achat du pétrole nigérian. M. Mugabe participera, en fin de semaine, au sommet économique, le premier du genre, organisé par l'O.U.A., à Lagos. Il se confirme, d'autre part, que le Zimbabwe honorera toutes les dettes des gouvernements précédents.

Le cabinet zimbabwéen, dont les membres ont prêté serment, samedi 19 avril, a pris une première série de mesures fiscales conformes aux promesses électorales de la ZANU-P.F. en faveur des plus pauvres. La taxe à la valeur ajoutée frappant plusieurs produits de base — sucre, thé, margarine, huile de cuisine — a été abolie. Pour les autres produits, elle a été réduite. En outre, la taxe sur les alcools et les tabacs a été augmentée. Une surtaxe grève l'impôt sur le revenu de 10 %. Cette mesure concerne surtout les privilégiés européens.

Le gouvernement a également décidé l'amnistie et la libération immédiate d'environ mille prisonniers de droit commun condamnés à moins de dix-huit mois de prison. Cette mesure d'apaisement contribuera à la *« réconciliation nationale »* prônée par M. Mugabe. Celui-ci a présidé, dimanche, un service de prières interconfessionnel organisé par les hiérarchies catholique et anglicane de Salisbury. Plusieurs centaines de croyants noirs et blancs ont participé avec ferveur à cette réunion. Temps fort de la cérémonie : le premier ministre a serré la main de l'évêque Muzorewa, son prédécesseur et rival malheureux aux élections. Qui, il y a quelques semaines, eût imaginé une telle scène, encourageante pour l'avenir du Zimbabwe ?

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

SALISBURY PRENDRA LE NOM DE HARARE

Salisbury (A.F.P.). — La capitale du Zimbabwe, Salisbury, qui porte le nom de l'ancien premier ministre britannique, lord Salisbury, responsable de nombreuses conquêtes coloniales, prendra dans l'avenir le nom africain de Harare, qui est actuellement celui d'une des banlieues noires de la ville. Le changement ne se fera toutefois pas dans l'immédiat. Il suivra des élections municipales prévues avant la fin de l'année.

La capitale avait été fondée, il y a quatre-vingt-dix ans, par les premiers pionniers blancs. Ils avaient érigé, au centre de la ville actuelle, un fort, nommé Salisbury, et des bâtiments sur une colline surplombant la ville. Cette colline était connue sous le nom du chef africain Neharawa. Les déformations de ce nom par les Blancs ont donné Harare.

Algérie

LA REVENDICATION CULTURELLE BERBÈRE

La police a expulsé les grévistes de l'université et de l'hôpital de Tizi-Ouzou

De notre correspondant

Alger. — Les forces de l'ordre sont intervenues, dans la nuit de samedi à dimanche, contre les étudiants et les enseignants grévistes qui occupaient, depuis le 7 avril, l'université de Tizi-Ouzou. Des affiches apposées par ces derniers sur les murs d'enceinte de la faculté des lettres de la capitale ont appris, dimanche en début d'après-midi, la nouvelle aux Algérois.

Celle-ci s'est répandue comme une traînée de poudre, mais n'a pas suscité, apparemment, de réaction dans la population. Seuls trois à quatre cents étudiants se sont rassemblés pour tenir une assemblée générale et scander des slogans. Les affiches précisaient que l'intervention contre l'université de Tizi-Ouzou, à 5 heures du matin, avait été précédée, quatre heures plus tôt, par une action contre l'hôpital de la grande cité kabyle, en grève lui aussi par solidarité avec les étudiants. Les contestataires réclamaient *« la reconnaissance par les autorités de la langue et du patrimoine culturel berbère »* et, d'une façon plus générale, le *« droit à la liberté d'expression et d'information »*.

Toujours selon les affiches, la ville de Tizi-Ouzou serait *« terrorisée »* par des patrouilles accompagnées de chiens policiers, et l'intervention des forces de l'ordre aurait fait de *« nombreuses victimes »*, ce qui est catégoriquement démenti par les autorités. Celles-ci qualifient les affirmations des étudiants d'Alger de *« propagande mensongère »*. Malheureusement, toute enquête sur place est impossible, puisque les journalistes accrédités à Alger ne peuvent désormais s'y rendre pour raisons professionnelles que munis d'une autorisation du ministère de l'information. Ceux d'entre eux qui demandaient à aller à Tizi-Ouzou se sont vu opposer, dimanche, un refus.

Selon les témoignages de personnes qui affirmaient venir de Tizi-Ouzou, l'évacuation, dans la nuit, de l'hôpital et du campus se serait déroulée sans incidents notables. Les contestataires s'étaient d'ailleurs toujours réclamés de la non-violence et avaient maintes fois répété qu'ils ne s'opposeraient pas par la force aux policiers.

En revanche, des heurts se seraient produits en ville, dans la matinée, lorsque les étudiants qui avaient passé la nuit chez eux ou dans la cité universitaire ont découvert que l'université avait *« changé de main »*. Ils auraient alors tenté de manifester, et c'est ce qui aurait entraîné une réaction violente des forces de l'ordre. Des accrochages se seraient produits également avec les ouvriers d'au moins une usine, la SONELEC (Société nationale d'électricité), qui avaient suivi, trois jours auparavant, ainsi que toute la population de la région, une grève de solidarité avec les universitaires (*le Monde* du 17 avril).

Un bref communiqué diffusé par l'A.P.S. a annoncé, dimanche en fin d'après-midi, la *« fermeture provisoire de l'université de Tizi-Ouzou »*. Ce texte rappelle que le ministre de l'enseignement, M. Abdelak Brheri, avait signifié, mercredi 16 avril, aux contestataires sa volonté de voir les cours reprendre un peu plus tard, le samedi. Ceux qui ne se présenteraient pas, spécifiait cet avertissement, seraient considérés *« comme ayant renoncé à leurs études ou à leur carrière d'enseignant »*. C'est *« devant l'empêchement, par certains éléments, de la reprise normale des cours à la date fixée et devant l'occupation illégale, par ces mêmes éléments, des locaux pédagogiques »* que la fermeture de l'université a été décidée, précise enfin l'agence officielle.

Les plus hautes autorités de l'Etat ont été informées, dimanche, de l'action menée à Tizi-Ouzou. Le bureau politique a ainsi *« réaffirmé le contenu de l'allocution prononcée deux jours auparavant par le président Chadli Bendjedid en ce qui concerne la fermeté face à toutes les manœuvres du colonialisme et de ses agents »*. La réunion du bureau politique a été suivie de celle du conseil des ministres qui a écouté un exposé du premier ministre, M. Abdelghani, sur les décisions prises pour *« normaliser la situation »*.

DANIEL JUNQUA.

Libéria

QUATRE-VINGT-ONZE RESPONSABLES DE L'ANCIEN RÉGIME SONT TRADUITS EN JUSTICE

Monrovia *(A.F.P.)*. — Les premiers verdicts dans le procès des anciens responsables du gouvernement Tolbert pourraient être rendus *« bientôt »*, a annoncé dimanche 20 avril l'agence libérienne de presse Lina. Au total, quatre-vingt-onze responsables de l'administration Tolbert doivent comparaître devant le tribunal militaire pour des accusations allant de la corruption à la violation des droits de l'homme. Samedi soir, onze accusés, dont six anciens ministres, ont comparu devant leurs cinq juges. Au banc des accusés, MM. Reginald Townsend, président du True Whig Party (parti du défunt président) et Frank Tolbert, frère aîné de l'ancien chef de l'Etat, ont critiqué le gouvernement qu'ils avaient servi.

EUROPE

Portugal

LE PARTI COMMUNISTE ORGANISE DES MANIFESTATIONS DE RUE CONTRE LE GOUVERNEMENT SA CARNEIRO

Lisbonne *(Reuter)*. — D'importantes manifestations antigouvernementales, organisées par le parti communiste, se sont déroulées, samedi 19 avril, dans les principales villes du Portugal.

A Lisbonne, une longue colonne de manifestants a défilé le long de l'avenue de la Liberté, principale artère de la capitale, en scandant : *« Le peuple ne veut pas de fascistes au pouvoir. »*

Ce sont les plus importantes manifestations de mécontentement contre le gouvernement de l'Alliance démocratique, coalition de partis conservateurs, depuis son arrivée au pouvoir en janvier dernier. C'est également la première fois, depuis que M. Francisco Sa Carneiro est à la tête du gouvernement, que le parti communiste portugais appelle ses partisans à descendre massivement dans la rue. Les manifestants étaient encadrés par les militants de l'Intersyndicale, première confédération ouvrière contrôlée par le P.C.P.

Grèce

M. Caramanlis pose sa candidature à la présidence de la République

De notre correspondant

Athènes. — Le premier ministre grec, M. Constantin Caramanlis, a appelé, le samedi 19 avril, tous les partis représentés au Parlement à voter pour lui lors du scrutin présidentiel du mercredi 23 avril. Se défendant de poursuivre des ambitions personnelles, M. Caramanlis estime que les graves problèmes qu'affronte la Grèce lui imposent de briguer la magistrature suprême.

Cependant, M. Caramanlis ne veut pas être seulement l'élu d'une droite libérale plus ou moins élargie. Il a donc exprimé le vœu de voir les députés voter selon leur conscience et non en fonction des clivages parlementaires. A l'exception du parti communiste grec, dont les onze députés vont se réunir pour fixer définitivement leur position, tous les partis de l'opposition ont répondu négativement à l'appel de M. Caramanlis.

M. André Papandreou, président du parti socialiste grec (PASOK), a déclaré qu'il était *« inconvenant »* de faire ainsi pression sur les députés. Le leader socialiste s'est déclaré hostile à l'élection du président de la République par un Parlement qui, selon lui, ne reflète plus la volonté populaire. Ce n'est pas la démocratie grecque qui se trouve menacée, mais bien M. Caramanlis, a estimé M. Papandreou.

Le parti socialiste démocrate (CODISCO), la Gauche unifiée (EDA) et le parti communiste dit « de l'intérieur », ont confirmé leur décision de ne pas voter pour M. Caramanlis. M. J. Zigdis président de l'Union démocratique du centre (EDIK), a dénoncé de son côté, le ton et l'esprit de la déclaration du premier ministre.

M. Caramanlis maintiendra-t-il sa candidature en acceptant d'être élu au troisième tour, où la barre est ramenée à cent quatre-vingts voix ? Divers pointages indiquent que dans ce cas il pourrait rallier tous les députés « européens » qui votèrent l'adhésion de la Grèce à la C.E.E. et groupent entre cent quatre-vingt-dix et cent quatre vingt-douze voix. — M. M.

Points roman

La collection de poche à garder en bibliothèque

Emmanuel Roblès Cela s'appelle l'aurore

Italo Calvino Le baron perché
Hervé Bazin Les bienheureux de La Désolation
Jacques Godbout Salut Galarneau !
Emmanuel Roblès Cela s'appelle l'aurore

Günter Grass Le tambour
André Schwarz-Bart Le dernier des Justes
G. Tomasi di Lampedusa Le Guépard
Jean-René Huguenin La côte sauvage
Tom Wolfe Acid test
Jean Cayrol Je vivrai l'amour des autres
Rainer-Maria Rilke
Les cahiers de Malte Laurids Brigge
Tahar Ben Jelloun Moha le fou, Moha le sage
Luc Estang L'horloger du Cherche-Midi

Robert Musil Les désarrois de l'élève Törless
Simone Schwarz-Bart
Pluie et vent sur Télumée Miracle
Herbert Lieberman La traque

SEUIL

EUROPE

Italie

L'étau se resserre autour des Brigades rouges

De notre correspondant

Rome. — L'étau se resserre lentement autour des Brigades rouges. Après avoir longtemps piétiné, beaucoup tâtonné, les enquêteurs semblent être maintenant sur la bonne piste. « *Le labyrinthe devient autoroute* », a lâché l'un d'eux après avoir entendu Patrizio Peci, le terroriste repenti qui poursuit sa confession-fleuve à la prison de Pescara. Cet ancien chef de la « colonne » turinoise des Brigades rouges envisagerait même de lancer un appel solennel à ses camarades pour leur demander de laisser les armes. Selon des rumeurs insistantes, d'autres détenus se seraient décidés eux aussi à parler. Ainsi s'effondre le mythe du terroriste intraitable qui, dès son arrestation, lance aux policiers : « *Je suis un prisonnier politique, je n'ai rien à dire.* »

On se demandait pourquoi Patrizio Peci avait récusé ses deux avocats. La raison a été fournie samedi 19 avril par la magistrature italienne, qui a émis deux mandats d'arrêt à l'encontre de MM. Sergio Spazzoli et Edvardo Arnaldi pour « *participation à bande armée* », accusant en somme les défenseurs d'appartenir aux Brigades rouges.

Si l'arrestation du premier a eu lieu normalement, celle du second s'est terminée en drame. Accueillant les carabiniers dans son appartement de Gênes, Mᵉ Arnaldi leur a demandé quelques minutes pour se préparer. Il a aussitôt gagné sa salle de bains et s'est tué en se tirant une balle dans la bouche.

On a vu dans cet acte un aveu de culpabilité, mais aussi un geste de désespoir de la part d'un homme malade et déçu. Cet avocat âgé de cinquante-cinq ans, qui défendit de nombreux militants de l'extrême gauche à Gênes, avait vu récemment l'un de ses clients se suicider et deux autres le révoquer. « *Je ne sais même plus si je suis le défenseur de Peci* », déclarait-il quelques jours avant sa mort. Titulaire de la médaille d'argent de la Résistance, Mᵉ Arnaldi avait milité au parti communiste de 1945 à 1952. Récemment, il s'était présenté à deux reprises aux élections comme candidat de l'extrême gauche.

Son collègue, M. Sergio Spazzali, âgé de quarante-quatre ans, fut l'un des piliers du Secours rouge. Lui aussi s'était spécialisé dans la défense de terroristes présumés ou de militants révolutionnaires. Mais il eut plusieurs fois maille à partir avec la justice : détenu pendant cinq mois en 1974 et en 1975 pour trafic d'explosifs, il avait été condamné de nouveau en décembre dernier pour la même raison.

Un élément nouveau : l'arrestation d'un certain nombre d'ouvriers, voire de délégués syndicaux, accusés d'appartenir aux Brigades rouges. Une vingtaine d'entre eux sont déjà en prison à Turin. Leur culpabilité reste, bien sûr, à démontrer, mais il faut se rendre à l'évidence : le terrorisme n'est pas seulement l'affaire de marginaux ou de cols blancs « jaloux de la classe ouvrière » comme l'ont soutenu pendant longtemps la plupart des dirigeants de gauche et d'extrême gauche.

A en croire Patricio Peci, les Brigades rouges compteraient un « comité exécutif » en plus de la « direction stratégique ». Est-ce le fameux Mario Moretti, activement recherché, qui fait le lien entre ces deux organismes ? Les progrès de l'enquête peuvent avoir des conséquences sur le sort d'un certain nombre d'intellectuels, comme M. Toni Negri, arrêté en avril de l'année dernière et dont on n'a établi encore ni l'innocence ni la culpabilité.

ROBERT SOLÉ.

AMÉRIQUES

Cuba

Un million de personnes ont défilé devant l'ambassade du Pérou

De notre envoyé spécial

La Havane. — La décision prise par le Costa-Rica de donner asile à quelque dix mille personnes qui s'étaient réfugiées à l'ambassade du Pérou n'avait, dimanche soir 20 avril, suscité aucun commentaire officiel cubain. Le gouvernement, qui avait décidé, vendredi soir, d'interrompre le pont aérien établi entre San-José et La Havane (*le Monde* daté 20-21 avril), se trouve dans une situation délicate. Il motivait sa décision en affirmant que le président Carazo avait proposé « unilatéralement » de faire de son pays une « plaque tournante », et accusait le Costa-Rica de se prêter à une « manœuvre ». Selon La Havane, un « camp de tri » à San-José pouvait permettre aux Etats-Unis de choisir les trois mille cinq cents réfugiés les plus « convenables ». Le gouvernement, qui voit dans les réfugiés des « délinquants » et des « éléments antisociaux », estime que les départs doivent se faire dans l'ordre d'attribution des passeports.

Le consul général du Costa-Rica a regagné son pays, et un million de Cubains ont défilé samedi devant l'ambassade péruvienne. Les conditions dans lesquelles s'est déroulée cette manifestation ont de quoi frapper les esprits et d'abord la date choisie, le dix-neuvième anniversaire de la baie des Cochons, « première déroute de l'impérialisme en Amérique latine ».

Crécelles, tambours, tam-tams, pancartes, drapeaux, banderoles, slogans chantés ou hurlés, injures ou vivats, tout y était pour faire de cette manifestation une des plus importantes de la révolution. « Tout le monde » était présent, même des infirmes sur leur chaise roulante. Tous les âges, toutes les conditions sociales, toutes les couleurs de peau : le peuple convié à une fête et à une manifestation politique. Il n'est pas de slogans ici qui ne puissent se chanter sur un rythme de rumba ou de conga. On a crié : « *Vive la révolution !* », « *Vive Fidel !* », « *Vive le parti communiste !* » et on a esquissé un pas de cha-cha-cha pour dire ce qu'on pense de Carter ou des réfugiés. Les deux slogans les plus repris étaient : « *L'ambassade du Pérou ressemble à Cayo Cruz !* » (l'endroit où La Havane déversait ses ordures), et en espagnol : « *Gusano lechuza, te vendiste por pituza* » (*Ver de terre* [nom traditionnel des contre-révolutionnaires], *hibou, tu t'es vendu pour un blue-jean !*). Et comme l'humour est ce qui manque le moins ici, une superbe Noire nous a précisé en clignant de l'œil : « *Attention, pour un Lee ou un Levi's, pas n'importe quoi quand même.* »

Tous veulent voir l'ambassade. Malgré la consigne qui dit de ne s'arrêter sous aucun prétexte, la foule ralentit en passant devant ce « repaire de délinquants ». Spectacle décevant qui n'empêche pas les cris de redoubler, accompagnés de sifflements, d'injures et de gestes obscènes. Le bâtiment lui-même a souffert : arbres cassés, volets arrachés, pelouse massacrée, grillage tordu. Un barbu, torse nu, perché sur le toit, menton dans la main, regarde avec mépris passer la foule de ceux qui le conspuent. Il en est heureusement séparé par trois rangées de miliciens au coude à coude et sans armes. Chemise bleue et pantalon vert olive, ce sont d'anciens « combattants internationalistes d'Angola ». Leur prestige est trop grand pour qu'ils risquent d'être bousculés.

Les moments d'enthousiasme l'emportent. Mais, en douze heures, on a le temps de voir aussi des visages fatigués, indifférents, des gens qui traînent les pieds et d'autres qui se laissent pousser. Comment ne pas alors s'interroger sur le sens réel d'une telle manifestation. Nous en avons parlé avec José et Lisette, qui habitent au centre de La Havane. Ils se sont levés, avec tout leur immeuble, au son des avertisseurs dans la rue, dès 5 h. 30 du matin, et sont rentrés à 16 heures, après avoir marché près de dix heures.

« *C'était magnifique*, commente José. *J'ai trouvé les gens très combatifs. C'est le fruit du travail de préparation de ces derniers jours. Je crois que cette histoire nous aura fait beaucoup de bien en nous permettant de nous ressaisir alors que nous avions un peu tendance à nous laisser aller. Je n'avais pas vécu un moment chargé de tant d'émotion révolutionnaire depuis longtemps.* »

« Il est mal vu de s'abstenir »

A celui qui s'étonne que le côté fête de la manifestation n'ait pas été plus important, sa femme répond : « *Vous en êtes encore aux images d'il y a vingt ans. Les rites afro-cubains font partie de notre culture et de notre vie, mais nous ne sommes pas obligés d'y avoir recours en toute occasion. Et puis, si j'avais envie d'aller dire ma colère à ces « gusanos », ce n'est pas par plaisir que j'ai participé à cette marche épuisante, mais parce que c'était mon devoir.* »

Un devoir ? Une obligation ? José et Lisette ont défilé samedi parce qu'ils devaient le faire. « *Mais*, disent-ils, *c'était une obligation envers nous-mêmes et envers la révolution. Il s'agissait de prendre position dans un moment difficile. Nous avons bien sûr des critiques à formuler, et le gouvernement nous y invite. Mais, en participant à cette marche, nous avons voulu manifester que nous entendions les formuler de « l'intérieur.* »

Dans l'immeuble de José et Lisette, une seule réunion avait été organisée pour annoncer la manifestation. Le vendredi, une note était affichée dans l'ascenseur annonçant l'heure et le lieu du rendez-vous. « *J'ai été impressionnée de constater que tout le monde est venu* », nous a dit la présidente du Comité de défense de la révolution. Il est évident, si l'on peut dire, qu'aucune absence ne peut pourtant passer inaperçue. A quoi s'expose celui qui ne vient pas ?

« *A rien*, répond José, *mais il est mal vu de s'abstenir.* » Tous les Cubains sont régulièrement invités à participer, dans le cadre des C.D.R., à des activités qui leur permettent de montrer leur « combativité » : cercles d'études, travail volontaire, gardes nocturnes ou manifestations comme celle de samedi. Ceux qui se contentent de ne pas venir ou de le faire irrégulièrement, sans avoir par ailleurs des « attitudes anti-sociales », n'ont aucun problème.

Il en résulte pour ceux qui s'abstiennent un peu trop souvent une « note » qui acquiert toute son importance au travail, au moment, par exemple, de la distribution d'avantages matériels suivant les « mérites », de l'éventuelle sélection pour le parti, ou encore quand il s'agit de savoir si l'on peut faire un voyage à l'étranger.

Samedi, les quartiers de la capitale étaient successivement déserts pendant que leurs habitants respectifs défilaient devant l'ambassade. Un retraité trop vieux pour ce genre d'activité a passé la journée devant son poste de télévision. Il parlait de la manifestation avec les larmes aux yeux : « *C'est extraordinaire d'avoir vu tant de gens défiler et avec un tel enthousiasme. Je me suis retrouvé dans les premières années de la révolution.* » Une étudiante de quinze ans n'a pas quitté son domicile pour pouvoir réviser ses examens en cours : « *J'ai eu la flemme d'y aller*, dit-elle. *Et puis j'ai déjà eu la meilleure note de la classe en biologie et en marxisme, je voudrais que ça continue.* »

FRANCIS PISANI.

Une voie nouvelle vers les U.S.A.

BRUXELLES-DETROIT

La Sabena ouvre, depuis le Continent, la seule voie directe vers le cœur des Grands Lacs américains.

9 avril 1980. La Sabena est la première compagnie européenne à ouvrir, depuis le Continent, une voie directe vers Détroit, la capitale de l'Etat du Michigan.

Pourquoi Détroit?

Parce que c'est le quartier général de l'industrie automobile américaine. Parce que Détroit et l'Etat du Michigan abritent l'une des concentrations les plus importantes de sociétés et de communautés européennes aux Etats-Unis. Parce que l'Etat du Michigan, à supposer qu'il fût indépendant, serait la 11e puissance industrielle au monde. Enfin, parce que aucune compagnie ne permettait jusque là de s'y rendre aisément. Mais, si Détroit est une importante destination en soi, elle constitue également un point de transit idéal. Situé entre New York et Chicago, l'aéroport international de Détroit se distingue de ses grands voisins par son efficacité et d'indéniables avantages.

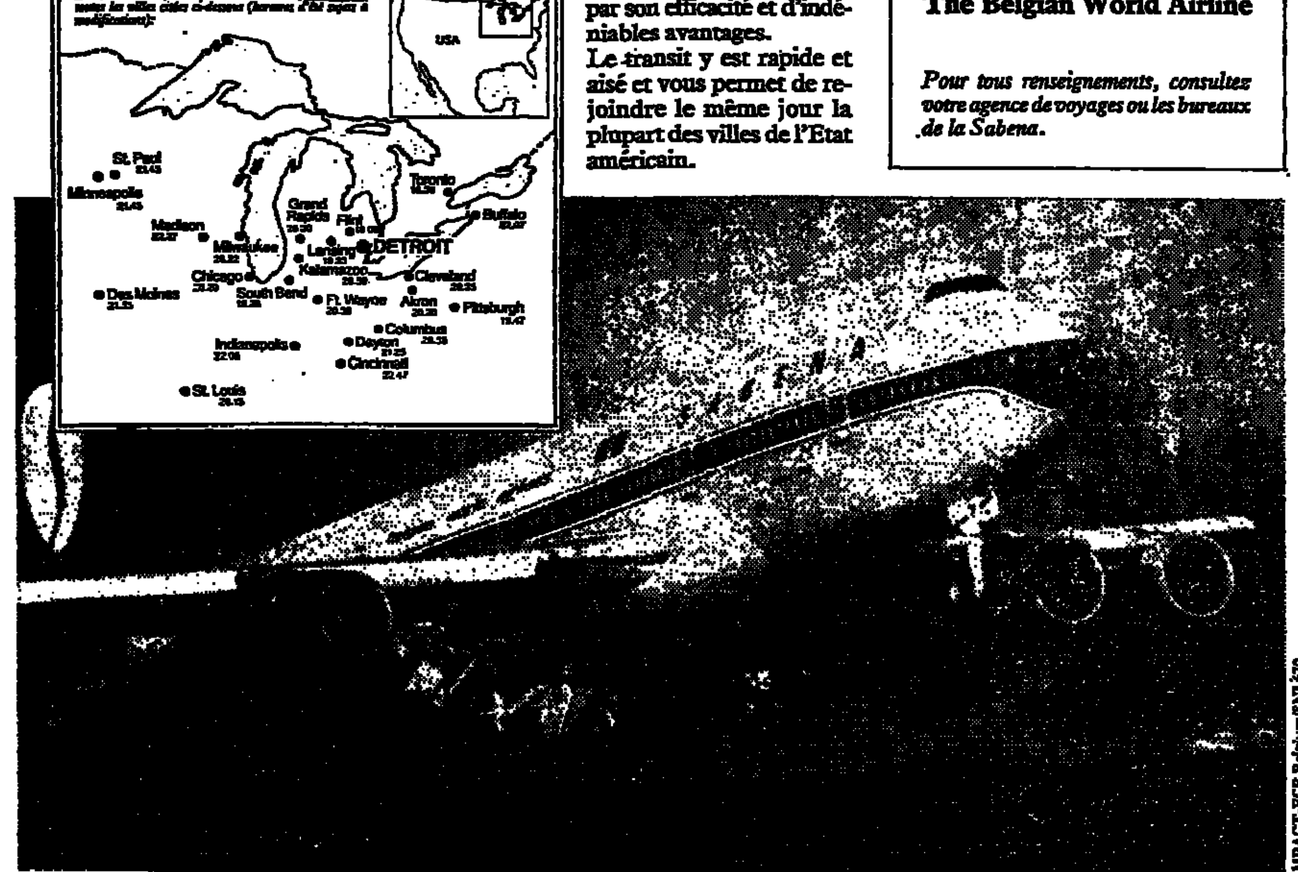
Le transit y est rapide et aisé et vous permet de rejoindre le même jour la plupart des villes de l'Etat américain.

Bien entendu, la Sabena dessert également Montréal, Mexico, New York, Atlanta, et bientôt Chicago. Un réseau exclusif, construit en fonction des hommes d'affaires, pour répondre aux besoins de ces voyageurs pour qui l'avion constitue un outil de travail.



The Belgian World Airline

Pour tous renseignements, consultez votre agence de voyages ou les bureaux de la Sabena.



Brésil

L'Église apporte son soutien total aux dirigeants syndicaux de Sao-Paulo arrêtés

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Une trentaine de personnes liées au mouvement de grève, dont le président du syndicat des métallurgistes de Sao-Bernardo, M. Luis Inacio Da Silva, dit « Lula », ont été arrêtées par la police le samedi 19 avril.

Outre « Lula », ont été appréhendés plusieurs dirigeants du syndicat de Sao-Bernardo, dont M. Djalma Bom, le trésorier, le président du syndicat des métallurgistes de Santos, M. Arnaldo Goncalves, ainsi que deux anciens prisonniers politiques liés à l'extrême gauche, MM. Ricardo Zaratini et Antonio Espinosa.

Les deux principaux responsables de la commission Justice et Paix de Sao-Paulo, qui dépend de l'archevêché, les avocats José Carlos Dias, président de cette organisation, et Dalmo Dallari, professeur et représentant au Brésil de la commission internationale des juristes, ont été, eux aussi, arrêtés, puis relâchés après interrogatoire.

Plusieurs des détenus, dont « Lula », ont été mis au secret, comme l'autorise pour une période de huit jours l'actuelle loi de sécurité nationale, héritage de la législation d'exception, en vertu de laquelle les syndicalistes pourraient être jugés, risquant une peine de deux à douze ans de prison.

Le gouvernement fédéral a affirmé que la responsabilité du maintien de l'ordre est du ressort du gouvernement de l'Etat de Sao-Paulo, dirigé par M. Paulo Maluf. En fait, Brasilia paraît vouloir dégager sa responsabilité, alors que M. Maluf, qui jouit de l'appui de milieux parlementaires liés à l'extrême droite, pourrait être désireux d'apparaître comme un « homme fort ».

Une nouvelle assemblée au stade de football de Sao-Bernardo a réuni samedi plus de cinquante mille travailleurs qui, après avoir écouté leurs dirigeants encore en liberté, ont décidé de poursuivre la grève commencée le 1ᵉʳ avril.

Plusieurs organisations syndicales et des associations de juristes dont l'ordre des avocats du Brésil, se sont élevées contre les arrestations. Face à l'inertie dont font preuve les partis politiques d'opposition, la riposte la plus dure est venue de l'Eglise.

L'évêque de Santo-Andre, Mgr Claudio Hummes a affirmé que l'Eglise assurerait dorénavant la coordination du fonds de grève et la distribution de vivres aux familles des grévistes. Une note signée par l'archevêque, Mgr Arns a été lue dimanche dans toutes les églises de Sao-Paulo. « *Tous ont pu constater*, affirme-t-elle, *comment un mouvement légitime et conduit de manière pacifique par des dirigeants authentiques a été réprimé de manière violente par une intervention injuste, qui a établi un climat de terreur parmi les travailleurs.* »

THIERRY MALINIAK.

El Salvador

LA GAUCHE MODÉRÉE ET L'EXTRÊME GAUCHE CONSTITUENT UN FRONT DÉMOCRATIQUE

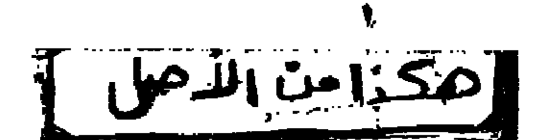
San-Salvador (*A.F.P.*). — L'opposition de gauche a constitué le samedi 19 avril un Front démocratique révolutionnaire (F.D.R.). Son but est d'instaurer un régime « *véritablement démocratique* ». Il rassemble tous les groupes révolutionnaires d'extrême gauche et les principales centrales syndicales du pays, mais aussi l'opposition de gauche modérée comme le mouvement social-chrétien et la Fédération des petites entreprises.

Sa formation intervient au moment où la violence politique, qui a fait plus de cent morts en une semaine, augmente encore et où la junte, attaquée tant par l'extrême droite que par l'extrême gauche, semble de plus en plus isolée malgré ses efforts pour imposer les réformes sociales nécessaires.

« *Si l'année 1979 a été celle de la libération pour le Nicaragua, 1980 sera celle de la libération pour le Salvador* », a déclaré le riche propriétaire terrien, sympathisant de la gauche, M. Enrique Alvarez Cordova, qui vient d'être élu secrétaire général du F.D.R.

ISTH
Institut privé des Sciences et Techniques Humaines
PREPA
HEC.ESSEC.ESCP
Section PILOTE
• Etudiants classés 1000 premiers aux concours 1979
• Etudiants BAC C avec mention • Effectifs limités
AUTEUIL 6, Av. Léon-Heuzey - 75016 Paris - Tél. : 224.10.72
TOLBIAC 83, Av. d'Italie - 75013 Paris - Tél. : 585.59.35





Valse-hésitation en Haïti

(Suite de la première page.)

Le 22 septembre 1979, à l'occasion du vingt-deuxième anniversaire de la « révolution au pouvoir », M. Jean-Claude Duvalier proclamait : « *Je voudrais pouvoir me présenter devant le tribunal de l'histoire comme celui qui a fondé de manière irréversible la démocratie en Haïti.* » Le « président à vie » s'adressait ensuite aux nombreux miliciens — plus communément appelés « tontons-macoutes », — présents devant le Palais national : « *Vous êtes le levier de mon gouvernement, la force majeure sur laquelle je veux m'appuyer pour réaliser les objectifs de la démocratie et imposer le respect de la loi dans l'ordre et la discipline militante.* » Le fils de Papa Doc peut se prévaloir de la restauration depuis plusieurs années d'un climat de détente interne inconnu sous la dictature sanglante de son père. « *Il y a dix ans, nous vivions terrorisés ; Jean-Claude ne nous inquiète plus que par intermittence* », conviennent la plupart des Haïtiens. Mais les « macoutes », même mieux tenus en bride que sous François Duvalier, sont encore prompts à commettre exactions et assassinats (3).

Dans le cadre de cette « démocratie » souhaitée et supportée par ces inquiétants défenseurs, l'évolution du régime de Jean-Claude Duvalier est incertaine et ambiguë. Peu après son accession au pouvoir, le 22 avril 1971, le jeune président alors âgé de dix-neuf ans, qui hérite d'un pays exsangue, est soumis à des pressions de Washington et fait des promesses de « démocratisation ». Sa politique de relative ouverture permet alors à des moyens d'expression moins conformistes de se manifester : création de l'hebdomadaire *le Petit Samedi-soir*, d'*Hebdo-Jeune Presse*, plus grande liberté de ton de Radio-Haïti-Inter... Mais lorsque le président rappelle que « *Pitit tig sé tig* » (le petit du tigre reste un tigre), ces journalistes sont contraints à plus d'orthodoxie. Durant ce repli obligé, ils ont néanmoins le sentiment de faire contrepoids à l'influence de la vieille-garde — les « dinosaures » comme l'on dit en Haïti — symbolisée par la « première dame de la République », veuve de François et mère de Jean-Claude, Mme Simone Ovide Duvalier dite Maman Simone (4).

D'autre part, le régime haïtien a dû tenir compte de la politique Carter en faveur des droits de l'homme. En septembre 1977, un mois après la visite de M. Andrew Young, alors représentant permanent des Etats-Unis à l'ONU, venu demander au gouvernement haïtien de « *cesser d'emprisonner et de maltraiter les champions de la liberté* », cent quatre personnes quittent les geôles duvaliéristes. En mars 1978 une Ligue haïtienne des droits humains est créé. Et, à la fin de l'année, malgré un climat social tendu, la presse peut faire état des revendications ouvrières et paysannes. Les stations de radio diffusent même des cassettes envoyées par des habitants de l'arrière-pays qui exposent les abus de pouvoir dont ils sont victimes ; signe que « la prise de parole » amorcée dans la capitale rencontre des échos dans le pays.

Mais les élections du 11 février 1979 se déroulent dans une atmosphère crispée et selon un scénario bien connu. A Port-au-Prince, les témoignages abondent sur ces cars d'électeurs, volontaires du « bon choix », gracieusement transportés d'un bureau de vote à l'autre. Et la Ligue des droits humains reçoit de nombreuses protestations de candidats de circonscriptions rurales mis hors de course par des moyens illégaux (assignation à résidence, confiscation des bulletins)...

Une contestation qui se politise

Cependant, au Cap-Haïtien, deuxième ville du pays, le pouvoir est pris de court par la campagne dynamique d'un homme du cru, indépendant plus qu'opposant, M. Alexandre Lerouge. Dépêché en toute hâte, le sous-secrétaire d'Etat à l'information, M. Claude Vixamar, ne peut endiguer le mouvement populaire qui porte son adversaire à la députation avec plus de 90 % des voix. « *Si on nous avait aussi truqué nos élections*, disent aujourd'hui les Capois, *le gouvernement aurait dû faire face à une émeute.* » La révélation de ce profond mécontentement, non détecté par le Conajec (Comité national d'action Jean-claudiste, créé en avril 1978), n'a pas laissé d'inquiéter les dignitaires du régime. Difficilement réductible à la seule réactivation de l'historique antagonisme Nord-Sud, la contestation ne pouvait-elle faire tache d'huile ?

Ces craintes sont à l'origine du net coup de frein donné à la « libéralisation », et qui va toucher dans un premier temps l'expression populaire créole. Prenant prétexte de l' « angoisse » de familles « alarmées par les thèmes licencieux », traités dans quelques films, le gouvernement institue le 9 mai 1979 une censure préalable sur le cinéma... et le théâtre. A l'époque, une pièce de Frank Etienne, *Pelin têt* faisait salle comble depuis plusieurs mois. Au travers du dialogue de deux émigrés haïtiens vivant à New-York, Frank Etienne rendait compte des critiques et frustrations de l'importante « diaspora » (cf. encadré). L'hypocrite reproche de pornographie mit un terme à ce succès, en même temps qu'il dissuada les émules du dramaturge de marcher sur ses pas. Du coup, le renouveau culturel du pays est mis en veilleuse.

A la fin du mois d'août, c'est au tour de la presse parlée et écrite indépendante d'être fermement rappelée à l'ordre par les ministres de l'intérieur et de la défense. Les informations et analyses sur la situation nationale, réduites à la portion congrue, constituent autant de témoignages en creux sur « *un mois de pluie et de brouillards* (5) ».

Entre-temps, deux événements majeurs avaient secoué le petit monde politique haïtien. Le *28 juillet*, trois anciennes personnalités duvaliéristes signaient conjointement à Port-au-Prince un communiqué pour soutenir l'action légaliste de la Ligue des droits humains. Elles en profitaient pour se démarquer nettement d'une « *pseudo-révolution* » poursuivie dans le cadre de « *structures surannées et défaillantes* (6) ». Elles empêchaient, par leur prise de position, que les critiques du régime ne soient rejetées dans le ghetto des « éléments subversifs » toujours passibles d'une législation d'exception non abrogée (7). Le mouvement de dissidence bénéficiait aussi d'un nouvel élan avec la création, à la même période, de trois partis politiques d'obédience démocrate-chrétienne. Face à ces initiatives, le pouvoir donnait le sentiment de tergiverser. Dans un article remarqué, le lieutenant-colonel Max Vallès, aide de camp du président, affirmait péremptoirement que « *le pays n'est pas prêt, malgré le vœu de la Constitution, à endosser la charge de l'existence de plus d'un parti* (8) ». Deux semaines plus tard, le président lui-même portait une appréciation quelque peu différente : « *La Constitution sera respectée,* déclara-t-il, *en particulier en ce qui a trait à ses prescriptions concernant les organisations démocratiques, la liberté d'expression et la sécurité du citoyen* (9) ». S'agit-il d'un nouveau feu vert donné à la libéralisation après l'admonestation de ses principaux promoteurs ?

Le bon vouloir du président

Ces propos contradictoires ne simplifient pas la tâche des Haïtiens. Réduits aux conjectures pour déterminer leur marge de manœuvre, il leur reste néanmoins une certitude : celle d'avoir toujours affaire à un système autocratique. A l'occasion de la fête des « tontons-macoutes », le « président à vie », dans une allocution en créole — signe que ses propos étaient bien à usage interne, — résuma en une formule sa conception de la démocratie : « *C'est moi qui souffle le vent de la libéralisation et que personne ne s'imagine qu'il puisse souffler plus fort...* (10) »

Ce pouvoir discrétionnaire est cependant soumis à de fortes influences extérieures. A l'ambassade américaine, le premier secrétaire, et chef de la section politique, M. Ints Silins, rappelle que « *tout retour aux pratiques politiques et abus grossiers du passé nous amènerait à reconsidérer notre aide au gouvernement haïtien* ». Mais Washington tient aussi à éviter, avec le régime de Jean-Claude Duvalier, une confrontation susceptible d'ouvrir une crise dans une zone suffisamment « déstabilisée » à son gré.

La diplomatie haïtienne joue, bien sûr, sur cette corde sensible outre-Atlantique, et l'ex-ministre des affaires étrangères, M. Gérard Dorcely, ne manque pas de souligner que « *Haïti doit faire face à une offensive du communisme international dans la région* ». « *Nous avons trop longtemps négligé notre appartenance au tiers-monde*, dit-il. *Il faut nous rapprocher de ces alliés naturels.* » Oubliant que Jean-Claude Duvalier avait accueilli, par le passé, le président Anastasio Somoza à Port-au-Prince — le seul chef d'Etat latino-américain à avoir visité Haïti en vingt ans, — M. Gérard Dorcely, qui a été remplacé en novembre 1979 par M. Georges Salomon, ajoute même : « *Nous avons été sensibilisés dès le départ à la lutte du peuple nicaraguayen. Il était donc normal que nous reconnaissions le nouveau régime de Managua.* » Attitude incontestablement nouvelle et réaliste, mais que seuls les amnésiques peuvent trouver dépourvue d'ambiguïté... L'armée, de son côté, est périodiquement agitée de soubresauts. Depuis huit ans, les mutations au sein de son état-major sont aussi fréquentes que les remaniements ministériels. Mais ses effectifs restent limités (moins de sept mille hommes) et son influence politique est largement contre-balancée par celle des « tontons-macoutes ».

YVES HARDY.

Prochain article :

UN ARRIÈRE-PAYS DÉSHÉRITÉ

---

(3) Assassinat d'un jeune ingénieur par un milicien de la garde présidentielle (27 juillet), une dizaine de blessés par balle le soir de la fête des « macoutes » (29 juillet), assassinat d'un employé des télécommunications dans la banlieue de Carrefour (23 août)...

(4) Les informations concernant les influences respectives sur Jean-Claude de sa sœur aînée Marie-Denise et de Maman Simone, les regards analytiques sur les velléités *d'émancipation du jeune président*, réputé pour ses fugues nocturnes du Palais au volant d'une voiture de sport, ne doivent pas être rangées avec mépris dans la chronique des potins mondains, là où l'exercice du pouvoir est depuis vingt-deux ans une affaire de famille.

(5) « Le Petit Samedi-Soir » du 14 septembre 1979. Depuis, une nouvelle loi a été promulguée restreignant encore la liberté de la presse.

(6) Les signataires du communiqué sont : Lamartinière Honorat, ancien ministre des travaux publics de François Duvalier, Lyonel Lajoie, ancien ministre des travaux publics de même gouvernement, et Jean Dutignaud, ex-ambassadeur d'Haïti à Rome.

(7) Le décret-loi du 28 avril 1969 va jusqu'à prévoir une possible condamnation à mort des opposants taxés « d'activité communiste sous *quelque forme que ce soit* ».

(8) Dans le « Nouveau Monde » du 4 septembre 1979.

(9) Discours du 22 septembre 1979.

(10) Le 29 juillet 1979. Un propos, selon le pouvoir, mal assimilé par Sylvio Claude, impétueux leader de l'un des partis démocrates-chrétiens, emprisonné sans notification d'inculpation.

Une « diaspora » atomisée

« Papa Doc », qui a liquidé quantité d'opposants, a aussi poussé à l'exil un nombre considérable de patriotes haïtiens. Ils sont plus de huit cent mille réfugiés politiques et économiques mêlés, à constituer cette forte diaspora (environ 4,5 millions de personnes vivent sur le territoire haïtien). Plus de la moitié d'entre eux ont trouvé accueil aux Etats-Unis et au Canada, les autres se disséminant entre la voisine République Dominicaine, les Bahamas et les autres îles de la Caraïbe, le Mexique, le Venezuela, l'Afrique, la France...

Peu nombreux sont ceux qui ont saisi le « rameau d'olivier » tendu par M. Jean-Claude Duvalier au moment de son avènement. Pour les représentants des milieux libéraux (médecins, hauts fonctionnaires...), le faible niveau de rémunération que peut offrir leur pays et le maintien d'un climat d'insécurité jouent toujours le rôle de repoussoir.

De leur côté, la plupart des réfugiés politiques estiment que « bon chien tient de sa race » et qu'il n'y a pas de différence de nature entre le « jean-claudisme » et le « duvaliérisme » première manière. Aujourd'hui que M. Jean-Claude Duvalier a renforcé avec le soutien américain sa panoplie anti-guérilla en créant le corps des Léopards, cette opposition, dont certains secteurs ont tenté autrefois de renverser par les armes François Duvalier, prend conscience qu'il lui faut changer son fusil d'épaule.

Quelques initiatives unitaires jalonnent la longue marche des militants anti-duvaliéristes : participation à la seconde session du Tribunal Russel II à Bruxelles en janvier 1975, marche sur Washington en août 1977... Mais les querelles intestines des multiples organisations, les rivalités de ceux qui se considèrent un peu hâtivement comme des « présidentiables » en puissance, empêchent encore l'opposition extérieure de constituer une solution de rechange politique crédible ou d'aider dans cette tâche les nombreux démocrates de l'intérieur.

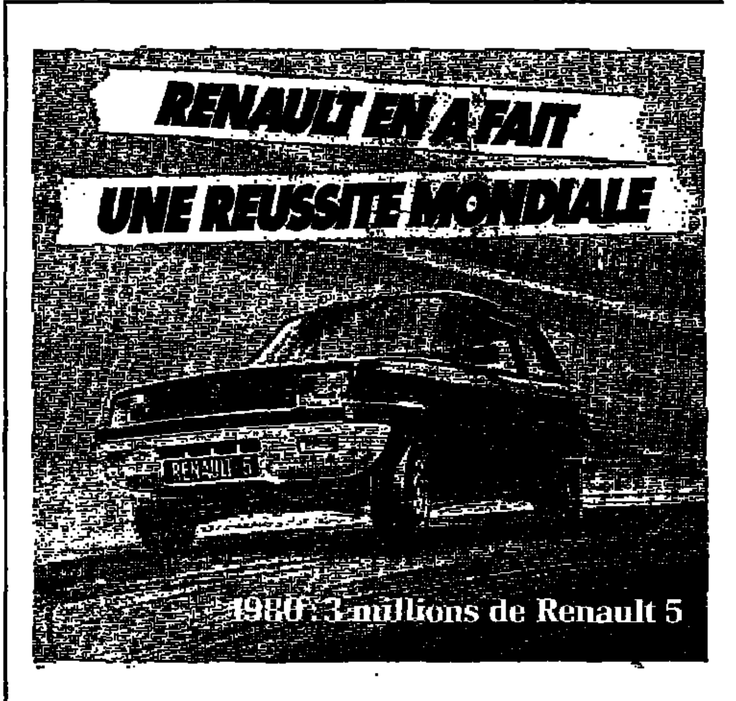
SOLEIL A PARIS

Si vos soirées vous paraissent monotones : essayez notre formule Rencontres dans des restaurants

Renseignez-vous :
TÉL : 285-55-37 728-51-21



Atelier de poterie
« LE CRU ET LE CUIT »
accueille en groupe
les amateurs de 3 à 83 ans
5, RUE LACEPEDE, PARIS-5e
Téléphon. (le soir) : 707-85-64



LA CHUTE DES CHEVEUX C'EST UN FAIT, LA VOLONTÉ DE L'ENDIGUER C'EST UNE DÉCISION

Vous avez des pellicules ? Votre cuir chevelu vous démange ? Vos cheveux tombent ? N'attendez pas de les avoir tous perdus, car personne ne pourra les faire repousser. Il n'existe pas de remède miracle contre la calvitie. Notre expérience de 18 ans nous permet de vous dire comment garder une belle chevelure. Nous vous conseillerons, après examen, les produits les mieux adaptés à votre cas.

Chaque chevelure demande un traitement approprié. Adressez-vous à des spécialistes qui vous diront ce qu'il est possible de faire pour vos cheveux, mais ne vous cacheront pas ce qu'ils ne peuvent pas faire.

Ces spécialistes vous attendent à
L'Institut Capillaire EUROCAP
4, r. de Castiglione, 75001 Paris

Si vous habitez hors ville, ils vous conseilleront un traitement à domicile.

Ecrivez, présentez-vous ou téléphonez pour un rendez-vous

L'Institut Capillaire EUROCAP est ouvert sans interruption tous les jours, de 10 h. 30 à 19 h. 30, le samedi, de 10 h. à 14 h.

INSTITUT CAPILLAIRE
4, rue de Castiglione,
75001 Paris. - Tél. : 260-38-84

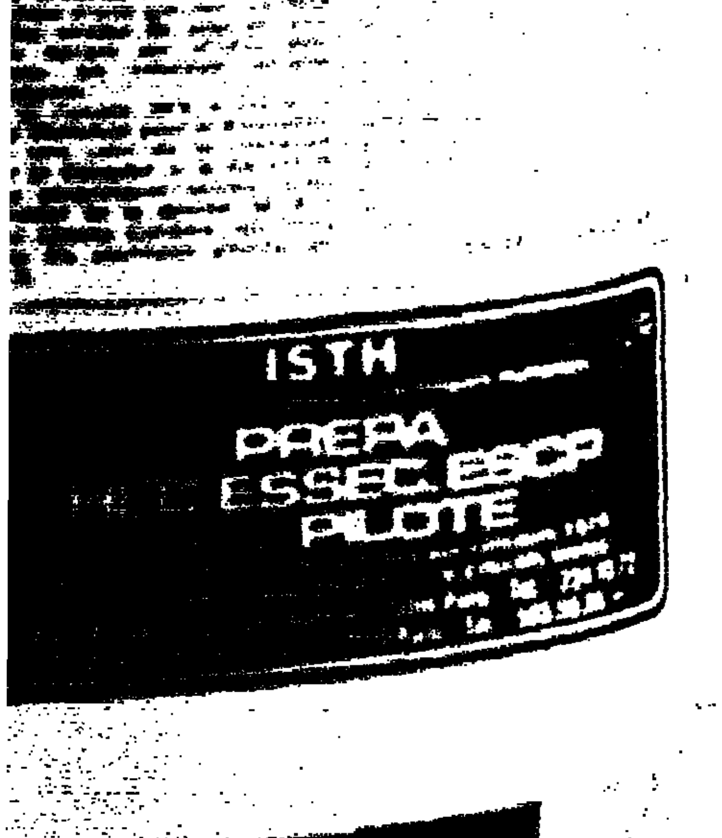




pour une documentation gratuite : ....
pour une réservation à notre centrale de Gîtes ruraux : ....
NOM : ....
ADRESSE : ....

COMITE REGIONAL DE TOURISME « AUVERGNE »
45, av. Julien - 63000 Clermont-Ferrand - Tél. (73) 93-04-03 - Télex 990529

RENAULT EN A FAIT
UN VAINQUEUR AU MANS
10-11 juin 1978



ASIE

Inde

Les autorités ont engagé l'épreuve de force avec le Mouvement de désobéissance civile en Assam

De notre correspondant

New-Delhi. — Au terme d'un week-end marqué par la décision du gouvernement de recourir à la force, la situation en Assam semble plus bloquée, voire explosive, que jamais, alors que l'agitation gagne progressivement les régions voisines.

Dimanche 20 avril, les forces de l'ordre ont démantelé les piquets de grève qui, depuis cent quinze jours, paralysaient la station de pompage de Narengi, privant ainsi les raffineries locales et nationales de pétrole brut. Un couvre-feu a été instauré pour une période illimitée dans la zone du complexe pétrolier désormais gardé par l'armée, qui a reçu l'ordre de « *tirer à vue* ». L'acheminement du pétrole n'a toutefois par repris, les employés de l'Oil Indian Limited ayant, à l'appel des responsables du mouvement de protestation contre la présence de travailleurs en provenance d'Etats voisins, refusé de coopérer avec les autorités.

Apprenant que le gouvernement avait, pour la seconde fois en quarante-huit heures, recouru à la force, la population de Gauhati, capitale de l'Assam, a massivement, calmement, mais sans succès, tenté de gagner Narengi. La foule s'est heurtée aux barrages mis en place et plusieurs dizaines de personnes ont été blessées.

Samedi déjà les autorités avaient tenté une première fois de lever le blocus mais avaient renoncé devant l'ampleur de la réaction populaire. Instauré à 5 heures du matin, à Gauhati, le couvre-feu avait été levé sept heures plus tard après avoir été ouvertement défié par la population. Alors que les dirigeants du mouvement ont annoncé leur intention d'exiger que le problème des « *étrangers* » (*le Monde* du 9 avril) soit réglé avant le 10 mai. Mme Gandhi, de retour d'un voyage en Afrique, a estimé samedi qu'un règlement politique était toujours possible.

C'est vendredi soir que le gouverneur des Etats du Nord-Est a mis le feu aux poudres. Constatant « *le développement de tendances sécessionnistes* » et arguant de « *l'action menée par des éléments anti-sociaux pour troubler l'ordre public* », il avait promulgué une ordonnance autorisant le recours à la détention préventive, cette dernière ne devant être justifiée qu'après un délai de cinq jours. A la suite de quoi la police procédait immédiatement à l'arrestation des principaux leaders du mouvement.

Aussitôt informé des décisions gouvernementales, la population, défiant ouvertement le couvre-feu et brandissant des portraits du Mahatma Gandhi, se dirigeait en imposantes processions vers Narengi. « *Nous donnerons notre sang mais pas notre pétrole* », scandait notamment la foule. A plusieurs reprises ,la police a chargé sans succès les manifestants dans les rangs desquels se trouvaient de nombreuses femmes et enfants.

Une fois le couvre-feu levé et les piquets de grève réinstallés, plusieurs milliers d'étudiants se rendaient à un temple voisin pour y célébrer « *leur victoire* ». Condamnant les « *mesures répressives* » du gouvernement, les responsables du mouvement ont lancé un appel à la désobéissance civile, affirmant que « *les autorités ne parviendraient pas à circonvenir par la force un mouvement populaire* ». « *L'arrestation de quelques leaders et le règne de la terreur*, ont-ils expliqué, *ne décourageront pas le peuple de l'Assam.* »

Tout en invitant le gouvernement à créer « *une atmosphère pacifique* », propice à la recherche d'une solution, ils ont exigé que les personnes arrêtées soient libérées dans les vingt-quatre heures, faute de quoi « *la situation empirerait* ».

Samedi, les deux principales organisations qui animent le mouvement ont annoncé qu'elles remettraient mardi au premier ministre, un ultimatum exigeant qu'une solution, « *acceptable et en accord avec la Constitution* », soit trouvée avant le 10 mai. Il a été également décidé de faire le siège de tous les édifices gouvernementaux, du 22 au 28 avril, afin de paralyser l'administration de l'Etat. Des manifestations de masse sont prévues pour les 29 et 30 avril et 1er mai. A partir du 5 mai, cent manifestants inviteront chaque jour les autorités « *à les arrêter ou à expulser les étrangers* ».

Vendredi, la Haute Cour de Gauhati, saisie par le gouvernement, avait finalement décidé d'accepter que l'Assam soit décrété « *zone de troubles* », mais elle s'est opposée à ce que la police et l'armée puissent faire usage de leurs armes avec l'intention de tuer : « *Shoot to kill* ».

A la suite de cette décision, l'armée, qui a été invitée à prêter son concours aux autorités civiles, disposera toutefois de pouvoirs très étendus.

Plusieurs raisons peuvent expliquer la décision des autorités d'engager l'épreuve de force. D'abord, la déception, voire l'irritation, provoquées par l'inflexibilité des leaders étudiants, qui ont rejeté toutes les propositions qui leur ont été faites. Ensuite, le fait que l'agitation soit en train de gagner les régions voisines : Meghalaya, Mizoram, Tripura, Arunachal-Pradesh et, surtout, le Manipur, où les étudiants boycottent les examens en attendant que soit réglé le problème de « *leurs étrangers* ». Enfin, et peut-être surtout, la volonté de mettre un terme à un blocus fort préjudiciable à l'économie nationale, qui enregistrerait une perte mensuelle de 125 millions de dollars.

Commentant les événements du week-end, la presse indienne n'épargne pas ses critiques à l'égard de l'action gouvernementale, jugée maladroite, mal programmée, voire injustifiée. Elle insiste sur le fait que le gouvernement, en parlant de « *sécession* » et en invoquant le rôle d'« *éléments étrangers* », a incontestablement sous-estimé l'ampleur du mouvement de protestation et l'appui massif dont il bénéficiait dans la population.

De plus, en suspendant récemment une centaine de fonctionnaires accusés d'avoir participé aux manifestations organisées par les étudiants, les autorités se sont aliénées encore davantage une administration dont le concours est pourtant indispensable pour assurer le bon fonctionnement de l'Etat.

PATRICK FRANCÈS.

Vietnam

« LES DIZAINES DE MILLIERS DE DÉTENUS POLITIQUES SERONT LIBÉRÉS QUAND AURA CESSÉ « LA MENACE DE GUERRE », déclare un porte-parole du P.C.V.

Hanoï (*A.F.P.*). — Les Vietnamiens encore détenus dans les camps de « rééducation » seront immédiatement libérés dès que le danger de guerre aura disparu, a affirmé, samedi 19 avril, à Hanoï, M. Hoang Tung, porte-parole officieux du comité central du parti communiste vietnamien (P.C.V.). Interrogé sur le sort de ces détenus lors d'une « causerie » avec les journalistes accrédités à Hanoï, M. Tung a précisé : « *Pour ces personnes qui sont encore « en vacances », nous continuons à les libérer cas par cas.* » « *Si, cinq ans après la libération du pays, certains sont encore détenus*, a-t-il poursuivi, *c'est la faute de Jimmy Carter et de Deng Xiaoping. Si Pékin et Washington n'entretenaient pas la tension contre nous, nous aurions déjà pu les libérer. Mais, quand on est menacé par la guerre, il serait idiot de remettre en liberté les généraux fantoches. Si, aujourd'hui, le danger de guerre disparaissait, demain, ils seront libérés.* »

M. Tung n'a pas cité le nombre des personnes encore détenues dans les camps de « rééducation ». Selon les plus récentes déclarations officielles vietnamiennes, ce nombre s'élèverait à « *plusieurs dizaines de milliers* ».

Evoquant les rapports du Vietnam avec la Chine ainsi que le Laos et le Cambodge, M. Tung a, d'autre part, déclaré : « *En ce moment, Deng Xiaoping* (vice-premier ministre chinois) *prépare sa succession. La génération* (chinoise) *des soixante ans se prépare à monter sur le ring avec nous. Il est possible que nous devions nous battre pendant dix ans encore. Nous sommes prêts à autant de batailles qu'il le faudra. Mais nous sommes également prêts à normaliser tout de suite nos relations avec Pékin.* »

Afghanistan

SELON LE « SUNDAY TIMES »

Le président Karmal est « virtuellement prisonniers des Soviétiques

Le président Babrak Karmal « *est virtuellement prisonnier des Soviétiques* » et a perdu le peu de contrôle qu'il pouvait avoir sur « *la machine militaire soviétique* », a affirmé un journaliste, dans le *Sunday Times* du 20 avril. L'auteur de l'article, qui assure avoir rencontré le chef de l'Etat déclare encore que celui-ci vit dans un état *d'« isolement complet »* et de « *nervosité* », entouré presque exclusivement de Soviétiques. « *Son garde du corps est Russe, son cuisinier est Russe ainsi que son docteur et ses six conseillers* », écrit-il. Le journaliste croit, d'autre part, savoir que des « *messages de hautes personnalités du gouvernement de Kaboul ont été adressés au premier ministre indien, Mme Gandhi, la sollicitant de demander aux Soviétiques de cesser les meurtres de villageois innocents* », l'Armée rouge « *nettoyant tout village qui n'accepte pas les réformes* » mises en place par Kaboul. Le *Sunday Times* indique encore que les milieux diplomatiques dans la capitale afghane voient dans le départ du colonel Aslam Wantanja, ministre de la planification, pour Moscou, au début du mois « *une préparation possible au remplacement de M. Karmal* ».

Radio-Kaboul a publié le 20 avril un peu plus d'une soixantaine de « principes de base de la révolution » récemment adoptés par le comité central du Parti démocratique et populaire d'Afghanistan. Ces principes, parmi lesquels figurent la garantie de la liberté individuelle et celle de la propriété privée, même terrienne, serviront de charte au pays en attendant l'adoption d'une Constitution. Le pouvoir d'Etat appartient « *aux travailleurs des villes et des campagnes* », tandis que le P.D.P.A. est la « *force dirigeante et le guide aussi bien de la société que de l'Etat* ». « *L'instance supérieure du pouvoir d'Etat est le Conseil suprême* », dont l'élection aura lieu « *librement au scrutin direct et secret* », poursuit le document, qui ne fixe cependant pas la date de la consultation. En attendant, le Conseil de la révolution au pouvoir à Kaboul demeure l'instance supérieure du pays.

PROCHE-ORIENT

LA QUESTION PALESTINIENNE A STRASBOURG

M. Khaled Hassan, un des dirigeants du Fath suggère l'organisation d'un référendum avant la création d'un État palestinien

De notre correspondant

Strasbourg. — Les Palestiniens attendent à présent de l'Europe une solution pour débloquer le problème du Proche-Orient. C'est l'impression générale qu'on retire de la rencontre de quatre jours qui a réuni, du jeudi 17 au dimanche 20 avril, à Strasbourg, au Palais de l'Europe, une délégation du Conseil national palestinien (C.N.P.) et le bureau de l'Association parlementaire pour la coopération euro-arabe. Pour les participants de la réunion, tant palestiniens qu'européens, le 26 mai prochain, date limite des discussions sur l'autonomie palestinienne, marquera l'échec définitif du processus de négociations engagé à Camp David. Le communiqué final publié à l'issue de la rencontre demande aux gouvernements européens d'« *entreprendre individuellement et collectivement des initiatives pour aboutir à une solution juste de la question palestinienne sur la base des résolutions 3 236 et 3 237 de l'Assemblée générale des Nations unies qui reconnaissent le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, y compris son droit à établir un Etat indépendant et souverain en Palestine et à retourner sur sa terre et qui reconnaissent l'Organisation de libération de la Palestine comme le seul représentant légitime du peuple palestinien* ».

Les milieux palestiniens songent, à cet effet, comme l'a indiqué M. Khaled Hassan, président de la commission des affaires étrangères du C.N.P. et membre fondateur du Fath, qui conduisait la délégation, à une solution de rechange : pendant une période de six à douze mois, les territoires actuellement occupés par Israël (Cisjordanie, bande de Gaza, secteur de Jérusalem) seraient placés sous contrôle de l'ONU. Durant cette période, sous contrôle neutre, un référendum et des élections aboutissant à la désignation d'une Assemblée nationale palestinienne y seraient organisés. De cette Assemblée surgirait un gouvernement palestinien, qui mettrait en place les structures administratives d'un Etat que préparent actuellement les différentes commissions du C.N.P. Ce gouvernement succéderait à l'O.L.P.

Des parlementaires européens présents ont souligné la nécessité pour l'Europe de se « placer » auprès du futur Etat palestinien et de lui faciliter l'établissement d'un régime réellement démocratique. Sans doute certains de ces participants, membres de l'Assemblée du Conseil de l'Europe, auront-ils l'occasion de préciser leurs vues lors du débat sur le Proche-Orient, qui doit s'ouvrir cette semaine devant l'organisation des « 21 ».

La présence de la délégation palestinienne avait déjà suscité quelques remous au Parlement européen la semaine dernière. Tandis que les groupes socialiste et communiste avaient reçu la délégation du C.N.P., les groupes du P.P.E. (démocrates chrétiens) et les libéraux faisaient savoir qu'ils refusaient la demande d'entrevue des Palestiniens à cause de la référence à l'élimination de l'Etat d'Israël comme incarnation du sionisme. L'abandon de cette référence serait envisagé, a-t-on pu préciser au cours des travaux, à condition que les Israéliens en fassent de même avec la notion de Grand-Israël.

Le C.N.P. et l'Association parlementaire pour la coopération euro-arabe ont décidé l'ouverture prochaine, à Strasbourg, d'un bureau commun permanent et d'un secrétariat, avec le soutien de la Ligue arabe, pour maintenir la liaison avec les institutions parlementaires européennes établies dans la métropole alsacienne. Pour compléter et soutenir cette avancée palestinienne en direction des milieux politiques européens, un groupe d'amitié et de coopération euro-arabe devrait se créer, au cours de la session de mai, au sein du Parlement européen.

JEAN-CLAUDE HAHN.

Egypte

UN SUCCÈS POUR L'AMBASSADEUR D'ISRAËL

(De notre correspondant.)

Le Caire. — A l'exception — remarquée — de la presse, la plupart des milieux politiques ou professionnels égyptiens dans lesquels l'ambassadeur d'Israël au Caire, M. Ben Elissar, avait lancé des invitations à l'occasion de la fête de l'indépendance israélienne, étaient représentés à la réception donnée le dimanche 20 avril.

Parmi les quelque quatre cents invités de nombreuses nationalités qui se pressaient dans un salon de l'hôtel Méridien, chacun s'efforçait d'apercevoir les personnalités ou les simples citoyens égyptiens présents, la rumeur de la ville ayant prédit que « *le Front du refus mondain* » (*le Monde* du 4 avril), auquel les diplomates israéliens se sont heurtés depuis leur installation au Caire, il y a deux mois, se manifesterait. Ce ne fut pas le cas : deux ministres (affaires étrangères et plan), trois généraux importants, le gouverneur du Caire et celui de Guizeh, le grand chambellan et le médecin personnel du raïs (1), des hauts fonctionnaires, des hommes d'affaires, et même un artiste égyptien originaire d'un autre pays arabe, assistaient au cocktail.

Il est des succès mondains qui, même incomplets, sont aussi des succès politiques. Dimanche soir, M. Ben Elissar souriait. Il pourra faire bonne figure aux « Douze Heures pour Israël » auxquelles il s'apprête à aller participer à Paris. — J.-P. P.-H.

(1) Le président Sadate a, pour sa part, adressé à M. Ben Elissar un message de félicitations à l'occasion du trente-deuxième anniversaire de la fondation de l'Etat hébreu.

APRÈS LE MEURTRE DE DEUX « CASQUES BLEUS » IRLANDAIS

Le chef des milices chrétiennes au Sud-Liban demande une nouvelle fois le retrait des troupes des Nations unies

M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, s'est déclaré « *scandalisé* » après la mort, vendredi 18 avril, de deux « casques bleus » irlandais faits prisonniers par des milices chrétiennes libanaises. M. Waldheim, qui rentait des cérémonies d'indépendance du Zimbabwe, a affirmé qu'il tenait les milices du major Saad Haddad pour responsables des deux assassinats.

De son côté, M. Ezer Weizman, ministre israélien de la défense, a qualifié de « *honteux* » le meurtre des deux soldats irlandais, tout en ajoutant qu'Israël ne saurait être tenu pour responsable « *Les forces du « commandant » Haddad sont un moyen d'empêcher les Palestiniens d'attaquer Israël depuis le Liban* », a-t-il poursuivi. « *Il est de notre intérêt national de les soutenir. Toutefois, nous sommes incapables de contrôler le commandant Haddad* », a dit M. Weizman.

Interrogé par la télévision israélienne, le « commandant » Haddad a nié que ses hommes aient participé au meurtre des deux militaires. « *J'ai demandé au commandement de la FINUL d'empêcher les soldats irlandais de venir dans cette région et de les évacuer du Liban. Ils coopèrent avec les terroristes* [palestiniens]. *S'ils restent ici, il y aura encore plus de sang versé* », a-t-il dit.

Dans un communiqué publié samedi à Paris, le gouvernement français a « *condamné l'action des milices, responsables de cet assassinat. Il s'élève fermement contre de tels actes, qui visent à remettre en cause la présence au Sud-Liban de la force de paix des Nations unies* »

Le gouvernement de Dublin s'est réuni, dimanche 20 avril, en séance extraordinaire, nous indique notre correspondant, sous la présidence du premier ministre, M. Charles Haughey, afin d'étudier le rôle de plus en plus précaire que jouent les troupes irlandaises au Sud-Liban. Dans son communiqué publié à l'issue de cette réunion, le gouvernement a cependant déclaré que les forces irlandaises continueront à contribuer au maintien de la paix au Liban. Le gouvernement de Dublin rend responsables les milices chrétiennes du commandant Haddad de la mort des deux militaires irlandais et, se référant évidemment à Israël, a déclaré que ces milices devaient être privées d'aide extérieure. L'ambassadeur d'Irlande en Israël, domicilié à Athènes, M. Sean Ronan, s'est entretenu dimanche à Jérusalem avec le premier ministre, M. Begin.

ACHETEZ UNE VOLVO RODÉE PAR VOLVO.

En ce moment à Volvo Paris, il y a quelques voitures-usine qui ont été conduites par nos directeurs et nos collaborateurs. Malgré leur magnifique rodage, elles ne sont pas au même prix que celles qui n'ont jamais roulé.

Ce sont peut-être les meilleures occasions de votre vie d'automobiliste.

CARDINET
112/114, rue Cardinet
75017 Paris
Tél. : 766.50.35.

NEUILLY
16, rue d'Orléans
92200 Neuilly
Tél. : 747.50.05.

VOLVO PARIS
La passion de la qualité.



Tout un homme, fait de tous les hommes
et qui les vaut tous et que vaut n'importe qui.
(les Mots)

LE NOUVEL observateur

Cette semaine un numéro spécial consacré à Jean-Paul Sartre.

PROCHE-ORIENT

Iran

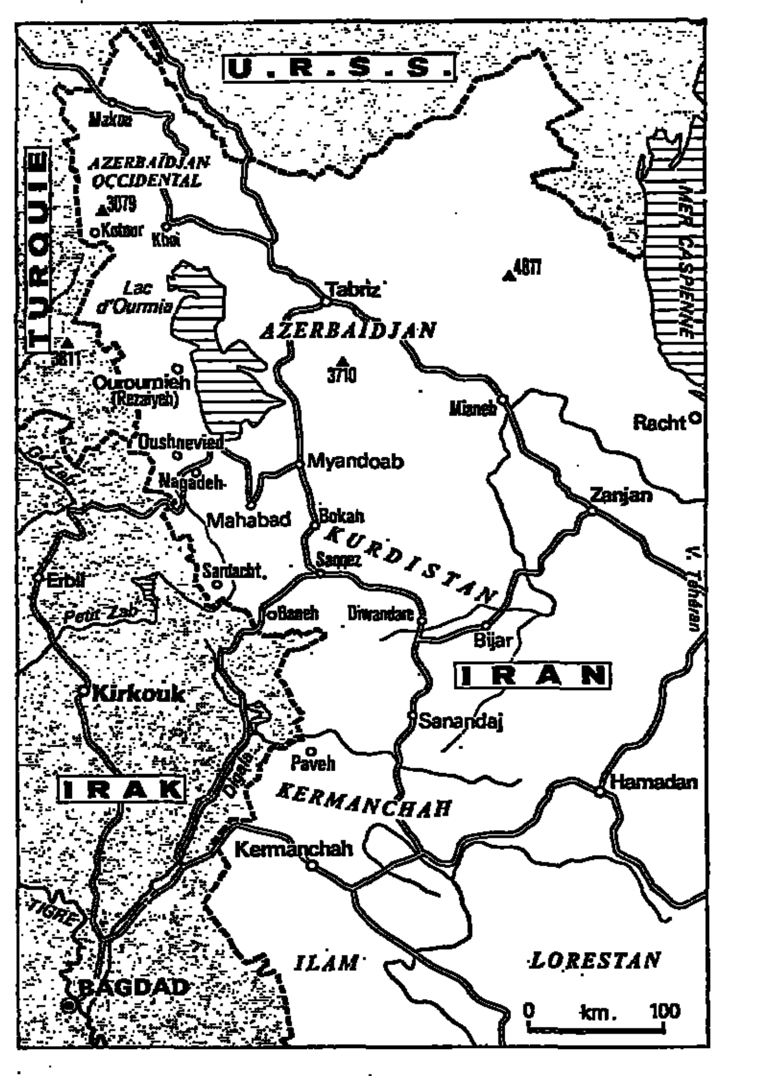
Les affrontements ont repris au Kurdistan entre les forces autonomistes et l'armée

Selon les milieux kurdes de Téhéran, une trentaine de personnes au moins ont été tuées à la fin de la semaine dernière au Kurdistan dans des affrontements entre l'armée et les forces autonomistes.

A Saqqez, où les forces armées ont pénétré, occupant l'hôpital, le centre de télécommunications et prenant position sur les collines autour de la ville, il y aurait eu dix Kurdes tués (huit civils et deux combattants) ainsi que quatorze soldats de l'armée régulière.

A Sanandaj (chef-lieu du Kurdistan), *les autonomistes kurdes ont tué plusieurs* soldats des troupes régulières iraniennes, samedi 19 avril, dans une embuscade tendue à des troupes qui tentaient de regagner la ville, après avoir été bloquées quatre jours durant à l'aéroport. Les Pechmergas ont également attaqué une unité de l'armée iranienne de soixante-cinq hommes, cantonnée dans une mosquée, près de la ville de Paveh.

Ces affrontements mettent fin à la trêve précaire qui s'était instaurée depuis près de deux mois au Kurdistan.



UNE GUERRE SANS ISSUE

Correspondance

Mahabad. — De l'avis de tous les voyageurs, y compris iraniens, la capitale politique du Kurdistan est la ville la plus gaie et la plus détendue du pays. Dans un singulier entrelacs de positions tenues par les Pasdaran, l'armée ou la gendarmerie jusque dans Mahabad même, la récente trêve a permis aux Kurdes d'organiser les partis politiques, les forces armées et la population. Le P.D.K.I. (parti démocratique du Kurdistan iranien) domine sans conteste la situation. Au cours des dernières élections générales son candidat a généralement obtenu la majorité (Piranchahr - Sardacht : 82,6 % ; Saqqez-Baneh : 57,7 % ; Nagadeh-Oushnevied : 95,9 % ; Mahabad : 80,2 % ; Bokan : 57,2 %, etc.) En revanche, il y a *ballottage à Ouroumieh, Makou,* Myandoab, etc., villes à peuplement mixte kurdo-turc. A Sanandaj, les élections n'ont pas eu lieu, tandis qu'aucun candidat du P.D.K.I. n'était autorisé à se présenter à Kermanchah, en Ilam, à Khoï et Salmast.

Samedi 10 mai 1980

LE PREMIER COLLOQUE NATIONAL DE TAI CHI CHUAN

sous la présidence de M. James Kou, se tiendra au 20, rue Marc-Sangnier, 75014 PARIS.

Conférences et tables rondes avec la participation de spécialistes.

— Tai Chi Chuan et histoire.
— Tai Chi Chuan et vie.
— Tai Chi Chuan et yoga.
— Tai Chi Chuan et psychomotricité.
— Tai Chi Chuan et spiritualité.
— Tai Chi Chuan et acupuncture.

Renseignements : F.F.T.C.C. 24, rue de Babylone, 75007 Paris. Tél de 14 h. 30 à 17 h. 30 : 544-07-00.

« Une autonomie sans budget »

Par rapport au P.D.K.I., qui incarne le mouvement national, les autres formations basées sur la lutte des classes, comme le Kolmeh (soutenu par le cheikh Ezzedine Husseini) et les Fedayin Khalq, sont très minoritaires, cette dernière surtout. En effet le problème majeur, à l'heure actuelle, est moins un problème social qu'un problème national.

Depuis plus de quatre mois, fonctionne dans la pratique ce que le secrétaire général du P.D.K.I., M. Ghassemlou, appelle avec humour une « *autonomie sans budget* ». En effet, les Kurdes, contrairement aux rumeurs qui circulent dans la capitale iranienne, ne reçoivent d'aide militaire ou financière ni d'Irak ni d'Union soviétique. Le P.D.K.I. est fort d'un indiscutable appui de la population, mais dénué de ressources. Cela ne l'a pas empêché d'organiser à des degrés divers, mais en général plutôt bien, l'ensemble des régions peuplées entièrement ou en partie *par des Kurdes, à l'exception de* Pechmergas, créées plus ou moins et où la population kurde est de confession chiite. Les forces de Pechmergas, créés plus ou moins spontanément l'an dernier, ont été structurées et des bases arrière ont été mises en place. Une offensive politique a été patiemment menée en direction des autres peuples d'Iran pour expliquer la cause kurde, et c'est un fait qu'à l'heure actuelle les Kurdes ne sont pas isolés en Iran.

Le P.D.K.I. a tenu son quatrième congrès à la mi-février, auquel participaient trois cent dix délégués (représentant chacun cent membres). Un comité central de vingt-cinq membres et un bureau politique de sept membres ont été élus. Cinq commissions (organisation, propagande, pechmergas, budget, éducation) ont été mises en place et fonctionnent bien en dépit du manque de cadres moyens. Une école de cadres doit d'ailleurs bientôt remédier, en partie, à cette carence.

A l'exception des tribus Jaf, Herki et Bagsada, qui sont utilisées par les Irakiens ou le gouvernement de Téhéran, l'unité des Kurdes sur le mot d'ordre d'auto*nomie — et non de sécession*, cela a été maintes fois répété — est quasi totale. Il n'y a pas de divergence, à cet égard, entre le P.D.K.I., le Komaleh et les Fedayin.

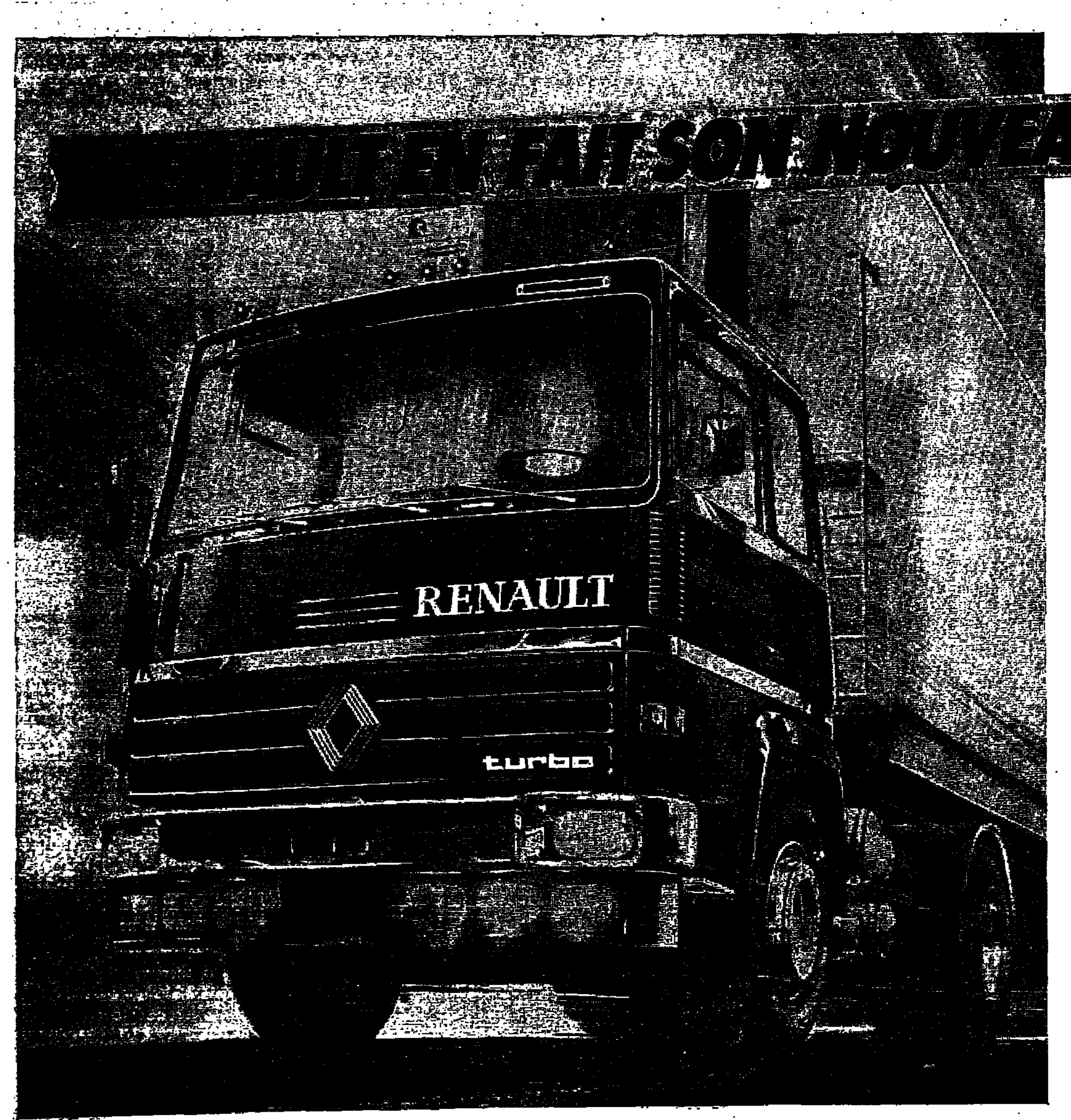
Les points forts des Kurdes s'articulent, stratégiquement, autour de Mahabad, Baneh, Sardacht, Piranchahr, Oochnou. Les points faibles sont Ouroumieh, Salmast et Kermanchah. La logique militaire serait de couper les régions kurdes en deux à la hauteur d'Ouroumieh et de prendre Mahabad-Sanandaj en tenaille, entre Oochnou et Kermanchah.

Si l'armée n'a pas de garnison à Kotour, Oochnou, Bokan, Diwandare, elle en a à Saqqez, Sanandaj, Baneh, Sardacht et à Mahabad même.

La résistance kurde dispose de toutes les conditions nécessaires à la poursuite d'une guerre de guérilla prolongée. Il paraît évident à nombre d'observateurs qu'il serait vain de tenter de régler par la force le problème de l'autonomie kurde. Le gouvernement de Téhéran risquerait des déconvenues qui n'auraient d'autre effet que d'aggraver les menaces qui pèsent sur le régime lui-même.

GÉRARD CHALIAND.





21 avril 1980. Naissance d'un grand du poids lourd. Sur des camions, des autocars, des autobus, s'inscrit la marque Renault. Plus qu'un symbole, c'est le signe que la régie nationale s'engage dans une nouvelle bataille économique.

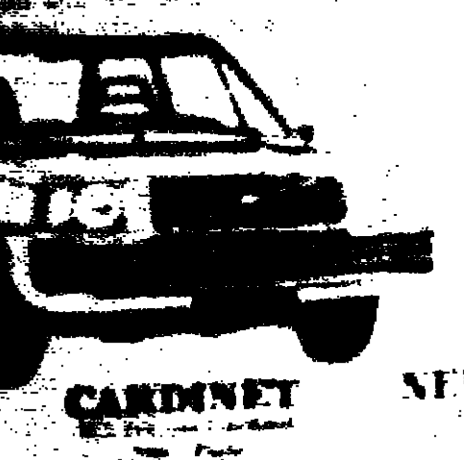
Cela veut dire qu'après avoir placé la France au premier rang de la compétition automobile, après avoir imposé la voiture française au plan mondial, Renault mobilise tous ses moyens, toute sa puissance pour une autre victoire : celle du poids lourd français.

Ses atouts : une gamme complète, rationnelle. Des produits performants. Un réseau de vrais professionnels.

Quand Renault donne son nom à ses poids lourds, ce n'est pas à la légère.

Poids Lourd: le nouveau défi Renault.





PROCHE-ORIENT

L'AFFAIRE DES OTAGES DE TÉHÉRAN

SELON UN SONDAGE DU « WASHINGTON POST »

Une large majorité d'Américains se prononcent pour une action militaire

De notre correspondante

New-York. — La perspective de voir libérer les otages de Téhéran s'éloigne et l'opinion américaine s'impatiente : selon un sondage publié dimanche 20 avril par le *Washington Post*, deux Américains contre un seraient aujourd'hui favorables à une action militaire contre l'Iran, même si cela devait mettre la vie des otages en danger. La grande majorité des personnes interrogées entre le 9 et le 13 avril — c'est-à-dire peu après que Washington eut rompu ses relations diplomatiques avec Téhéran — estiment que M. Carter a agi jusqu'ici avec trop de mollesse. Mais le tiers seulement d'entre elles croient que les sanctions prises par le président aideront à faire libérer les otages. Un sondage semblable, entrepris en janvier par le quotidien de Washington, avait montré qu'une majorité s'opposait alors au recours à la force.

Les hésitations de la politique de la Maison Blanche à l'égard de Téhéran ne datent pas de novembre, si on en croit un article publié dimanche par le *New York Times*, d'où il ressort que, lors du bref gouvernement Chapour Bakhtiar, au début de l'année dernière, Washington avait envisagé d'organiser un coup d'Etat destiné à amener les militaires iraniens au pouvoir dans l'espoir de barrer la route à l'imam Khomeiny. La rapide désintégration de l'armée avait empêché l'exécution de ce plan.

Selon le quotidien new-yorkais, le général d'aviation Robert Huyser, alors adjoint du général Haig au commandement en chef de l'OTAN, avait été envoyé à Téhéran le 3 janvier 1979, avec pour mission initiale de raffermir la position du gouvernement Bakhtiar, installé le 21 décembre précédent par le chah.

En fait, les responsables américains étaient profondément divisés sur la politique à adopter vis-à-vis de la révolution iranienne.

La mission du général Huyser avait été envisagée, en novembre 1978, par M. Schlesinger, alors secrétaire à l'énergie, qui souhaitait qu'un officiel américain de haut rang fût envoyé à Téhéran pour assurer le chah du soutien de Washington dans les troubles qui se développaient dans le pays. M. Schlesinger avait d'abord pensé à M. Kissinger, mais, devant le refus probable de M. Carter, il avait suggéré que M. Brzezinski se charge de cette mission. Ce dernier avait refusé et proposé à M. Schlesinger de se rendre lui-même à Téhéran.

Tandis que la Maison Blanche s'entêtait à soutenir le chah, le département d'Etat jouait plutôt la carte de l'opposition modérée, représentée par MM. Bakhtiar et Bazargan. A Téhéran, l'ambassadeur américain, M. Sullivan, demandait, lui, que le contact soit établi avec l'iman Khomeiny dont il avait déjà mesuré le pouvoir sur les masses.

M. Carter choisit une solution intermédiaire et chargea le général Huyser d'aller s'assurer que M. Bakhtiar avait des chances de rester au pouvoir. Mais le 16 janvier, le chah partait pour l'Egypte et la mission du général Huyser était modifiée : devant le chaos qui s'instaurait en Iran, il était chargé de préparer l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement militaire.

Au quartier général de l'OTAN, cependant, le général Haig, furieux qu'on ait chargé un militaire d'une mission aussi évidemment politique, démissionnait avec fracas.

Dans la succession rapide des événements de la fin janvier, la mission du général Huyser se révéla sans objet : l'armée iranienne se désintégrait et nombre de ses éléments rejoignaient les groupes révolutionnaires. Le 1er février, l'iman Khomeiny recevait un accueil triomphal à Téhéran, le 2, le général Huyser quittait l'Iran.

Toujours selon le *New York Times*, le soir du 10 février, tandis que la révolution iranienne triomphait, l'ambassadeur Sullivan recevait un coup de téléphone du département d'Etat lui demandant si la prise de pouvoir des militaires était encore possible. M. Sullivan aurait répondu sans aménité. Comme son correspondant insistait pour parler au général Gast, le conseiller militaire de l'ambassade, l'ambassadeur aurait répliqué que le général, ainsi que vingt-deux officiers, étaient pour l'heure prisonniers au quartier général de l'armée iranienne, assiégé par les révolutionnaires...

Dans une interview donnée en décembre à un magazine anglais, le chah a soutenu que la mission du général Huyser était, en fait, destinée à neutraliser l'armée et à empêcher d'organiser un coup d'Etat contre le gouvernement Bakhtiar.

Les divergences d'opinions continuent apparemment à Washington sur la conduite à tenir à l'égard du gouvernement iranien. Et ce n'est sans doute pas par simple calcul électoral de M. Carter que la Maison Blanche et le département d'Etat ont, depuis deux mois, multiplié les déclarations contradictoires.

NICOLE BERNHEIM.

La mission controversée du général Huyser

La mission du général Huyser en Iran, en janvier 1979, a fait depuis un an l'objet de commentaires contradictoires aux Etats-Unis. L'article du *New York Times* que cite notre correspondante présente cette mission sous un jour relativement musclé », indiquant notamment qu'elle consistait à préparer l'arrivée au pouvoir des militaires iraniens après le départ du chah. Tel n'est pas l'avis de M. Michael Ledeen, rédacteur en chef du *Washington Quaterly* — une revue publiée par le très conservateur Centre d'études stratégiques et internationales de l'université de Georgetown, — et de M. William Lewis, professeur à cette même université. Dans un article dont l'*International Herald Tribune* du 21 avril reproduit de larges extraits, ces deux auteurs estiment que le général Huyser n'a jamais disposé des instructions précises qui lui auraient permis de rassurer les généraux iraniens ou le chah.

En outre, ses rapports à la Maison Blanche auraient été exagérément optimistes sur les chances du gouvernement Bakhtiar, contrastant avec les signaux alarmistes de M. William Sullivan, ambassadeur des Etats-Unis à Téhéran, qui avait découvert — tardivement — la force de l'opposition religieuse.

Le même article rapporte qu'un émissaire avait été choisi en janvier 1979 — M. Theodore Eliot, inspecteur général des services du département d'Etat — pour prendre contact avec l'imam Khomeiny, mais que sa mission fut annulée au dernier moment à la demande de M. Brzezinski, conseiller de M. Carter pour la sécurité nationale. Tout le monde dut comprendre, concluent les auteurs, que le gouvernement Carter « *n'avait même pas formulé une politique, déterminé les objectifs et tracé une tactique permettant de faire face à la crise iranienne* ».

M. RICHARD NIXON : le moment est venu d'agir.

Répondant aux questions d'Ivan Levaï à Europe 1, lundi 21 avril, l'ancien président américain Richard Nixon a déclaré que « *l'on s'oriente vers une situation où l'Union soviétique pourrait avoir la supériorité nucléaire stratégique* ». Il a ajouté : « *Il est indispensable que des mesures importantes soient prises pour renverser cette tendance, et l'augmentation de 5 % du budget militaire annoncée par le président Carter est très loin d'être suffisante. Il faut une augmentation nettement plus importante, je dirai de 20 %, c'est-à-dire, en dollars vrais de 1980, de l'ordre de 30 milliards dans les cinq ans à venir.* »

L'ancien président ne croit pas cependant à des agressions soviétiques en Europe — notamment en Yougoslavie, après la mort du maréchal Tito — « *à un moment où il va y avoir des élections aux Etats-Unis et en Allemagne. L'Union soviétique suit de très près les élections en Occident, et je pense aussi aux élections françaises l'année prochaine (...). Je crois qu'actuellement l'Union soviétique cherche plutôt à calmer les choses* ».

A propos du problème des otages américains de Téhéran, M. Nixon a dit : « *En ce qui concerne le président Carter, j'estime qu'il ne faut plus donner d'avertissement, qu'il ne faut plus parler — on a assez parlé, assez averti, — et que maintenant le moment est venu d'agir. Il faut agir d'abord sur le plan économique, avec les alliés des Etats-Unis. Inévitablement, si les alliés n'apportent pas leur aide et si les actions économiques n'ont pas d'effet, il faudra passer aux actes militaires.*

» *Un certain nombre d'observateurs européens ont tendance à dire parfois qu'au fond l'Europe n'a pas de différend avec l'Iran et que tout cela est une affaire purement américaine. Eh bien, je voudrais dire, avec tout le respect que je leur dois, que le terrorisme est un problème international et que les prochains otages pourraient parfaitement être français. Dès lors, c'est l'ensemble du monde civilisé qui doit s'unir, non seulement pour condamner (...), mais pour passer aux actes, d'abord sur le plan économique et ensuite, peut-être, sur le plan militaire (...). Bien qu'une telle action* (militaire) *ne soit pas sans danger, le risque est moins important que le risque qui en résulterait si on laissait apparaître les Etats-Unis comme un géant totalement incapable d'agir.* »

« *J'estime que nous aurions dû soutenir le chah*, a dit encore M. Nixon, *et je crois que c'est un mauvais message qui a été donné au monde que de montrer que les Etats-Unis sont prêts à larguer leurs amis lorsqu'ils sont en difficulté. On peut se demander quelle va être la réaction d'autres, par exemple en Arabie Saoudite, si le même genre de problème se présente, étant donnée la manière dont nous nous sommes conduits vis-à-vis du chah d'Iran.*

Tokyo s'attend à une crise dans ses relations avec Téhéran

De notre correspondant

Tokyo. — Les Japonais s'attendent et sont prêts à une crise dans leurs relations avec l'Iran, dont la première manifestation sera la suspension des livraisons de pétrole en provenance de ce pays dans le courant de cette semaine. A Téhéran, le ministre du pétrole, M. Ali Akbar Moinfar, a notamment déclaré, dimanche 20 avril, que l'Iran comptait stopper immédiatement ses livraisons de pétrole au Japon, à moins que celui-ci n'accepte des augmentations de prix de 2,5 dollars par baril. Les Iraniens avaient laissé jusqu'à dimanche aux Japonais pour répondre à leur proposition. Dès vendredi, en fait, le ministère du commerce et de l'industrie à Tokyo avait décidé, en accord avec les compagnies pétrolières nippones, de rejeter cette demande. Et, selon l'A.F.P., la Société nationale iranienne des pétroles aurait annoncé lundi aux pétroliers japonais que les chargements de pétrole destinés au Japon étaient suspendus.

La question des prix du pétrole, en négociation depuis une semaine entre Japonais et Iraniens, sera donc vraisemblablement le prétexte direct de la tension qui se dessine entre Téhéran et Tokyo et le prélude à une attitude plus ferme des Japonais vis-à-vis des Iraniens. Dans les milieux gouvernementaux japonais, on précise que l'attitude de Tokyo dans les négociations nippo-iraniennes n'a pas de rapport avec les demandes américaines de sanctions à l'encontre de Téhéran. C'est simplement une question commerciale : d'une part, les prix demandés sont trop élevés compte tenu de la situation actuelle de l'offre en hydrocarbures ; d'autre part, l'économie, déjà affectée par une série de majorations, ne peut en supporter une nouvelle. En outre, en acceptant la demande iranienne, le Japon encouragerait d'autres pays producteurs à relever aussi leurs prix.

On doit remarquer qu'il y a une semaine, lorsqu'elles s'ouvrirent, les négociations sur les prix du pétrole iranien ne semblaient pas placées sous de si mauvais auspices, au point en tout cas d'aller vers la rupture. *Le raidissement* soudain des Japonais se situe, en fait, dans un certain contexte. Depuis de longs mois, le Japon a tenté de louvoyer entre les pressions de Washington et ce qu'il considérait comme ses intérêts nationaux : garantir les livraisons de pétrole. Lorsqu'il y a une dizaine de jours, les Etats-Unis rompirent leurs relations diplomatiques avec l'Iran, le Japon, tout en se rapprochant de la position américaine, conserva une attitude très prudente et ambiguë. Au cours de la semaine écoulée, l'attitude des Japonais a beaucoup évolué. « *Il y a des choses plus importantes que le pétrole, et le Japon est prêt à faire des sacrifices pour servir des objectifs plus larges* », a notamment déclaré, vendredi, M. Ohira à une mission chinoise.

Plusieurs facteurs ont contribué à cette évolution. D'abord les pressions américaines et l'attitude adoptée par les pays de la Communauté européenne, le Japon ne tenant pas à paraître isolé, surtout avant le sommet Carter-Ohira au début du mois prochain. Plus profondément, les Japonais semblent cette fois inquiets de la tournure que peuvent prendre les événements au Proche-Orient. Ils veulent en tout cas éviter que les Américains ne soient acculés à une action militaire contre l'Iran : c'est pour parer à cette éventualité que les alliés des Etats-Unis doivent prendre des sanctions économiques contre Téhéran, souligne, ce lundi, le quotidien *Asahi*, citant des sources gouvernementales.

Tokyo a, d'autre part, décidé, samedi, de répondre au demandes de Washington et d'accorder une assistance économique d'urgence aux pays voisins de l'Iran et de l'Afghanistan (en particulier l'Irak, Oman et le Pakistan). C'est aussi pour épauler la stratégie américaine que le Japon a accordé une aide de 100 millions de dollars à la Turquie.

PHILIPPE PONS.

Les Neuf tentent d'harmoniser leurs positions

(Suite de la première page.)

M. Moinfar a d'autre part indiqué qu'un arrêt éventuel des achats de brut par le Japon n'affecterait pas l'industrie pétrolière iranienne. Si les compagnies nipponnes (qui sont, avec 530 000 barils-jour, environ le principal client de l'Iran) décident effectivement de refuser de charger dans les ports iraniens, ce n'est pas pour une question de prix, mais « *pour des raisons essentiellement politiques. Nous demandons aux Japonais de faire preuve de courage et d'indépendance à l'égard de Washington* », a ajouté M. Moinfar, qui a également confirmé que l'Iran ne livrerait plus de pétrole au Portugal, à la suite de la décision de Lisbonne de se joindre à l'embargo commercial contre l'Iran par solidarité avec les Etats-Unis. M. Ali Akbar Moinfar a déclaré : « *Si des compagnies achetant du brut iranien en vendent, ne serait-ce qu'un baril, au Portugal, elles seront placées sur la liste noire du ministère.* »

M. Moinfar a précisé que le Portugal, dont un cinquième des importations pétrolières venaient d'Iran, n'a en fait reçu aucun pétrole d'Iran depuis janvier.

M. Bani Sadr dénonce l'« atmosphère de coup d'État » créée par les affrontements dans les universités

Téhéran (*Reuter, A.F.P.*). — Le président Abolhassan Bani Sadr a dénoncé, dimanche 20 avril, l' « *atmosphère de coup d'Etat* » régnant en Iran après deux jours d'affrontements dans les universités entre musulmans intégristes et étudiants de gauche.

Ces heurts ont suivi une décision du Conseil révolutionnaire ordonnant la fermeture de tous les bureaux d'organisations politiques dans les établissements d'enseignement avant lundi soir. Des groupes d'intégristes musulmans ont alors attaqué les bureaux des moudjahidin (musulmans progressistes) et des fedayin (marxistes).

« *Chacun doit comprendre que le problème posé par la gauche ne sera pas résolu par ces méthodes* », écrit M. Bani Sadr dans un éditorial paru dimanche dans *République islamique* et critiquant l'action des groupes musulmans qui s'étaient déclarés les promoteurs de la « révolution culturelle ».

Le chef de l'Etat assure que toute action entreprise au nom de cette « révolution culturelle » et contre le principe de l'unité de décision « *sera contre-révolutionnaire et mettra en feu l'avenir de la révolution* ».

Par ailleurs, après quarante-huit heures d'échauffourées qui ont fait au moins un mort et une cinquantaine de blessés, les organisations estudiantines de gauche iraniennes ont cédé aux injonctions du gouvernement et commencé, dimanche, à quitter les locaux universitaires, emportant tracts, livres et matériel d'imprimerie.

Les affrontements ont fait de très importants dégâts matériels. Ils se sont produits à la suite de la prière hebdomadaire du vendredi, après que l'ayatollah Seyyed Ali Khamenei, « iman de la prière » (chargé de diriger la prière publique) dans la capitale, eut lancé un violent réquisitoire contre les éléments de gauche et appelé au « *nettoyage des universités* ».

Aussitôt, les hezbollahi (partisans de Dieu), militants intégristes religieux, armés de gourdins cloutés, couteaux, pierres et tessons de bouteille, ont attaqué les étudiants de l'école normale d'instituteurs de Téhéran.

Trois cents blessés à Chiraz

Samedi, en début de soirée, un millier de hezbollahi, aux cris de « *Vive Khomeiny* », « *A mort les communistes* », « *A mort les infidèles* », utilisant des grenades lacrymogènes, ont donné l'assaut au Centre d'art dramatique de Téhéran. Après quatre heures de violentes bagarres, ils en ont délogé les étudiants.

La résistance des organisations de gauche a été faible. « *Bien que la décision prise par le gouvernement soit réactionnaire, nous ne cherchons pas l'affrontement* », a déclaré un porte-parole des fedayin, qui a ajouté que ses amis apportaient un « *soutien critique* » au gouvernement, qualifié de « *national* » en raison de sa lutte contre les Etats-Unis.

Pour les moudjahidin, « *résister, c'est tomber dans le piège visant à nous faire apparaître comme opposés à l'imam Khomeiny, alors que nous le soutenons* ».

Enfin, le parti communiste a demandé à ses membres de se tenir à l'écart de l'agitation universitaire.

A Chiraz, au sud du pays, trois cents personnes environ ont été blessées lorsque des intégristes musulmans ont envahi l'université et mis à sac les bureaux des mouvements étudiants de gauche. A Meched, dans le nord-est du pays, des affrontements ont eu lieu également, mais on ignore le nombre des blessés. Enfin, à Ispahan, les intégristes ont occupé la faculté des sciences.

M. GHOTBZADEH AFFIRME QUE SES ENTRETIENS A PARIS ONT EU UN CARACTÈRE « PUREMENT PRIVÉ ».

Le ministre iranien des affaires étrangères, M. Sadegh Ghotbzadeh, a quitté Paris, samedi après-midi 19 avril, pour Téhéran, à l'issue d'une visite de deux jours en France, qu'il a qualifiée de « *purement privée* ».

M. Ghotbzadeh a, au cours de cette visite, rencontré un certain nombre de personnes, françaises ou non, directement impliquées dans les contacts réguliers qui seraient en cours entre Téhéran et Washington pour tenter de résoudre pacifiquement la crise irano-américaine.

Le chef de la diplomatie iranienne s'est ainsi entretenu vendredi soir avec M. Hector Villalon, homme d'affaires argentin résidant à Paris. M. Villalon a récemment affirmé faire partie d'une « *mission de bons offices* » chargée de faciliter le dialogue.

Un autre interlocuteur de M. Ghotbzadeh lors de sa visite à Paris, Me Christian Bourguet, fait également partie, selon M. Villalon, de cette « *mission de bons offices* », aux côtés du nonce apostolique à Téhéran, Mgr Bugnin, de Mgr Hilarion Capucci, ancien vicaire patriarcal de Jérusalem, et de l'ambassadeur de Suisse à Téhéran, M. Eric Lang.

Ces contacts, qui ont notamment eu lieu au domicile parisien de M. Villalon, ont eu un caractère purement privé, selon M. Ghotbzadeh, dont la visite à Paris avait été démentie vendredi par le ministère iranien des affaires étrangères.

M. Ghotbzadeh a longtemps vécu en exil à Paris. Il assure être retourné seulement pour rassembler un certain nombre de « *documents privés* » qu'il n'avait pas pu rapporter en Iran lorsqu'il y est rentré avec l'imam Khomeiny, en février 1979.

A TRAVERS LE MONDE

Belgique

● LE ROI BAUDOUIN a quitté Bruxelles, ce lundi 21 avril, pour Washington, où il doit présider plusieurs manifestations pour le cent cinquantième anniversaire de l'indépendance de la Belgique. Dès son retour, mardi 22 avril, le souverain rencontrera M. Wilfried Martens, chargé de constituer le nouveau gouvernement. Des manifestations de nationalistes flamands hostiles au premier ministre se sont déroulées pendant ce week-end à Gand, tandis que dans les Fourons des manifestants wallons tentaient de troubler la course cycliste Liège-Bastogne-Liège. — (*Corresp.*)

Espagne

● L'ETA MILITAIRE a revendiqué samedi 19 avril l'attentat qui a coûté la vie mercredi dernier à deux gardes civils à Irun au poste frontière avec la France. Dans un communiqué, l'ETA militaire affirme que l'attentat perpétré « *sur la frontière artificielle qui sépare l'Euzkadi-Sud de l'Euzkadi-Nord* » (Pays basque français) est dirigé contre l' « occupation militaire » du Pays basque, qui atteint un caractère d' « invasion ». — (*Reuter.*)

Kenya

● M. CHARLES NJONJO, attorney général (ministre de la justice) du Kenya depuis 1963, *considéré comme* l'un des *hommes* politiques les plus influents auprès du président Daniel Arap Moi, a annoncé, vendredi 18 avril, sa démission. M. Njonjo a déclaré qu'il avait atteint l'âge de la retraite (soixante ans) et qu'il se présenterait aux élections législatives en réponse aux demandes répétées des notables et des électeurs de la circonscription de Kikuya.

Pakistan

● LE DERNIER DIRIGEANT POLITIQUE ENCORE ASSIGNE A RESIDENCE par les autorités militaires, le maréchal de l'air à la retraite Asghar Khan, a été libéré vendredi 18 avril. Chef du parti Tehrik Istiqlal aujourd'hui interdit, il était en résidence surveillée depuis septembre dernier à Abbottabad, à environ 120 kilomètres d'Islamabad. Il fut l'un des leaders de l'Alliance nationale pakistanaise qui entraîna la chute de l'ancien premier ministre Zulfikar Ali Bhutto ; il s'était par la suite opposé aux autorités militaires. Son parti avait été interdit en septembre 1979 en même temps que tous les autres partis politiques pakistanais. La femme et la fille de Zulfikar Ali Bhutto ont également été libérées il y a une dizaine de jours. Après ces libérations tous les anciens leaders politiques pakistanais sont libres mais toute activité politique leur est interdite. — (*A.F.P.*)

Union soviétique

● TROIS ECRIVAINS SOVIETIQUES ont demandé le droit de passer quelques mois à l'étranger. Il s'agit de MM. Lev Kopelev (*A conserver pour l'éternité*), Vladimir Voïnovitch (*les Aventures extraordinaires du soldat Tchonkine*) et Vassili Axionov, l'un des responsables de la publication de l'almanach *Métropole*. — (*A.F.P.*)

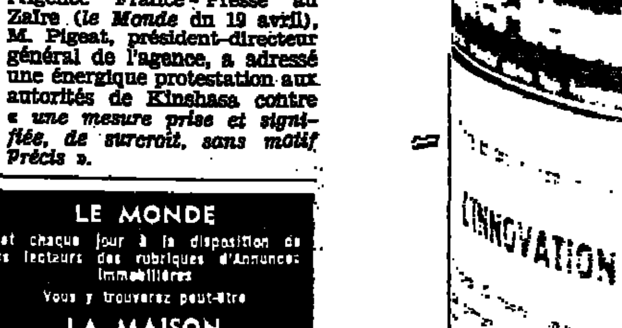
● CONDAMNATION D'UN MEMBRE DU GROUPE ARMENIEN de surveillance de l'application des accords d'Helsinki. M. Edouard Aroutounian, arrêté en juillet 1979, a été récemment condamné à deux ans et demi de camp pour « diffusion de calomnies antisoviétiques, annoncent ses amis. Un membre du groupe, M. Ambartsoum Khoulgatian, a été autorisé à émigrer en 1979, et les deux autres, MM. Chaguin Aroutounian et Robert Nazarian, purgent respectivement des peines de trois et cinq ans de camp. — (*A.F.P.*)

Zaïre

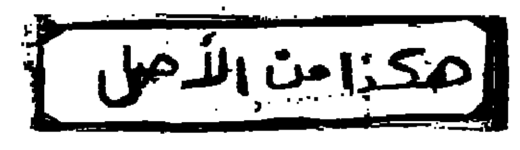
● LE GOUVERNEMENT ZAIROIS a fait fermer, samedi 19 avril, l'université et cinq autres établissements supérieurs de Kinshasa, à la suite de cinq jours de désordres provoqués par des étudiants réclamant de meilleures conditions de vie et une libéralisation du régime (*le Monde* du 18 avril).

L'armée a évacué les quatre mille étudiants habitant le campus universitaire et, samedi, des avions de l'armée et d'Air Zaïre ont commencé à transporter une partie d'entre eux vers l'intérieur du pays. — (*A.P.*)

● A LA SUITE DE L'EXPULSION du correspondant de l'Agence France-Presse au Zaïre (*le Monde* du 19 avril), M. Pigeat, président-directeur général de l'agence, a adressé une énergique protestation aux autorités de Kinshasa contre « *une mesure prise et signifiée, de surcroît, sans motif précis* ».







Le Monde

politique

M. François Mitterrand réaffirme qu'il privilégie l'unité du P.S.

M. François Mitterrand, qui était dimanche soir 20 avril l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1, s'est une nouvelle fois présenté comme celui qui, au sein du P.S., rassemble, unifie et garantit le respect de la ligne politique du parti. Cette définition de son rôle par le « premier des socialistes » est avant tout de nature à satisfaire la majorité du P.S. Les responsables de celle-ci souhaitent en effet que le premier secrétaire soit candidat à l'élection présidentielle de 1981. Leur objectif est donc de contrer systématiquement M. Michel Rocard.

Tout s'est passé comme si les proches de M. Mitterrand avaient eu pour mission de préparer le terrain de l'intervention de leur chef de file en harcelant M. Rocard : une lettre de M. Lionel Jospin rappelant sévèrement à l'ordre le député des Yvelines, puis une circulaire pour indiquer qu'il ne se conforme pas aux usages du parti lorsqu'il visite les fédérations, enfin les propos de certains dirigeants indiquant clairement « qui ils ne veulent pas » pour le scrutin de 1981. Il ne restait plus à M. Mitterrand qu'à minimiser la portée de ces querelles internes — il s'agit simplement de « resserrer un peu les boulons » — puis à souligner que M. Rocard, membre de la minorité, « ne peut s'exprimer sans mandat au nom du parti », pour *finalement apparaître* comme le seul rassembleur possible exclusivement préoccupé désormais de l'unité du P.S.

Le premier secrétaire avait précédemment affirmé que l'un des critères du choix du candidat socialiste serait précisément la capacité de rassembler le parti. Dimanche soir, il s'est plu à trouver « légitime » le fait que tel journaliste le considère comme un « éventuel président de la République ». Les partisans de sa candidature y verront autant de motifs de satisfaction et relèvent que le premier secrétaire a voulu se placer au premier rang des « contradicteurs » du président de la République. En fait, il est resté dans une position d'attente.

Il ne s'est pas écarté d'une ligne de conduite qui consiste à se donner un maximum de temps pour, avant de se décider, apprécier l'évolution de la situation politique et la possibilité, ou non, de battre M. Giscard d'Estaing. La fixation du calendrier de la désignation du candidat par la convention nationale, prévue le 26 avril prochain, permettra peut-être d'obtenir d'autres indications. Car M. Rocard estime qu'une désignation tardive serait un handicap pour le candidat qu'il souhaite devenir.

L'une des questions déterminantes reste l'état d'esprit du parti et de ses élus. A cet égard, si M. Rocard a pris le risque d'ajourner tous ses déplacements dans les fédérations, c'est sans doute parce qu'il est sûr de la qualité de l'accueil qui devait lui être réservé et parce qu'il pense tirer bénéfice d'une situation où l'idée de sa candidature serait contrariée par la direction.

Quant à la ligne du parti, que M. Mitterrand veut préserver, elle devient chaque jour plus « autonome ». Le premier secrétaire du P.S. a, une nouvelle fois, souhaité l'union de la gauche « avec tous les travailleurs qui votent communiste », en précisant que les socialistes ont « refusé » de faire du programme commun un programme communiste. « L'Humanité » saisit d'ailleurs cette occasion pour relever l' « aveu de taille » fait par M. Mitterrand : le premier secrétaire du P.S., écrit le quotidien communiste, a reconnu qu'il avait « refusé », en 1977, le programme commun au motif que « ses partenaires voulaient en faire un programme conduisant à la société communiste ».

Nul doute, en tout cas, que la volonté de M. Mitterrand est plus que jamais de prendre des voix au P.C.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Interrogé dimanche soir 20 avril au « Club de la presse » d'Europe 1 sur la mise en garde adressée par M. Lionel Jospin à M. Michel Rocard, M. François Mitterrand juge « *normal qu'un membre d'une minorité s'exprime d'une façon différente de celle des membres de la majorité* ». Il ajoute : « *Ce qui n'est pas normal, c'est que la minorité parle comme la majorité. Un membre de la minorité peut-il se déplacer là où il veut et dire ce qu'il veut ? Bien entendu (...). Un membre de la minorité, s'il n'en a pas reçu le mandat, ne peut pas s'exprimer au nom du parti. Le P.S. comprend très bien qu'il faille une discipline, une règle du jeu. La tradition est que ce sont les fédérations départementales qui sont chargées de la vie du parti. On doit donc passer par elles, étant bien entendu qu'elles n'ont pas à exercer de censure.* »

Après avoir qualifié de « *mineur* » ce débat, M. Mitterrand souligne que, à sa connaissance, « *il n'y a pas pour l'instant de candidatures* ». « *C'est d'autant plus normal*, ajoute-t-il, *que notre prochaine convention a notamment pour objet de définir un calendrier, le moment où le jeu des candidatures internes pourra commencer et quelles en seront les règles. Il est normal d'attendre dimanche prochain pour savoir comment chacun se comportera.* »

Evoquant ensuite ce que seraient les relations entre un président de la République socialiste et le P.S., M. Mitterrand affirme que « *ni l'un ni l'autre n'a à donner d'injonctions* ». Il indique : « *Un président socialiste n'aura pas à donner d'instructions au P.S. Ce ne sera pas le régime des partis. On n'imagine pas le premier secrétaire du P.S. se substituant au président élu dans les décisions à prendre, et voulant à tout prix l'infléchir (...).*

» *Le président actuel est maître de tout. Je ne pense pas qu'un président socialiste ait l'intention de remplir un rôle de ce type. Il aura pour mission de respecter la Constitution dans sa lettre, de vérifier que les usages n'ont pas dévié l'esprit de cette Constitution, et faire que le Parlement retrouve sa fonction. Mais il n'incombera pas au P.S. et à son premier secrétaire d'être les tuteurs du président de la République.* »

Interrogé sur le point de savoir si les mises en garde de la direction sont réservées à M. Rocard, ou si elles risquent de s'étendre à ceux qui, à l'instar du CERES lorsqu'il s'agit du système monétaire européen, sont en contradiction avec leur parti, le premier secrétaire du P.S. répond notamment : « *Je veillerai à ce qu'on resserre un peu mieux les boulons (...). Tout peut être dit à l'intérieur du P.S. Lorsqu'il s'exprime en tant que tel, il ne peut le faire que d'une seule voix. C'est cette confusion entre ces expressions minoritaires et la loi du parti qu'il me faut de temps en temps remettre en place. Cela ne va pas plus loin.* »

Il poursuit : « *Mon rôle est d'une nature différente. En face de ce bouillonnement, de tous ces talents que le P.S. a révélés ou confirmés, il faut bien que ce parti, qui est à la veille, peut-être, d'occuper les principales responsabilités du pouvoir, dispose de quelqu'un — de préférence le premier des siens — capable de rassembler, de préserver l'unité, d'accroître l'audience de tous, et de maintenir la ligne politique choisie. Voilà mon rôle. Si vous pensez que vous m'entraînerez à une série d'appréciations qui pourraient être des facteurs de division au sein du P.S., ne comptez pas sur moi. Je veux rassembler, unifier, je veux que le P.S. réussisse, qu'il soit fidèle à ses engagements. Chaque socialiste est mon ami.(...) Ma personne, et éventuellement mes choix, y compris pour la présidence de la République, ne seront jamais préférés par moi à ma fonction essentielle qui est celle de rassembler le P.S.* »

Un code de l'honneur de la politique

Evoquant ensuite les « *affaires* » M. Mitterrand souligne qu'il est « *de ceux qui disent qu'il faut se garder de se laisser entraîner dans des polémiques insupportables et incessantes qui ne servent pas la démocratie* ». Il constate que, dans ce régime, « *les voies judiciaires sont fermées, le pouvoir judiciaire est toujours bloqué par le politique* ». Il est donc normal, explique-t-il, que « *le pouvoir parlementaire s'élève pour dire : puisqu'il n'y a pas d'issue pour connaître la vérité sur le plan judiciaire, cherchons-la sur le plan dont nous sommes les détenteurs en usant des termes de la loi constitutionnelle* ».

M. Mitterrand ajoute : « *Lorsqu'un bateau coule, son commandant doit s'expliquer devant un conseil de guerre. Pourquoi voulez-vous que dans le domaine politique il n'y ait pas une sorte de code de l'honneur qui ressemble à celui des commandants de navire (...). Il y a des lois du commandement. M. Poniatowski se trouve dans ce cas-là. Un acte grave s'est produit pendant qu'il était ministre de l'intérieur. Un silence ensuite, après des paroles imprudentes, a régné. Il est temps de sortir de ce silence. Mais je m'en voudrais que quelque comportement que ce soit laisse entendre qu'*a priori *M. Poniatowski soit coupable. Il est mêlé, comme ancien responsable des affaires publiques, à une affaire douteuse qui pose le problème de l'honnêteté dans l'Etat ainsi que celui des relations entre le judiciaire et le politique.* »

Interrogé sur « *le double langage qui consiste, à l'extérieur, à déclencher la guerre au communisme et, à l'intérieur, à jouer la fidélité à l'union de la gauche* », M. Mitterrand indique : « *Oui, le P.S. a pour ambition d'obtenir le maximum de suffrages. J'avoue. Cette fois-ci je n'ai pas à avouer sous la torture. Il a pour ambition de gagner des suffrages sur le dos de quiconque s'exposera à perdre des suffrages à son avantage. C'est ce que j'avais déclaré au congrès d'Epinay. Le P.C. a profité de certaines carences des socialistes et a obtenu ainsi des suffrages qui se sont écartés de nous. Depuis, le P.S. a retrouvé ses racines populaires. (...) Il nous reste encore des progrès à faire.* »

Ne jamais consentir à l'établissement d'une société communiste

Après avoir rappelé les positions qu'il a défendues devant l'Internationale socialiste réunie à Saint-Domingue, en mars dernier, le premier secrétaire du P.S. affirme : « *Le programme commun de la gauche, ce n'était absolument pas les structures d'une société communiste. Ce n'était d'ailleurs même pas une société socialiste, mais une voie de passage vers le socialisme. C'était un progrès dont nous disions qu'il ne serait pas suffisant. (...) Ce n'était pas un programme communiste. L'erreur des dirigeants du P.C. c'est de l'avoir cru : c'est d'avoir cru que ce serait pour eux le moyen de contraindre les socialistes à se rallier, le sachant ou ne le sachant pas, à un système de caractère communiste. Et lorsque nous nous sommes rendu compte que telle était bien l'intention, eh bien nous l'avons refusé. (...)*

» *Nous souhaitons l'union de la gauche avec les travailleurs qui votent communiste parce que nous voulons le rassemblement populaire, mais ce ne sera jamais au prix du consentement à l'établissement en France d'une société communiste, telle que nous les connaissons.* »

M. Mitterrand évoque ensuite Jean-Paul Sartre et conteste que le « projet socialiste » classe à droite les idées de mai 1968. Puis il indique que les députés socialistes ne voteront pas en faveur de la proposition de loi du R.P.R. sur la participation, « *puisqu'il s'agit d'une démarche tellement modeste, hors du sujet* ». Il reproche à M. Valéry Giscard d'Estaing d'avoir réussi à « *dissimuler la rigueur des faits* » et note que le « *génie particulier* » du président de la République est de « *soumettre le pays à une anesthésie* ». Regrettant de ne pas pouvoir aborder les questions sociales, il évoque les questions internationales. Après avoir déploré que les Etats-Unis aient perdu l'habitude de consulter leurs alliés « *sur des affaires importantes* », et « *laissent ces alliés à la traîne* », il note que l' « *insécurité* » occupe les esprits européens.

Remanier l'alliance atlantique

Il reproche aux dirigeants européens de « *marcher à la godille* » et exprime l'espoir que, de cette crise, « *puisse sortir une prise de conscience afin de remanier la réalité de l'alliance atlantique* ». Il précise : « *Personne ne demande à en sortir. Mais tous désirent que soit remaniée la conception de cette alliance.* »

Après avoir repris les critiques qu'il a adressées au gouvernement lors du débat de politique extérieure à l'Assemblée nationale, il qualifie de « suiviste » l'action du chef de l'Etat, car celle-ci « *se rattrape de temps en temps à la politique gaulliste* ». Il réaffirme la nécessité de « *remettre l'alliance atlantique sur un terrain plus sain* », de sorte que « *les différents partenaires aient leur mot à dire avant la décision* » et plaide pour la préservation de « *terrains où les adversaires peuvent se rencontrer* », comme ce devrait être le cas de la conférence prévue à Madrid. Il indique qu'il faut être « *plus solidaire des Etats-Unis lorsque la cause est juste* » « *Si les pays d'Europe se comportent entre eux-mêmes comme ils le font aujourd'hui*, poursuit-il *et si les Etats-Unis en restent à cette situation intermédiaire de pays leader qui ne remplit pas sa fonction et en même temps appellent leurs alliés à remplir des missions dédaignées dans le passé, alors on peut redouter la finlandisation de l'Europe. Mais le rôle des responsables politiques, c'est précisément de ne pas croire à la fatalité.* »

Estimant qu'en intervenant en Afghanistan l'U.R.S.S. a, « *dans l'immédiat* », obéi surtout à un « *réflexe de défense* » — parce que, selon lui, l'U.R.S.S. « *n'a pas la même maîtrise de ses décisions, car elle est en train de passer d'une équipe dirigeante à une autre* », — sans exclure qu'à plus long terme ce pays ait « *une volonté expansionniste* », M. Mitterrand juge qu' « *il y a plusieurs impérialismes* » et que, « *sur la distance, l'effondrement d'un camp ou sa faiblesse provoquera inéluctablement dans le rapport des forces une avancée de l'autre* ».

Il ajoute : « *Voilà pourquoi il faut éviter les finlandisations. De même qu'il faut éviter de se laisser embarquer dans les fantasmes qui feraient que, en épousant les causes idéologiques de l'un ou de l'autre, on laisserait passer les risques de la guerre.* »

M. Mitterand conclut : « *Ce qui fait ma force, c'est que je dispose du seul parti capable de faire comprendre aux Français qu'il existe une chance d'en sortir. (...) Le P.S. représente la force et l'espoir.* »

La cote des changes du premier secrétaire

« *Un franc bien accroché dans son point de comparaison avec un dollar qui baisse, cela n'est pas très flatteur pour le franc* », a dit *le premier secrétaire du P.S., qui* — une erreur en appelant une autre — a cru pouvoir ajouter : « *C'est par rapport au mark, qui est la monnaie la plus forte du système européen, sans oublier bien entendu le franc belge et, à côté du système — car il n'y est pas, mais la comparaison est utile, — le franc suisse, c'est par rapport à ces monnaies qu'on constate une dépréciation du franc telle que l'on peut parler d'une dévaluation supplémentaire de fait.* »

M. Mitterrand doit lire la cote des changes, mais avec quelques mois de retard. Hélas, il s'agit d'une matière fluctuante !

Depuis le début de cette année, le franc est régulièrement en tête du « serpent » au sein duquel la position du deutschemark n'a cessé de se détériorer au point que la devise allemande se trouve aujourd'hui en queue et que la Banque de France a dû en mars, puis encore en avril, la soutenir pour l'empêcher de tomber au-dessous de son « *plancher* » *vis-à-vis* du franc (voir notre graphique dans « le Monde de l'économie » p. 24).

Le cours du deutschemark à Paris oscille entre 2,3033 F (son plancher) et 2,32 F. Il valait au moment de l'entrée en vigueur du S.M.E., le 12 mars 1979, 2,3095 F. La « dévaluation » n'est guère perceptible à un observateur non prévenu. Pendant la même période, le franc suisse a baissé (légèrement) : il est coté aujourd'hui 2,497 F au lieu de 2,556 F le 12 mars de l'année dernière.

Quant au dollar, il a depuis le début de 1980 brillamment remonté. De 4 F le 3 janvier, son cours est passé à 4,55 F le 1er avril, pour reculer un peu depuis lors et se situer maintenant aux environs de 4,30 F, ce qui représente malgré tout une hausse de 7,5 % en trois mois et demi. — P. F.

M. Rocard : de singulières manœuvres d'appareil

M. Michel Rocard a fait part de sa décision d'ajourner ses déplacements (*le Monde* daté 20-21 avril) dans une lettre adressée vendredi 18 avril aux responsables des fédérations qu'il devait visiter, notamment en Aquitaine, dès mardi 22 avril (Pyrénées-Atlantiques, Gironde et Lot-et-Garonne). Dans ce texte, on lit notamment : « *Au cours d'une réunion à laquelle je n'étais pas, la majorité du bureau exécutif a estimé que mes voyages ne respectaient pas les principes les plus élémentaires de nos règles internes.* (...)

» *J'aurais souri de telles affirmations connaissant les pratiques du parti, mais le porte-parole du parti a introduit une certaine gravité dans ce débat en n'hésitant pas à déclarer publiquement : « Ou bien Michel Rocard se déplace en province en tant que candidat, mais les candidatures ne sont pas ouvertes, ou bien il le fait en tant que responsable du parti, mais il doit en informer les fédérations. »*

» *Comme je ne me suis jamais déplacé autrement que sur la demande de fédérations socialistes, ou sur la demande de sections transmise par leurs fédérations, je comprends que l'on veut par là créer une situation nouvelle. J'en prends acte.*

» *Tu sais combien j'attache d'importance à retrouver un climat de confiance et d'unité dans le parti. Je l'ai solennellement manifesté à Metz, je ne m'en suis jamais écarté depuis. Là où j'attendais de chacun une attitude de réciprocité, j'observe depuis quelque temps une multiplicité de déclarations peu responsables et de singulières manœuvres d'appareil.*

» *Ce n'est pas là ce que les Français sont en droit d'attendre de notre parti socialiste, qui aujourd'hui représente l'espérance. Ce n'est pas à la volonté d'apaisement et d'unité à laquelle aspirent les militants. D'où ma décision, dictée par le refus de tous ces jeux dérisoires et le souci de n'y prendre aucune part et de n'y donner aucune prise.*

» *Il me suffit pour ma part de consacrer le temps rendu ainsi disponible à l'approfondissement de quelques-unes des réponses que nous pouvons apporter à l'inquiétude légitime des Français : l'emploi, l'inflation, la protection sociale, la construction européenne et le maintien de la paix.*

» *Il est temps que le parti se mette en ordre de bataille et que tous les socialistes préparent les conditions de la victoire nécessaire. La responsabilité de chacun des socialistes est engagée.* »

M. Rocca serait nommé directeur de cabinet de M. Peyrefitte

M. Michaud le remplacerait à la tête des services judiciaires

Le *Journal officiel* du 20 avril annonce que M. Jean Cabannes, conseiller à la Cour de cassation, quitte ses fonctions de directeur de cabinet de M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, qu'il occupait depuis le 29 mai 1977. M. Cabannes devrait être prochainement remplacé à ce poste par M. Yves Rocca, inspecteur général et directeur des services judiciaires. La direction des services judiciaires de la chancellerie serait confiée à M. Jean Michaud, inspecteur général adjoint des services judiciaires. M. Rocca conserverait la direction de l'inspection générale.

[Né le 2 avril 1922 à Collo (Algérie), M. Yves Rocca est docteur en droit. Il est entré dans la magistrature en 1946 et, avant d'être nommé conseiller technique au cabinet du garde des sceaux, M. Michel Debré, de juin 1958 à janvier 1959, puis jusqu'en 1961 conseiller technique auprès de celui-ci, alors premier ministre. Substitut général à la cour d'appel de Paris en 1961, avocat général en 1973 puis, en juillet 1977, avocat général délégué à la Cour de cassation, M. Rocca a été nommé, le 1er février 1978, directeur des affaires civiles et du sceau, à la chancellerie, avant sa nomination, le 11 juillet 1979, comme directeur et inspecteur général des services judiciaires. M. Rocca a été nommé en décembre 1978 avocat général à la Cour de cassation et maintenu en détachement.]

[Né le 15 octobre 1927 à Mortagne-du-Perche (Orne), M. Jean Michaud est licencié en droit et diplômé d'études supérieures de droit public et de droit privé. Avocat stagiaire à Dijon en 1948, il fut nommé, sur sa demande, juge suppléant dans la même ville en 1954, avant d'occuper plusieurs postes de juge d'instruction à Saint-Mihiel (Meuse), Bar-le-Duc, Pontoise, Versailles et Paris. Il fut conseiller technique au cabinet de M. René Pleven, alors garde des sceaux de mars 1972 à janvier 1973, avant d'être nommé premier juge d'instruction à Paris en avril 1974. M. Michaud a été détaché à la chancellerie en 1976 comme inspecteur des services judiciaires dont il est inspecteur général adjoint depuis 1978. Il a été nommé parallèlement président de chambre à la cour d'appel de Paris en janvier 1978.]

Au conseil national du M.R.G.

M. CRÉPEAU : le candidat de la gauche en 1981 devra « briser les frontières » de son parti.

M. Michel Crépeau, président du M.R.G., a rendu compte, samedi 19 avril au cours d'une conférence de presse, des travaux du conseil national de son mouvement. Après avoir résumé le projet de « manifeste », qui doit être soumis au prochain congrès du M.R.G. (*le Monde* daté 20-21 avril), il a souligné que les radicaux de gauche « *se préoccupent autant de la création de la richesse que de sa distribution* ».

Evoquant la situation de la gauche, M. Crépeau a estimé qu' « *elle ne peut pas tenir le même langage qu'en 1972, car le monde a changé* ». En ce qui concerne l'échéance présidentielle, et s'adressant aux socialistes, il a notamment indiqué : « *Pour être crédible, un candidat doit briser les frontières de son propre parti. Il s'agit d'élire un homme qui représentera le pays. Aucune formation politique ne peut à elle seule prétendre à cette représentation, en présentant son propre projet politique. Nos amis socialistes devront en tenir compte, à moins de s'exposer à de nouvelles désillusions, et ne pas croire que le candidat d'un seul parti se battant pour un seul projet sera susceptible de gagner l'élection* ».

M. Crépeau a ajouté que le P.S. ne pourra guère l'emporter en 1981 « *en se contentant de vouloir briser le P.C. et de renvoyer aux oubliettes les radicaux* ».

Le président du M.R.G. a également estimé que « *ce ne sont pas les affaires qui défraient la chronique qui peuvent permettre à la gauche de battre M. Giscard d'Estaing* ».

Une nouvelle réunion du conseil national est prévue le 17 mai prochain pour achever l'examen du « manifeste » du M.R.G.

le journal mensuel de documentation politique
après-demain
(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :
L'INNOVATION
Envoyer 20 francs (timbres à 1 F ou chèques) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, ou 60 F pour abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

65e ANNIVERSAIRE DU GENOCIDE ARMENIEN
du 22 au 27 avril
dans le cadre d'une
SEMAINE D'INFORMATION
au
FORUM DES HALLES
LE NOR SEROUND
présente
Vingt toiles pour un génocide
du peintre PAPAZ
avec : projections de films, table de presse, conférences-débats.
Tous les jours, de 11 heures à 20 heures,
Niveau 3, porte Berger, salle Interforum.

LOTO
c'est facile,
Perceval S.A. R. Autorisat LO 7/80

V. KEUKDJIAN
Coopération Artisanale de Bâtiment
MAÇONNERIE, CARRELAGE, PLOMBERIE, ELECTRICITE, MENUISERIE, PEINTURE, VITRERIE
APPARTEMENTS - MAGASINS
VILLAS - RAVALEMENTS
ESCALIERS
18, rue Marbeuf - 75008 PARIS
Tél. : BALzac 37-69 et 84
M. COSTA, chef de chantier

POLITIQUE

DEVANT LE COMITÉ CENTRAL DU R.P.R.

M. Chirac dénonce les « intrigues subalternes » et l'« agitation sonore »

Pour éviter de donner l'impression qu'ils se sentent concernés ou qu'ils sont intéressés par « les affaires » qui défraient la chronique, M. Jacques Chirac a demandé dès l'ouverture des travaux aux membres du comité central du R.P.R., dimanche 20 avril à Paris, de ne pas évoquer celles-ci. Malgré l'envie que certains en avaient, tous ont respecté la consigne du président de leur mouvement. A aucun moment les noms de M. Poniatowski et de M. Peyrefitte n'ont donc été cités publiquement.

M. Chirac a alors pu donner le ton à ses amis en dénonçant, seul, mais avec une particulière netteté, le climat actuel fait de « défaillances », de « manœuvres » et d'« intrigues ». Applaudi à plusieurs reprises par une assistance où les parlementaires étaient peu nombreux, M. Chirac a surtout voulu opposer le « pays imaginaire qui tient le haut du pavé à Paris » aux préoccupations et aux problèmes concrets des Français. Le comité central devait d'ailleurs s'attacher à présenter quelques propositions concrètes en matière économique et fiscale, après avoir débattu de la participation que tous considèrent comme une première étape dans la voie d'un nouveau projet de société.

M. Chirac a donc confirmé le diagnostic sévère qu'il porte sur la politique économique du gouvernement dont, a-t-il dit, l'« échec n'est plus à démontrer ». Il a exprimé une inquiétude accrue à l'égard de la situation internationale puisque, selon lui, la paix elle-même est progressivement mise en cause. Enfin, il a accentué ses doutes envers la capacité actuelle de l'Etat à surmonter « la brigue, les convoitises et les intérêts ». C'est donc à la fois un avertissement et un appel au « sursaut » qu'a voulu lancer le président du R.P.R. Et, lorsqu'il a dit, après ces mises en garde, ces reproches et ces dénonciations, qu'il conserve une « indéfectible espérance », chacun a cru comprendre que le choix qu'il attend des Français n'est pas le même que le « bon choix » souhaité, en 1978, par M. Giscard d'Estaing. M. Chirac n'a pas eu besoin d'être plus explicite quant à ses intentions puisqu'il a affirmé qu'il ne dérogerait pas à la règle « de la rigueur, de l'honnêteté et de la dignité » lors du « grand débat politique qui s'annonce ». Pour qui d'autre que lui-même le président du R.P.R. nourrirait-il cette espérance et formulerait-il ces principes ? Personne ne le lui a demandé. M. Debré était absent.

ANDRÉ PASSERON.

M. Chirac a déclaré à l'ouverture des travaux :

« Jamais, depuis la fondation de la Vᵉ République, l'écart n'a paru aussi grand entre les préoccupations inquiètes des Français et la réalité d'un débat public voué à l'artifice et à la confusion par l'entraînement fatal des défaillances personnelles, des manœuvres dilatoires ou des intrigues subalternes.

» Confrontés à une crise économique prolongée et à une situation internationale déréglée, les Français considèrent aujourd'hui leur avenir avec une anxiété croissante. L'échec de la politique économique du gouvernement n'est plus à démontrer : non seulement le redressement promis paraît plus que jamais hors de portée mais le processus de dégradation se poursuit et s'accélère. Faute d'avoir voulu mobiliser la collectivité nationale sur l'objectif d'une croissance nouvelle, la France s'enfonce dans la vie chère, le sous-emploi, le doute d'elle-même et la désespérance du lendemain.

» Sur le plan international, ce n'est plus à présent la détente, mais bien la paix du monde elle-même qui se trouve progressivement mise en cause par le développement des crises d'Asie centrale, par l'improvisation, plus ou moins cohérente, des initiatives prises pour y faire face et, enfin, par le funeste climat d'incompréhension mutuelle qui tend à s'établir entre les puissances alliées.

» Il est intolérable que, à l'heure où la paix mondiale, la sécurité de la France et la prospérité des Français sont ainsi directement menacées, la société politique de notre pays se plaise à sombrer dans l'irréalité ; la discorde et l'agitation sonore. Tout cela ne nous intéresse pas et ne nous concerne pas.

» Une telle situation me paraît, en effet, aujourd'hui gravement préjudiciable à l'exercice et à l'avenir de la démocratie dans notre pays.

» La démocratie exige tout à la fois un Etat qui, au-dessus de la brigue, des convoitises et des intérêts, sache affirmer sans défaillance la cause du salut public, et des citoyens déterminés à prendre avec générosité leur part des disciplines nationales que requièrent le progrès et la grandeur de la France.

» L'autorité ne saurait être dissociée du peuple en qui elle puise sa légitimité et sa force. Que la confiance en ses dirigeants — je veux parler de tous ceux qui, à quelque titre que ce soit, exercent une responsabilité politique dans ce pays — vienne à manquer et le peuple se détourne d'eux. C'est cette désaffection que je sens grandir, mouvement auquel demeure insensible le pays imaginaire qui tient le haut du pavé à Paris, mais désaffection qui atteint la nation dans ses profondeurs.

» Georges Pompidou avait parfaitement compris que si on ne parvient pas à rendre confiance au peuple, si on ne lui dit pas la vérité à laquelle il a droit, c'est l'épée qui tranchera le nœud gordien.

» Nous sommes responsables de l'avenir de la France. Un sursaut s'impose donc, et d'abord de la part de ceux qui revendiquent la haute mission de guider notre pays dans les temps difficiles que nous vivons. (...)

» Il est indispensable que le grand débat politique qui s'annonce s'engage dans la rigueur, l'honnêteté et la dignité. Pour ma part, je ne dérogerai pas à cette règle, non seulement par aversion personnelle à l'égard de la cautèle et des manœuvres, mais parce que je considère que les Français ont le droit d'être traités en citoyens libres et responsables. C'est bien à eux qu'appartiennent en dernier ressort le jugement et le choix. C'est d'eux qu'en définitive dépend l'avenir du pays, et c'est justement ce qui fortifie mon indéfectible espérance. »

M. CHARBONNEL : la participation n'est pas le « juste milieu »

Le débat s'est ensuite engagé sur le problème de la participation.

M. Jean Charbonnel, délégué général chargé de l'action ouvrière et professionnelle, a notamment déclaré :

« C'est beaucoup plus qu'un nouveau « mode de vie » comme le souhaite aujourd'hui le président de la République. C'est une nouvelle conception des relations entre les citoyens et le pouvoir, qui s'étend de la vie quotidienne à l'organisation de l'Etat, et c'est aussi, bien entendu, une nouvelle conception des rapports sociaux dans laquelle l'actionnariat ou l'intéressement apparaissent comme des contributions utiles et même nécessaires mais partielles... »

Examinant les réactions au projet, il indique : « L'hostilité de la C.G.T. a été sans faille. Il n'est pas sûr qu'il en soit de même pour la C.F.D.T., à la fois en raison de son actuel « recentrage » et parce que la philosophie qui sous-tend notre projet ne peut la laisser totalement indifférente : le combat pour Lip, qu'elle avait si vivement soutenu, n'était-il pas, dans une large mesure, un combat pour la participation, même si le mot n'apparaissait pas, même si l'idée était mélangée à beaucoup de scories ? Si le scepticisme de F.O. demeure pour nous incompréhensible, la sympathie de la C.F.T.C., l'intérêt croissant de la C.G.C., montrent que les organisations syndicales ne sont pas aussi unanimement hostiles qu'on veut bien l'affirmer.

» Quant au patronat, les récentes déclarations de son président font également apparaître, à travers certaines réserves et beaucoup de prudence, une incontestable prise de conscience. (...)

M. Charbonnel conclut :

« La philosophie gaulliste de la participation reste profondément différente de sa « traduction » giscardienne : il ne s'agit pas pour nous de partir à la recherche d'un « juste milieu » aussi mythique que le collectivisme abstrait et l'autogestion dénoncés, mais de préparer une nouvelle société également éloignée de la bureaucratie totalitaire et du libéralisme mou. »

Après M. Jean-Pierre Delalande, qui expose l'économie de la proposition R.P.R. dont l'Assemblée nationale doit débattre cette semaine, M. Christian Poncelet, sénateur des Vosges, affirme : « A la vérité, c'est l'exécutif actuel qui s'est toujours refusé à prendre en considération les propositions de loi R.P.R. sur la participation des salariés aux valeurs d'actifs intégrées au capital et sur leur participation à l'élaboration des décisions dans les entreprises. Le sens du revirement constaté ces dernières semaines est clair pour tout le monde à l'approche de l'élection présidentielle, et il serait navrant que l'idée si généreuse de participation puisse être dévoyée à des fins électorales. »

M. Philippe Dechartre, ancien ministre, estime que « cette loi-cadre n'est qu'un point de départ ».

En conclusion des travaux, M. Bernard Pons, secrétaire général, a indiqué que sur la base de l'interview de M. Chirac que nous avons publiée (le Monde *du 15 avril), le comité central demandait la suppression de la taxe professionnelle, la suppression de la loi sur les plus-values, la diminution des droits de mutation pour les entreprises, un impôt exceptionnel sur les grandes fortunes et la vérité des tarifs publics.*

LA MOTION SUR LA PARTICIPATION

A l'unanimité, le comité a adopté une motion sur la participation qui rappelle que celle-ci est « un ensemble comprenant à la fois : la participation aux bénéfices ou intéressement aux fruits de l'expansion ; la participation au capital ou participation aux valeurs d'actifs nées de l'autofinancement ; la participation de toutes les catégories du personnel à l'élaboration des décisions concernant la vie et le devenir des entreprises (...) et quoi doit être reconnu, par la voie législative, un droit d'expression des salariés sur les modalités d'organisation et d'exécution de leur travail au sein de l'entreprise.

Dans votre BHV.

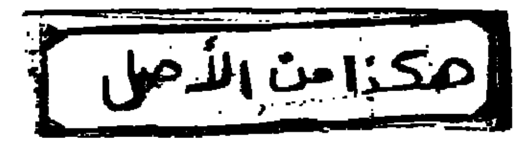
Jusqu'au 3 mai 1980
CRÉDIT GRATUIT* EN 9 MOIS
sur tout le jardinage, les meubles de jardin et les stores extérieurs.

Des prix spéciaux pour profiter du jardin.

Salon bois laqué blanc composé de : 1 table tonneau 110 x 82 et 4 chaises pliantes, 700F
Bar roulant : bois laqué blanc, 290F
Parasol ø 200, 3 coloris au choix, 275F
Salon romantique, fer ouvragé, composé de : 1 table ø 100, 2 fauteuils, 2 chaises, 4 coussins, 650F
250F
LE B.H.V. PARTICIPE A LA LUTTE CONTRE LA HAUSSE DES PRIX
Salon Cluny en plastique composé de : 1 table ø 110, 2 chaises, 2 fauteuils, 1300F
Fauteuil relaxe, monture duralinox, avec accoudoirs, exclusivité BHV, 150F
Salon bois laqué blanc composé de : 1 table tonneau 140 x 90, 1 jeu allonges, 4 fauteuils, 2150F

* A partir de 1000 F d'achats, 20 % comptant. Après acceptation du dossier crédit Cofinoga/BHV.
A l'exception des articles marqués d'un point vert et des services.

Le grand magasin spécialiste de la maison et des loisirs. BHV
DANS VOTRE BHV : RIVOLI - ROSNY 2 - BELLE ÉPINE - CRÉTEIL - PARLY 2 - MONTLHÉRY - GARGES ET VILLENEUVE-LA-GARENNE -
McCann-Erickson





Sept élections cantonales

AISNE : canton de Laon-Nord (1er tour).

Inscr., 9 925 ; vot., 5 072 ; suffr. expr. 4 898.

MM. Daniel Poulet, c. s., (P.S.), 2 548 voix, *ELU*, Georges Lemoine (R.P.R.), 1 251 ; France Mathieu (U.D.F.), 1 099).

[L'élection de M. Poulet, au second tour, en mars 1979, par 3 871 voix contre 2 729 à Mme Mathieu, avait été invalidée. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants, pour 6 506 suffrages exprimés. MM. Poulet (P.S.), 2 104 ; Mathieu (P.C.), 1 772 ; Mme Mathieu (U.D.F.), 1 434 ; M. Millet (sout. R.P.R.), 1 196.

M. Poulet (P.S.), qui bénéficiait du soutien du P.C.F., a été élu dès le premier tour avec 52.02 % des suffrages exprimés. En 1979, au premier tour, les candidats P.C. et P.S. avaient totalisé 59.56 % des suffrages.]

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE : canton de Barrême (1er tour).

Inscr., 812 ; vot., 737 ; suffr. expr., 712.

MM. Serge Dho (P.C.), 442 voix, *réélu ;* Frédéric Barbaroux (soutenu par le P.S. et le M.R.G.), 270.

En mars 1979, M. Dho avait été élu au premier tour, par 317 voix contre 297 à M. Girard (P.S.), cons. sort. Cette élection avait été annulée par le Conseil d'État en raison d'une irrégularité dans le nombre d'assesseurs.

GIRONDE : canton de Castelnau-du-Médoc (1er tour).

Inscr., 13 805 ; vot., 7 229 ; suffr. expr., 5 644.

MM. Yves Lecaudey (div maj.), 2 766 voix ; Guy Coubris (div. g.), 1 924 ; André Dartigues (rad. de g.), 1 175 ; Mme Marinette Fournier (div. maj.), 622 ; M. André Harvoire (div. maj.), 157. *Il y a ballottage.*

[Le 18 mars 1979, les résultats du premier tour avaient été les suivants : MM. Coubris, 2 229 voix ; Lecaudey, 1 761 ; Dartigues, 1 318 ; Bertin (P.C.), 1 211 ; Jaumonillié (P.S.), 1 189 ; Tari (maj.), 954.

L'élection de mars 1979 avait été annulée par le Conseil d'État à la suite d'un recours de M. Coubris contre M. Lecaudey, pour distribution de tracts diffamatoires la nuit qui avait précédé les élections. M. Lecaudey, ancien secrétaire de M. Aymar Achille-Fould, qui avait été élu au second tour, en 1979, par 4 572 voix contre 4 111 à M. Coubris, a sensiblement amélioré son score par rapport au premier tour de 1979.]

HAUTS-DE-SEINE : canton de Courbevoie (1er tour).

Inscr., 16 013 ; vot., 7 441 ; suff. expr., 7 317.

MM. Bernard Bonneau (U.D.F.), 2 838 ; Roger Guerin (P.C.F.), c. s., 3 807 ; Philippe Roche (P.S.), 897 ; Mlle Diliane Tilleul (écol.), 419 ; MM. André Delaporte (F.N.), 230 ; André Bonnel (rad.), 126. *Il y a ballottage.*

[L'élection de M. Guérin, au second tour, en mars 1979, par 5 137 voix contre 5 019 à M. Bonneau, avait été invalidée par le Conseil d'État. Au premier tour de 1979, les résultats avaient été les suivants, pour 9 668 suffrages exprimés : MM. Bonneau (U.D.F.), 3 668 ; Guérin, c.s. (P.C.), 2 963 ; Roche (P.S.), 1 726 ; Morice (écol.), 738 ; Delaporte (F.N.), 306 ; Forgues (div. g), 145 ; Fretellière (P.S.U.), 122.

Par rapport au scrutin de mars 1979, le candidat de l'U.D.F. maintient ses positions (38,78 % des suffrages exprimés au lieu de 37,93 %), tandis que le total des voix du P.C. et du P.S. progresse légèrement (50,62 % au lieu de 48,49 %). Cette progression profite au P.C. qui gagne près de huit points (38,36 % au lieu de 30,64 %). Le P.S. est en recul (12,25 % au lieu de 17,85 %).]

LOIRE : canton de Saint-Etienne Nord-Est 1 (1er tour).

Inscr., 16 723 ; vot., 5 258 ; suffr. expr., 5 190.

MM. Christian Bail, c.s. (P.S.D. soutien U.D.F.), *2 113 voix ; Marc* Bruyère (P.C.), 1 739 ; Guy Laforie (P.S.), 995 ; Lucien Léonard (R.P.R.), 159 ; Mme Anne-Marie Berginiat (P.F.N.), 102 ; M. Marc Bouchardeau (P.S.U.), 82. *Il y a ballottage.*

[L'élection de M. Bail en mars 1979, au second tour, par 4 857 voix contre 4 553 à M. Bruyère, avait été invalidée. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants pour 17 125 inscrits, 8 625 votants et 8 453 suffrages exprimés : MM. Bail (P.S.D.), 2 954 ; Bruyère (P.C.), 2 826 ; Laforie (P.S.), 1 788 ; Daurat (U.J.P., soutien R.P.R.), 463 ; Grossmann (F.D.R.), 258 ; Chantelot (div. g.), 159.

Le P.C. conserve ses positions par rapport au premier tour de 1979 (33,50 % au lieu de 33,49 %). Le P.S. perd deux points (19,17 % au lieu de 21,15 %), tandis que le candidat U.D.F. est en net progrès (40,71 % au lieu de 34,94 %). La majorité l'avait emporté en 1979, bien que la gauche eût totalisé 54,58 % des suffrages exprimés au premier tour.]

VAL-DE-MARNE : canton de Vincennes - Fontenay - Nord (1er tour).

Inscr., 14 873 ; vot., 5 893 ; suffr. expr., 5 814.

MM. Marc Favas (Union pour la maj. présid.), 2 519 ; Mme Nicole Garand, c. s. (P.C.), 2 018 ; MM. Gérard Boespflug (P.S.), 556 ; André Candio (écol.), 313 ; Michel Carré (écol.), 136 ; Pierre Roudier (gaull. d'oppos.), 131 ; Gérard Taffin (F.N.), 105 ; Charles Knopfer (M.R.G.), 36. *Il y a ballottage.*

[Les électeurs de ce canton étaient appelés à voter pour la troisième fois en quatre ans. A Fontenay, les présidents des bureaux de vote ont été désignés par le tribunal de grande instance et non par le maire, en raison d'anomalies constatées en 1976 puis en 1978. Lors de la dernière consultation, en février 1978, Mme Garand (P.C.) avait été élue au second tour avec 3 623 voix contre 3 616 à M. Favas. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : insc., 15 277 ; vot., 6 576 ; suffr. expr., 6 495. M. Marc Favas (Union pour la majorité), 2 870 ; Mme Nicole Garand (P.C.), 2 536 ; Mme Marie-Françoise Martin-Gérard (P.S.), 771 ; Mme Monique Duteil (P.S.U.), 112 ; M. Pierre Roudier (gaulliste d'opp.), 109 ; M. Charles Knopfer (M.R.G.), 94 ; Serge Caboche ss étiq.), 3.

Le candidat de la majorité maintient ses positions par rapport au premier tour de 1978 (43,32 % au lieu de 44,18). Le P.C. et le P.S. sont en recul, très net pour le P.C. (34,70 % au lieu de 39,04), plus léger pour le P.S. (9,56 % au lieu de 11,87 %).]

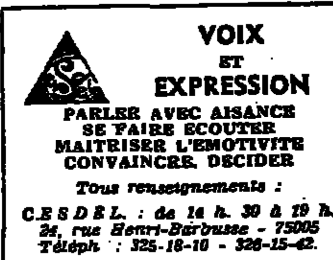
VAR : canton de Hyères (1er tour).

Inscr., 26 290 ; vot., 12 738 ; suff. expr., 12 360.

M. Jean-François Barrau (P.S.), c. s., 4 484 voix ; Mlle Angèle Sorba (U.D.F.), 4 376 ; MM. Jacques Aynié (P.C.), 1 490 ; Joseph Sercia (R.P.R.), 1 427 ; Francis Bonnet (P.F.N.), 415 ; Edmond Schmitthausler (ext. droite). *Il y a ballottage.*

[L'élection de M. Barrau, au second tour de mars 1979, par 7 825 voix contre 7 823 à Mlle Sorba avait été invalidée. Au premier tour, pour 26 188 inscrits, 14 588 votants et 14 128 suffrages exprimés, les résultats avaient été les suivants : Mlle Sorba, c. s., (app. U.D.F.), 4 970 ; M. Barrau (P.S.), 4 699 ; Mme Jonio (R.P.R.), 2 288 ; M. Aynié (P.C.), 2 171.

Par rapport au premier tour de 1979, la gauche maintient ses positions (48,32 % au lieu de 48,62 %), de même que l'U.D.F. (35,40 % au lieu de 35,17 %). Le P.S. gagne trois points et le P.C. recule d'autant. Le R.P.R. régresse sensiblement (11,54 % au lieu de 16,19 %).]



Cinq scrutins municipaux

GIRONDE : Floirac (2e tour).

Inscr., 7 562 ; vot., 2 911 ; suffr. expr., 2 619.

Liste P.S. (M. Jean Darriet, Mme Conchita Lecouey) : 2 177 voix, *2 ELUS.*

Liste majorité (MM. François Renard, R.P.R., 435 ; Gérard Chamorin, maj., 429).

[Dimanche 13 avril, les résultats avaient été les suivants : M. Darriet, 1 623 ; Mme Lecouey, 1 618 ; MM. Lavoz (P.C.), 1 108 ; Renard, 369 ; Chamorin, 366.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement, d'une part, du maire socialiste, M. Raymond, qui avait donné sa démission, d'autre part, du siège détenu par une conseillère communiste.

Au second tour, le 20 mars 1977, la liste commune composée de quatorze P.S. et de treize P.C. avait été élue en totalité, la tête de liste obtenant 3 250 voix contre 1 079 à la liste de la majorité.

Dimanche, malgré un faible taux de participation (34.6 %) et un nombre de suffrages exprimés inférieur à celui du premier tour, les candidats socialistes ont amélioré leur score.

OISE : Précy-sur-Oise (1er tour).

Inscr., 1 606 ; vot., 838 ; suffr. expr., 805.

— *Liste d'intérêts communaux :* MM. Jean-Paul Tharan (div. maj.), 404 voix, *élu ; Hervé* Van Deveren (div. maj.), 403 voix. *ELU.*

— *Liste du P.C.F. :* Mme Evelyne Leizour, 256 voix ; M. Claude Testard, 255 voix.

— *Liste d'union de la gauche :* Mme Annick Poupeau (M.R.G.), 148 voix ; M. Georges Malsait (P.S.), 138 voix.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de deux conseillers municipaux, MM. Boureille et Baertel, qui s'étaient démis de leurs mandats pour marquer leur désaccord avec la gestion du maire, M. Charansonnet (P.C.F.). Les élus de gauche, qui avaient remporté treize des dix-sept sièges en 1977, se trouvent aujourd'hui minoritaires. Il y a trois mois, la liste d'intérêts communaux, qui représente jusqu'à présent l'opposition, avait déjà doublé le nombre de ses représentants en enlevant au second tour d'une élection partielle quatre sièges laissés vacants par la démission de conseillers de gauche en désaccord avec le maire. Le conseil municipal comprend désormais dix conseillers modérés (div. maj.), six socialistes ou radicaux de gauche et un communiste (le maire, élu à cette fonction à la suite d'accords locaux en 1977).]

HAUTE-SAVOIE : Thonon-les-Bains (2e tour).

Inscr., 14 642 ; vot., 8 107 ; suffr. expr., 7 876.

Pour le renouveau municipal (P.S.), 4 171 (moyenne de liste), *3 ELUS ;* Union démocratique de gestion municipale (majorité), 3 559.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de trois conseillers municipaux décédés. Les résultats du *premier tour* avaient été les suivants :

Inscr., 14 642 ; vot., 7 503 ; expr., 7 170. P.S., 2 783 voix ; majorité, 2 701 ; Pour la participation des femmes, 671 ; Thonon liberté (P.C.), 684 ; Vivre à Thonon dans la paix, la beauté et la sécurité, 410.

Trois socialistes, dont M. Michel Frossard, conseiller général de Thonon, entrent au conseil municipal, dont les vingt-quatre autres sièges sont détenus par la majorité, sous la direction de M. Georges Pianta, député (U.D.F.) de la Haute-Savoie et maire.]

VAR : Brignoles (1er tour).

Inscr., 6 179 ; vot., 3 061 ; suffr. expr., 2 808.

M. Jacques Paul (div. maj.), 1 956 voix, *élu ;* M. Marcel Brisse (P.C.F.), 852 voix.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de M. Marin (div. maj.), qui s'était démis de son mandat au début de 1979. Cette élection partielle était indispensable avant que le conseil municipal ne puisse procéder à la désignation d'un nouveau maire. M. Noël Rosé (P.S.), qui était redevenu maire le 7 mars par décision du Conseil d'État, a refusé de conserver cette charge à la suite de la persistance de son désaccord avec les élus communistes. Toutefois, l'élection de M. Paul renforçant la minorité du conseil (liste républicaine d'intérêt local), qui dispose *désormais de cinq sièges, ce résultat* va vraisemblablement contraindre les pouvoirs publics à prononcer la dissolution de l'assemblée locale. Celle-ci repose jusqu'à présent sur une coalition composée de huit communistes et trois socialistes dissidents. Le troisième groupe, formé de sept socialistes, se refusant à collaborer avec le P.C., le renforcement de la minorité va accentuer le blocage.]

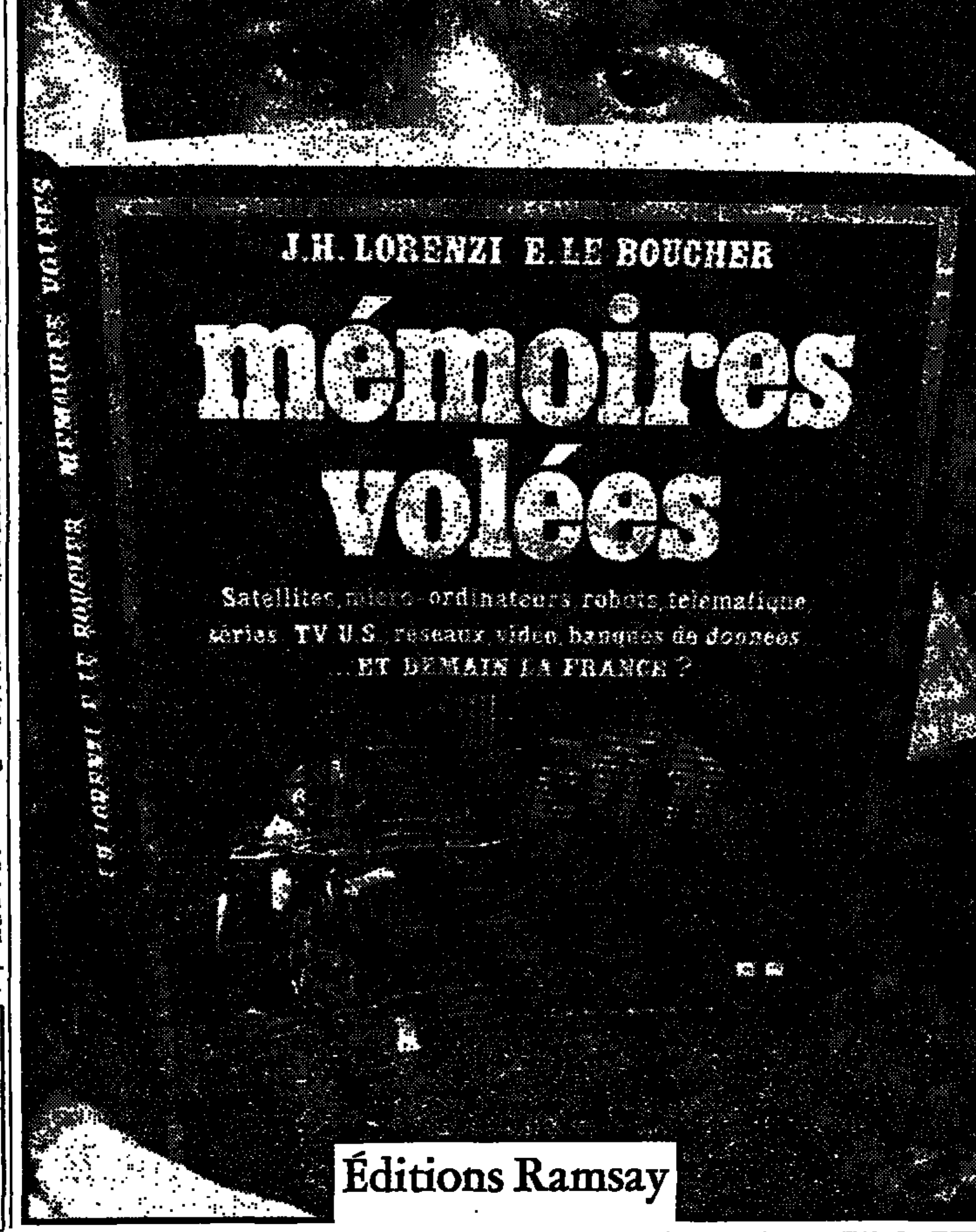
HAUTE-VIENNE : Bessines-sur-Gartempe (1er tour).

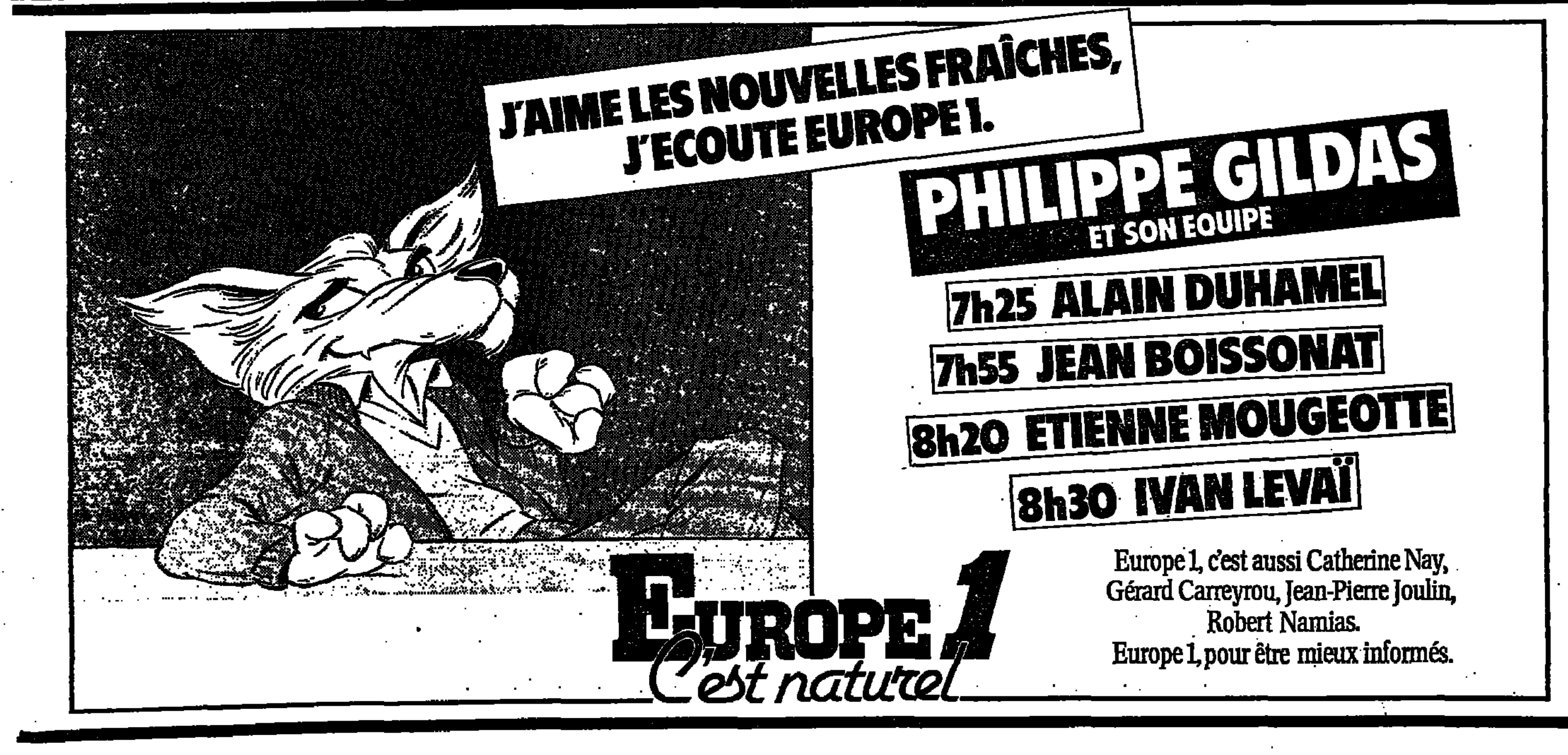
Inscr., 317 ; vot., 266 ; suffr. expr., 255.

Liste de la majorité, 145 voix (moyenne de liste), *3 ELUS ;* union de la gauche, 102 voix.

[Trois conseillers municipaux de la section de Morterolles-sur-Semmes, ancienne commune fusionnée avec Bessines-sur-Gartempe, avaient donné leur démission. Le nouveau conseil comprend dix-huit élus de gauche et trois élus de la majorité.]

NE ME DÉRANGEZ PAS, JE LIS.





Le Monde

société

RELIGION

Le Secours catholique s'inquiète de « la montée de la misère » à Paris

De notre correspondant

Orléans. — Devant trois cents militants réunis à Chamerolles (Loiret), samedi 19 et dimanche 20 avril, les responsables du Secours catholique de Paris se sont inquiétés de la montée de la misère dans la capitale. Au cours des six derniers mois, l'organisation charitable a constaté une augmentation considérable (plus 32,5 %) des appels de détresse émanant de plus de 10 000 personnes. Paupérisation croissante et rapide que démontre aussi une enquête de la Caisse d'allocations familiales de la région parisienne : 100 120 familles disposeront, en 1980, d'un quotient familial inférieur à 350 F, soit presque le double de familles par rapport à 1979

Le Paris pauvre d'aujourd'hui, selon une autre enquête du Secours catholique, compte surtout des jeunes (71 % ont moins de quarante-cinq ans), des femmes seules (51 %) célibataires ou abandonnées avec des enfants à charge, des migrants (34 %), tous aux prises avec la maladie, le chômage ou des difficultés de logement. Derrière la façade opulente, la pauvreté gagne du terrain, le fossé s'accentue, à l'image de ce qui se passe dans les villes du tiers-monde. Le drame se déroule sous nos yeux, alors que les décideurs *« s'entre-déchirent, ce qui constitue une insulte pour les pauvres »*, ont affirmé les responsables du Secours catholique parisien. *« La pauvreté, c'est souvent attendre*, ont-ils encore estimé. *Or cela ne peut plus durer. »*

Dom Helder Camara, invité du rassemblement, qui s'était rendu dans le quartier de la Goutte-d'Or, à Paris, le samedi matin, a confié en quelques mots ses impressions : *« Il m'a semblé trouver une traduction de nos problèmes à nous en Amérique latine. La misère existe partout. Paris reste une terre d'accueil pour les touristes, une terre d'exclusion pour les migrants. »* Pour l'archevêque de Recife, la pauvreté dans les villes du tiers-monde est liée principalement à l'essor des multinationales.

M. Jean Vanier, fondateur des communautés de l'Arche, figurait aussi parmi les invités, ainsi que le cardinal Marty, qui a rendu hommage au dévouement des bénévoles. *« Paris est aussi un peu une multinationale de la misère. Il faut en faire une multinationale de la charité »*, a-t-il observé.

R. G.

● *Le pape aurait l'intention de se rendre à Strasbourg* au cours du deuxième trimestre de 1981, à l'occasion de la session de printemps de l'Assemblée du Conseil de l'Europe, selon Mgr Léon-Arthur Elchinger, évêque de Strasbourg. Un tel projet aurait pu se réaliser dès cette année, a indiqué le prélat, mais cela n'a pas été possible *« pour de multiples raisons »*. Mgr Elchinger a donné diverses précisions sur la manière dont il envisageait cette visite, avant même que l'Assemblée des Communautés européennes ait adressé l'invitation officielle au pape.

DÉCOUVERTE D'UN TRAFIC D'ARMES DE CHASSE ET DE HASCHISCH ENTRE LA FRANCE ET L'ALGÉRIE

Après une enquête du groupe d'intervention des douanes, les policiers de Strasbourg viennent de mettre fin, nous signale notre correspondant, à un trafic d'armes de chasse et de haschisch entre la France et l'Algérie, en procédant à l'arrestation de huit ressortissants algériens, qui ont été présentés au parquet.

Le mardi 15 avril, MM. Mohammed Benamar, trente ans, et Messaoud Jueda, vingt-sept ans, sont appréhendés alors qu'ils échangent, en pleine rue, du haschisch contre de l'argent. Au domicile du premier, on découvre 9,4 kilos de haschisch, et, chez le second, un fusil de chasse et un pistolet d'alarme. Un complice, M. Ferhat Zekkour, quarante-deux ans, est arrêté peu après. On trouve chez lui un fusil de chasse et quelques grammes de haschisch, mais il avoue avoir introduit en Algérie cinquante armes de chasse.

Le mercredi 16 avril, la police se saisit d'un minibus où ont pris place MM. Tadjani Ghemri, quarante et un ans, et Ali Beribeche, trente-quatre ans. A bord du véhicule, soixante et onze fusils, neuf pistolets d'alarme et des munitions. On trouve, en outre, chez M. Ghmeri 10 kilos de haschisch. Le lendemain, la police interpelle M. Amar Hala, revendeur de drogue, et intercepte une camionnette, venant de Paris, dans laquelle cent cinq fusils de chasse sont dissimulés. A bord, MM. Nasser Nesrat, quarante-cinq ans, et Ali Sebouai, trente-cinq ans, qui sont arrêtés à leur tour.

Selon les premiers éléments de l'enquête, ces personnes introduisaient en Algérie des armes de chasse ou d'alarme dont le montant des ventes était investi dans l'achat de haschisch destiné au « marché » français.

● *3 750 doses de L.S.D. saisies.* — Les services des douanes de Thionville (Moselle) ont arrêté, samedi 19 avril, dans le train Bruxelles-Milan, un étudiant italien, Andrea Parmeggiani, âgé de vingt et un ans, domicilié à Padoue, et ont saisi 3 750 doses de L.S.D. ainsi que 33 grammes de plyotl, hallucinogène mexicain tiré d'une plante. L'étudiant appréhendé en gare de Thionville revenait des Etats-Unis. Il a déclaré avoir acheté le L.S.D. pour 1 940 dollars (environ 8 400 francs). *Il devrait être présenté au parquet ce lundi 21 avril.*

A LYON, LA TENANCIÈRE D'UN CAFÉ-P.M.U. EST TUÉE PAR DES MALFAITEURS

La tenancière d'un café-P.M.U. situé quai du Maréchal-Joffre, à Lyon, Mme Hélène Teyssier, soixante-cinq ans, a été mortellement blessée, le dimanche 20 avril, vers 13 h. 30, par trois malfaiteurs venus dans l'intention de s'emparer de la recette du P.M.U.

Armés de pistolets et d'un fusil à canon scié, les trois hommes avaient d'abord contraint M. Pierre Teyssier, le mari de la victime, qui se trouvait seul dans la salle, à s'allonger face contre terre. Connaissant probablement les lieux, ils se dirigèrent alors vers la cuisine, où se trouve le coffre-fort de l'établissement, et où Mme Teyssier préparait le déjeuner. A cet instant, le chien de la maison se mit à aboyer.

Un coup de feu fut alors tiré et, tandis que les meurtriers s'enfuyaient sans avoir cherché à ouvrir le coffre, M. Teyssier devait découvrir sa femme tuée d'une balle en plein cœur.

Le meurtrier présumé de Mme Teyssier a été interpellé dans la soirée du 20 avril à la gare de Lyon-Perrache. Il a avoué être l'auteur du coup de feu.



DIRECTEUR GÉNÉRAL — **Paris**

Équipements Industriels — La filiale française (effectif : environ 400 personnes) d'un groupe allemand réputé, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'outillage en carbure de tungstène pour l'industrie de transformation des métaux, recherche son Directeur Général. Il se verra confier la responsabilité globale de la société (production, administration, marketing) et veillera plus particulièrement à accroître la part de marché existante déjà très importante. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 40 ans, diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion. Il aura à justifier d'une expérience de direction générale, acquise dans le secteur industriel : production ou négoce, et de préférence dans la commercialisation des biens d'équipement. La rémunération annuelle de départ sera motivante et tiendra compte de l'expérience du candidat retenu. Envoyer CV détaillé à W. REINERMANN - PA Management Consultants GmbH - Graf-Recke-Strasse 17 - 4000 Düsseldorf - R.F.A. - Tél. (49.211) 68.66.81 Réf. DM/776M

MATÉRIEL BÂTIMENT-TRAVAUX PUBLICS

La filiale française d'un important groupe international (12.000 personnes), spécialisé dans les matériels de bâtiment et travaux publics (3.000 personnes pour cette division), leader mondial dans son produit, recherche un Directeur d'Usine et un Responsable Export.

Directeur d'Usine — **Normandie**

Basé en Normandie, il sera responsable auprès de la Direction Générale du bon fonctionnement de l'organisation et de la coordination de l'ensemble des services de l'usine (bureau d'études, ordonnancement, lancement, production, méthodes, personnel, achats, investissements, etc...). Il aura autorité sur l'ensemble du personnel (180 personnes). Âgé de 35 ans minimum, diplômé d'une grande école d'ingénieurs, le candidat retenu aura impérativement une formation et une expérience vécues dans la direction d'une unité de construction mécanique, tant sur le plan gestion et technique qu'en ce qui concerne les relations avec les partenaires sociaux et organismes officiels. Le contexte international du groupe implique une bonne pratique de la langue anglaise. Réf. B/5697M

Responsable Export — **Paris**

Basé à Paris, il sera responsable sous l'autorité du Directeur Commercial, du développement du réseau export pour l'ensemble des produits de cette société. Homme de terrain, il assumera personnellement la prospection et l'animation de l'organisation commerciale export au niveau mondial, collaborera étroitement à la prévision des ventes et aux plans marketing et prendra personnellement en charge les principales actions commerciales. Ce poste conviendrait à un cadre confirmé, âgé de 30 ans minimum, doté d'une bonne formation technique de base et ayant à son actif de solides résultats commerciaux, acquis impérativement dans la vente de matériels de bâtiment et travaux publics. Le contexte international de la fonction implique une parfaite connaissance de la langue anglaise (langues supplémentaires appréciées) ainsi qu'une grande disponibilité pour des déplacements fréquents. Réf. B/5698M

Pour ces postes, les réponses seront transmises directement à notre client ; prière d'indiquer les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Écrire à Paris en indiquant vos prétentions et la référence du poste choisi.

RESPONSABLE RELATIONS SOCIALES — **150.000 F**

Région Nord — Une société industrielle française appartenant au secteur de la métallurgie, ouverte à l'exportation et résolument décidée à élargir sa politique sociale, recherche pour son usine (1.000 personnes), située dans le Nord de la France, son Responsable des Relations Sociales. Rendant compte au Directeur de l'Usine et en très étroite liaison avec le secrétariat général de la société, il aura à étudier, proposer et mettre en œuvre toutes dispositions susceptibles d'améliorer et de dynamiser les activités humaines et sociales de cette unité de production. Outre l'animation d'une équipe de 25 personnes en charge de la gestion et de l'administration du personnel, il jouera un rôle permanent de conseil auprès des responsables opérationnels afin de faciliter toutes les actions de formation, d'information ou de concertation au sein de leurs services. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé d'au moins 28 ans, diplômé d'une grande école de commerce ou de gestion et ayant complété sa formation sur le plan juridique. Il devra justifier d'une expérience d'environ 5 ans, acquise à un poste similaire couvrant tous les aspects de la gestion du personnel, notamment l'amélioration des conditions de travail, au sein d'une importante unité de production. La rémunération annuelle, de l'ordre de 150.000 francs, sera fonction du niveau de compétence atteint. Écrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2789M

CADRE ADMINISTRATIF ET COMMERCIAL — **130.000 F**

Établissement financier — Un établissement de crédit immobilier d'importance moyenne, dépendant d'un puissant groupe financier, recherche, pour son siège parisien, un Cadre Administratif et Commercial. Dans l'immédiat, ce cadre sera chargé, avec l'aide d'une petite équipe, de l'étude complète des dossiers de crédit à moyen et long terme jusqu'à leur présentation à un Comité des prêts et à la notification de sa décision aux intéressés. Simultanément, il assumera des responsabilités purement commerciales (prospection de la clientèle, étude des marchés et de la concurrence, mise au point de nouveaux barèmes...) et aura notamment pour mission d'entretenir des relations suivies avec les apporteurs d'affaires les plus divers (promoteurs, banquiers, agents immobiliers, assureurs...). Dans un avenir proche, ce cadre sera appelé, en cas de réussite, à prendre la responsabilité globale d'un Service, et son rattachement à la Direction Générale pourrait être ultérieurement envisagé. Ce poste conviendrait à un jeune candidat, âgé d'au moins 27 ans, doté d'une solide formation supérieure (ESSEC, ESC...) ou pouvant faire preuve d'un niveau équivalent, et justifiant impérativement d'une expérience professionnelle de 5 ans minimum, acquise dans une banque ou un établissement financier, et de préférence liée au secteur immobilier. La rémunération annuelle de départ pourra atteindre 130.000 francs pour un candidat à fort potentiel. Écrire à J.P. ROUGIER à Paris. Réf. A/2915M

DIRECTEUR MARKETING VENTES — **250.000 F**

Une moyenne entreprise française (chiffre d'affaires 150 millions de francs dont environ 50 % à l'exportation), recherche son directeur du marketing et des ventes. Basé dans une ville moyenne de la moitié Sud de la France, et rendant compte au Président de la Société, il aura pour mission de définir et de faire appliquer les politiques et stratégies marketing à moyen et court terme, de diriger et animer la force de vente et de prendre personnellement en charge des négociations commerciales tant en France qu'à l'étranger. Ce poste se situe dans un contexte peu facile mais est extrêmement motivant par la nature du produit, l'étendue des responsabilités qui seront confiées, et les possibilités de réalisation personnelle qu'il peut offrir. Il s'adresse à un diplômé d'une grande école commerciale (HEC, ESSEC...), âgé de 35 ans au moins, et possédant une expérience réussie d'une dizaine d'années dans la commercialisation de produits vendus, soit à des transformateurs, soit au grand public (textile, cuir, ameublement, par exemple). Il aura exercé au cours de sa carrière des responsabilités diverses dans le domaine du marketing (notamment au niveau de l'élaboration des stratégies à moyen terme), aura occupé un poste de direction des ventes et acquis de préférence une première expérience d'une fonction similaire. La pratique courante de l'anglais est indispensable. Celle de l'allemand et de l'espagnol constituerait un atout supplémentaire. La réussite dans cette mission importante doit conduire le titulaire de la fonction vers des responsabilités élargies à moyen terme. La rémunération, largement ouverte, sera liée à l'expérience du candidat retenu. Elle pourra atteindre 250.000 francs. Écrire à R. DAUDIN à Villeurbanne. Réf. A/3526M

RESPONSABLE DES MÉTHODES — **150.000 F**

Une société filiale d'un groupe français de premier plan recherche pour son usine des Ardennes (400 personnes) un Responsable des Méthodes. Cette usine qui fabrique des accessoires de réseaux électriques et téléphoniques utilisant des technologies variées (découpe, tôlerie fine, injection de matière plastique, petits montages...) développe une nouvelle gamme de produits. Dans cette optique, le candidat recherché prendra en charge, sous l'autorité du Directeur de l'Usine, et avec l'aide d'une petite équipe, la responsabilité des méthodes : implantation des secteurs de fabrication et de montage, choix des procédés, définition des temps, élaboration des gammes, choix des outillages. Il participera également à la mise sur pied d'un service qualité. Ce poste intéresse un candidat âgé de 32 ans au moins, diplômé d'une école d'Ingénieur (AM, ICAM, HEI, IDN ou équivalent), possédant une expérience des méthodes acquise dans une industrie électromécanique. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 150.000 francs pourra être supérieure si l'acquis le justifie. Écrire à M. OLARI à Croix. Réf. A/4477M

GESTION DE PRODUCTION INFORMATISÉE — **Paris**

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A., fait partie d'un des premiers groupes multinationaux de conseillers de direction (plus de 1.000 consultants dans 23 pays) intervenant dans tous les domaines de la gestion des entreprises. Pour faire face au développement de ses activités, PA recherche plusieurs consultants pour les intégrer dans sa division « Gestion Industrielle Informatisée ». Ils interviendront dans les domaines suivants : analyses d'opportunités, rédaction de cahiers des charges, conception ou adaptation de logiciels de gestion de production informatisée, assistance de mise en place et formation des utilisateurs. Ils pourront travailler au sein d'équipes pluridisciplinaires dans le cadre d'interventions de stratégie industrielle. Ces postes conviendraient à des candidats âgés d'au moins 30 ans, diplômés d'enseignement supérieur et ayant acquis une expérience pratique de plusieurs années au sein d'entreprises industrielles ou en cabinet d'organisation (une réelle expérience de la production liée à de bonnes connaissances de l'informatique est indispensable). Ils requièrent une grande mobilité et la connaissance de l'anglais constitue un atout supplémentaire. Il leur sera offert une formation théorique et pratique continue. Le salaire sera fonction de l'expérience acquise. Écrire à J. WAUQUIER à Paris. Réf. A/062GM

CHEF DE SERVICE INDUSTRIALISATION — **Rhône-Alpes**

Une moyenne entreprise française, leader mondial dans la fabrication de sous-ensembles de haute technicité destinés aux industries de pointe, et réalisant une part importante de son chiffre d'affaires à l'exportation, recherche son Chef de Service Industrialisation. Il aura pour mission de réaliser, en liaison avec le service recherche et développement, des études de faisabilité industrielle des produits nouveaux, devra optimiser les procédés de fabrication et sera responsable de la définition des investissements et du calcul de leur rentabilité. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé d'une école à dominante mécanique (AM, ENSI...), âgé de 30 ans au moins et possédant une expérience industrielle de 5 ans minimum acquise, soit dans un service industrialisation, méthodes, organisation, soit en production, au sein de préférence d'une entreprise de fabrication de série. Une pratique de l'analyse de la valeur et de la gestion informatisée de la production constituerait un atout supplémentaire de réussite. Possibilités d'évolution pour un élément de valeur. La rémunération annuelle brute, largement ouverte, sera fonction de l'acquis professionnel du candidat retenu. Écrire à R. DAUDIN à Villeurbanne. Réf. A/3413M

CHEF SERVICE QUALITÉ — **120.000 F**

Télécommunications — La filiale d'un important groupe industriel français, installée dans une ville du littoral Nord, recherche un Ingénieur pour prendre en charge le Service Qualité d'un de ses départements spécialisé dans la fabrication de matériels de télécommunications de haute technicité. En liaison étroite avec le service technique, les services méthodes et fabrication, il mettra en place les moyens de contrôle (matériels et humains) et veillera au respect des normes tout au long du processus de production. Il aura également des relations suivies avec des entreprises extérieures (clients et fournisseurs). Rattaché au Directeur de l'Établissement, il animera une équipe d'une cinquantaine de techniciens. Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé d'une grande école, âgé d'au moins 28 ans, dont l'expérience professionnelle (4 ans minimum) au sein d'un service technique proche de la production lui a permis d'être particulièrement sensibilisé à la rigueur des contraintes de qualité. La connaissance de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle brute offerte, de l'ordre de 120.000 francs, sera fonction des compétences présentées. Une réussite de quelques années à ce poste devrait déboucher vers des responsabilités étendues. Écrire à D. LANDEAU à Croix. Réf. A/4502M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.

8, rue Bellini, 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 505-14-30 — 19, Résidence Flandre, 59170 CROIX - Tél. (20) 72-52-25
3, quai Kléber, 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22-01-54 — 1, rue Duguesclin, 44000 NANTES - Tél. (40) 48-48-82
78, boulevard du 11-Novembre, 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893-90-63

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Dusseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - New York - Oslo - Paris - Rome - Stockholm - Strasbourg - Stuttgart - Turin - Zurich

MEMBRE DE SYNTEC

هكذا من الأصل



Quatre inculpations

LES FRAUDES DANS LES CASINOS SAVOYARDS

La municipalité d'Aix-les-Bains (Savoie) a décidé de porter plainte avec constitution de partie civile vendredi 18 avril contre trois croupiers du casino, MM. Alfred Borghini, Fernand Fort et Gilbert Ivroud, inculpés mercredi 16 avril pour fraude au casino de la ville. Un joueur du casino d'Aix-les-Bains, M. Alain Halifi-Gance, trente-six ans, un barman d'origine tunisienne, a également été inculpé. Il est soupçonné d'avoir détourné, en trois ans, près de 2 millions de francs avec la complicité de certains croupiers.

L'enquête a permis d'établir qu'il y avait des liens entre les malversations commises dans les deux établissements d'Annecy et d'Aix-les-Bains. MM. Ivroud et Halifi-Gance ont été écroués. Au total trente-sept personnes ont été *inculpées dans l'affaire* de fraude du casino d'Annecy et cinq d'entre elles sont toujours en détention. Quant à Aix-les-Bains, le casino a actuellement des difficultés financières chiffrées à 2 millions de francs. Celles-ci se sont aggravées au mois de mars dernier où l'établissement de jeux a été fermé une journée après que deux joueurs allemands eurent fait « sauter la banque ».

D'autre part, quatre croupiers du casino de Saint-Amand-les-Eaux (Nord), MM. Jacky Lambour, trente ans, Michel Andry, cinquante-neuf ans, Roger Imbrata et Jean Cassez, tous deux âgés de quarante-cinq ans, ont été inculpés, ainsi qu'un joueur complice, M. Gilbert Chassin, cinquante-sept ans, de Saint-Quentin (Aisne), pour fraudes. Seul M. Chassin a été écroué. On ignore le montant des sommes détournées.

● *Deux enfants sont morts brûlés* dans la voiture de leurs parents, samedi 19 avril, à Lisieux (Calvados). Alors que M. et Mme Léonardon regagnaient leur domicile, une bouteille de gaz, vraisemblablement mal fermée, qui se trouvait dans le coffre, explosa, Mme Léonardon ayant allumé une cigarette. La voiture prit feu et les deux enfants, âgés de quatre ans et de dix-huit mois, assis à l'arrière, ne purent être extraits à temps, leurs portières étant verrouillées.

ÉDUCATION

L'année des maîtres dans la rue

(Suite de la première page.)

On a beaucoup écrit sur l'anesthésie partielle — séquelle de l'échec de la gauche aux législatives en 1978, mais qui s'atténue —, sur le malaise latent des éducateurs choqués par une crise de la société qu'ils n'ont pas su prévenir et qu'ils n'ont pas *les moyens de maîtriser*, *sur l'échec* de l'école incapable de réduire les inégalités. (« L'école en péril », *le Monde* du 22 mars). Une conjonction de causes secondes a fait déborder le vase.

Plus que jamais les enseignants constatent que quelque chose est pourri au royaume scolaire. Même s'ils voulaient fermer les yeux sur l'inadaptation de l'école à son public, ils ne le pourraient plus : face au chômage de leurs anciens élèves, à la difficulté d'un langage commun avec les jeunes et, de plus en plus, avec les enfants. Les enseignants ont le sentiment que l'opinion leur fait porter toute la responsabilité et, du coup, ils n'en acceptent aucune part.

« Insécurité morale, physique, sociale »

« Les ambiguïtés de réformes qui n'en finissent pas, disait M. Guy Georges, secrétaire du SNI-P.E.G.C., *le calendrier scolaire, véritable gifle à notre métier par le mépris des jeunes qu'il révèle, en morcelant les semaines comme ce sera le cas au premier trimestre de l'an prochain dans les académies de Paris et de Montpellier par exemple... De tout cela, on nous fait porter le chapeau.* » Si bien que, selon la déclaration du conseil national du SNI le 20 *mars*, la profession enseignante devient « *celle de l'insécurité morale, physique et sociale* ». Sur ce terrain-là, le « *chasse aux postes à laquelle s'est livrée l'administration* », lors de la préparation de la carte scolaire *n'a pu qu'envenimer* les choses ; comme les paroles peu amènes de M. Barre reprochant aux enseignants de ne se sentir malheureux que parce qu'ils se laissent convaincre qu'ils ont des raisons de l'être (*le Monde* du 16 avril).

Si encore l'espoir entrevu de revalorisation des traitements prenait corps. Mais les négociations engagées depuis un an pour les instituteurs s'éternisent. Le SNI-P.E.G.C. qui, après la *rénovation* de la formation initiale, a fait de cet objectif l'une de ses priorités, est *obligé* d'admettre que « *ça bloque* ». Le terme fixé (31 mars) est dépassé et *rien ne* vient. Depuis la fin de février, les négociateurs du syndicat n'ont pas rencontré M. Beullac à ce sujet. L'extension de l'augmentation indiciaire, obtenue pour les nouveaux *instituteurs*, à *tout le corps en fonctions* et aux retraités n'est pas acquise.

De la colère

Le présent n'est guère plus brillant. Il y a peu, une étude de l'INSEE révélait que le pouvoir d'achat des fonctionnaires a baissé en moyenne de 1,3 % en 1979 (*le Monde* du 12 avril). Pour les catégories B, celle des instituteurs, et A, celle des professeurs, la perte du pouvoir d'achat atteint respectivement 1,5 et 2,1 %. Dans ces conditions, les exhortations à l'effort lancées par le premier ministre suscitent plus de colère que d'adhésion.

Les *opérations* de la carte scolaire ont apporté aux enseignants le renfort des parents. Le mécontentement de familles à l'annonce qu'elles devront changer leurs enfants d'école à la rentrée prochaine, leur crainte qu'ils soient dans une classe plus chargée, qu'ils n'aient pas de place au lycée le plus proche, cette *expérience* d'intégration d'enfants handicapés mise à mal, ce professeur de « maths » *qui* n'est *pas remplacé* après dix jours d'absence, ce jeune auxiliaire que l'on connaît, toujours sans emploi... Les motifs ont abondé, pour des parents exigeants, de réclamer à cor et à cri un service public de qualité. L'intérêt croissant des organisations syndicales ouvrières pour l'école en est un signe, de même que le nombre de questions écrites sur les suppressions de classes ou de postes posées en ce début de session par les députés, et pas seulement par ceux de l'opposition.

Au seuil de ce troisième trimestre, le mouvement de revendication a donc une force indéniable. Mais il a ses faiblesses. Elles trouvent leur origine, *en grande partie*, dans les rivalités syndicales. Et d'abord, au sein de *la FEN*, *dans les oppositions entre*, d'une part, la tendance Unité et Action (U.A.), où militent les communistes, et qui dirige *certains* syndicats (*second* degré, enseignement supérieur, professeurs d'éducation physique) et, d'autre part, la tendance Unité, indépendance et *démocratie* (U.I.D.), proche des socialistes, majoritaire à la FEN et au SNI, traversée par les mêmes courants que le *parti* socialiste.

Ces oppositions se combinent avec les clivages corporatistes. Ainsi, le lancinant problème des professeurs de collèges est-il plus que jamais un coin enfoncé entre le SNI-P.E.G.C. et le SNES. Les deux syndicats se « *les partagent* ». Mais cette situation n'est pas figée. Tout récemment encore, un responsable du SNES déclarait devant le congrès réuni à Clermont-Ferrand : « *Ce qui compte pour nous, c'est que s'expriment sur cette question (...) tous les professeurs des collèges. Nous n'avons pas l'intention de nous livrer à un coup de force.* »

Deux blocs

Le « front du second degré », c'est-à-dire l'accord entre le SNES, le SNEP, le SGEN-C.F.D.T., le S.N.E.T.P.-C.G.T. et le Syndicat national des collèges (indépendant), que le secrétaire général de la FEN avait qualifié d' « *alliance contre nature* », a réuni deux fois, depuis le début de l'année scolaire, les cinq syndicats sur un mot d'ordre commun de grève avec des revendications identiques : le 11 décembre et le 20 *mars*. *Il est reconduit pour* les 24 et 25 avril. Il permet au SNES de faire contrepoids au SNI, trois fois plus nombreux.

Ainsi est-on parvenu à la constitution de deux blocs qui savent s'associer *et mettre en sourdine leur* hostilité quand il le faut, mais qui n'en pensent pas moins. C'est sur cette alliance aux pieds d'argile que repose l'action revendicative présente. La FEN et le SNI y paraissent contestés de tous côtés. Ce qui n'étonne pas lorsqu'on entend M. André Henry répéter qu'il veut pratiquer un syndicalisme « *responsable, capable de dire oui sur un problème, non sur un autre* ».

Contesté, le SNI l'est au cabinet du ministre de l'éducation où l'on avoue mal comprendre que ce « *syndicat à l'allemande* » n'utilise pas sa puissance pour calmer ses troupes. Contesté, il l'est aussi au sein de *la FEN*, *où Unité et Action accuse* d'abord la direction fédérale d'avoir signé l'accord salarial dans la fonction publique (*le Monde* du 2 avril) qui se « *traduira par une nouvelle baisse de notre pouvoir d'achat* », prédit M. Alfred Sorel, leader de la tendance qui n'a de cesse de réclamer une « *action continue, tenace, prolongée* ».

Le jeudi 17 avril, les leaders d'Unité et Action affirmaient : « *Nos collègues se sont engagés dans l'action avec la volonté d'obtenir des résultats. Ils ne veulent plus de baroud d'honneur, de grève plus ou moins alibi.* » La veille, les cinq syndicats du second degré s'étaient déclarés, dans un communiqué commun, « *décidés à poursuivre leur action autant qu'il sera nécessaire* ». Ils annoncent déjà « *courant mai, une action nationale sur l'emploi* », sur le thème « *des postes, pour quoi ?* ».

Le SNI, *pour l'heure, se refuse* à énoncer des modalités d'actions envisageables au-delà du 25 avril. « *Ce serait préjuger de l'efficacité de la grève de quarante-huit heures* », pense son secrétaire général.

Mais les responsables d'U.A. au sein de la FEN, ceux des syndicats C.F.D.T. et C.G.T. d'enseignants ou de personnels de l'éducation nationale ne sont pas seuls à vouloir que le mouvement s'amplifie. Le bureau confédéral de la C.G.T. a appelé ses organisations à participer, « *sous les formes appropriées, aux manifestations du 25 avril* ». La C.G.T. vient, en outre, de décider une journée nationale d'action interprofessionnelle le 24 avril, premier des deux jours de la grève des enseignants. Quant à la C.F.D.T., elle appelle elle aussi, *par* la voix de M. Georges Begot, secrétaire national, ses organisations à « *faire connaître massivement dans les entreprises les enjeux de la carte scolaire* ».

Elargi ou non, le mouvement persistera-t-il au long du troisième trimestre ? Un responsable du SGEN à Paris ne cache pas que beaucoup d'instituteurs en grève depuis plus d'un mois ont envie de retrouver leur classe. Les premières retenues de salaires pour fait de grève vont arriver à la fin du mois. Et puis, ce trimestre parsemé de jours de congé n'est guère propice à une action soutenue. Est-ce à dire que l'été approchant, le spectre d'une année compromise pour les élèves aidant, le calme reviendra ?

En attendant alors la rentrée d'automne, les élections sénatoriales qui mettront à ce moment le tiers des sénateurs en balance, l'approche des élections présidentielles. Entre-temps, M. Christian Beullac aurait le loisir de méditer sur les résultats du sondage de popularité publié cette semaine par *Paris-Match* qui le classe vingt et unième *parmi* les ministres. Au dernier rang. Peut-être saura-t-il enfin discerner si, en présence des grèves dans l'enseignement, les Français attendent de lui qu'il affiche plus de fermeté répressive ou une meilleure gestion du service public.

CHARLES VIAL.

Tous les secteurs de l'enseignement public seront touchés par la grève entre le 24 et le 29 avril

Avec la rentrée, ce lundi 21 avril, des établissements scolaires de province, huit jours après ceux de la région parisienne, l'ensemble des élèves, des étudiants et des enseignants ont repris le travail. Pas pour longtemps. La semaine qui s'ouvre, prolongeant le mouvement de revendications du deuxième trimestre, marquera le début d'une période de grèves et de manifestations qui atteindra tous les ordres de l'enseignement, de la maternelle à l'université.

Des instituteurs aux professeurs d'université, des ouvriers *d'entretien* aux bibliothécaires, en passant par les parents d'élèves, les récriminations sont nombreuses. Certains insistent sur la dégradation des conditions de travail, les suppressions de postes et de classes ; d'autres, sur l'appauvrissement des contenus de l'enseignement, le coût de la scolarité, le chômage des maîtres auxiliaires. Tous se rejoignent sur la nécessité, pour la rentrée de septembre, de « moyens nouveaux », que le premier ministre et le ministre de l'éducation ont refusé d'accorder.

Le 4 avril dernier, la Fédération de l'éducation nationale a pris une décision que son secrétaire général, M. André Henry, a qualifié de la « *première de cette importance dans toute son histoire* », en appelant ses quarante-cinq syndicats nationaux à déclencher des arrêts de travail entre le 24 et le 29 avril. Le même jour, le Syndicat national des instituteurs et des professeurs de collèges (SNI-P.E.G.C.) décidait une grève de quarante-huit heures, les 24 et 25 avril.

Les syndicats C.F.D.T. et C.G.T. d'enseignants ou de personnels d'éducation prenaient des *décisions identiques ainsi que* des syndicats reconnus habituellement comme modérés : le Syndicat national des collèges (S.N.C., qui avait déjà participé aux grèves des 11 décembre 1979 et du 20 mars dernier) ou le Syndicat national autonome des directeurs d'écoles (SNADE). Certains répugnent à la grève ; ils n'en donnent pas le mot d'ordre national, mais tel le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC, indépendant), telle la Confédération nationale des groupes autonomes (C.N.G.A.) qui souligne « *le malaise profond qui touche les personnels devant la dégradation systématique de leurs conditions d'emploi et de travail* » et telle l'Union syndicale nationale des enseignants de France (USNEF, affiliée à la C.G.C.), ils laissent leurs adhérents libres de s'y associer. Enfin les confédérations C.F.D.T. et C.G.T., le parti communiste et le parti socialiste soutiennent le mouvement.

La Fédération des conseils de parents d'élèves (F.C.P.E. présidée par M. Jean Cornec) a, dès avant les vacances de printemps, annoncé une journée « écoles désertes » le samedi 26 avril.

Le calendrier connu des grèves et des manifestations est donc le suivant :

● *Jeudi 24 avril* : journée nationale d'action interprofessionnelle C.G.T. Certains personnels de l'éducation y participeront.

● *Jeudi 24 et vendredi 25 avril* : grève des enseignants à l'appel des syndicats de la FEN : SNI-P.E.G.C., SNES (enseignements de second degré), SNEP (éducation physique), SNE-Sup (enseignement supérieur), du Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.), du Syndicat national des enseignements techniques et professionnels (S.N.E.T.P.-C.G.T.), du Syndicat national des collèges (S.N.C., indépendant). Le Syndicat national de l'enseignement technique (SNETTA-FEN) et le Syndicat national de l'enseignement technique *agricole public* (SNETAP-FEN) appellent à la grève le vendredi 25 avril.

Le 25 avril, des manifestations auront lieu en province et à Paris.

● *Samedi 26 avril* : journée « écoles désertes » ; la Fédération Cornec demande aux parents de ne pas envoyer leurs enfants à l'école ce jour-là.

● *Mardi 29 avril* : grève des personnels non enseignants (administration, gestion, services sociaux et de santé, bibliothèques, laboratoires, services techniques et d'entretien) à l'appel des syndicats de la FEN, du SGEN-C.F.D.T. et du syndicat général C.G.T. des personnels d'éducation nationale. Le préavis de grève déposé par le SGEN-C.F.D.T. portait aussi sur le lundi 28 avril.

● *Du 5 au 29 mai* : grèves tournantes dans l'enseignement agricole public.

● *Les 6 et 7 mai* : journées d'actions spécifiques dans l'université à l'appel du SNE-Sup sous des modalités non définies.

● *Pendant tout le mois de mai*, le mouvement pourrait continuer à l'appel de la tendance Unité et Action de la FEN et des cinq syndicats : SNES, SNEP, SGEN-C.F.D.T., S.N.E.T.P.-C.G.T. et S.N.C.

SCIENCES

● *Nominations à l'INRIA.* — M. Hubert Curien, président du Centre national d'études spatiales, est nommé président du conseil scientifique de l'*Institut national* de recherche en informatique et automatique (INRIA) par un arrêté du ministre des universités paru au *Journal officiel* du 20 avril. Cinq autres membres du conseil scientifique sont aussi nommés, par cet arrêté et par un arrêté du secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé de la recherche : MM. Yves Haugazeau, Sacha Krkowiak, Jacques Vincent-Carrefour, Yves Rocher et François Salle.

IL TRADUIT... IL PARLE... IL A L'ACCENT TONIQUE

TEXAS INSTRUMENTS

Une machine polyglotte, traductrice et interprète. Voilà la véritable performance. Elle traduit 600 mots dont 300 parlés. Elle peut faire 50 phrases ce qui permet plus de 3000 combinaisons en français, anglais, allemand, espagnol. Il est possible de choisir la langue parlée et d'obtenir la traduction simultanée. Inutile de dire que ses emplois sont multiples. Elle est à la Boutique Post-Scriptum (rez-de-chaussée). Le traducteur seul, livré avec housse, écouteur, adaptateur et livret : 1555 F. Le module de quatre langues : 440 F. (Offre valable jusqu'au 3 mai.)

Galeries Lafayette
Haussmann

ESSEC

ADMISSION SUR TITRES EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou d'une maîtrise (Sciences, Lettres, Droit, etc.) l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet de suivre la même scolarité que les étudiants admis par concours.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en deux ans (ou dix-huit mois si la session d'été a pu être suivie).

La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé en ont fait l'une des toutes premières écoles de gestion française, comparable aux meilleures business schools étrangères.

● Dernière session d'admission pour la rentrée 1980 : les 10-12 septembre 1980, à Cergy.

● Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 1er août 1980.

● Documentation et dossier d'inscription - ESSEC - Admissions, B.P. 105 - 95021 CERGY-PONTOISE CEDEX - Tél. : 030-40-57.

ÉDUCATION

Des vacances, encore des vacances...

La « semaine des quatre jeudis » est arrivée. La fameuse formule — déjà mise à mal depuis que le congé scolaire hebdomadaire a été fixé au mercredi — n'a plus de sens. Les jours où les classes vaquent l'emportent, en effet, de plus en plus largement sur ceux où elles travaillent, y compris pour des raisons « fortuites ».

Ainsi, en avril et mai — si l'on exclut les vacances de printemps — tous les élèves bénéficieront de deux semaines qui compteront quatre, voire cinq jours de congé. Ce début de troisième trimestre, sans compter les grèves, sera perturbé de façon quasi ininterrompue. Au « pont » du 1er mai accordé, sans doute dans un moment de distraction, par le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique, s'ajouteront quelques jours fériés tels l'Ascension (jeudi 15 mai), la Pentecôte (lundi 26 mai), voire la fête de la victoire (jeudi 8 mai), congé accordé au titre de la « journée mobile de vacances » par certains maires, et notamment par M. Jacques Chirac à Paris.

« Tout cela est bien normal », nous ont écrit certains lecteurs, expliquant que, dans certaines académies, l'année scolaire a été allongée jusqu'au 11 juillet... afin d'étaler les départs en vacances (le Monde du 8 mars). Que ces lecteurs se rassurent. Justice est faite. Du moins pour eux.

Dans les régions condamnées au départ tardif, des recteurs se sont laissé arracher des journées dites de « récupération ». C'est le cas dans les académies d'Aix-Marseille (Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Bouches-du-Rhône, Vaucluse), où les classes vaqueront du jeudi 22 (ou mercredi 21) au mercredi 28 mai inclus ; Montpellier (Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales), du lundi 26 mai au dimanche 1er juin ; Nice (Alpes-Maritimes, Var), du mercredi 21 au mercredi 28 mai.

Curieuse méthode ! Curieuse conception de l'uniformité à tout prix dans le service public. La mesure, en outre, n'est pas réglementaire, puisque le calendrier de l'année scolaire en cours a été fixé par arrêté ministériel.

De plus, elle est parfaitement injuste, si, continuant de raisonner par l'absurde, on applique le principe de l'uniformité jusqu'au bout. S'il est exact de dire que les enseignants qui partiront en vacances le 11 juillet auront davantage de jours de classe au cours de l'année scolaire 1980-1981, cela ne signifie pas pour autant qu'ils auront, dans l'année civile, moins de vacances que leurs collègues qui partiront entre le 27 juin et le 9 juillet. Ils rentreront en effet plus tard, la reprise des cours s'échelonnant entre le 5 et le 27 septembre pour les enseignants (1). Suggérons donc à ces malheureux collègues des régions moins ensoleillées — peut-être y ont-ils déjà pensé — de revendiquer à leur tour des congés de « récupération » afin qu'ils n'aient pas moins de vacances que d'autres. Et ainsi de suite jusqu'à extinction de l'année scolaire.

A l'heure où beaucoup, du secrétaire général de la FEN au premier ministre, prônent le retour aux valeurs et en particulier au sens de l'effort, quel exemple pour les élèves ! Mais, d'abord, de quoi se mêlent-ils ceux-là ?

CATHERINE ARDITTI.

(1) Entre le 6 et le 29 septembre pour les élèves.

DÉFENSE

Tassement des commandes d'armes françaises à l'étranger

La faiblesse du service après-vente des industriels français de l'armement menace de devenir à terme un frein aux exportations militaires qui se sont élevées, en 1979, à environ 25 milliards de francs si l'on retient les évaluations, de source officielle, des prises de commandes à l'étranger, et à 20 milliards pour le montant des livraisons.

C'est la constatation des services spécialisés de l'administration. Mais c'est aussi l'avis de certains clients étrangers de la France qui, se plaignant de cette carence, observent — tel ce responsable saoudien — que, si la France est le troisième exportateur d'armes dans le monde, elle n'est pas pour autant au troisième rang mondial par la qualité de son réseau commercial et de soutien technique durant l'exécution des contrats.

La remarque est importante, venant d'un client qui a acheté à la France, par exemple, autant de chars de combat AMX-30 — environ un millier — que l'armée de terre française en possède actuellement. L'Arabie Saoudite fait partie d'un ensemble géographique, le Proche-Orient, qui, avec le Maghreb depuis les récentes ventes au Maroc, a représenté en 1979 près de 55 % des prises de commandes de matériels français à l'exportation, loin devant l'Amérique latine (15 %) ou l'Extrême-Orient (15 % aussi) et même l'Europe (12 %).

On n'est pas loin de penser au ministère de la défense que la faiblesse du service après-vente, dans ce domaine des armements, risque d'être à l'origine — avec bien d'autres considérations — d'un tassement des commandes étrangères, voire d'un tarissement des marchés à l'exportation, durant les prochaines années.

Obstacles

Déçue par l'assistance technique et industrielle des Français, la clientèle étrangère peut se tourner vers des fournisseurs plus importants, comme les Etats-Unis ou l'Union soviétique, qui ont les moyens commerciaux de leur politique.

Si l'on ajoute que les clients de la France, parfois, n'ont pas en propre les ressources humaines suffisantes pour disposer d'un nombre adéquat de personnels militaires et techniques chargés de mettre en œuvre et d'entretenir les matériels acquis à l'extérieur, on mesure les obstacles qui peuvent conduire à une saturation des marchés accessibles à la France.

Quelques données témoignent de la situation. Si l'on exclut les coopérants et les techniciens du service après-vente qui relèvent des industriels français, le ministère de la défense — pour des raisons de limitations budgétaires — doit se contenter de 380 employés militaires de l'assistance technique pour l'ensemble de ses actions commerciales à l'étranger. L'Arabie Saoudite, selon des estimations officielles, accueille seulement une trentaine de ces spécialistes pour le millier de chars AMX-30 qu'elle a commandés, alors que la Grande-Bretagne a fourni 2 500 conseillers de toutes catégories à l'armée de l'air saoudienne.

Au Proche-Orient, l'assistance militaire américaine mobilise des milliers de spécialistes en uniforme — leur nombre excessif a pu aussi expliquer les sentiments anti-américains d'une partie du peuple iranien — et l'Union soviétique complète souvent son contingent avec des conseillers venus de Cuba ou de pays du pacte de Varsovie, comme la République démocratique allemande ou la Tchécoslovaquie.

Marginal

Le résultat, observe-t-on au ministère de la défense, est que l'apport des fournisseurs français au Proche-Orient demeure marginal, comparé à celui des concurrents américains ou soviétiques. La Syrie, l'Irak ou la Libye sont fondamentalement des « chasses gardées » de Moscou malgré la conclusion de quelques contrats avec Paris. L'Arabie Saoudite reste sous influence américaine, comme l'Egypte où, depuis la signature des accords de Camp David, s'est évanouie la perspective, pour la France, d'emporter les quelque deux milliards de marché d'armes réalisés, chaque année en moyenne, comme les quatre années précédentes, entre Paris et Le Caire.

Dirigeants industriels et responsables de l'administration sont, pour une fois, en communion d'esprit pour, après l'avoir analysé, expliquer ce phénomène.

Ils considèrent, pour le regretter, que les ingénieurs et les techniciens français ont du mal à accepter de s'expatrier, même s'ils sont au chômage ou s'ils sont jeunes, à la différence de leurs homologues de compétences ou niveau de vie équivalents dans d'autres pays. A l'appui de leur thèse, ils citent le cas de ces coopérants techniques qui refusent, malgré une offre de salaire triple de celui qu'ils touchent en France ou double de celui que leurs concurrents britanniques acceptent de recevoir pour « s'exporter ».

A cela, les intéressés ont beau jeu de répliquer qu'ils partiraient volontiers pour des contrats de quelques années si, dans le même temps, les employeurs leur assuraient un plan de carrière qui ne souffrît pas trop de l'éloignement des centres parisiens de décision et si l'Etat français choisissait d'adoucir leur exil par une politique, bien comprise, d'accompagnement culturel et de scolarisation de leurs enfants à l'étranger.

JACQUES ISNARD.

(Publicité)

MAITRISE GESTION

- Institut des méthodes informatiques appliquées à la gestion : enseignement en alternance.
- Admission : B.T.S., D.E.U.G., D.U.T., Licences, admissibilité grandes écoles (ingénieur ou gestion). Concours d'entrée les 9, 10 et 11 juin.

UNIVERSITÉ PARIS VAL-DE-MARNE, 58, av. Didier, 94 St-Maur.

PARIS ATHENES

à partir de 900 F aller-retour

c'est louche !

Vols à dates fixes

nouvelles frontières
nous luttons pour le droit au voyage
166, bd du Montparnasse 75014 PARIS - 329.12.14
33, En Fournirue 57000 METZ - 76.01.85

LIO. 793 A

VOULOIR

NOUVELLE INFORMATIQUE
SYSTÈMES 80
SYSTÈMES 1100

Je veux
donner à tous l'information
dont ils ont besoin, facilement

Tu veux
traiter par lots
à partir de fichiers classiques

Il veut
une informatique décentralisée

Nous voulons
un matériel juste adapté aux besoins
de l'entreprise et à son budget

Vous voulez
disposer d'une grande puissance de calcul

Ils veulent
un système d'exploitation performant et éprouvé

ILS VEULENT

PUBLIDEV

Pour recevoir une documentation, retournez ce bon à :
Sperry Univac, service Relations Extérieures - 3, rue Bellini - 92806 PUTEAUX

Monsieur .... Fonction ....
Société ....
Adresse ....
....

désire recevoir une documentation
Sur les Systèmes 80 ☐ à partir de 12.000 F* par mois
Sur les Systèmes 1100 ☐ à partir de 70.000 F* par mois
(cochez la case correspondant à votre budget)

SPERRY UNIVAC EST UNE DIVISION DE SPERRY S.A.

*PRIX DE LOCATION POUR UNE CONFIGURATION DE BASE. PRIX H.T., MAI 80



هكذا من الأصل



LES OBSÈQUES DE JEAN-PAUL SARTRE



La dernière manifestation

Des milliers de personnes, sans doute plus de plus vingt mille, jeunes, vieux, Français, étrangers, ont assisté, samedi après-midi 19 avril à Paris, aux obsèques de Jean-Paul Sartre. Sans service d'ordre, sans incident notable, le cortège, qui avait quitté à 14 h. 35 l'hôpital Broussais, devait très vite prendre l'aspect d'une grande manifestation silencieuse, digne et calme. C'est à l'arrivée au cimetière du Montparnasse et lors de l'inhumation provisoire du cercueil que des bousculades allaient se produire, provoquant des chutes. Deux personnes, dont un jeune homme gravement blessé, ont été hospitalisées.

Dans l'allée 21, à côté des chapelles, familles Grumellon, famille Astier, famille Colin, prises d'assaut, perchoirs à photographes et premières loges, une vieille femme anéantie, brisée, le visage ravagé par le chagrin et la fatigue, s'était assise sur un pauvre fauteuil de bureau prêté par l'administration du cimetière Montparnasse. Devant elle, un caveau ouvert. Tout à l'heure, un homme pris dans la bousculade des bonnes places y est tombé pour rester un instant pétrifié de honte. A l'instant, les fossoyeurs ont, à grand peine, fait une brèche dans la foule pour venir y déposer le simple cercueil de Jean-Paul Sartre. Simone de Beauvoir, avec son éternel turban jaune orangé et son imperméable, va rester quelques minutes absente, prostrée, indifférente à tous et à tout.

Indifférente à ceux qui réclamèrent une minute de silence quand c'est l'éternité qui s'imposait à elle. A ceux qui, ne sachant comment témoigner leur chagrin ou leur solidarité, applaudirent maladroitement.

Simone de Beauvoir était ailleurs. En sa mémoire, en son chagrin, peut-être en cette phrase de la Force des choses. « La seule chose à la fois neuve et importante qui puisse m'arriver, c'est le malheur. Ou je verrai Sartre mort, ou je mourrai avant lui. C'est affreux de ne pas être là pour consoler quelqu'un de la peine qu'on lui fait en le quittant ; c'est affreux qu'il vous abandonne et se taise. »

A la compagne « abandonnée », il fallut beaucoup de force finalement pour s'arracher à ce trou ouvert, lancer une rose sur le cercueil et fuir la foule-houle des bousculades.

Indécent, indécent ! Que de fois, dans le silence revenu, entre les croix brisées, les fleurs renversées, on devait entendre ce mot. « Ils sont indécents, tous ces gens qui ne l'ont même pas lu et accourent au spectacle » *clamaient les élus, monopolistes du savoir et du chagrin honnêtement mérité à la sueur de leurs lectures.* « Ils sont indécents ces jeunes », *ronchonnait madame notre voisine, à les voir ainsi piétiner les tombes et les morts pour entrevoir une tombe et un mort.* « Vous êtes indécents », *criaient ceux qui se bousculaient pour apporter leur fleur à ceux qui s'étaient déjà bousculés pour déposer la leur.*

Indécence en effet, partout. Celle des merles sifflotant là-bas, sur la tombe de Charles Baudelaire, le printemps revenu. Indécent, l'indécence d'une foule, l'indécence de la vie même.

Mais pourquoi s'en indigner, haut et fort ? Comme si la mort, elle, n'était pas, ce samedi 19 avril, la première indécence. Les funérailles de Jean-Paul Sartre ne furent pas indécentes. Elles ont été belles, simples, émouvantes comme une grande manifestation, comme sa dernière manifestation. Bien avant 14 heures, samedi, ils étaient déjà des milliers réunis dans la trop étroite rue Didot, au pied de ces murs de briques noircies et de cette cheminée qui donne à l'hôpital Broussais des allures de filatures nordistes.

Qu'on nous pardonne de n'avoir pas trop fébrilement débusqué les gens importants, les noms, les têtes. Simplement, au détour de la foule, c'est vrai qu'ils étaient là, Yves Montand, Simone Signoret, Françoise Sagan, Claude Mauriac, François Périer, Michel Rocard, Michel Foucault et bien d'autres. Vrai aussi qu'ils n'y étaient pas seuls, anonymes parmi tous les anonymes, ces vieux militants aux accents rocailleux de toutes les guerres d'Espagne, jeunes militants aux écharpes de toutes les Palestines, «intellos», loubards ou jeunes cadres, blousons de cuir ou costumes trois pièces, professeurs à hypokhâgne et féministes en lutte, chômeurs ou autonomes. Comment dire ?

Une foule de gauche, porteuse de ses propres caricatures parfois — vraies les robes retour aux champs façon Saint-Germain-des-Prés, vraies les mines décavées de ceux qui passent plus de nuits à discuter les révolutions que de jours à les faire. Mais porteuse aussi de toutes ses richesses. On parle de ces gens, jaunes, noirs, blancs, vieux, jeunes, témoins ou acteurs d'histoire qui aimaient Sartre ou ne l'aimaient point, qui l'avaient lu ou pas, ou, pire, oublié, mais qui étaient venus rendre au disparu l'hommage collectif d'un patrimoine commun sur l'homme, sur les libertés, sur le racisme, sur l'injustice. « La gauche, *reconnaîtra un voisin,* ne réussit plus à descendre dans la rue que pour enterrer ses morts. » *Mot tellement facile, tellement injuste.*

A 14 h. 15, la porte de l'hôpital s'ouvrait pour laisser passer le fourgon couvert d'énormes gerbes de fleurs et suivi d'une camionnette avec la famille. Là vraiment fut le seul moment d'indécence : l'acharnement des photographes, amateurs comme *professionnels, à lever le secret de la peine et de la détresse, l'objectif collé contre les vitres teintées du bus. Et si Simone de Beauvoir pleurait, coco... Alors des jeunes, des vieux aussi, spontanément, établirent un service d'ordre autour du convoi, une chaîne de pudeur autour du malheur.*

Un court voyage de trois kilomètres dans les rues de Paris commençait sous un ciel gris, plombé. Un court et lent voyage pour ce fourgon submergé par les roses rouges et les orchidées noires de « l'équipe de Libération », *les couronnes des* Temps modernes, *des Editions Gallimard, de l'Amicale des Algériens en Europe, de « Ceux de l'île de Lumière », de l'ambassade d'Israël, etc. Ce fut d'abord sur les pavés du boulevard Brune une difficile avancée. La police n'en avait pas, ou pas suffisamment tôt, interdit l'accès aux automobiles. Provocation, gronda la foule. Mais non, simple oubli, simple erreur. Ce n'était après tout que l'enterrement de Jean-Paul Sartre, pas une visite de chef d'Etat ou d'acheteurs d'armes papousien. La chose, finalement, eut du bon. Avec ces impatiences d'automobilistes et leurs coups de klaxon qui pour une fois se turent, honteux, avec ces familles piégées sur le chemin du week-end et, on l'imagine, les enfants à l'arrière et leur assommante curiosité :* « Qu'est-ce que c'est, papa ? Un enterrement. Et qui c'est ? C'est Sartre. Et qui c'est, Sartre... »

Ensuite, il y eut l'avenue du Général-Leclerc. Surprise en flagrant délit de samedi après-midi avec ses magasins débordant de biens de consommation, ses kiosques à journaux se renvoyant l'un l'autre les photos géantes de Sartre, ses grands panneaux publicitaires, l'odeur des rôtisseries, et cette foule arrachée à ses emplettes, alignés sous les platanes au feuillage naissant. Au Paramount-Orléans, Sartre les a trouvés faisant encore la queue pour voir l'Aguicheuse. *Il pleuvait à ce moment-là quelques gouttes d'une pluie fine, d'une bruine triste. Le cortège, totalement éclaté, avalait la place Denfert-Rochereau et son lion de Belfort submergé par la foule. Et puis il y eut le flot grandissant du boulevard Raspail et le débouché sur le boulevard Montparnasse. Avec ses quatre cafés cardinaux, la Rotonde, le Dôme, la Coupole, le Sélect. A la terrasse de la Coupole, c'était l'heure des vieilles dames « tangoteuses » et des touristes japonais, pas et plus celle de Jean-Paul Sartre. Et aux tables du Sélect, les défoncés en étaient, eux, encore à celle du petit déjeuner et du brouillard. Jean-Paul Sartre est passé bien vite pour rendre le boulevard à son ébullition, à ses restaurants chinois, à ses pizzerias, à ses crêperies, bref, à sa vie de bohème en simili-lézard.*

L'orchestre Nouvelle-Orléans qui, en début d'après-midi, s'était lancé sur le parvis de Montparnasse dans une jam, n'avait point attendu le convoi. Tant pis ou tant mieux. Il ne restait plus alors que la rue du Départ, rue baroque, rue insensée, où les hôtels lépreux pour naufragées bretonnes font encore de la résistance face à la tour Montparnasse. La foule était immense, trente mille, quarante mille, cinquante mille personnes. Qui sait ? Qu'importe ? Jean-Paul Sartre était chez lui, en ses terres, en ses lieux, en ses habitudes, en sa vie. Le cortège s'engagea sous le tunnel d'acacias boulevard Edgar-Quinet et ce fut une image fantastique que celle de ce corbillard fuyant l'ombre gigantesque de la tour. En face du numéro 29, où vécut ces dernières années Jean-Paul Sartre, un travailleur immigré s'arrêta de balayer les fruits et les légumes pourris jonchant les trottoirs après le marché du samedi matin. Il s'en fut, balai sur l'épaule, s'en jeter un petit rue de la Gaîté.

PIERRE GEORGES.

TOUT.

Je veux
contrôler l'information

Tu veux
choisir le mode conversationnel
et la base de données

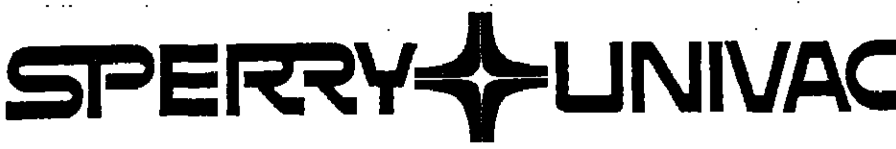
Il veut
une informatique centralisée

Nous voulons
un réseau en temps réel

Vous voulez
disposer de beaucoup de puissance au moindre coût

Ils veulent
choisir un matériel dans une "gamme longue"
conçu pour suivre l'évolution de l'entreprise
sans changement ni conversion

UN SYSTEME 80 OU UN SYSTEME 1100



Les informaticiens qui savent écouter.

CARNET

Naissances

— M. René Duforeau et Mme, née Nelly Lemaitre, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille,

Carolyne,

fille de Marie-Josèphe et Marc DUFOREAU, le 14 avril 1980, au C.M.C. franco-américain Foch, de Suresnes.

Paris, Boulogne-sur-Mer.

Décès

— Martine Astier-Loutfi a la douleur de faire part du décès du

docteur Georges LOUTFI,

à Boston, Massachusetts (U.S.A.), le 11 avril 1980.

— Mme Léon Pinhas,
M. et Mme Henri Pinhas et leur fils,
Mme Esther Ciochi et ses enfants,
Toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Léon PINHAS,

survenu le 18 avril 1980.
Les obsèques auront lieu le mercredi 23 avril.
Réunion porte principale du cimetière du Montparnasse, à 16 h. 15.
Ni fleurs ni couronnes.

— M. et Mme Maurice Tremauville,
M. et Mme Jacques Roquet, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jean de Cambry, leurs enfants et petite-fille,
Mlle Pascaline Roquet,
Et toute la famille,
font part du décès, le 16 avril 1980, de

Mme Louis ROQUET.

Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité familiale.
1, square Mendelssohn, 37000 Tours.
18, rue Denfert-Rochereau, 92100 Boulogne.
17, rue Faraday, 75017 Paris.
28 ter, rue Guersant, 75017 Paris.

— Les familles Plain, Sanglard, Thouvenin et leurs parents ont la douleur de faire part du décès de

Mme Louis SANGLARD,
née Yvonne Plain,

survenu le 19 avril 1980, dans sa soixante-cinquième année.
Les obsèques auront lieu au temple de Beaucourt (Territoire de Belfort) le mardi 22 avril, à 16 heures.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu à son domicile de Tanger (Maroc), 41, rue Abou-Alla-al-Maari, le 31 mars 1980, de

Marc SCHERER,
professeur honoraire
ancien député de la Haute-Marne.

De la part de :
Mme Marc Scherer,
M. et Mme Jean Scherer,
Mlle Alice Scherer,
M. et Mme André Scherer,
M. et Mme Georges Coutant,
Et de ses neveux et nièces et de tous ses amis.
Les obsèques religieuses ont été célébrées le samedi Saint 5 avril dans sa paroisse de Tanger.

Sive vivimus, sive morimur Domini sumus.

[Né en 1908 à Quingey (Doubs), M. Marc Scherer, professeur, a été élu le 2 juin 1946, membre de l'Assemblée nationale constituante et député M.R.P. de la Haute-Marne aux élections législatives de 1946. Il a été battu aux élections de 1951.]

— Mme André Tournadre, son épouse,
M. et Mme Daniel Grimard,
Thibaud et Eva,
Mlles Perrine et Isabelle Tournadre et Mme Michel Devaux,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André TOURNADRE,
ingénieur E.B.P. Paris,

survenu le 16 avril 1980, à son domicile, 34, rue du Commandant-René-Mouchotte, à Saint-Mandé, dans sa quatre-vingt-unième année.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à Saint-Mandé, le 19 avril 1980.

— Mlle Hélène Vidal,
M. et Mme Henri Vidal,
Corinne, Françoise, Aline et Laurent Vidal,
Leurs parents et alliés,
ont la douleur de faire part de la mort, survenue le 16 avril 1980, dans sa quatre-vingt-dixième année, de

Mme Paul VIDAL,
née Angèle Salvarelli.

Elle a été inhumée à Draguignan.
34, boulevard Maillot, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Remerciements

— Mme Michel Hubert et ses enfants, très touchés des marques de sympathie reçues lors du décès de

M. Michel HUBERT,

remercient toutes les personnes qui ont pris part à leur peine.

Anniversaires

— Pour le premier anniversaire de la mort de

Maurice CLAVEL,

une messe sera célébrée au couvent des Franciscains, 7, rue Marie-Rose, Paris (14e), le 23 avril 1980, à 19 h.

Soutenances de thèses

Doctorats d'Etat

— Université de Paris-I, mardi 22 avril, à 13 h. 30, salle Louis-Liard, M. M'Kola Kalubi : « La décolonisation du Congo belge à partir du chapitre XI de la charte des Nations unies ».

— Université de Paris-V, mercredi 23 avril, à 9 h. 15, bibliothèque de l'U.E.R. de sciences sociales, M. Attilio Gaudio : « Les populations nomades de l'Ouest saharien face à la modernité ».

Communications diverses

— Le bureau des étudiants de Malakoff, faculté de droit de l'université Paris-V, organise une signature de livres le jeudi 24 avril, de 12 h. à 15 h., dans les locaux de la faculté (10, avenue Pierre-Larousse, 92240 Malakoff : métro : Malakoff-Plateau de Vanves).
Mgr Virgil Gheorghiu, Jean Piat, François-Régis Bastide, le docteur Klein, le commissaire Marcel Le Clère et Haroun Tazieff dédicaceront leurs derniers ouvrages.

— Conférence-débat sur « Publicité et esprit critique », organisée par l'Union rationaliste, le jeudi 24 avril, à 20 h. 30, salle du FIAP, 30, rue Cabanis, à Paris (14e), avec Robert Escarpit, écrivain, directeur du Laboratoire des sciences de l'information et de la communication, et Françoise Holtz-Bonneau, sociologue, auteur de « Déjouons la publicité », sous la présidence d'Yves Galifret, secrétaire général de l'Union rationaliste.

— L'Association des élèves de l'Institut libre d'études des relations internationales (ILERI) organise sa soirée annuelle le mercredi 23 avril, à 20 h. 30, à l'Académie diplomatique internationale, 4 bis, avenue Hoche, 75008 Paris.

Mon premier est pétillant.
Mon deuxième est pulpeux.
Mon tout est SCHWEPPES...

SPORTS

MOTOCYCLISME

Colère et affaires aux Vingt-Quatre Heures du Mans

Le Mans. — Remportées dimanche 20 avril par Marc Fontan et Hervé Moineau sur Honda, les Vingt-Quatre Heures du Mans moto ont commencé la veille, samedi, dans la contestation. Des motards réunis en fédération, celle des Motards en colère (F.F.M.C.), ont fait leur possible pour que l'organisateur de l'épreuve, l'Automobile Club de l'Ouest (ACO), accepte de baisser le prix des places. L'ACO avait fixé ce prix à 75 F. Les Motards en colère ne voulaient pas acquitter plus de 50 F. Après une manifestation pacifique, les deux parties sont tombées d'accord pour que les contestataires entrent, groupés, dans l'enceinte du Mans pour 60 F. La concession faite, et le groupe de la F.F.M.C. dans les lieux, le prix des places a été aussitôt rétabli à 75 F. Et nouvelle colère des motards qui n'avaient pu être au bon endroit au bon moment.

De notre envoyé spécial

Qui sont ces Motards en colère et pourquoi le sont-ils au point d'avoir créé une fédération ? La F.F.M.C. appuie son action sur toutes les revendications, justifiées ou non, selon les uns ou les autres, qui passent par la tête des motards. Elle cherche à obtenir gain de cause et avantages sur tout, par exemple des aménagements du permis de conduire, pas de vignette, pas de péage sur les autoroutes, des prix préférentiels pour les courses, etc. Les motards, en somme, donnent l'impression de vouloir créer une catégorie à part, forcément privilégiée, à l'écart de beaucoup d'obligations, souvent irritantes il est vrai, qui frappent une collectivité.

Force est de reconnaître que leur mouvement, que la gauche et le P.C.F. cherchent à récupérer, comme on a pu le voir au Mans samedi 19 avril, s'est révélé assez efficace. On leur a effectivement offert la gratuité autoroutière pour aller au Mans et même l'ACO, qui a pourtant la réputation de tenir à ses sous, a accepté de céder sur le prix des places.

Les responsables de la F.F.M.C. expliquent, au demeurant avec beaucoup d'habileté et à coup sûr de sincérité, le but de leur entreprise : rendre plus facile la vie des motards et combattre les abus. Ils proposent aussi une contre-vignette — cédée contre une participation modique de 5 F — pour payer les frais de justice de ceux qui seront condamnés par les tribunaux pour, précisément, avoir refusé d'acheter la vraie vignette. Le dessin de la contre-vignette est très expressif : un casque, le millésime 81 et un « bras d'honneur », geste bien connu de ceux qui ont quelque chose à signifier sans détour.

Au Mans, le slogan de la F.F.M.C., *« Oui au sport, non à l'arnaque ! »*, a obtenu un bon écho, et les choses se sont mieux terminées qu'il y a peu, au Castelet, dans le Var, où des Motards en colère, pour les mêmes raisons, ont défoncé, faute d'avoir obtenu satisfaction, les grilles du circuit Paul-Ricard. Un bon millier sont ainsi entrés « à l'œil ». Rien de tel dans la Sarthe, où les responsables des contestataires ne voulaient porter aucun préjudice à la manifestation sportive et aux pilotes par une action violente et délibérée. Aussi ont-ils beaucoup répété : *« Nous sommes calmes et il fait beau... Nous voulons forcer l'ACO à négocier. »*

Les courses de moto attirent depuis quelques années un fort public, au nombre soit surestimé, soit sous-estimé. Au Mans, le record d'affluence est détenu par le Bol d'or, en 1977, avec 82 000 spectateurs payants, soit une affluence réelle d'environ 100 000 spectateurs, si l'on tient compte de toutes les entrées non payantes. Pour les Vingt-Quatre Heures moto, toujours au Mans, le record est de 40 000 entrées en 1979 (1).

Au circuit Paul-Ricard, le Grand Prix de France moto a attiré, en 1975, cinquante-deux mille spectateurs payants, nombre record, et la moyenne, pour *Moto Journal*, tourne autour de quarante mille. C'est dans cette clientèle que se recrutent, pour une bonne part, les Motards en colère, à l'occasion de cheque rassemblement sportif, là où peut jouer la loi du nombre.

Les tendances du marché

C'est aussi a l'occasion de compétitions comme les Vingt-Quatre Heures moto ou bien par le biais de *Moto Journal* que s'établissent les tendances moto du printemps et de l'été. Les importateurs tombent en général d'accord pour reconnaître que les acquéreurs de moto sont très sensibles aux résultats sportifs, et que leur choix est très souvent dicté par tel ou tel palmarès ponctuel. Honda, par exemple, complètement dépassé dans les grands prix du championnat du monde par Yamaha, tire le meilleur parti possible de compétitions comme les Vingt-Quatre Heures moto, à tous égards de moindre notoriété, mais qui ont l'avantage d'être idéalement situées dans le calendrier, c'est-à-dire à l'époque où l'acheteur se décide pour un modèle plutôt que pour un autre.

C'est donc un bon coup de pouce que les vainqueurs, Marc Fontan et Hervé Moineau, ont donné au constructeur japonais qui distribue près de 40 % des motos vendues en France. Chez Honda, d'avril à juillet, les ventes atteignent sept mille machines par mois, avant et après ce quota tombe à trois mille et en dessous. D'où la nécessité pour les marques de pouvoir s'appuyer sur des événements sportifs aux bonnes dates. Le type de moto vendue est même très différent selon la saison. Au début de l'année, ce sont les motos dites *« vertes »*, *« tous terrains »* ou *« aventurières »*, rendues séduisantes par les raids comme Paris-Dakar. Les Vingt-Quatre Heures du Mans prennent la suite pour la moto de grand tourisme et d'endurance. Et la moto encore plus sportive boucle la saison avec les grands prix et les épreuves de fin d'année. Pour les importateurs, en tout cas, le double tour d'horloge du Mans n'est pas celui de la colère mais plutôt celui des bonnes affaires.

FRANÇOIS JANIN.

(1) Le plus grand nombre d'entrées payantes, pour le sport automobile, a été enregistré au Mans, pour les Vingt-Quatre Heures du Mans 1967 : 165 000, soit 220 000 présences réelles, à l'occasion du grand duel Ford-Ferrari. En 1979, pour les Vingt-Quatre Heures automobile, l'affluence est tombée à 80 000 entrées payantes.

RUGBY

LES SEIZIÈMES DE FINALE DU CHAMPIONNAT

Perpignan et Bourg (22-9) sur terre battue

Pas de surprise pour ces seizièmes de finale du championnat de France de rugby : des seize clubs sortis en tête des poules de sélection, un seul, Oloron, a été battu face à moins bien classé, Aurillac (9-6). Toutefois, si Béziers n'a connu aucune difficulté devant Valence (41-6), quelques « grosses écuries » comme Agen face à Montchanin (21-11, mais 9-11 quelques minutes avant le coup de sifflet final) et comme Narbonne, le champion en titre, devant Carcassonne (9-6 après prolongation) ont souffert. Il en a été de même pour Perpignan, qui a eu plus de mal à endiguer la furia inattendue de Bourg que ne l'indique le score (22-9).

On se demande parfois ce qui trotte dans la tête des dirigeants sportifs. Tenez, par exemple, cette idée saugrenue d'aller faire jouer une seizième de finale du championnat de France de rugby entre Perpignan et Bourg-en-Bresse, sur un petit stade de Vincennes.

Charmant sans nul doute, ce stade Léon-Bonvoisin, avec ses peupliers, les floralies toutes proches et le donjon du château qui se profile entre les poteaux. Parfait, à l'évidence, pour les rencontres de division d'honneur. Mais pour des seizièmes de finale qui sont ce moment privilégié où, après les longs combats boueux de l'hiver, les équipes entament, avec le printemps, la véritable course au titre ? Ce n'est pas sérieux !

Pensez, les tribunes contiennent à grand-peine plus de trois cents personnes et un grand nombre de supporters des deux équipes ont dû renoncer à faire le déplacement. Quant aux vestiaires, ils ont probablement été conçus par un architecte qui ignorait qu'on pouvait jouer au ballon à plus de onze. En guise d'excuse, on a dit que le stade Jean-Bouin était retenu pour une réunion d'athlétisme, que la pelouse du Parc des Princes avait besoin de repos et que Colombes rénové ne pouvait pas encore être ouvert au public... Bref, pas le moindre carré de pelouse disponible dans la capitale pour le ballon ovale à l'exception de Vincennes. On croit rêver. D'autant qu'en fait de gazon, il n'y avait là qu'arpents de terre nue labourée par des milliers de crampons. Là-dessus, un placage met à coup sûr les genoux en sang...

Dire que la rencontre entre les Catalans et les Bressans en a été faussée serait exagéré. Ni les uns ni les autres n'ont été fainéants. Mais les garçons des deux camps se sont-ils toujours livrés sans retenue ? Ce n'est pas sûr, admettait après le match l'entraîneur de l'USAP, M. Quilis, car il fallait aussi penser aux matches qui vont se succéder toutes les semaines jusqu'à la finale.

Paradoxalement, la partie n'en a été que plus attrayante. Habituellement, Perpignan pratique un rugby de tranchées. Mais puisqu'il était dangereux sur un pareil terrain d'enterrer le ballon, il a bien fallu le faire circuler. Pour le plus grand plaisir des quelque deux mille spectateurs, les Bressans s'y sont activement employés.

La chance

Durant la plus grande partie de la seconde période, ils ont même occupé le camp des Catalans. Ce combat *a priori* perdu — l'USAP avait largement dominé Bourg 22-6 et 31-9 au cours des deux rencontres qualificatives — les « violets » l'ont disputé avec acharnement, leur pack, lourd et difficile à manœuvrer, ne s'en laissant pas conter par les « bourriques » « sang et or ». Mais, dix fois, leurs lignes arrière se sont cassé les dents à quelques centimètres du but. Autrement dit, la botte de Vieux (trois coups de pied, 9 points) et le courage de tous n'y ont pas suffi. Il leur a manqué un zeste de chance.

La chance était-elle dimanche du côté de l'USAP ? Sans doute, puisque, en dépit des bourrasques d'un vent aigrelet, Montanes passa cinq coups de pied. Pour le reste, les Catalans semblaient encore bien maladroits. Au cours de nombreuses attaques, certes de belle facture, développées dans le dernier quart d'heure, le ballon parut subitement se transformer en savonnette dès qu'il était à moins de 5 mètres de la ligne d'essai. Etrange fébrilité pour une équipe qui vient de se payer le luxe de faire match nul avec les Bitterrois en Challenge Yves-du-Manoir.

Il est vrai que la mentalité d'une équipe ne se transforme pas d'un coup de baguette magique. Quand on a appris à charrier le ballon comme un chaudron d'huile bouillante, on ne le fait pas tenir comme une coupe de champagne. Aussi les Catalans ne parvinrent qu'en force à écraser collectivement la balle dans l'en-but à huit minutes du coup de sifflet final. Unique essai de la partie qui s'est conclue sur un dernier drop de Lopez pour l'USAP.

Vingt-deux à neuf pour finir en faveur de Perpignan. Quel dommage qu'en raison de l'exiguïté du terrain les Parisiens n'aient pas pu assister en plus grand nombre à cette victoire ! Elle démontre en effet que les Catalans peuvent gagner une partie en jouant au ballon et pas seulement en jouant des poings, comme ils l'ont longtemps laissé croire.

ALAIN GIRAUDO.

SPORTS ÉQUESTRES

Fontainebleau entre le plaisir et le désenchantement

Nous avons été conviés, samedi 19 et dimanche 20 avril, au Grand Parquet de Fontainebleau, pour voir au juste quoi et juger qui ? C'est la question que nous nous posions dès samedi au terme du grand prix de la ville de Fontainebleau, un faux grand prix paraît-il, le seul digne de ce nom devant se disputer le lendemain sous la bannière d'une marque d'automobile gagnée depuis peu à la cause du cheval autre que vapeur. Bienvenue donc au constructeur qui, à la remise des prix, ne borne pas sa présence à la distribution de poignées de main et de flots de rubans. Les annonceurs aujourd'hui sont les rois de la piste et il n'est que trop vrai qu'à défaut de leur assistance, les affaires du noble animal péricliteraient comme un vulgaire commerce.

Seulement les opérations publicitaires ne doivent pas entraîner la multiplication des tests dont tous ne donnent pas lieu à des spectacles irrésistibles ni même probants. Nous avons vu galoper la semaine passée nos grandes montures à Pau et nous avons pu constater que ce test-là administrait la preuve de leur parfaite santé physique et morale. Mais qui dit test dit progression dans la difficulté. Or, à Fontainebleau, nous pouvions espérer voir les chevaux branche- sur des parcours beaucoup plus sélectifs, du genre de ceux qui se font à l'étranger, en Allemagne fédérale et en Grande-Bretagne, par exemple.

Dieu sait si nous en avons recueilli des doléances du style : *« En France, il n'y a rien à sauter. Nos chevaux se paniquent, la frontière franchie. »* Mais quand un chef de piste se mêle de monter les barres de deux ou trois trous, un hourvari de clameurs sanctionne cette initiative. D'où un Grand Prix de Fontainebleau sans problème. A part la rivière que peu de nos chevaux décidément savent respecter : les uns s'envolent trop haut pour se recevoir correctement sur la terre ferme, les autres rasent l'eau sans trouver l'allongement apte à éviter l'erreur.

C'est un outsider qui a empoché l'allocation de l'épreuve, le Bordelais Jacques Couperie, en selle sur l'anglo-arabe *Ecureuil du Bois*, doté d'un palmarès modeste comparativement à celui du beau monde auquel il était opposé. L'exemplaire *Glandor* se glissait à la deuxième place avec Marcel Rozier pour interprète. La déception nous venant de l'alezan *Flambeau C*, troisième de la compétition, alors qu'en classe pure — telle est l'opinion assurément fondée de son entourage — il domine largement ses contemporains, et à Fontainebleau sous la selle du jeune Frédéric Cottier, ses mérites auraient dû lui permettre de mystifier ses adversaires.

Dimanche, toujours sur le terrain du Grand Parquet transformé en petite Sibérie, le prix de la firme automobile patronnant la plus grosse épreuve du week-end a connu l'affluence des grands jours. Le parcours en deux manches ne comportait pas de difficulté majeure, à part peut-être le douzième et dernier obstacle à quatre foulées du triple. C'est d'ailleurs cet ultime effort qui a coûté bien des déboires à maints concurrents.

L'épreuve a été remportée par le bai *Eole IV* monté par Patrick Caron, vainqueur la semaine dernière avec le même animal du Grand Prix de Pau. Ce n'est pas la grâce qui domine chez ce courageux herbivore. Il n'a pas de charme. C'est l'ensemble de ses manières d'être qui, malgré tout, donnent l'impression de la supériorité.

Signalons pour terminer le retour sur la scène hippique du jeune Hervé Godignon et de la jument *Electre II* qui, par sa personnalité, a montré qu'elle n'a nullement souffert des micmacs d'une petite assemblée divisée en coteries. Engagée dans deux épreuves, elle s'y est classée sans forcer son talent, respectivement deuxième et troisième. Une rentrée plus qu'honorable.

ROLAND MERLIN.

CYCLISME

Hinault a émergé de la tourmente

Le froid et la neige, qui avaient provoqué l'abandon de Bernard Hinault dans Paris-Nice, ont été cette fois ses alliés, et les circonstances dans lesquelles il a remporté, dimanche 20 avril, le très pénible Liège-Bastogne-Liège semblent indiquer qu'il est revenu à son meilleur niveau. Le champion français s'est, en effet, détaché alors qu'il restait 80 kilomètres à parcourir, pour atteindre l'arrivée avec près de dix minutes d'avance.

Cette victoire de l'autorité et de l'orgueil, acquise par un homme avide de revanche après ses déconvenues du début de saison, est sans doute l'une des plus belles de sa carrière.

Hinault, qui a choisi la manière forte, comme pour s'éprouver lui-même, possédait déjà près de quatre minutes d'avance à 50 kilomètres du but. Il a doublé son avantage au cours de la dernière heure sur un parcours hérissé d'une multitude de côtes. Kuiper, Lubberding, de Wolf, Claes, Van Springel, Peteers, Bazzo et Duclos-Lassalle qui lui donnaient la chasse ont cédé à la résignation en constatant que leur retard s'aggravait au fil des kilomètres et que leurs efforts étaient vains. En fait, ils se trouvaient déjà définitivement battus, tandis qu'ils abordaient le secteur stratégique de Mont-Theux.

Vingt rescapés seulement ont terminé cette course meurtrière où les rigueurs du climat ajoutaient aux difficultés du terrain. Ce qui revient à dire qu'on a dénombré plus de cent cinquante abandons, parmi lesquels celui de Giuseppe Saronni, vainqueur quatre jours plus tôt de la Flèche wallonne.

Hinault, pour sa part, est devenu le coureur le plus régulier sur l'ensemble des récentes classiques, et sa progression depuis deux semaines est étonnante. Cinquième de l'Amstel Gold Race le 6 avril, il s'est ensuite classé quatrième dans Paris-Roubaix et troisième dans la Flèche wallonne, pour renouveler à Liège son succès de 1977. On peut croire maintenant qu'il se présentera dans les meilleures dispositions, le 15 mai à Gênes, au départ du Tour d'Italie. — J. A.

TENNIS

Noah a résisté à Scanlon

Yannick Noah a retrouvé la plus grande partie de ses moyens au tournoi de Los Angeles, dit Open Jack Kramer — le terme « Open » ne voulant plus dire grand-chose aujourd'hui puisque les compétitions de tennis, toutes richement dotées de prix en espèces, sont « courues » (!) uniquement par des professionnels. Ayant éliminé tour à tour Adriano Panatta (en deux sets secs), puis Wojtek Fibak (après trois heures de lutte). Noah s'est incliné en quart de finale devant le jeune Américain Bill Scanlon, victime de Guillermo Vilas au dernier tournoi de Monte-Carlo, joueur sans brio, mais extrêmement résistant et régulier. Le score reflète l'âpreté de la lutte : 7-5, 6-7, 6-4 en faveur de Scanlon.

Roscoe Tanner, le grand favori, qui avait éliminé Llendl (7-6, 6-2), s'est fait sortir par Brian Teacher, ajoutant une contre-performance de plus à son palmarès en dents de scie. Teacher rencontrera Gene Mayer en finale.

LES RÉSULTATS

Cyclisme

LIEGE - BASTOGNE - LIEGE

1. Bernard Hinault (Renault-Gitane), les 244 kilomètres en 7 h. 1 min. 42 sec ; 2. Kuiper (P.-B.), à 9 min. 24 sec ; 3. Ronny Claes (Belg.), m. t. ; 4. De Wolf (Belg.), à 10 min. 34 sec. ; 5. Bazzo, m. t. ; 11. Duclos-Lassalle.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIEME DIVISION (trentième journée)

GROUPE A

Tours bat *Chaumont	3-1
*Rennes et Orléans	0-0
*Lucé bat Guingamp	2-0
*Blois bat Besançon	4-3
Angoulême bat *Reims	1-0
*Nœux bat Limoges	2-0
*Montmorillon bat Rouen	2-0
*Le Havre bat Châteauroux	2-0
*Quimper bat Dunkerque	1-0

Classement : 1. Tours, 46 pts ; 2. Rennes, 42 ; 3. Guingamp, 40 ; 4. Besançon et Nœux, 34

GROUPE B

*Cannes bat Mulhouse	2-0
*Auxerre bat Paris F.C.	1-0
*Tavaux bat Thonon	2-1
*Avignon bat Béziers	2-0
Thionville bat *Toulouse	1-0
*Gueugnon et Martigues	1-1
*Montpellier-Montluçon : remis	
*Ajaccio et Saint-Dié	1-1
*Toulon bat Alès	3-1

Classement : 1. Cannes et Auxerre, 38 pts ; 3. Thonon et Avignon, 36 ; 5. Toulouse et Paris F.C., 33

Le tirage au sort des quarts de finale de la Coupe de France, effectué le 20 avril, à Paris, a donné les résultats suivants : Angoulême-Orléans ; Lens ou Montpellier-Saint-Etienne ; Paris F.C.-Auxerre ; Sochaux-Monaco. Les matches « aller » auront lieu le 9 mai, les matches « retour » le 13.

Natation

A Madrid, au cours des épreuves de la Coupe latine, Frédéric Delcourt a battu le record de France du 200 mètres dos en 2 min. 4 sec. 52 (ancien record : 2 min. 5 sec. 40).

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Seizièmes de finale

GROUPE A

Béziers bat Valence	41-6
Narbonne bat Carcassonne	9-6
Nice bat Mazamet	22-15
Aurillac bat Oloron	9-6
Perpignan bat Bourg	22-9
Graulhet bat Biarritz	14-7
Montferrand bat Grenoble	10-3
Bagnères bat Boucau	21-3
Agen bat Montchanin	21-11
Stade toulousain bat Bègles	17-7
Bayonne bat Romans	18-11
Toulon bat Avignon	28-9
Tulle bat Dax	15-6
Lourdes bat St-Jean-de-Luz	28-3
Brive bat Tarbes	12-9
Pau bat Auch	18-3

GROUPE B

Albi bat Cahors	36-12
Nîmes bat Castelnaudary	21-12
Beaumont bat Tyrosse	15-6
Mont-de-Marsan bat PUC	16-7
La Voulte bat Stade clermont.	36-0
Chambéry bat Mauléon	23-7
Carmaux bat Marmande	12-9
Angoulême bat Lombez	21-9

Volley-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE NATIONALE 1

Clamart bat * Stade français	3-2
Cannes bat * Grenoble	3-0
* Montpelliers bat Asnières	3-0
Saint-Maur bat * Sète	3-1
Avigno nbat * Racing C.F.	3-1

Classement final

1. Asnières, 32 points ; 2. Saint-Maur, 30 ; 3. Cannes, 29 ; 4. Clamart, 28 ; 5. Montpellier, 28

ESCRIME

Didier Flament enfin champion de France

Carpentras. — Le Nordiste Didier Flament, âgé de vingt-neuf ans, est devenu pour la première fois champion de France de fleuret, samedi 19 avril, à Carpentras (Vaucluse). Par équipes, la victoire est revenue pour la septième année consécutive au Cercle d'escrime de Melun, qui a battu en finale le Racing Club de France à l'issue d'un match de barrage remporté par Frédéric Pietrusczka aux dépens de Flament sur le score de cinq touches à deux.

De notre envoyé spécial

Champion du monde en 1978 et vainqueur de la plupart des grands tournois internationaux, Didier Flament aura dû disputer treize championnats de France avant de connaître la consécration nationale. A cela deux raisons essentielles : d'abord, de 1968 à 1976, le grand talent de Jean-Claude Magnan, Christian Noël, Daniel Revenu et Bernard Talvard, condamnait la nouvelle génération aux seconds rôles. Comme Bruno Boscherie, pourtant champion du monde junior en 1971 à Chicago, Didier Flament ne réussit jamais à se débarrasser de ses complexes face à ses aînés. Ensuite, il se montra plus motivé au niveau international que national et fut battu dans son jardin par Boscherie, en 1977 et 1979, et par Pietrusczka en 1978. Sans doute faut-il expliquer ce paradoxe par une fragilité psychologique qui, parfois, lui fait perdre ses moyens lorsqu'il est l'homme à abattre. Flament éprouva ainsi les pires difficultés à confirmer l'année suivante le titre gagné à Hambourg, le 14 juillet 1978 : *« Il est plus exaltant de conquérir que de défendre »*, affirme-t-il avec force.

Débarrassé de ce fardeau à Melbourne, où il prit la cinquième place mondiale, le fleurettiste du Racing Club de France (R.C.F.) a aussitôt retrouvé le calme et la tranquillité d'esprit qui lui sont nécessaires pour pratiquer avec succès l'escrime élégante qu'il affectionne : *« En choisissant un sport qui réclame une grande agressivité, je suis en contradiction avec mon tempérament plutôt paisible »*, avoue Flament. Alors, pourquoi ce choix ? *« Parce que je reconnaissais à l'escrime une grande valeur esthétique*, indique-t-il, *sinon j'aurais aimé faire de la danse moderne. »*

Quand un sportif atteint ce degré de perfection technique, on est cependant tenté de s'interroger sur sa marge de progression. Flament estime avec raison qu'elle se situe surtout dans le domaine tactique. C'est en tout cas sur le développement de ses facultés d'adapter son jeu à chacun de ses adversaires qu'il compte pour poursuivre sa carrière avec la même réussite pendant encore trois ou quatre ans.

Ensuite le fleuret français devra se chercher un nouveau chef de file. Avec Pascal Jolyot, âgé de vingt-deux ans, et déjà vice-champion du monde, il semble tout trouvé. A Carpentras, Jolyot a une fois de plus enchanté les observateurs par sa facilité technique et son sang-froid. Ceux qui lui reprochaient récemment son inconstance et son lymphatisme en ont oublié leurs griefs. Deuxième derrière Flament, il a peut-être gagné du même coup sa place pour la compétition individuelle des Jeux olympiques (si elle a bien lieu), dont les règlements n'autorisent que trois représentants par pays. Car, si d'une façon générale les fleurettistes français se font à l'idée que la participation aux Jeux de Moscou est très compromise, ils se disent également qu'après tout si chance il y a autant la jouer jusqu'au bout. Pour le reste, à la lumière de ce championnat de France, Flament, Jolyot, Pietrusczka, Boscherie et Bonnin (classés dans cet ordre) n'ont dans l'immédiat aucune inquiétude à se faire. Membres de l'équipe de France depuis au minimum deux ans, ils ont repoussé assez facilement les attaques des juniors, qui arrivaient précédés d'une flatteuse réputation.

JEAN-MARIE SAFRA.



INFORMATIONS «SERVICES»

TROISIÈME AGE

Pensions anticipées

Environ un assuré du régime général sur trois demande chaque année à percevoir sa pension au titre de « l'anticipation ». Attribuées à partir de soixante ans, les pensions anticipées ne pénalisent pas le demandeur et lui permettent *d'obtenir le « taux plein » de 50 % exactement* comme s'il était âgé de soixante-cinq ans (1).

Ces pensions anticipées se répartissent en deux groupes : les premières n'exigent pas une durée minimum de cotisations ; les secondes si.

Les premières sont les plus nombreuses. Ce sont les pensions accordées pour inaptitude au travail lorsque le salarié présente une diminution de la moitié de sa capacité d'activité et qu'il ne peut continuer à exercer cette activité sans nuire gravement à sa santé. Ce principe figure dans les ordonnances de 1945 organisant la Sécurité sociale. Par la suite, en 1965, les déportés et internés ont été assimilés aux travailleurs inaptes. En 1978, 55 000 personnes ont fait jouer l'une ou l'autre de ces clauses pour obtenir précocement leur pension. En 1973, ce droit a été étendu aux anciens combattants et prisonniers de guerre, suivant leurs états militaires ou leur captivité. Le nombre de demandes de liquidation de pensions, à ce titre, a atteint le chiffre de 80 000 en 1975 et va, depuis, en diminuant (37 500 en 1978).

D'autre part, la faculté de cesser leur activité a été accordée à trois catégories de travailleurs à condition qu'ils justifient, en outre, d'un certain nombre d'années de travail.

Dernières en date à profiter de cette disposition, les femmes assurées sociales ayant cotisé trente-sept ans et demi viennent en tête des bénéficiaires avec 8 274 pensions liquidées en 1978. Les textes en vigueur prenant leur plein effet en 1979, on en prévoit de 10 000 à 11 000 nouvelles par an jusqu'en 1981.

Suivent les travailleurs manuels, à qui il est demandé quarante et un ans de cotisations et quinze années de travail manuel exercé en continu, semi-continu, à la chaîne ou exposé aux intempéries au cours des quinze dernières années précédant la demande. Les chiffres sont éloquents dans leur faiblesse : 7 500 pensions sont en cours de paiement depuis l'ouverture des droits en 1976 (2 435 pensions liquidées en 1978).

Quant aux ouvrières mères de famille, elles doivent justifier de trente ans d'activité salariée, dont cinq ans de travail manuel au cours des cinq années précédentes, et avoir élevé au moins trois enfants. Depuis 1976, 2 805 femmes profitent de cette retraite (en 1978 : 760 demandes !)

Ainsi, sur un peu plus de 100 000 pensions anticipées liquidées par an, 10 % environ seulement concernent les femmes et les travailleurs manuels.

Cela peut s'expliquer par les conditions de cotisations draconiennes imposées. D'autres facteurs peuvent entrer en jeu. S'ils en ont eu le choix, les travailleurs ont parfois opté pour la garantie de ressources versée par l'assurance-chômage à partir de soixante ans aux salariés licenciés ou démissionnaires.

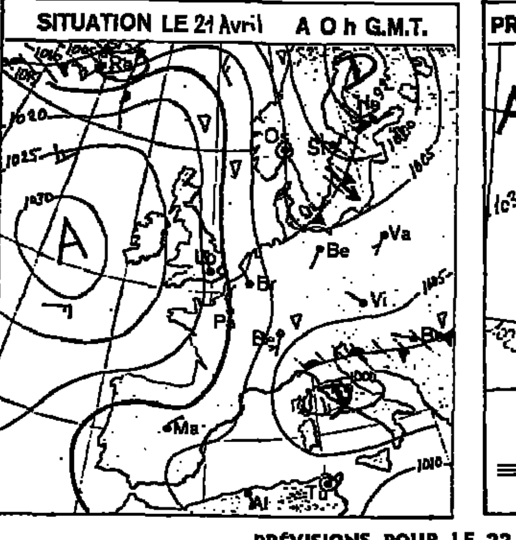
De même, les salariés peuvent bénéficier d'une pension anticipée pour un autre motif. C'est le cas, par exemple, des ouvriers qui sont susceptibles d'obtenir une pension au titre de leur activité manuelle par suite de trois situations : celle de l'invalidité reconnue avant soixante ans (environ 20 000 pensions de vieillesse se substituent chaque année à une pension d'invalidité) ; celle de prisonnier de guerre ou d'ancien combattant (ils avaient vingt ans au moment de la deuxième guerre mondiale) ; ou encore celle de l'inaptitude au travail à partir de soixante ans (ils ont commencé à travailler très jeunes dans des métiers pénibles qui les ont fatigués prématurément).

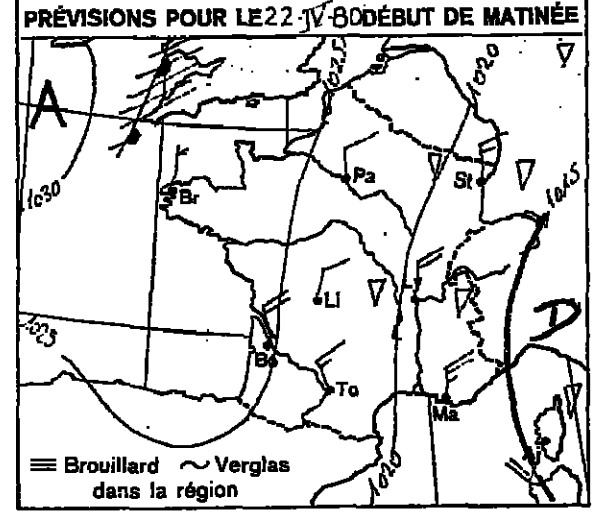
Actuellement, le régime général d'assurance-vieillesse paye presque un million de pensions au titre de l'anticipation. Celles-ci augmentant en moyenne de 12 % par an.

CHRISTIANE GROLIER.

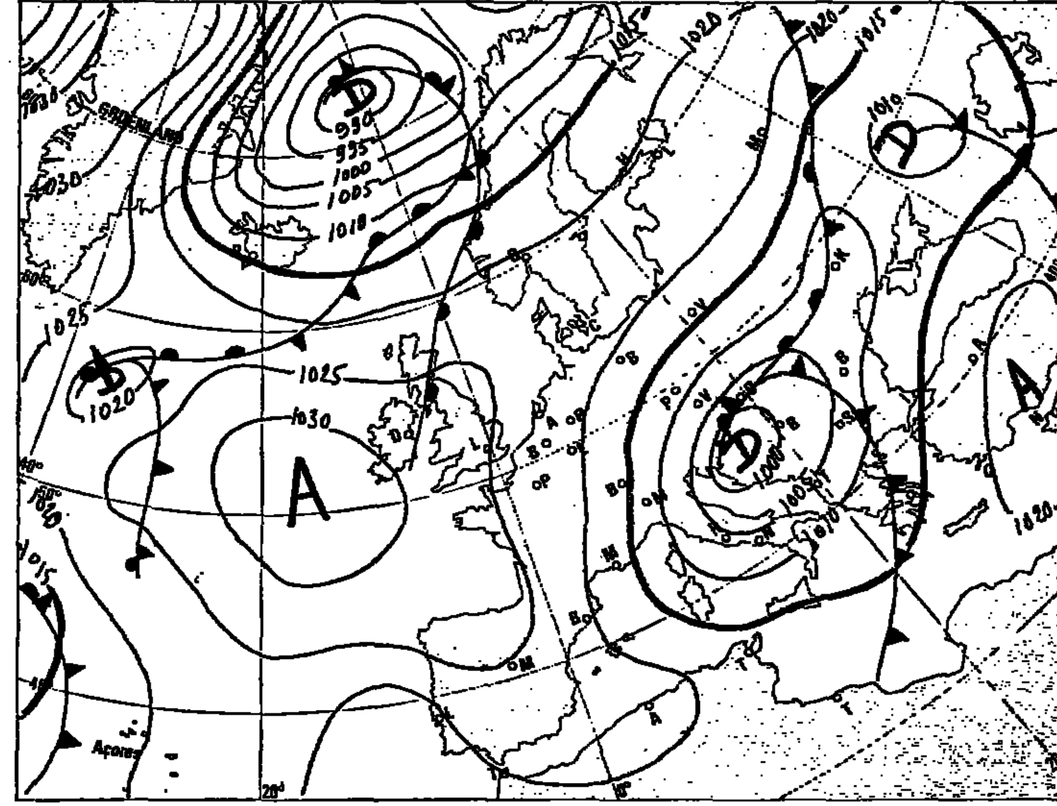
(1) La pension est calculée d'après un taux fixé par tranches d'âge : à soixante ans, il est de 25 %, sauf en cas d'anticipation, où il atteint 50 %. Ensuite, la pension est dite « complète » lorsque le maximum d'années de cotisations, trente-sept ans et demi, a été obtenu. En cas contraire, la pension est amputée d'autant de 1/150 qu'il manque de trimestres.

MÉTÉOROLOGIE





PRÉVISIONS POUR LE 22 AVRIL A 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le lundi 21 avril à 0 heure et le mardi 22 avril à 24 heures :

Le champ de pression se renforcera temporairement sur la Scandinavie, la mer du Nord et la Baltique, le centre des hautes pressions se maintenant sur le proche Atlantique. Il en résultera une lente atténuation du flux instable sur la France, tandis que de nouvelles perturbations venant du nord de l'Atlantique atteindront les îles Britanniques.

Mardi, le temps instable persistera encore sur nos régions, s'étendant des Ardennes et des Vosges au nord-est du Massif Central et au nord des Alpes, avec des averses et des giboulées qui, cependant, deviendront plus sporadiques l'après-midi et le soir.

Sur le reste de la France, le temps sera nuageux avec des éclaircies, plus belles près de l'Atlantique et du golfe du Lion. Dans la journée, les nuages deviendront très abondants sur les côtes de la Manche occidentale, où quelques bruines pourront débuter.

Les vents, de secteur nord, seront plus faibles, mais le mistral et la tramontane persisteront.

Il fera froid le matin, et de faibles gelées sont à craindre au lever du jour dans les lieux abrités des vents. Les températures maximales marqueront une hausse par rapport à celles de lundi.

Le lundi 21 avril, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 017,6 millibars, soit 763,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 20 avril ; le second, le minimum de la nuit du 20 au 21) : Ajaccio, 18 et 6 degrés ; Biarritz, 13 et 5 ; Bordeaux, 13 et 1 ; Bourges, 9 et 3 ; Brest, 10 et 3 ; Caen, 9 et 5 ; Cherbourg, 8 et 4 ; Clermont-Ferrand, 8 et 3 ; Dijon, 8 et 4 ; Grenoble, 12 et 3 ; Lille, 8 et 3 ; Lyon, 9 et 2 ; Marseille, 16 et 7 ; Nancy, 8 et 2 ; Nantes, 11 et 2 ; Nice, 16 et 6 ; Paris - Le Bourget, 9 et 3 ; Pau, 14 et 3 ; Perpignan, 17 et 6 ; Rennes, 10 et —1 ; Strasbourg, 9 et 3 ; Tours, 10 et 1 ; Toulouse, 15 et 1.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 7 degrés ; Amsterdam, 9 et 3 ; Athènes, 17 et 11 ; Berlin, 7 et 1 ; Bonn, 9 et 1 ; Bruxelles, 8 et 3 ; Le Caire, 41 et 20 ; îles Canaries, 20 et 15 ; Copenhague, 7 et 0 ; Genève, 7 et 2 ; Lisbonne, 23 et 10 ; Londres, 9 et 3 ; Madrid, 22 et 5 ; Moscou, 12 et 5 ; Nairobi, 27 et 17 ; New-York, 20 (max.) ; Palma-de-Majorque, 22 et 9 ; Rome, 17 et 12 ; Stockholm, 4 et —3 ; Téhéran, 22 et 16.

BREF

COLLOQUE

L'UNIVERSITÉ DE LA NOUVELLE ÈRE, à Elche, Espagne, « Podium mondial libre pour une prise de conscience des temps nouveaux », ouvrira ses travaux le 26 avril. La session se poursuivra jusqu'en décembre. Au programme, des sujets comme : « Corps et esprit, unité énergétique », « Le monde en mouvement, le nouveau visage de l'humanité », « Occident-Orient, points de contact et contrastes », etc., etc.

★ U.N.E., p.r. Pusol 66, Elche - Alicante (Espagne).

FORMATION PERMANENTE

CONSEILLERS ET CADRES P.M.I. — Le CEFAGI, association créée sur l'initiative conjointe du ministère de l'industrie, de l'assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie, de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises et du Conseil national du patronat français, organise, du 19 mai au 28 novembre, des stages de formation pour dirigeants, ingénieurs, cadres et assimilés ayant une expérience de plusieurs années en entreprises et s'orientant vers les postes de conseillers et cadres dans les chambres de commerce et d'industrie, les organisations professionnelles, les cabinets de conseils, les entreprises. Réunion d'information le 28 avril.

★ CEFAGI, 89, avenue Kléber, 75016 Paris, tél. 727-51-49.

DOCUMENTATION

LE PATRIMOINE DE PARIS. — Le dernier numéro du mensuel « Ville de Paris », édité par la mairie, est consacré à l'année du patrimoine dans la capitale : un inventaire des richesses artistiques souvent et malheureusement méconnues des Parisiens et des moyens pris pour les présenter et les conserver. N° 10, avril 1980 : 3 F.

PARIS EN VISITES

MARDI 22 AVRIL

« Décor des hôtels d'Augny et Bony », 15 h., 6, rue Drouot, Mme Chapuis.

« Le Musée du Grand Orient de France », 15 h., 16, rue Cadet, Mme Bachelier.

« Exposition : les cent ans du musée Carnavalet », 15 h., 23, rue de Sévigné, Mme Vermeersch.

« Hôtel de Lauzun », 15 h., 17, quai d'Anjou, Mme Zujovic (Caisse nationale des monuments historiques).

« Evolution du quartier des Prés », 14 h. 30, devant le musée Lambinet, C. de Monclin (Versailles).

« Musée du Luxembourg, donation Masurel », 15 h., 19, rue de Vaugirard (Approche de l'art).

« Histoire et fonctionnement de l'Hôtel des ventes », 15 h., métro Solférino, M. Ragueneau.

« Chez un grand restaurateur d'orfèvrerie », 15 h., métro Arts-et-Métiers, P.-Y. Jaslet (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Promenade dans le quartier du Cherche-Midi et visite du boulanger Poilane », 15 h., 2, rue du Cherche-Midi.

« Promenade dans le quartier Mouffetard », 15 h., centre de la place de la Contrescarpe, Mme Vackier (M. M. Hager).

« Historique de la place des Vosges », 15 h. 30, devant l'église Saint-Paul, G. Rouch-Gain.

« Hôtels de l'île Saint-Louis », 15 h., 12, boulevard Henri-IV, M. Teurnier (le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

15 h., 62, rue Madame (Arcus) : « La technique du vitrail ».

18 h. 30, université de Vincennes-Paris-VIII, M. Corrado Simioni : « A la découverte de la Commedia dell' Arte ».

18 h. 30, Maison de l'UNESCO, 125, avenue de Suffren, Mme Adelaida de Juan : « Art et diffusion dans la révolution cubaine » (entrée libre).

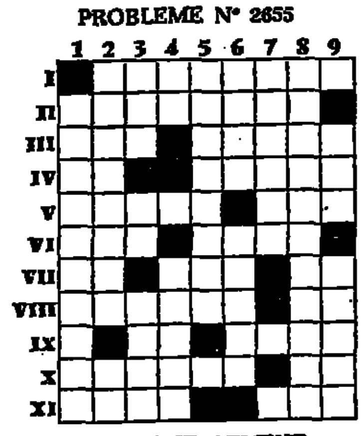
19 h., 62, rue Madame (Arcus) : « Les palais impériaux à Rome ».

19 h. 30, amphithéâtre Bachelard, Sorbonne, 1, rue Victor-Cousin, Robert Linssen : « Convergence de la physique moderne ».

20 h. 30, 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Claude Thibaut : « Parme et les Farnese : le Corrège, le Parmesan » (projections).

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2655



HORIZONTALEMENT

I. Ce qui donne son parfum à la truffe. — II. Peut faire tache. — III. Se divise en périodes ; Fera disparaître. — IV. Entre trois et quatre ; Péninsule sur le golfe Persique. — V. Héros d'un drame ; Mauvaise habitude. — VI. Peut être flottante au dessert ; Quand elles crèvent, il y a beaucoup de précipitation. — VII. Un agrément étranger ; Peuvent être perdus dans une salle ; Abréviation pour un morceau. — VIII. C'est quand les choses vont mal que sa présence est nécessaire ; Conjonction. — IX. Rejoignit le troupeau ; Coule en Irlande. — X. Traiter comme Marie ; Pour lier. — XI. Se chargea de son père ; Très gras.

VERTICALEMENT

1. Risque de faire du mauvais travail quand elle a perdu la boule. — 2. Evoque une certaine force ; Mot qui peut valoir quatre termes. — 3. Un mot très cavalier ; Pronom ; Bonne façon de tomber. — 4. Les carpes, par exemple ; Endroit où l'on peut voir la figure. — 5. Un représentant du lyrisme magyar. — 6. S'élève en Grèce ; Ville de Suisse. — 7. Contribue à une fermeture. — 8. Qui ont donc reçu des visites. — 9. Peut évoquer un triomphe ; S'acquiert en faisant beaucoup d'exercices.

Solution du problème n° 2654

Horizontalement

I. Intraveineuses. — II. Rouille ; Gounod. — III. Elée ; Iléon ; Idée. — IV. Se ; Décourageant. — V. Valeur ; Nus ; Ta. — VI. Evasé ; Reste ; Sel. — VII. Ne ; Sues ; Têtues. — VIII. Triés ; IR ; SE. — IX. Ite ; Iconoclaste. — X. Mines ; Remous ; El. — XI. Egal ; Serbie ; Dru. — XII. Né ; Subito ; Pore. — XIII. Par ; Lelio ; Na. — XIV. De ; Nul ; Indécis. — XV. Soupeser ; Net ; Nl.

Verticalement

1. Ressentiment. — 2. Iole ; Vertige ; Do. — 3. Nue ; Va ; Iéna ; Peu. — 4. Tiédasse ; Elsa. — 5. RL ; Eleusis ; Urne. — 6. Alice ; Sb ; Us. — 7. Velours ; Oreille. — 8. Eure ; Inerte. — 9. Igor ; Stromboli. — 10. Nonante ; Col ; Inn. — 11. Eu ; Guet ; Lue ; Ode. — 12. Unies ; Usas ; Et. — 13. Soda ; Sées ; Donc. — 14. Edentés ; Terrain. — 15. Etal ; Velue ; Si.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 20 avril 1980 :

DES ARRETES

● Fixant le prix d'émission des emprunts « Villes de France » et le taux d'intérêt de référence des emprunts des collectivités locales ;

● Autorisant l'émission d'un emprunt d'Electricité de France auprès de la Communauté européenne de l'énergie atomique.

RÉTROMANIE

Brocante de printemps en Ile-de-France

Le cinquième arrondissement sur le thème « Notre village en fête » propose sa foire à la brocante, ses expositions de peintures et d'objets de collection, sur le boulevard de Port-Royal, les 21 et 27 avril. Et l'« événement culturel » surgira de la place du Panthéon avec un spectacle de projections géantes retraçant l'histoire du quartier à travers les âges (les 22 et 23 avril, à 20 h. 30).

Non loin de là, les cent cinquante exposants de la Foire de printemps du 14e arrondissement, étalent jusqu'au 27 avril leur brocante insolite devant la mairie, sur le terre-plein de l'avenue du Maine. « On y chine » (meubles rustiques et bibelots) ; « On y mange » (huître, foie gras, produits régionaux) ; « On y boit » (beaujolais, vins d'Alsace, pineau des Charentes).

Aux portes de Paris, le marché Biron, le plus élégant des marchés aux Puces de Saint-Ouen, s'est paré d'une décoration florale printanière pour présenter les restaurations de jeunes ébénistes sur des meubles rénovés par moitié, pour faire ressortir, par comparaison avec les parties détériorées, l'admirable « sauvetage » des marqueteries anciennes.

Le 21 avril, sous le signe de l'Année du patrimoine les deux cents antiquaires du marché Biron présentent encore une sélection de meubles et curiosités que les amateurs pourront admirer, et éventuellement se procurer, tel un bureau dos d'âne en acajou massif estampillé de Saunier, une bibliothèque Napoléon III monumentale à six portes ornées de marqueterie et de bronze doré, des meubles anglais en chêne du XVIIIe siècle, un salon 1900 signé Majorelle, une tapisserie d'Aubusson de 8 mètres de long, des groupes de bois, de marbre et de bronze, des ivoires européens, des instruments de navigation, des tableaux, des icônes et de fabuleux services d'argenterie. Ces meubles et objets d'une grande rareté sont vendus au plus juste prix et garantis par certificats d'authenticité.

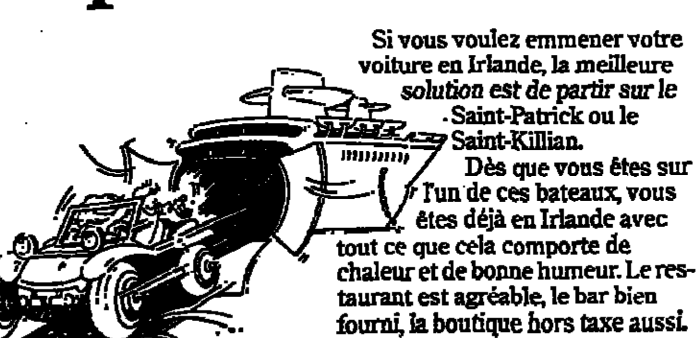
Enfin on peut rendre visite aux cent antiquaires et galeries d'art du « Carré rive-gauche » qui, du 24 au 28 avril, présentent « Les cinq jours de l'objet extraordinaire », un véritable musée dans la rue, entre le quai Voltaire et la rue de l'Université. — F. G.

TOURISME

BRETAGNE 1980. — Les marées noires ne peuvent tuer le charme de la Bretagne. On découvrira tous les moyens pratiques de le retrouver dans le guide « Loisirs accueil », édité par le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, et le Comité régional de tourisme, et qui donne les lieux de séjours, les hébergements, les visites et les circuits.

★ Comité régional de tourisme, 3, rue d'Espagne, 35100 Rennes.

Le Saint-Killian ou le Saint-Patrick partent pour l'Irlande tous les jours* que Dieu fait.



Si vous voulez emmener votre voiture en Irlande, la meilleure solution est de partir sur le Saint-Patrick ou le Saint-Killian.

Dès que vous êtes sur l'un de ces bateaux, vous êtes déjà en Irlande avec tout ce que cela comporte de chaleur et de bonne humeur. Le restaurant est agréable, le bar bien fourni, la boutique hors taxe aussi.

Quant aux cabines, il existe un grand choix - cabines à deux, à trois ou quatre, toujours très confortables. Et puis avec le Saint-Patrick et le Saint-Killian c'est vous qui choisissez votre date de départ puisqu'il y en a un par jour soit de Cherbourg, soit du Havre.

Une fois en mer, vous avez le temps de faire connaissance avec l'Irlande. Et quand vous débarquez à Rosslare, vous êtes à l'endroit idéal pour commencer votre balade irlandaise.

*jusqu'au 30 octobre. En hiver, 3 fois par semaine.

Irish Continental Line

Agent Général : Transports et Voyages
8, rue Auber 75441 Paris Cedex 09 - Tél. : 266.90.90

Nom ____________

Adresse ____________

LM 1

Le Monde

culture

LE JOUR DE LA MUSIQUE

L'anniversaire du G.M.E.B.

Le Festival international de musique expérimentale de Bourges a dix ans. Ouvert à toutes les tendances esthétiques propres aux musiques expérimentales, le Festival présente chaque printemps un vaste panorama de la création contemporaine sans exclusive d'aucune sorte.

Au programme de ce dixième Festival, vingt-cinq manifestations : concerts, spectacles, expositions et cinéma expérimental. Le quintette à vent Nielsen donnera le coup d'envoi dans les bosquets le 28 mai ; les 29, 30 mai, 2, 4 et 5 juin, on tentera de retracer en cinq soirées le parcours international de la création musicale électronique des années 70-80 ; le 31 mai aura lieu le concert des lauréats du huitième concours de musique expérimentale et le 1er juin on pourra découvrir les fables de La Fontaine mises en musique par neuf classes des écoles primaires de Bourges et de Cher, grâce au synthétiseur miniature, le gmebojosse, inventé et abriqué par le G.M.E.B. (Groupe de musique expérimentale de Bourges). Carte blanche aux improvisations du New Phonic Art le 7 juin, avant les Accords d'Helsinki *(le 6 juin), spectacle multi-médias, et* Quasars-Pulsars *(le 8 juin), fresque sonore de Christian Clozier pour l'Observatoire radioastronomique de Nançay.*

★ **Renseignements au G.M.E.B., tél. (48) 20-41-87.**

Bientôt l'été.

Chaque année, on le croit sur le point de disparaître, et le printemps venu il reparaît pour s'épanouir du 14 juillet au 24 septembre. Le Festival estival de Paris a la vie dure, et cela sans doute grâce à la ténacité de son directeur Bernard Bonaldi. Le bruit avait couru qu'il se retirait, mais il a seulement décidé de prendre un peu de distance pendant un an, parce qu'une entreprise de cette envergure exige qu'on la repense régulièrement, voire qu'on la réinvente. Ainsi a-t-il confié à Didier Alluard la tâche de mener à bien le Festival 1980 en complétant un programme déjà engagé dans les grandes lignes.

Comme par le passé, la collaboration avec France-Musique se poursuit pour les concerts de musique ancienne du mardi soir (Symposium musicum de Prague, ensemble Tudor de Montréal, Boston Museum Trio), mais aussi avec France-Culture (Livre d'or, Libre parcours récital) et la R.A.T.P., qui transformera, chaque vendredi, la station Auber-RER en un véritable haut-parleur. Les vendredis également, mais dans les salons du Grand-Hôtel, les trios avec piano se succéderont tout l'été. Enfin, outre les concerts symphoniques à la faculté de droit, il ne faut pas oublier les cours d'interprétation (luth, clavecin, violoncelle, pianoforte) qui proposeront aux musiciens d'agréables devoirs de vacances.

★ **Renseignements : FEP, 5, place des Ternes, 75017 Paris, tél. 227-12-68.**

La grange muette.

« Musique à la Besnardière » n'aura pas lieu cette année, peut-être même plus jamais. Dans une lettre circulaire, les organisateurs de ce festival, qui s'était voué, dans une grange habitée par un orgue magnifique, à la musique baroque, remercient Radio-France pour sa collaboration, la presse pour son soutien actif, et tous les mélomanes venus parfois de loin ; mais, compte tenu de ses maigres subventions, le festival n'était viable qu'avec des salles pleines. En deux ans, il n'était pas possible de toucher l'ensemble du public potentiel dans la région de Tours, et l'on ne saura jamais s'il aurait pu en être autrement.

(Publicité)

Pour leur défense professionnelle
Lundi 21 avril
à partir de 19 h. 30
au Théâtre de Paris
15, rue Blanche, PARIS-9e
Rencontre de tous les artistes-interprètes syndiqués, non-syndiqués, à l'initiative du S.F.A (Syndicat Français des Artistes-Interprètes), 21 bis, rue Victor-Massé, 75009 PARIS.

« UTOPOPOLIS », de Claude Prey

Les dialogues de nulle part

Utopopolis, *c'est le nom d'une péniche imaginaire qui, au lieu de* la Ville-de-Bruges *ou* la Ville-de-Nogent, *s'appellerait* la Ville-de-Nulle-Part. *Par extension, c'est le nom de l'opéra-chanson de Claude Prey, composé spécialement pour le Théâtre du Xe qui est installé, comme on sait, à l'intérieur d'une péniche. L'action se passe donc sur une péniche — et dans une péniche — de sorte que, dès l'origine, tout est dans tout. Parmi les éléments du spectacle, un simple fait divers : un vagabond venu du Nord, un « hippie », est assassiné dans une ville du Midi ; les meurtriers sont des lycéens fanatiques de rock ; l'un d'eux déclarera : « Il n'aimait pas notre musique. »*

Les contraires complémentaires

*L'auteur développe : rock et folk, oc et oïl, sud et nord... et, à partir de là, fonde toute la pièce sur l'attirance et l'impossible dialogue entre les contraires complémentaires : Dany l'amateur de rock, emporté, violent et naïf, le cœur sur la main, mais toujours prêt à la bagarre ; Andy l'intellectuel, malin ; son arme, c'est le langage, avec lequel il se joue de son interlocuteur comme les souris s'amusent des chats dans les dessins animés. Dany, c'est le souvenir de Johnny, la guitare électrique, les décibels ; Andy, c'est la guitare sèche, la douceur et les jeux de mots de Boby Lapointe. Il y a tellement de rimes, de charades verbales, de contrepèteries, de calembours, qu'on se sent rapidement prisonnier de l'« effet yau d'poêle » dénoncé par les adversaires de l'Ecole freudienne de Paris. On a toujours peur d'avoir manqué un « mot ». Comme le travail sur le langage que Claude Prey poursuit d'une œuvre à l'autre n'est nullement gratuit, on éprouve quelques scrupules à se demander s'il ne s'agirait pas ici d'une lecture de l'*Almanach Vermot *faite par Jacques Lacan.*

Mais on a à peine le temps de se poser la question qu'on est déjà repris par le dialogue : « T'es de l'Ain ? — Hein ? — Oui de l'Ain ? zéro un — J'suis d'Lisieux — C'est bien ? — C'est vieux — T'es d'Vieu ? — Non de d'Vieu p'isque j'te dis que j'suis d'Lisieux — Tant mieux ! moi j'viens d'Non Lieu — Ah ! Longnieu... » *Quoique donné à titre d'exemple, ce fragment n'est pas emprunté à l'œuvre de Claude Prey, c'est plutôt le prolongement naturel et presque involontaire de ses divagations phonétiques, à mi-chemin entre le clin d'œil et le trait d'esprit.*

L'essentiel de la musique, entre les chansons et le Poème du Rhône *de Mistral, chanté par Ivan Matiakh, réside donc dans ces jeux de consonances. Au fur et à mesure, la structure dramatique — rencontre, voyage, enquête sur le meurtre — se dépouille de ses dialogues présumés pour devenir le support de dialogues imaginaires. L'interrogatoire policier qu'Andy fait subir à Dany se mue en discussion passionnée sur la formation hypothétique du cours d'un fleuve et, à la fin, tandis que s'accumulent les présomptions sur la fuite du criminel, on assiste (avec l'appoint d'un circuit vidéo) aux premiers pas de l'homme sur la lune, et les deux acteurs, revêtus de combinaisons rouge et bleue, disparaissent par une trappe : la péniche est devenue vaisseau spatial.*

Sortilèges

Il est difficile de résister aux sortilèges de cet opéra-chanson mis en scène par Mireille Laroche et servi par des comédiens (Olivier Granier et Christian Rauth), qui se donnent jusqu'au bout, mais, comme toujours après un feu d'artifice, on a un peu mal dans le cou et on éprouve le besoin de se frotter les yeux avant de repartir pensif : opéra ? théâtre musical ? comédie ? Un spectacle en tout cas qui paie comptant et laisse des souvenirs. Impérissables ? fugitifs ? durables ? Mais faut-il absolument répondre ?

GÉRARD CONDÉ.

★ Présenté en coproduction avec France-Culture, *Utopopolis* sera repris au Festival d'Avignon et par la suite dans plusieurs villes de France (celles que traverse un canal). A Paris, la péniche est amarrée actuellement à la Bastille, sur le canal de l'Arsenal, du côté du boulevard Bourdon. Représentations les 19 et 20 avril, à 20 h. 30, puis du 25 avril au 4 mai et les 9, 10, 11, 16, 17, 18, 23 et 24 mai.

« La Vera Costanza » ressuscitée

(Suite de la première page.)

L'intrigue peut se résumer ainsi, schématiquement : il s'agit pour la baronne Irène de forcer la paysanne Rosine à épouser le parvenu Villotto pour détourner de la jeune fille son neveu, le comte Errico, dont elle ignore qu'il a déjà épousé Rosine et l'a quittée depuis cinq ans sans savoir qu'elle lui a donné un enfant... Après beaucoup de tergiversations et de volte-face, Errico reviendra à Rosine, malgré les embûches accumulées par la baronne.

De ce guêpier, Haydn se tire pourtant à son avantage, parce que, s'il n'est pas capable de « surdéterminer » la force dramatique d'une action aussi insipide et contradictoire, en revanche il peint chaque personnage dans une situation donnée avec une expression musicale convaincante. L'œuvre n'a certes pas l'homogénéité et la hauteur d'inspiration constante des *Noces de Figaro* ni de *Don Giovanni*, mais on y trouve maintes pages exquises ou puissantes : un air flamboyant de la baronne qui ne déparerait pas *la Flûte enchantée*, une délicieuse bergeronnette, typiquement haydnienne, de la suivante Lisette ; des dialogues passionnés de Rosine et du comte, alternant avec d'autres plus froids et stéréotypés ; des scènes dramatiques, d'une efflorescence musicale merveilleuse ; et surtout deux grands finals d'une longueur et d'une diversité inconnues jusque-là, où Haydn semble bien près de transcender, par la simplicité et l'élan de sa musique, les contradictions du livret, alliant avec grâce les pages les plus émues et profondes à d'étourdissants rebondissements d'opéra-comique.

La qualité d'une équipe

L'expérience lyonnaise montre bien tout ce qu'une telle œuvre gagne à être représentée. Jamais elle ne vivrait pour nous avec cette intensité si elle ne s'était incarnée ainsi sur la scène, comme Haydn l'avait pensée et écrite. Mais il faut reconnaître que Robert Gironès, pour ses débuts de metteur en scène lyrique, n'a pas été gâté...

Tandis que les précieux sous-titres de Ginette Herry (projetés au-dessus de l'orchestre) permettent au spectateur de se reconnaître dans cet imbroglio, l'action se déroule avec une rigueur assez altière qui lui donne consistance, dans de beaux décors dépouillés, presque ascétiques, de Jacques Rapp (une falaise blanche au-dessus de la mer ; un corridor, un pilier et une porte : enfin trois grilles enchevêtrées). Gironès a ainsi judicieusement privilégié l'aspect *seria*, et nombreuses sont les visions d'une grande force expansive, telles l'ouverture avec ces superbes groupes au bord de la mer déchaînée (comme au début d'*Otello*), les scènes où flambe le désespoir de l'admirable Rosine (Margarita Zimmermann) dans la nudité de ces murs indifférents, et celle où la même Rosine, de dos dans l'embrasure de la porte, écoute immobile les déclarations du marquis Ernesto qui s'adressent en réalité à la baronne...

L'aspect *buffa* est ainsi non pas sacrifié, mais confié au seul comique de gestes, souvent fort bien dessiné grâce au travail minutieux réalisé avec un groupe de comédiens excellents. On ne saurait reprocher à Robert Gironès de n'avoir pu traduire toutes les péripéties d'un tel livret. En revanche, on ne comprend pas toujours nombre de bizarreries (ainsi les contorsions de Lisetta pendant le premier air de Rosine, les personnages rampants pendant le final du deuxième acte ou le jeu très distancié de Rosine et du comte au troisième acte), sans doute chargées de significations assez peu évidentes.

Mais tout cela fait un spectacle fort attachant, qui met en lumière à nouveau l'exceptionnelle qualité, le sérieux et la passion de l'équipe que forme l'Opéra de Lyon. Margarita Zimmermann, avec cette voix sombre, chaleureuse et mélancolique, donne au personnage de Rosine toute sa grandeur humaine et musicale ; en contraste, Jérôme Pruett, ténor léger et poétique, marque bien le caractère inconstant, tendre, mais aussi cruel, du comte. Monique Pouradier-Duteuil est une idéale Lisetta, avec cette voix de Suzanne qui s'étoffe, riche en couleurs et en parfums. Michèle Lagrange joue la baronne avec sa pétulance et son audace habituelles. Pierre-Yves Le Maigat campe un Masimo proche de son excellent Leporello, tandis que Frangiskos Voutsinos est aussi savoureux dans ce Villotto pleutre et fanfaron que Ricardo Cassinelli avec la voix avantageuse et la suffisance du marquis Ernesto.

Musicalement, le spectacle consacre la réussite de Claire Gibault, qui fait chanter délicieusement l'Orchestre de Lyon, avec une perfection de détail, d'intonation, de lyrisme à laquelle on ne voudrait ajouter qu'une sonorité encore plus soyeuse, un élan plus libéré parfois. Mais que de charme en cette représentation impossible et pourtant réussie.

JACQUES LONCHAMPT.

• Prochaines représentations les 22, 23, 25, 27, 29 et 30 avril.

A l'UNESCO JOURNÉES CULTURELLES DE CUBA

M. Alfredo Guevara, vice-ministre de la culture cubaine, inaugure, ce lundi 21 avril, à 18 h 30, les Journées culturelles de Cuba, organisées jusqu'au 29 avril à l'UNESCO.

Deux conférences auront lieu les 22 et 23 avril, à 18 h. 30, avec MM. Manuel Lopez Oliva et Cintio Vitier. Le soir, concerts et films seront présentés en alternance ; Silvio Rodriguez et Pablo Milanes chantent ce lundi à 20 heures, le 24 et le 29, à 20 h. 45. La soirée du mercredi sera consacrée au pianiste Jorge Luis Prats. Enfin, le saxophoniste Miguel Angel Villafruela donnera un récital le 25 avril, à 18 h. 15. Le 22, sera projeté *Maluala*, de Sergio Giral (20 h. 30) ; le 24, *Portrait de Teresa*, de Pastor Vega (18 h. 15) ; le 28, *la Ultima Cena*, de Tomas Alea (18 h. 15), et le 29, *Rio Negro*, de Manuel Perez (18 h. 15). Les vendredi 25 et samedi 26, à 20 h. 30, il y aura de la danse, avec Alicia Alonso et le Ballet national de Cuba.

Deux expositions complètent ce panorama culturel : l'un regroupe six cents affiches représentant vingt ans de cinéma, l'autre, intitulée « Deux jeunes, deux maîtres », propose une sélection d'œuvres de Pedro Pablo Oliva, Manuel Mendive, ainsi que de René Portocarrero et de Wifredo Lam.



THÉÂTRE

« LES MÉLODIES DU MALHEUR » par le Magic Circus

Les joies du mélo

Le Magic Circus est en pleine forme, nerveux, sans plus de nostalgies attendries, sans plus de regard sur les émerveillements perdus de l'enfance. Le Magic Circus, adulte, retrouve sa vigueur et Jérôme Savary mène le spectacle avec panache, avec une agressivité inattendue, une sûreté : quelque chose comme un équilibre de l'excès qui est d'un très grand comédien. Comédien au sens anglo-saxon : un homme seul qui n'a pas besoin, même quand il les intègre à son jeu, de copiner avec les spectateurs, de chercher leur connivence. Il les dirige, il les emmène dans ses délires de Fou shakespearien, il crée l'enchantement et se permet de le casser, il fait miroiter le spectacle et se permet de démythifier le miroitement. Un entraîneur - *entertainer*.

Cet homme seul est soutenu par une équipe cohérente, autre chose qu'une bande de potes qui se marrent ensemble. *Le temps des copains* n'est plus, est arrivé le temps des talents qui s'accrochent les uns aux autres pour construire un bel objet vivant, rutilant. Les animaux tristes sont moins nombreux qu'auparavant, les éléments nouveaux fouettent les facilités acquises.

La plus belle réussite du Magic Circus est de rester fidèle à ce qui a fait sa légende : la poésie, l'amour bien enraciné du spectacle dans ses formes naïves et vraies. Avec *les Mélodies du malheur*, il s'agit du mélo, déjà abordé dans *les Grands Sentiments* mais d'une manière qui touchait davantage au pastiche ému. Cette fois, Jérôme Savary atteint les dimension de la satire, donne à ses plaisanteries et calembours un arrière-plan tranchant. Son personnage de Monsieur Loyal, imprésario miteux, brutal, raciste, cynique, donne des couleurs acerbes aux quatre « tranches de vie ».

Une énergie titanesque

Elles ne sont pas toutes également maîtrisées. Les deux premières ont du mal à démarrer : la grande salle de Chaillot — pourtant transformée en cirque avec des tentures noires qui dissimulent un peu les échafaudages métalliques — n'est pas pour rien dans les bégaiements du début et la tension de la troupe. Peu à peu, avec une énergie titanesque, les acteurs franchissent les obstacles, récupèrent leur jovialité, le rythme juste. Des images délicates et somptueuses, émouvantes malgré la dérision appuyée des situations, jouent avec les parties purement clownesques dans un mouvement contrasté, violent, que l'on pourrait dire dialectique...

Pourquoi faut-il que, après tant de merveilles, Jérôme Savary fasse part de l'insuffisance de ses subventions, de l'ingratitude des pouvoirs publics et de la presse ? Pourquoi cette plongée légèrement paranoïaque revendicatrice et démagogique devant des spectateurs venus en masse — la salle est pleine — et qui n'y peuvent rien ?

Mais ce n'est rien. La représentation affirme, davantage que toute les proclamations, la seule chose importante : le plaisir de donner du plaisir. Et il éclate, ce plaisir ; il court depuis le moment de l'apéritif-concert qui, dans le foyer, précède le spectacle jusqu'au concert qui le termine, fort comme une promesse de bonheur.

COLETTE GODARD.

★ Chaillot, 20 h. 30. A partir de 19 heures, apéritif concert.

ROCK

Z.Z. TOP ET LES AUTRES

Cette semaine du lundi 21 au dimanche 27 avril est particulièrement chargée en concerts de rock à Paris. Ce lundi, il faudra faire un choix entre trois manifestations aux horizons somme toute sensiblement différents. Scorpions se produira à l'Hippodrome de Paris avec un hard-rock violent sans grand intérêt, mais qui exerce cependant une fascination toujours égale sur le public français : guitares saturées, rythmique pesante, le tout baignant dans un flot de décibels à la limite du supportable.

Z. Z. Top (prononcer Zi Zi Top) et Ian Hunter se partageront l'affiche au Pavillon Baltard à l'occasion de l'enregistrement de l'émission « Chorus ». Deux figures légendaires du rock traditionnel : Z.Z. Top, un groupe texan avec toute l'imagerie du sud des Etats-Unis, stetsons et bottes mexicaines. Ian Hunter, l'ancien leader de Mott The Hoople, qui a connu une carrière en dents de scie, jouant à plaisir le personnage du poète maudit derrière ses lunettes noires, avant de se lancer dans l'aventure solitaire. Auteur d'un ouvrage de poèmes, l'homme possède un talent indéniable pour des textes sombres et évocateurs ainsi que pour certaines mélodies. Il joue avec Mick Ronson, son compagnon de toujours, qui fut un temps le guitariste de David Bowie.

Enfin, on pourra découvrir, sur la scène du Palace, le Package ZE (prononcer Zi). Quatre groupes français, liés à un petit label dynamique : ZE Records. Les Garçons, Lizzy Mercier Descloux, Suicide Romeo et Casino Music, chacun dans un style qui lui est propre, représentent la nouvelle génération du rock en France.

Ce sont encore deux groupes français de la nouvelle génération, Artefact et Modern Guy, qui se produiront au Palace le mardi 22 dans le cadre de la fête H.E.C. Il est intéressant de constater avec l'apparition d'un nouveau rock en France que la majorité des groupes ont préféré signer avec des petits labels indépendants plutôt qu'avec les grosses compagnies discographiques. Le même soir, Maxime Rad jouera aux Bains-Douches. Doté d'une voix pleine de caractère, ce chanteur allemand, que l'on a pu voir dernièrement dans le cadre de l'opération Europe Rock 80, est soutenu par un groupe solide.

Un mois après leur première prestation, les Cramps seront de retour sur la scène du Palace, le jeudi 24. Punk-abilly délirant, look terrifiant et show catastrophe, la légende grossit autour de ce groupe new-yorkais.

Le vendredi 25, ceux qui auront raté Scorpions pourront se consoler avec Judas Priest au Bataclan. Enfin, après The Beat, le groupe américain de Paul Collins, on pourra apprécier le dimanche 27 au Palace le Beat anglais, un groupe de ska dont on dit le plus grand bien. Et puis, pour les couche-tard, Reporter, un trio français, se produira au Gibus à 1 heure du matin, du 23 au 26 avril. — A. W.



PETITES NOUVELLES

■ **Le peintre Olivier Debré vient d'être nommé professeur, chef d'atelier de peinture à l'École nationale supérieure des Beaux-Arts.**

[Né le 15 avril 1920 à Paris, Olivier Debré, frère de M. Michel Debré, est une des figures les plus estimées de l'art abstrait de l'après-guerre. Exigeant et sobre dans son œuvre, il pratique une peinture marquée par le lyrisme et souvent tentée par une certaine dimension monumentale.]

■ **Le premier Festival des films les plus chers du monde a lieu à Paris jusqu'au 29 avril dans deux salles, l'Eldorado et l'Espace-Gaîté. Au programme : « le Jour le plus long », « Sous le plus grand chapiteau du monde », « Paris brûle-t-il ? », etc. A New-York, quatre Canadiens ont également eu une idée originale qu'ils avaient déjà expérimentée avec succès dans leur pays : ils organisent actuellement un Festival des pires navets cinématographiques de tous les temps. Ils font salle comble.**

■ **Une exposition-vente d'œuvres d'art organisée par le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix se tient sous chapiteau, square des Innocents, du 20 au 30 avril. D'Adami à Yvaral, une centaine d'artistes de toutes tendances (artistiques, mais pas seulement) ont offert au M.R.A.P., pour le soutien de sa lutte, des œuvres qui peuvent être acquises, à quelques exceptions près, par un large public : les lithographies, les sérigraphies, les gravures et les affiches sont vendues entre 250 francs et 1.000 francs. Autour de l'exposition, chaque jour, des animations auront lieu : chanson, théâtre, mime, interventions.**

■ **PRECISION. — A la suite de l'article sur Picasso à New-York, paru dans « le Monde » du 16 avril, précisons que M. Dominique Bozo est commissaire français de cette exposition coproduite par le Museum of Modern Art de New-York et la Réunion des musées de France. M. William Rubin, directeur du département des peintures et des sculptures du Moma, dont nous avions rapporté les propos, est le commissaire américain et l'organisateur de cette manifestation qui marque le cinquantenaire du musée new-yorkais.**

■ **Les films « My Survival as an Aboriginal », de l'Australien Essie Coffey, et « Si c'est ça, le destin », de l'Allemande Helga Reidemeister, ont remporté le prix de Cinéma du réel du Festival du film ethnographique et sociologique, organisé du 12 au 29 avril par la Bibliothèque publique d'information du Centre Georges-Pompidou.**

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées et municipales

Opéra (742-57-50), 19 h. 30 : les Contes d'Hoffmann.
Comédie - Française (296 - 10 - 20), 20 h. 30 : la Mouette.
T. E. P. (797-96-06), 20 h. 30 : Odets, Brecht.
Centre Georges-Pompidou (277-12-23), 19 h. : Rencontre avec un compositeur (Y. Taira et le Quatuor Arcadie).

Les autres salles

Antoine (208-77-71), 21 h. : Une case de vide.
Artistic - Athévains (272 - 28 - 77), 20 h. 30 : Un silence à soi.
Bouffes-du-Nord (239-34-50), 20 h. 30 : En attendant Godot.
Daunou (261-69-14), 21 h. : l'Homme, la Bête et la Vertu.
Espace Marais (271-10-19), 20 h. 30 : Jonathan Livingstone le goéland.
Huchette (326-38-99), 20 h. 30 : la Leçon ; la Cantatrice chauve.
Lucernaire (544-57-34), I, 18 h. 30 : les Inentendus ; 20 h. : Juin 40. ; 22 h. : Archéologie. — II, 18 h. 30 : les Visages de Lilith ; 20 h. 30 : Mort d'un oiseau de proie ; 22 h. 15 : Idée fixe. — III, 19 h. 15 : Parlons français ; 21 h. : A. Aurenche; 22 h. 30 : J.-L. Debattice.
Nouveautés (770-52-76), 21 h. : Un clochard dans mon jardin.
Poche - Montparnasse (548 - 92 - 91), 21 h. : Une place au soleil.
Studio des Champs - Elysées (723-35-10), 21 h. : Blanchisserie Blanche.
Studio-Théâtre d'En-Face (238-16-78), 21 h. : Marionnettes et ombres chinoises.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 45 : 13 515 francs.
Théâtre Marie - Stuart (508-17-80), 22 h. 30 : Mythes et termites.
Théâtre de l'Union (770-90-94), 20 h. 30 : le Barbier de Séville.

Comédies musicales

La Péniche (205-40-39) : Utopopolis.

Les chansonniers

Deux - Anes (606-10-26), 21 h. : Pétrole... Ane.
Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : Sans le mot « con », monsieur, le dialogue n'est plus possible.

IRCAM EIC

matériau et invention

présentation **Pierre Boulez**
direction **Peter Eötvös-Pierre Boulez**

mardi 22 avril 20 h 30
Debussy : Etudes
Varèse : Intégrales
A. Neveux piano

mercredi 23 avril 20 h 30
Webern : Six Bagatelles et 1re Cantate
Groupe Vocal de France
Quatuor de l'EIC

jeudi 24 avril 20 h 30
Boulez : Eclat/Multiples

vendredi 25 avril 20 h 30
Stockhausen : Kontakte
Chowning : Stria
P.L. Aimard piano
M. Cerutti percussion

samedi 26 avril 20 h 30
Berio : Différences et Sequenza IXb (création mondiale)
Höller : Arcus
M. Arrignon clarinette

lundi 28 avril 20 h 30
concert de clôture
Varèse - Höller - Boulez

THEATRE D'ORSAY
loc. 548.38.53

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 19 h. 45 : le Bel Indifférent ; le Menteur ; 21 h. : Pinter and Co. ; 22 h. 15 : la Revanche de Nana ; 23 h. 15 : D. Roux.
Blancs-Manteaux (887-16-70), 20 h. 15 : Areuh = MC 2 ; 21 h. 30 : Raoul, je t'aime.
Caf' Conc' (372-71-15), 21 h. : Phèdre à repasser.
Café d'Edgar (322-11-02), I, 20 h. 30 : Charlotte; 22 h. : les Deux Suisses; 23 h. 15 : Coupe-moi l'souffle. — II, 22 h. 30 : Riou-Pouchain.
Connétable (277-41-40), 20 h. 30 : C'était demain ; 21 h. 30 : Piaf parmi nous ; 22 h. 30 : Monique Morelli.
Coupe-Chou (272-01-73), 22 h. : Six points de suspension ; 23 h. 30 : J.-P. Rambal.
L'Echaudoir (240-58-27), 21 h. 30 : C. Chardon et G. Sagel, Nono Zammit.
Fer-Play (707-96-99), 20 h. 30 : Rivage ; 22 h. : les Portes ; 23 h. 15 : Beija-Flor.
Le Fanal (233-91-17), 19 h. 45 : B. Arnac ; 21 h. 15 : le Président.
La Forge (371-71-89), 20 h. : Off, le rire.
Petit Casino (278-36-50), I, 21 h. : Racontez - moi votre enfance ; 22 h. 15 : Du moment qu'on n'est pas sourd ; 23 h. 30 : Chansonges. — II, 21 h. : Ça s'attrape par les pieds ; 22 h. : Suzanne, ouvre-moi ; 22 h. 45 : Si la concierge savait.
Sélénite (354-53-14), I, 21 h. : Il faudrait essayer d'être heureux. — II, 21 h. : Sornettes d'alarme.
Théâtre des Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : P. et M. Jolivet ; 21 h. 30 : le Retour de Frankenstein ; 22 h. 30 : Otto Wessely.
Théâtre des Quatre - Cents - Coups (329-39-69), 20 h. 30 : le Plus Beau Métier du monde ; 21 h. 30 : Magnifique, magnifique ; 22 h. 30 : Didier Kaminka.

Le music-hall

Fontaine (874-74-40), 21 h. : Jacques Doual.
Gaîté - Montparnasse (322 - 16 - 18), P. Font et P. Val.
Marigny (256-04-41), 21 h. : Thierry Le Luron.
Porte-Saint-Martin (607-37-53), 21 h. : le Grand Orchestre du Splendid.
Théâtre Noir (797-85-14), 20 h. 30 : Kapla.

La danse

Oblique (355-02-94), 20 h. 30 : F. Verlet, A. de Raucourt, L. de Mercy, C. Rousier.
Espace Cardin (266-17-30), 21 h. : F. Blaska, M. Clarke, R. Barnett.

Les concerts

Lucernaire, 19 h. 30 : A. Glodek, M. Solliès (Dowland, Ortiz, Condé, Berio, Haendel, Solliès).
Point-Virgule, 21 h. : Quatuor Ravel (Ravel, Mozart).
Radio-France, studio 106, 20 h. 30 : M. Guillévéré, D. Blumental (Brahms). — Grand auditorium, 20 h. 30 : Cycle acousmatique INA-G.R.M., Ensemble 2E 2 M, dir. J.-C. Parmentier (Reibel, Malec).
Théâtre des Champs-Elysées, 20 h. 30 : S. Bishop Kovacevic (Beethoven, Schubert).
Salle Gaveau, 21 h. : E.-M. Sangrigoli (Brahms, Liszt, Schumann).
Salle Pleyel, 21 h. : Orchestre de chambre J. Barthe, dir. L. Martini; Chorale des J. M. F. (Mozart).
Eglise Saint-Séverin, 21 h. : Ensemble orchestral de Paris, dir. M. Cabez (Bach).
Ranelagh, 20 h. 30 : E. Fischer (Beethoven).
FIAP, 21 h. : E. Roelly (Bach, Chopin, Liszt, Ravel).
Salle Cortot, 20 h. 30 : C. Laporte, S. Whittingham, F. Sauvageot (Monteverdi, Schütz, Purcell, Menotti, Dvorak, Barber).

Jazz, pop' et folk

Caveau de la Huchette, (326-65-05), 21 h. 30 : G. Badini Swing Machine.
Caveau de la Montagne (354-82-39), 21 h. 30 : A. Condocrant, J. Rabeson.
Chapelle des Lombards (236-65-11), 20 h. 30 : J. Lee, G. Hampel, P. Robinson, M. Bues, L. Whitecage ; 22 h. 45 : El Grande Melao.
Cité internationale universitaire, Petit Théâtre, 21 h. : la Galoche.
Club Saint - Germain (222-51-09), 22 h. 30 : Martial Solal.
Dreher (233-48-44), 21 h. 30 : L. Benett, K. Clark, C. Escoude.
Dunois (584-72-00), 20 h. 30 : Trio J. Querlier.
Méridien, Patio (758-12-30), 22 h. : Quintet M. Attenoux.
Palace (246-10-87), 20 h. : les Garçons, Casino Music, Lizzy Mercier, Suicide Romeo.
Puce-à-l'Oreille (278-11-83), 18 h. 30 : Fognette, J. Cerutti, A. Haddad.
Slow-Club (233-84-30), 21 h. 30 : Claude Luter.
Théâtre Noir (797-85-14), 20 h. 45 : D. Gaumont « Energy ».

Dans la région parisienne

Nogent-sur-Marne, Pavillon Baltard (871-16-53), 21 h. : Ian Hunter, Z. Z. Top.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 21 avril

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans
(**) aux moins de dix-huit ans

La Cinémathèque

Chaillot (704-24-24), relâche.
Beaubourg (278-35-57), 15 h. : la Conscience vengeresse, de D.W. Griffith ; 17 h. : Vers le bonheur, de M. Stiller ; 19 h. : Blondie's n° 1, de R. Van Ackeren ; 21 h. : Una mujer sin amor, de L. Bunuel.

Les exclusivités

ALIEN (A., v.o.) (*) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Balzac, 8e (561-10-60) ; v.f. : Grand-Pavois, 15e (554-46-85).
AU BOULOT JERRY (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40); Marignan, 8e (359-92-82) : v.o./v.f. : Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : A.B.C., 2e (236-55-54) ; Gaumont-les-Halles, 1er (297-49-70) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; Fauvette, 13e (331-56-86) : Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
AURELIA STEINER (Fr.) : Seine, 5e (325-95-99) H. Sp.
L'AVARE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50); Secrétan, 19e (206-71-33).
BLACK JACK (Ang., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).
BUFFET FROID (Fr.) : Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24); Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).
CERTAINES NOUVELLES (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
C'ETAIT DEMAIN (Ang., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-87-59) ; v.f. : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).
CHAP'LA (Ant.) : Moulin Rouge, 18e (606-63-26).
CHERE INCONNUE (Fr.) : Gaumont-les-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Capri, 2e (508-11-69) ; Saint-Germain-Studio, 5e (354-42-72) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Concorde, 8e (359-92-82) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont - Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Passy, 16e (288-62-34).
CINQ SOIREES (Sov., v.o.) : Cosmos, 5e (548-62-25).
LA DANSE AVEC L'AVEUGLE (Fr.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91), jours pairs.
LA DEROBADE (Fr.) (**) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
DON GIOVANNI (Fr.-It., v.it.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; France-Elysées, 8e (723-71-11).
ELLE (A., v.o.) (*) : Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24); Secrétan, 19e (206-71-33) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).
L'ENTOURLOUPE (Fr.) : Rex, 2e (236 - 83 - 93) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic - Convention, 15e (828 - 20 - 64) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
L'ETALON NOIR (A., v.f.) : Caméo, 9e (246-66-44) ; Mistral, 14e (539-52-43).
ERIN EREINTEE (Fr.) : Action République, 11e (805-51-33). H. sp.
LES EUROPEENS (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées-Point Show, 8e (225-67-29) ; Forum Cinéma, 1er (297-53-74) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Broadway, 16e (527-41-16). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).
FILMING-OTHELLO (A., v.o.) : Seine, 5e (325-95-99).
FOG (A., v.o.) (*) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90). — V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
FRANCE, MERE DES ARTS, DES ARMES ET DES LOIS (Fr.) : Action République, 11e (805-51-33).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : Caméo, 9e (246-66-44) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).
GIMME SHELTER, THE ROLLING STONES (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
LE GUIGNOLO (F.) : Gaumont-les-Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (354-42-72) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Hollywood Bd, 9e (770-10-41) ; Nation, 12e (343-04-67) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
HAIR (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
I COMME ICARE (F.) : Balzac, 8e (561-10-60) ; Espace-Gaîté, 14e (320-99-34).
IMAGES D'UN DOUX ETHNOCIDE (Can.) : La Clef, 5e (337-90-90).
INTERDITS (F.), 3 courts métrages : Scopitone, la Confesse, Milan bleu, Marais, 4e (278-47-86).
JUSTICE POUR TOUS (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
KISS CONTRE LES FANTOMES (A., v.o.) : Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
KWAIDAN (Jap., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
KRAMER CONTRE KRAMER (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40), Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Mayfair, 16e (525-27-06). — V.f. : Gaumont-les-Halles, 1er (297-49-70) ; Le Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse, 14e (322-19-23) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
MANHATTAN (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98), Studio Alpha, 5e (354-39-47), Paramount - Elysées, 8e (359-49-34). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Paramount-Montparnasse, 4e (329-90-10).
LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45). — V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
1941 (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) : Marignan, 8e (359-92-82).
MONDO CARTOON (D.A., v.o.) : la Clef, 5e (337-90-90).
MOMENTS DE LA VIE D'UNE FEMME (Fr.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98), St-Germain-Huchette, 5e (633-87-59), Monte - Carlo, 8e (225-09-83), Parnassiens, 14e (329-83-11).
MON ILE FARO (Suède), v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).
LA MORT EN DIRECT (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69), Ternes, 17e (380-10-41).
LES MUPPETS (Ang., v.o./v.f.) : Colisée, 8e (359-29-46). — V.f. : le Berlitz, 2e (742-60-33), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Gaumont-Sud, 14e (327-84-50), Broadway, 16e (527-41-16) en mat., Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) en mat.
NOCES DE SANG (Maroc, v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
NOUS ETIONS UN SEUL HOMME (Fr.) (**) : Le Seine, 5e (325-95-99).
ON A VOLE LA CUISSE DE JUPITER (Fr.), Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

Les films nouveaux

MEME LES MOMES ONT DU VAGUE A L'AME, film français de J.-L. Daniel : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
J'AI VOULU RIRE COMME LES AUTRES, film français de B. Dubois : Le Seine, 5e (325-95-99).
LE FOU DE MAI, film français de P. Defrance : Saint-Séverin, 5e (354-50-91), jours impairs.
L'HONORABLE SOCIETE, film français d'Anielle Weinberger : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).
APPARENCE FEMININE, film français de R. Bein : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
L'ALBUM DE MARTIN SCORSESE (American Boy), film américain de M. Scorsese : Olympic St-Germain, 6e (222-87-23) ; (v.o.) : Pagode, 7e 705-12-15).
SHERLOCK HOLMES ATTAQUE L'ORIENT-EXPRESS, film américain de Herbert Ross (v.o.) : Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Colisée, 8e (359-29-46). — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Wepler, 18e (387-50-70).
DES ESPIONS DANS LA VILLE, film américain de G. Kaczender (v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-24-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539 - 52 - 43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-32) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Tourelles, 20e (636-51-98).
TERREUR SUR LA LIGNE, film américain de F. Walton (*) (v.o.) : Publicis - Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Mercury, 8e (562-75-90) — V.f. : Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount - Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90 - 10) ; Convention - Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33)
INFERNO, film italien de D. Argento (**) (v.o.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336 - 24 - 44) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Mistral, 14e (539-52-43); Magic-Convention, 15e (828-20-32).

THEATRE EN ROND 387 88 14
L'ANGLAIS TEL QU'ON LE MANGE
d'ALFRED SAVOIR

THEATRE DE LA VILLE
ANIMATEUR DIRECTEUR JEAN MERCURE
saison de danse
trois compagnies françaises
20 h 30
places 23 F et 42 F
du 22 avril au 3 mai
le théâtre d'images
chorégraphies **François Guilbard**
et
ballet théâtre de l'arche
chorégraphies **Maguy Marin et Daniel Ambash**
1er programme
création mondiale **Don Quichotte**
musique **R. Strauss - M. Obaua**
créations à Paris **Contrastes**
musique **Bela Bartok**
La Jeune Fille et la Mort
musique **Franz Schubert**
18 h 30
du mardi au samedi 18 F 50
du 6 au 10 mai
centre national de danse contemporaine d'angers
directeur artistique **Alwin Nikolais**
2, place du Châtelet
tél. 274.11.24

— MERCREDI —



5e SEMAINE



— MERCREDI —

SYLVIE
NEF DIFFUSION
LA VIEILLE DAME INDIGNE
un film de RENÉ ALLIO

— MERCREDI —

REDFORD/ FONDA



UNIVERSAL PICTURES et COLUMBIA PICTURES présentent UNE PRODUCTION RAY STARK-WILDWOOD
ROBERT REDFORD
JANE FONDA
UN FILM DE SYDNEY POLLACK
LE CAVALIER ELECTRIQUE
(THE ELECTRIC HORSEMAN)
avec VALERIE PERRINE et WILLIE NELSON
Directeur de la photographie OWEN ROIZMAN A.S.C. Musique de DAVE GRUSIN
Scénario de ROBERT GARLAND Porté à l'écran par PAUL GAER et ROBERT GARLAND
Produit par RAY STARK - Réalisé par SYDNEY POLLACK
Distribué par CINEMA INTERNATIONAL CORPORATION



SPECTACLES

LE PAYS DU SILENCE ET DE L'OBSCURITE (All., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) H. sp.

LES PETITES FUGUES (Suisse). La Clef, 5e (337-90-90). Espace-Gaîté, 14e (320-99-34).

PIPICACADODO (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).

LE PRE (It., v.o.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Racine, 6e (633-43-71) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

PREMIER VOYAGE (Fr.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).

PSYCHOSE PHASE III (A., v.o.) (*) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45). — V.f. : Caméo, 9e (246-66-44) ; Maxéville, 9e (770-72-86).

QUADROPHENIA (Ang., v.o.) (**) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

RAS LE CŒUR (Fr.) (*) Cambronne, 15e (734-42-96).

RENCONTRE AVEC DES HOMMES REMARQUABLES (Ang., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

REGARDE, ELLE A LES YEUX GRANDS OUVERTS (Fr.), Marais, 4e (278-47-86).

LE ROI ET L'OISEAU (Fr.), Gaumont les Halles, 1er (297-49-70), Hautefeuille, 6e (633-79-38), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Colisée 8e (359-29-46) Lumière 9e (246-49-07) Athéna 12e (343-07-48) P.L.M. Saint-Jacques 14e (589-68-42). Convention Saint-Charles, 15e (828-42-27).

SACRES GENDARMES (Fr.). Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40). Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).

SCUM (Ang., v.o.) (**): Quintette, 5e (354-35-40), Gaumont les Halles, 1er (297-49-70), U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45). - V.f : Richelieu, 2e (233-56-70), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23). Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00). Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

LE SEIGNEUR DES ANNEAUX (A., v.o.) : Jean-Cocteau, 5e (354-47-62)

SIMONE BARBES OU LA VERTU (Fr.) : 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).

STAR TREK (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17). Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). - V.f. : Bretagne, 6e (222-57-97). Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

LE TAMBOUR (All., v.o.) (*) : Boul'Mich, 5e (354-48-29).

TENDRE COMBAT (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).

TESS (Fr.-Brit., v. angl.) : Studio Raspail, 14e (320-38-98) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52).

LES TURLUPINS (Fr.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23).

UN AMOUR D'EMMERDEUSE (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40). Paramount-City, 8e (562-45-76). Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

LA VIE DE BRIAN (Angl., v.o.) U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Murat, 16e (651-99-75).

FAITS DIVERS

L'attentat contre le foyer des étudiants protestants à Paris est revendiqué par un groupe xénophobe

Une explosion d'origine criminelle a blessé quatre personnes et causé d'importants dégâts, samedi 19 avril, vers 18 h. 30, dans les locaux du foyer de l'Association des étudiants protestants, 46, rue de Vaugirard, à Paris (6e). Cet attentat s'est produit alors que se tenait dans une salle du foyer, située au premier étage, une réunion du Mouvement d'écologie politique (MEP), association créée récemment, et une autre du « Groupe tunisien d'information ».

Cependant, il n'est pas évident que l'attentat visait les membres de ce dernier organisme.

Les constatations effectuées par les pompiers puis par la brigade criminelle ont montré que l'engin explosif avait été déposé au rez-de-chaussée de l'immeuble, dans un réduit situé sous la cage d'escalier. Son explosion a fait voler en éclats toutes les vitres des quatre étages du bâtiment, et soufflé une cloison. Quatre personnes ont été plus ou moins grièvement blessées par des éclats de verre : MM. Hiros Kowno, Emile Tabra, Joachim Steinheuer et Robert Mac Lean, respectivement de nationalité japonaise, péruvienne, allemande et américaine.

L'Association des étudiants protestants, qui se définit, selon les termes d'un communiqué qu'elle a publié le 21 avril, *« comme un lieu de liberté conformément à la tradition protestante »*, mettait périodiquement ses locaux à la disposition de différents mouvements minoritaires. Elle louait ainsi, rue de Vaugirard, des locaux à des organismes comme le Comité d'évangélisation, le Bureau d'aide psycho-universitaire, l'Aide aux drogués ou le Mouvement chrétien pour la paix. Elle avait accueilli aussi le Comité contre l'apartheid.

De son côté, la Fédération protestante de France voit dans cette affaire *« le signe grave de l'intolérance politique et d'une violence injustifiable »*. « *Le fait*, ajoute-t-elle, *que le foyer de la rue de Vaugirard ait pour vocation essentielle l'accueil d'étudiants étrangers dans la dynamique évangélique de la réconciliation rend cet acte encore plus odieux.* »

Ce lundi 21 avril, en fin de matinée, un pneumatique, manuscrit, adressé à l'A.F.P. affirmait que l'attentat était le fait d'un « Club Charles Martel ». Un plan des locaux et une description de la charge explosive utilisée accompagnaient le message qui se terminait par ces mots : *« Vive le racisme ! »*.

Le « Club Charles Martel » s'était manifesté, pour la première fois en mars 1973, à l'occasion de divers plasticages dans le Sud-Ouest. Il avait ensuite « revendiqué » un attentat commis à Marseille contre le consulat d'Algérie (quatre morts, seize blessés), le 14 décembre 1973, un autre contre le consulat général d'Algérie à Paris, le 9 avril 1975. Le même groupe avait revendiqué — mais les enquêteurs ont rapidement abandonné cette piste — l'assassinat de Jean de Broglie, le 24 décembre 1976, à Paris.

A l'occasion de rares déclarations transmises à la presse, le « Club Charles Martel » se présentait, il y a quelques années, comme composé d'« anciens militaires » voulant lutter contre la présence des étrangers en France (*le Monde* daté 26-27 décembre 1976).

ONZE BRONZES ET CINQ AQUARELLES DE RODIN VOLÉS DANS L'ISÈRE

Seize petits bronzes et cinq aquarelles du sculpteur Rodin, onze toiles de maîtres, signées notamment Van Dongen, Gen Paul, Desnoyer, Camoin, ont été dérobés, dans la nuit du 18 au 19 avril, au musée Jean-Vinay, à Saint-Antoine (Isère). Les cambrioleurs disposaient des clés du musée, volées peu de temps avant dans l'appartement de la secrétaire. Probablement dérangés par un automobiliste qui rangeait sa voiture, les « visiteurs » du musée ont quitté précipitamment ses salles puis se sont engouffrés dans une camionnette.

Les sculptures dérobées provenaient du musée Rodin, à Paris. Il ne s'agit pas d'œuvres capitales mais de fontes posthumes, des épreuves dites « 0 » intégrées aux collections qui servent essentiellement à alimenter des expositions hors du musée. Quant aux tableaux, dont plusieurs avaient été prêtés par des particuliers, certains ont une grande valeur. Toutes ces œuvres étaient exposées depuis le 22 mars et pour une durée de six mois au musée Jean-Vinay, un musée départemental depuis peu. — C. F.

RADIO-TÉLÉVISION

VU

ANIMAUX MARTYRS

On ne sait vraiment plus où donner de la tête. Il n'y a pas de jour qui ne nous amène un nouveau sujet d'horreur ou d'indignation : le Goulag, les prisons en Amérique latine, la guerre au Tchad, les boat people. On se mobilise, on signe des pétitions, on envoie de l'argent dans l'espoir, souvent vain, d'aider nos frères humains. Et voilà qu'on nous dit soudain : attention, l'homme n'est pas seul en danger. L'animal l'est aussi. Il faudrait peut-être commencer à vous en préoccuper.

Pour les bébés phoques, c'est fait. Et puis, il y a eu les chevaux de boucherie transportés, à moitié morts déjà, dans des conditions abominables évoquées récemment par Antenne 2. Quand nous en avons parlé ici, les lecteurs se sont émus. Pas tous dans le sens que vous croyez. Il y en a eu pour nous dire de réserver notre compassion et notre indignation aux femmes excisées et aux enfants martyrs.

Je ne vois pas très bien le rapport, ou plutôt si, j'en vois un. La toute récente déclaration universelle des droits de l'animal proclamée par l'Unesco ne nie pas celle des droits de l'homme, elle la prolonge. Elargir le combat pour la protection de la vie, ce n'est pas l'affaiblir, ce n'est pas le disperser, c'est le renforcer au contraire. « *Le respect des animaux par l'homme est lié au respect des hommes entre eux* », peut-on lire en guise de préambule.

C'est vrai. Et les émissions sur la vivisection programmées samedi sur deux chaînes arrivaient exactement aux mêmes conclusions. Vive la complémentarité ! A-t-on idée de faire expliquer les mêmes choses aux mêmes gens devant les mêmes images le même après-midi ; même si on aime les bêtes ça fait un peu beaucoup.

TF 1 s'est quand même distingué en poussant le petit cocorico d'usage : aucune nation au monde n'avait encore pris une initiative comparable à celle du président de la République chargeant le député Pierre Micaux d'un rapport — encore un ! — sur le sujet. Alors là, pas de chance : plusieurs pays, et non des moindres — les Etats-Unis, la Suède, — ont déjà introduit ou des réglementations restrictives ou des commissions chargées de donner en quelques heures un avis sur le bien-fondé d'une expérience de laboratoire. Et la charte internationale de l'animal est en cours d'élaboration.

Ces chats couronnés d'électrodes, ces lapins, crâne fendu, transformés en standards téléphoniques, ces souris découpées aux ciseaux... c'était l'horreur, ça soulevait littéralement le cœur. Et j'avoue que la vue de ce nouveau-né à la peau d'écorché, dans un état critique faute du médicament qui aurait pu le sauver, ne m'a pas consolée de celle de ce bébé singe aux yeux fous pris sous le couperet d'une espèce de guillotine.

Il y a des moments où l'on comprend les abolitionnistes. Eux veulent arrêter les frais purement et simplement. Ils n'ont pas tort, exiger plus pour obtenir moins, ce serait déjà un excellent début. Tous les autres sont d'accord pour limiter au strict nécessaire des expériences souvent cruellement inutiles. Introduire de la cire dans le cerveau d'un chien et le laisser crever pendant quatre-vingt-dix jours, à quoi ça rime ? Enlever la rate d'un lévrier pour voir si, grâce à cela, il courra plus vite, est-ce tellement indispensable ? Et qu'espère-t-on trouver en greffant un ovaire de femme sur une femelle chimpanzé ? Jamais, le professeur Kastler, prix Nobel de physique, le rappelait, jamais Claude Bernard n'aurait fait avancer la science sans le secours de la vivisection. Elle reste indispensable, à condition d'en surveiller étroitement le pourquoi et le comment, les raisons et les modalités. Ça suffirait à réduire considérablement les quelque cinq millions d'expérimentations de ce genre entreprises chaque année en France.

CLAUDE SARRAUTE.

A FR 3 - Bourgogne

CONTROVERSE A PROPOS D'UN REPORTAGE

Le Syndicat national des journalistes (S.N.J.) de FR 3-Bourgogne a dénoncé le 16 avril la « censure » dont a fait l'objet, selon lui, un reportage effectué le 11 avril sur l'occupation du Théâtre de Dijon par des défenseurs du metteur en scène bulgare Atanas Margaritov (*le Monde* daté 13-14 avril). La rédaction en chef de la station de Dijon a demandé à un journaliste de supprimer un passage d'une déclaration du président de la Société des amis du Théâtre lyrique de la ville mettant en cause « *en des termes fort polis* » M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication. En définitive, le reportage, prévu pour le journal du 12 avril, n'avait pas été présenté aux téléspectateurs, « *la direction arguant de raisons techniques* ».

Pour sa part, le rédacteur en chef de la station estime qu'on ne peut pas parler de censure. Il a fallu effectivement choisir une bande d'une durée d'une minute trente sur les 120 mètres de pellicule du reportage ; les déclarations visant le ministre de la culture et de la communication lui ont paru, d'une part, moins polies que ne le déclare le syndicat, et, d'autre part, moins intéressantes que la présentation du problème ou les déclarations du chef d'orchestre lui-même. Il fait remarquer que ce sont effectivement des problèmes techniques (une coupure raccourcissant le journal) qui ont empêché la diffusion du reportage le jour même — l'« affaire Margaritov » étant d'ailleurs réglée à cette heure-là (*le Monde* du 15 avril) — et qu'elle a été largement évoquée le lendemain, lors d'un entretien avec le ministre, en direct de Beaune.

Lundi 21 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

18 h 30 L'île aux enfants.
19 h C'est arrivé un jour.
L'assassin et ses trente-huit complices.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Leurs vacances linguistiques, pensez-y dès maintenant.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les inconnus de 19 h 45.
20 h Journal.
20 h 30 Cinéma : « les Séquestrés d'Altona ».
Film italien de V. de Sica (1963), avec S. Loren, F. March, M. Schell.
L'histoire des Gerlach, famille cachée dans une maison de Hambourg. Avec un fils ancien officier nazi, une sœur incestueuse et une femme qui veut savoir la vérité.
22 h 10 Sartre par lui-même.
Documentaire de M. Contat et A. Astruc (I). De la naissance de Sartre à la défaite de 1940.
23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Document : Pour quelle victoire ?
Réalisation J. Ertaud et D. Martial.
Reportage sur l'expédition nationale française au K2, dans l'Himalaya, en 1979.
21 h 40 Document : Le temps des cathédrales.
Vers les temps nouveaux.

Georges DUBY
Le Temps des cathédrales
L'art et la société, 980-1420
Bibliothèque des histoires
GALLIMARD

22 h 30 Variétés : Salle des fêtes.
23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Le Lièvre et la Tortue.
18 h 55 Tribune libre.
Le cercle algérianiste.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Le professeur Balthazar.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma public : « Smic, Smac, Smoc ».
Film français de C. Lelouch (1971), avec C. Gérard, J. Collomb, Amidou, C. Allégret, F. Lai, P. Uytterhoeven.
Trois copains travaillant aux chantiers navals de La Ciotat partent, après le mariage de l'un d'eux, en virée à Saint-Tropez pour connaître un peu la grande vie.
La virtuosité technique de Lelouch et le traitement désinvolte, façon cinéma de boulevard, d'un sujet sur le monde ouvrier.
22 h Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : « les Chardons du Baragan », d'après P. Istrati.
19 h. 30, Présence des arts : Olivier Brice.
20 h., « le Faux Journal de l'homme mort », de X. Combes. Réal. E. Cramer, avec C. Rich, P. Constant, G. Jor, D. Mac-Avoy.
21 h., L'autre scène ou les vivants et les dieux : Beaucoup de bruits pour rien.
22 h. 30, Nuits magnétiques : Nuits blêmes, par F. Venaille.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2, Six-Huit (en direct du Palais des Festivals à Cannes, à l'occasion du MIP-TV) : Jazz time (jusqu'à 18 h. 30) ; 19 h. 30, France et Musique.
20 h., Les chasseurs de son.
20 h. 30, Concert : Festival d'été d'Ohrid 1979 : « Quatuor à cordes n° 4 en ut majeur » D 46 (Schubert) ; « Quatuor à cordes en fa majeur » (Ravel) ; « Quatuor à cordes en ut majeur » K 465 (Mozart) par le Quatuor Melos de Stuttgart.
22 h. 30, Ouvert la nuit : 23 h. 5, Les solistes d'aujourd'hui : Jean-Marie Londeix, saxophoniste (Debussy, Tomasi, Koechlin et Hindemith) ; 0 h. 5, Portraits pour le siècle : Aaron Copland, par Cl. Rocle.

Mardi 22 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 35 Midi première.
13 h Journal.
13 h 45 Les après-midi de TF 1.
Le regard des femmes, d'E. Ruggieri.
Etre à la une ; 14 h. 5 Oiseaux dans la ville ; 14 h. 25 Variétés ; 14 h. 29 Cinéma : *Les plus belles années de notre vie* (deuxième partie). (N. Rediffusion.)
Les difficultés et les épreuves de trois Américains, de milieux différents, revenus de la guerre et essayant de se réadapter à leurs familles et à la société.
15 h. 50, Variétés ; 15 h. 55, Regard des femmes sur la société : Les femmes qui font des métiers d'hommes ; 17 h., Mardi-guide ; 17 h. 20, Livres-service ; 17 h. 40, Cuisine ; 17 h. 53, Variétés.
18 h TF 4.
18 h 30 L'île aux enfants.
18 h 55 C'est arrivé un jour.
Le 19 novembre : Noël.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Spécial parents.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les inconnus de 19 h 45.
20 h Journal.
20 h 30 L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau.
Fortunes de mer.
21 h 30 Sartre par lui-même.
Documentaire de M. Contat et A. Astruc (II).
Après De la naissance de Sartre à la défaite de 1940, *la deuxième partie aborde la période* De l'occupation à nos jours.
22 h 25 Danse : l'Opéra de Pékin.
23 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : L'intruse.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
Rapports parents-enfants-argent.
15 h Emissions pédagogiques.
Au fil des mailles ; les pneumatiques.
16 h Libre parcours.
La préhistoire.
17 h 20 Fenêtre sur...
Contes au fil de l'eau.
17 h 50 Récré A 2.
Les Bubblies ; Papivole ; Discopuce ; Les Quat'z'amis ; Mes mains ont la parole.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 40 Les dossiers de l'écran : « le Chanteur de Mexico ».
Film français de R. Pottier (1956). Avec L. Mariano, Bourvil, A. Cordy, T. Ghamar, G. Granpré, P. Carton, P. Rey. (Rediffusion.)
Un jeune Basque à la belle voix, sosie d'un chanteur vedette d'opérette, prend la place de celui-ci (avec son accord) pour une tournée au Mexique, ce qui lui vaut quelques aventures.
22 h Débat : Luis Mariano, le prince de l'opérette.
Avec Mmes A. Cordy, M. Candido et M. F. Lopez.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Les couleurs du temps ; Rubriques.
18 h 55 Tribune libre.
Le P.C.M.L. (parti communiste marxiste-léniniste).
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Le professeur Balthazar.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma pour tous : « le Brigand bien-aimé ».
Film américain de H. King (1938), avec T. Power, H. Fonda, N. Kelly, R. Scott, H. Hull, S. Sumerville, B. Donlevy, J. Carradine, J. Darwell (rediffusion).
En 1867, à la suite d'une expropriation brutale, la mère de Jesse et Frank meurt. La révolte des deux frères les met hors la loi. Jesse devient un brigand au grand cœur, attaquant les trains, pillant les banques, volant le riche pour donner au pauvre.
Réalité et légende habilement mêlées dans un western romantique en Technicolor, où Tyrone Power et Henry Fonda sont des héros dressés contre les affairistes et les traîtres.
22 h 10 Journal.

FRANCE-CULTURE

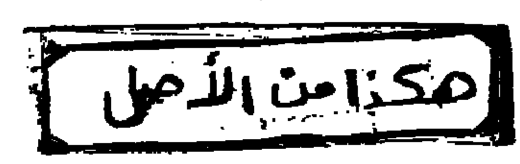
7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : La route des esclaves ; à 8 h. 32, Une philosophie de l'aventure.
9 h. 7, La matinée des autres : Dernières recherches sur l'île de Pâques.
10 h. 45, Un quart d'heure avec... le professeur Jean Bernard.
11 h. 2, Ludwig Wittgenstein, une pensée musicale.
12 h. 5, Agora.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Libre parcours variétés.
14 h., Sons : Des Bretons en Irlande.
14 h. 5, Un livre, des voix : « l'Usage de la parole », de Nathalie Sarraute.
14 h. 47, Magazine international.
16 h. 25, Contact (et à 17 h. 25).
16 h. 50, Actualité : La langue hébraïque.
17 h. 32, Ludwig Wittgenstein : L'esthétique musicale.
18 h. 30, Feuilleton : « les Chardons de Baragan », d'après P. Istrati.
19 h. 30, Sciences : Pathologie de l'œil.
20 h., Dialogues franco-nordiques : avec H. Stefanson, ethnologue et cinéaste islandais, et J. Malaurie, ethnologue, directeur du Centre arctique.
21 h. 15, Musiques de notre temps, avec P. Barbaud.
22 h. 30, Nuits magnétiques : Nuits blêmes.

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Quotidien musique ; 8 h. 30, Kiosque.
9 h. 2, Le matin des musiciens : Cherubini et le Conservatoire, œuvres de Cherubini, Boieldieu, Beethoven et Reicha.
12 h., Musique de table : Les auditeurs ont la parole ; 12 h. 35, Jazz classique ; 13 h., Les métiers de l'enseignement de la musique ; 13 h. 30, France et Musique.
14 h., Musiques. Les chants de la terre (les recherches de folklore hispanique de G. Matos) ; 14 h. 30, Les enfants d'Orphée ; 15 h., Musique du haut Moyen Age : œuvres de Tolosa (treizième siècle), J. Rudel (douzième siècle), R. de Vaqueiras, B. de Ventadour, Marcabru, par l'Ensemble Guillaume de Machaut ; 15 h. 55, « Concertino pour piano et cordes » (J.-Cl. Pennetier), par l'Orchestre de chambre de Radio-France, dir. A. Girard ; 16 h. 20, Les cercles musicaux : Schubert, ses amis, ses élèves.
18 h. 2, Six-Huit (en direct du Palais des Festivals à Cannes, à l'occasion du MIP-TV) : Jazz time ; 18 h. 30, Cycle des sonates de Beethoven (en direct de l'auditorium 106) : « Sonate n° 17 en ré mineur n° 2 » opus 31 ; 19 h. 30, France et Musique ; 20 h. Actualités lyriques.
20 h. 30, Semaines musicales d'Orléans (concert donné au Carré Saint-Vincent) : « Méphisto-Valse n° 2 », première française (Liszt) ; « Concerto pour clarinette », création (Ch. Chaynes) ; « Son of Heldenleben » (M. Schafer) ; « Musique pour cordes, percussion et célesta » (Bartok), par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. G. Amy, avec Guy Deplus, clarinette.
22 h. 30, Ouvert la nuit : Les domaines de la musique française, éditions et manuscrits ; 23 h., Rencontre avec Pierre Monteux (Milhaud, D'Indy) ; 1 h., Douces musiques (Roussel, Britten, Ton That Thiet, Debussy)

AUTOBILAN
52 contrôles-sécurité
pour votre voiture.
En moins d'une heure.
Partout où vous verrez ce panneau.
AUTO BILAN

LE MONDE
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'Annonces Immobilières
Vous y trouverez peut-être
LES BUREAUX
que vous recherchez



Le Monde

équipement

A PROPOS DE...

300 BUREAUX OUVERTS AU PUBLIC

L'urbanisme et l'information

D'ici à la fin de l'année, trois cents bureaux d'information seront ouverts au public par le ministère de l'environnement et du cadre de vie. C'est ce qu'a annoncé M. Michel d'Ornano en commentant devant la presse, jeudi 17 avril, la communication qu'il avait faite la veille au conseil des ministres sur « l'amélioration de l'information du public. »

Ces bureaux, auprès desquels les usagers pourront obtenir tous renseignements sur le logement, la construction et l'environnement, seront localisés dans les directions départementales de l'équipement, dans des locaux « ad hoc », lorsque les D.D.E. sont à la périphérie des villes et dans les anciennes subdivisions territoriales de l'équipement — elles couvrent un à trois cantons, — rebaptisées pour la circonstance « agences de l'équipement et de l'environnement ».

M. d'Ornano a affirmé que son intention était d'ouvrir ainsi mille deux cents bureaux d'information dans un délai de dix-huit mois. Des fonctionnaires seront spécialement formés pour recevoir et conseiller les usagers. Leur guichet sera relié par une ligne téléphonique directe au siège de la direction départementale de l'équipement, de manière à épargner aux villageois des déplacements inutiles au chef-lieu du département.

Ces bureaux seront également en liaison avec un S.V.P. central situé à Paris. Celui-ci, seulement accessible aux appels des fonctionnaires du ministère de l'environnement et du cadre de vie, sera en mesure de répondre aux questions techniques les plus délicates dans un délai de deux heures. « Ainsi, *a indiqué le ministre,* un citoyen habitant n'importe quel canton de France devrait obtenir sur place et dans la journée le renseignement qu'il sollicite sur un certificat d'urbanisme, son dossier de permis de construire, les aides à la construction, les problèmes de pollution et de nuisances. C'est ce que j'appelle rapprocher l'administration de l'usager. Mes services imposent des contraintes. En contrepartie, ils doivent informer, conseiller et rendre les procédures plus faciles. Et ce sont les fonctionnaires eux-mêmes, sur le terrain, à qui il appartient d'accomplir cette nouvelle tâche. »

Rappelons tout de même qu'il ne s'agit pas là d'une totale innovation. En effet, des Associations départementales pour l'information sur le logement (ADIL) fonctionnent déjà dans vingt-quatre départements où elles assurent chacune, en moyenne, de huit mille à treize mille consultations annuelles. Créées par les collectivités locales, les associations familiales et les mouvements de consommateurs, les ADIL, sont subventionnées à 20 % par le ministère de l'environnement et du cadre de vie. Elles tiennent des permanences dans certaines mairies et subdivisions territoriales de l'équipement (deux cent cinquante centres au total). Les bureaux d'information imaginés par M. d'Ornano feront-consommateurs, les ADIL sont Le ministre n'a pas répondu sur ce point.

Permis en un mois

Les services de l'environnement et du cadre de vie délivrent chaque année trois cent soixante mille certificats d'urbanisme, cinq cent soixante mille permis de construire, des milliers de permis de démolir et d'autorisation de lotissements. Il a été décidé de réduire autant que possible les délais de ces procédures. Ainsi les dossiers de permis de construire les plus simples (40 % du total) devront être réglés en un mois (au lieu de deux). Même pour les demandes plus complexes nécessitant de nombreuses pièces, la consultation d'autres ministères et celle de l'architecte des bâtiments de France, l'administration va s'efforcer d'aller plus vite.

Il n'empêche que les litiges entre les usagers et les services de l'environnement et du cadre de vie se multiplient. Vingt mille recours gracieux sont présentés chaque année, dont trois mille remontent jusqu'à Paris. Le nombre des affaires venant devant les tribunaux administratifs a augmenté de 274 % en dix ans. Aussi ne servirait-il pas à grand-chose de rapprocher les fonctionnaires des citoyens et d'accélérer l'instruction des dossiers si toute cette machinerie doit se trouver paralysée par un énorme contentieux s'enflant d'année en année. C'est pourquoi M. d'Ornano a l'intention d'installer, dans la plupart des directions départementales de l'équipement des médiateurs.

Ceux-ci choisis parmi d'anciens fonctionnaires expérimentés recevront les usagers mécontents et tenteront d'aplanir les difficultés, soit en faisant aboutir la demande du plaignant si elle est légitime, soit, dans le cas contraire, en lui expliquant les bonnes raisons de l'administration. « S'expliquer, dissiper les ignorances et les malentendus, c'est déjà éliminer une partie des causes de litiges, *a commenté M. d'Ornano.* Pour les autres, les citoyens conserveront évidemment tous leurs droits de recours. »

M. A.-R.

ENVIRONNEMENT

EXPÉRIENCES CONCLUANTES DANS LA SOMME ET LE VAUCLUSE

La récupération des déchets clef d'une agriculture plus productive

De notre envoyé spécial

Angers. — Un industriel de la région rouennaise voulait se débarrasser de 3 000 tonnes de résidus en les jetant à la décharge. L'administration demanda tout de même à y voir de plus près. Ces déchets n'étaient autres *que du carbonate de calcium*, qui pouvait constituer un amendement providentiel pour les 500 hectares de terres acides que l'Office national des forêts (O.N.F.) s'efforçait de reboiser à 3 kilomètres de l'usine. Après dix mois d'essais et de négociations, l'entreprise est désormais libérée de ses déchets : économie réalisée, 300 000 francs. Les forestiers, eux, sont ravis : ils ont bénéficié d'un amendement valant 200 000 francs. Une convention a *été signée entre l'usine et l'O.N.F.* pour des livraisons régulières de ces produits hier encore tenus pour inutilisables.

Cette anecdote significative a étonné et ravi les trois cents chercheurs, ingénieurs agronomes, techniciens municipaux et fonctionnaires qui ont participé à Angers, du 15 au 18 avril, à un colloque sur les déchets organisé par le ministère de l'environnement et du cadre de vie. Dix autres exemples aussi surprenants de récupération et de valorisation de résidus ont été cités au cours de ces journées. Ils révèlent que les décharges municipales, les stations d'épuration, les dépôts de reliquats industriels, sont autant de gisements qui, convenablement exploités, fourniraient à l'agriculture des matières organiques, des amendements et des terreaux. Or, dans ce domaine comme en tant d'autres, on en est encore à la « belle époque » du gaspillage.

Un autre exemple : les boues résiduelles des stations d'épuration s'accumulent dans les décharges — quand elles ne sont pas rejetées dans les cours d'eau — à raison de 700 000 tonnes par an. Et cette « montagne » s'élève un peu plus chaque année puisqu'on inaugure, en 1980, deux stations d'épuration par jour. A condition de prendre certaines précautions, ces boues, riches en azote et en *phosphore, constituent un produit* très bénéfique pour les champs. Dans la Somme — département de pointe dans ce domaine — on en utilise 15 000 tonnes chaque année à la place de coûteux engrais. Mais, dans le reste de l'Hexagone, la méfiance règne encore à l'égard de ces ultimes *souvenirs de la pollution. « La campagne*, se plaignent certains paysans, *ne veut pas devenir la poubelle de la ville.* »

Résultat : les Français ne récupèrent que le quart de leurs boues d'épuration alors que les Allemands et les Britanniques en réutilisent 40 % et les Néerlandais 80 %.

Autre exemple : les 14 millions de tonnes d'ordures ménagères que la France produit bon an mal an pourraient fournir, *outre d'importantes quantités de* plastique, de verre et de ferraille, 7 millions de tonnes de compost. Or, on extrait à peine 500 000 tonnes de ce précieux adjuvant des cultures. L'essentiel est incinéré ou jeté sur des décharges qui dégagent des odeurs pestilentielles, gèlent des terrains *et parfois polluent les eaux souterraines.*

Convaincre les industriels

Pourtant, dans certains départements à haute productivité agricole, comme le Vaucluse, on ne méprise pas le compost fabri*qué à partir des déchets domestiques.* Trois usines en produisent 22 000 tonnes par an, que les vignerons et les arboriculteurs utilisent en guise de fumure. Ailleurs on rechigne : par ignorance.

On pourrait ainsi valoriser maints autres produits peu glorieux qui, abandonnés à leur sort, *deviennent inévitablement de* redoutables polluants : les matières de vidange, les reliefs des restaurants, le sang des abattoirs, les lisiers des étables, les déchets agricoles. Voilà des millions de tonnes de matières organiques que les Français, peu à peu, sont en train de redécouvrir.

Bien sûr, tout cela n'est pas utilisable tel quel. Il faut en éliminer les germes dangereux et les *métaux lourds. Depuis six ans* cinquante équipes de chercheurs ont travaillé pour le compte du ministère de l'environnement pour évaluer la teneur des déchets en substances utiles, mettre au point des techniques de traitement et de récupération. Maintenant — et sous réserve de quelques recherches complémentaires — on connaît les techniques. Reste à convaincre les ingénieurs de l'industrie et des services municipaux qu'il est plus *économique de récupérer les résidus* que de s'acharner à les éliminer.

L'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (1), dont les cinquante spécialistes sont installés à Angers, a été créée dans ce but. Son objectif pour 1983 : doubler les quantités de compost et de boues résiduelles utilisées en agriculture. Elle envoie ses spécialistes sur le terrain et disposera en septembre d'un camion d'assistance technique. Mais que peut faire cette poignée de jeunes techniciens devant les dizaines de milliers de mairies et d'entreprises à conseiller ? D'ailleurs, il n'existe pas dans ce domaine de doctrine officielle. Quand une ville se demande si elle s'équipera d'une décharge contrôlée, d'une usine d'incinération ou d'une fabrique de compost, les services de l'environnement l'aiguilleraient volontiers vers la troisième solution. Mais les conseilleurs ne sont pas toujours les payeurs. Les subventions sont versées, selon les cas, par le ministère de l'agriculture ou par *celui de l'intérieur. Et elles sont* au même taux dans les trois cas de figure.

La valorisation des déchets est un thème de colloque ou de séminaire, ce n'est pas encore une politique.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) ANRED, 2, square La Fayette, B.P. 406, 49004 Angers Cedex.

PUBLICIS

Partout le Super Service Europcar



Louez votre voiture chez Europcar.
Vous apprécierez notre Super Service. En Europe, en Afrique, au Moyen-Orient, partout Europcar vous offre des voitures et une organisation qui fonctionnent bien.
Pour réserver, appelez la station Europcar la plus proche de chez vous ou votre agent de voyages. Ou encore notre Central Réservations à Paris, au 645.21.25.

Europcar location de voitures

Aux U.S.A., en Amérique Latine et dans le Pacifique, c'est National Car Rental.

Pour les professions libérales qui ont choisi l'expansion:

ordinateurs Philips P330/P430

PHILIPS DATA SYSTEMS

Les ordinateurs P330 et P430 conviennent bien aux professions libérales. Ils sont modulaires, et vous font bénéficier d'une technologie avancée, résultat d'un effort permanent de recherches. Philips, l'un des grands fabricants mondiaux de composants électroniques, conçoit, réalise, installe et entretient ses ordinateurs P330 et P430. Cela compte dans la réussite et la fiabilité d'une installation!

Auxiliaires discrets, efficaces, rapides, les P330 et P430 sont *également peu onéreux et ne constituent pas une surcharge financière.* Enfin, grâce à des normes ergonomiques très étudiées, ils sont aisément manipulés par vos collaborateurs, dont le travail est ainsi facilité. Et valorisé. Mais il y a mieux.

...avec leurs produits programmes spécialisés. Bien sûr, les ordinateurs Philips P330/P430 couvrent tous les besoins classiques – gestion comptable et financière, paie du personnel, traitement des honoraires, etc. Mais en plus, ils répondent aux exigences spécifiques de professions diverses. Développés en étroite collaboration avec les utilisateurs concernés, des logiciels spécialisés existent, ainsi, pour les experts-comptables, les notaires, les huissiers de justice, les experts de l'automobile, les laboratoires, les conseillers juridiques, etc. Programmés à l'avance, les ordinateurs Philips P330/P430 sont immédiatement opérationnels.

D'autant que leurs utilisateurs bénéficient, avant l'installation, et lors de la mise en route, d'une formation complète assurée par Philips.

Important. La rapidité d'intervention est assurée par nos 39 agences, concessionnaires et centres de maintenance régionaux qui vous fournissent, partout en France, un service après-vente attentif et compétent.

PHILIPS — Philips Data Systems

S.A. Philips I.C. Division Data Systems - 5, square Max-Hymans - 75015 Paris - Tél. 734.77.59.

BON POUR UNE DOCUMENTATION GRATUITE
à envoyer à SA Philips I.C. Division Data Systems - 5 square Max-Hymans - 75015 Paris - Tél. 734.77.59

Sans engagement de ma part, veuillez:
☐ m'envoyer votre documentation sur les ordinateurs P330/P430 et éventuellement sur celui qui couvre mon secteur d'activité.
☐ demander à l'un de vos collaborateurs de me téléphoner pour prendre rendez-vous.

Nom ____________
Adresse ____________
____________ Téléphone ____________

LM



Le Monde

régions

ILE-DE-FRANCE

A L'EST DU NOUVEAU ?

Septembre 1980 : la nouvelle gare de banlieue de Paris-Lyon

En septembre prochain, les trains de la banlieue sud-est arriveront dans la nouvelle gare souterraine de Paris-Lyon. Cette gare superposée à la station du R.E.R., mise en service en 1977, facilitera pour les usagers la correspondance entre les deux réseaux.

Le nouvel ouvrage comportera quatre voies desservies par deux quais de plus de trois cents mètres de longueur permettant l'arrivée des trains de douze voitures.

Le coût de l'ouvrage est estimé à 622 millions de francs fournis par l'Etat, la région d'Ile-de-France et la S.N.C.F.

La gare de Lyon, dont l'activité dominante a longtemps été, et demeure encore, le trafic des grandes lignes vers le sud et le sud-est, a vu son trafic de banlieue s'accroître rapidement au cours le dimanche, *« les charmes infinis des solitudes champêtres de Montgeron »* ou *« les sites délicieux de la forêt de Sénart »*.

Cette augmentation du trafic de banlieue, venant s'ajouter à lignes ». Le remodelage de cet îlot (10 % seulement des logements disposent d'une salle de bains) combinerait le maintien de certains immeubles existants avec la rénovation complète des

SALLE D'ACCUEIL GRANDES LIGNES
ILÔT CHALON
COUR DE CHALON
BD DIDEROT
PARVIS DIDEROT
RUE DE BERCY
SALLE D'ÉCHANGES
GARE SNCF BANLIEUE
GARE DU RER

VOIES GRANDES LIGNES — OCTOBRE 1981
PARVIS DIDEROT et COUR DE CHALON — AOUT 1979
SALLE D'ACCUEIL SOUTERRAINE GRANDES LIGNES — OCTOBRE 1982
PASSAGE TRANSVERSAL (reliant les rues de Bercy et de Chalon) — MAI 1983
PASSAGE LONGITUDINAL (sous la salle des pas perdus) — OCTOBRE 1981
SALLE D'ÉCHANGES RATP/SNCF — SEPTEMBRE 1980
GARE SOUTERRAINE DE BANLIEUE — SEPTEMBRE 1980
GARE SOUTERRAINE DU RER

de ces dernières années. De 26,9 millions de voyageurs en 1964, ce trafic est passé à 35,8 millions de voyageurs en 1973 pour atteindre 46 millions en 1979. Le taux actuel d'expansion laisse prévoir un trafic de l'ordre de 49 millions de voyageurs en 1982, soit une augmentation de plus de 80 % entre 1964 et 1982.

Les temps ont donc bien changé pour cette banlieue sud-est dont parlait un livret des chemins de fer du P.L.M., diffusé en 1900, en disant qu'elle devait inciter les habitants de la capitale à goûter, celle du trafic des grandes lignes (laquelle s'accentuera avec la mise en service de la ligne à grande vitesse du T.G.V. Paris-sud-est), a rendu nécessaire la séparation de ces deux trafics dont la coexistence risquait de conduire la gare de Lyon à une rapide asphyxie. *« Pour éviter une telle situation, la création d'une gare de banlieue jumelée avec la station du R.E.R. est apparue, après plusieurs études, comme étant la meilleure solution »*, estiment les responsables de la S.N.C.F. Ce projet avait été approuvé par une décision ministérielle de juillet 1972 prévoyant la construction de l'ouvrage commun, côté rue de Bercy de la gare de Lyon.

D'ici à 1983 d'autres travaux auront lieu à l'ombre du fameux campanile : le passage reliant les rues de Chalon et de Bercy, de part et d'autre de la gare, sera terminé ainsi que l'aménagement du réseau de grandes lignes.

L'extension de la gare de Lyon devrait entraîner le lancement d'une vaste opération d'urbanisme : la rénovation de l'îlot Chalon, situé en lisière immédiate de la future gare « grandes constructions les plus dégradées. Un premier recensement fait par les services de la ville, il y a plusieurs années, prévoit de réhabiliter un tiers des logements composant l'îlot Chalon.

Ce projet confié à l'Atelier parisien d'urbanisme envisage, notamment, de créer, au débouché du passage reliant la rue de Bercy à la rue de Chalon, une vaste place publique ordonnée à l'« italienne », réservée aux piétons et bordée de commerces, autour de laquelle s'articulerait la rénovation de l'îlot. Ainsi serait créé un nouveau parvis pour la gare de Lyon ouvert sur le quartier alentour. La maquette de ce projet doit être présentée prochainement au maire puis au Conseil de Paris.

JEAN PERRIN.

POINT DE VUE

Un déséquilibre qui ne cesse de s'accroître depuis quinze ans

par MICHEL GIRAUD (*)

L'AMENAGEMENT régional résulte d'un compromis entre la volonté politique et les tendances naturelles : quand le décalage apparaît trop grand entre l'objectif recherché et le bilan constaté, faut-il en conclure que l'objectif était irréaliste ou que la politique a échoué ? La question se pose aujourd'hui lorsqu'on constate que le déséquilibre s'accroît, envers et contre toutes les tentatives menées depuis quinze ans, entre l'est et l'ouest de l'agglomération parisienne.

Le premier schéma directeur, celui de 1965, fondant de grandes espérances sur la création d'un formidable réseau de transport régional, acceptait les migrations alternantes comme une des conséquences du libre choix de l'emploi.

Dans sa version ultérieure, approuvée le 1er juillet 1976, le schéma tentait de définir une « stratégie différenciée » pour atténuer le déséquilibre entre l'habitat et l'emploi. Dans l'intervalle, en effet, la situation n'avait fait que s'aggraver. Ainsi, de 1971 à 1976, les trois quarts des emplois nouveaux avaient été créés à l'ouest d'une ligne qui passerait par la gare de l'Est et la porte d'Orléans, tandis que 60 % des nouveaux habitants se fixaient à l'est, l'« est » étant compris comme une zone de 700 kilomètres carrés regroupant une centaine de communes situées entre l'autoroute du Nord et la Seine, au sud de Corbeil.

Depuis, la force attractive exercée par la Défense — opération conçue hors du schéma directeur, il faut le rappeler — et le succès de Saint-Quentin-en-Yvelines, qui constitue aujourd'hui l'un des marchés immobiliers les plus actifs d'Europe, ont renforcé ces tendances. En dépit de la construction des deux branches est du R.E.R. (ligne de Boissy-Saint-Léger et de Noisy-le-Grand, bientôt prolongée jusqu'à Torcy), en dépit de la mise en service des autoroutes A-3, puis A-4 et du développement de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée, le déséquilibre s'accentue. On peut en juger en comparant les taux de pertes d'emploi. Depuis 1974, la population active a diminué de 4,5 % par an dans le Val-de-Marne, de 3 % en Seine-Saint-Denis, alors que le tassement n'a été que de 1,8 % dans les Hauts-de-Seine.

L'offre de bureaux dans les différents secteurs de la région fait apparaître la même distorsion : 60 % de la demande générale se concentre sur l'ouest de Paris, où aucun chantier ne s'ouvre actuellement, tandis que l'est dispose du quart des surfaces disponibles et ne recueille que 3,5 % de la demande.

Les industries traditionnelles de l'est, trop souvent vieilles, sont les premières à disparaître, et l'environnement industriel, parfois très dégradé — le tiers des friches se trouve dans la Seine-Saint-Denis — est peu propice à l'accueil d'activités nouvelles, telles que le tertiaire supérieur, la recherche ou les industries de pointe, attirées par le prestige et l'effet d'entraînement de l'ouest.

Cette situation est encore aggravée par le poids de la fiscalité locale. Le taux d'imposition de la taxe professionnelle était, en 1977, de 8,8 % à Courbevoie contre 24,34 à Pantin, et de 31,5 à Créteil. Aussi doit-on constater que le coût global de fonctionnement (le loyer, les charges, la taxe professionnelle, le téléphone, les services divers) pour un bureau d'étude était récemment de 1 282 francs le mètre carré à Bagnolet, contre 1 214 francs à Boulogne, au Pont-de-Sèvres. Dans ces conditions, il est paradoxalement moins coûteux de s'implanter dans la proche banlieue ouest qu'en Seine-Saint-Denis ou dans le Val-de-Marne.

Logement social et espaces verts

Devant ce bilan, quelle attitude pour les responsables régionaux ? Faut-il baisser les bras en considérant qu'il est désormais trop tard pour accorder un quelconque crédit à la notion mythique d'équilibre régional, l'ouest fascinant les industriels de l'Ile-de-France comme les pionniers de Californie. Y a-t-il fatalité irréversible ?

La région n'a pas perdu tout espoir. Elle entend continuer l'effort de longue haleine entrepris en faveur des transports en commun à l'est en contribuant largement au financement du prolongement de la ligne de métro n° 5 à Bobigny et à celui de la ligne n° 7 au Kremlin-Bicêtre et à Villejuif. En liaison avec la chambre de commerce et d'industrie de Paris, elle amorce, cette année, avec une opération à Saint-Maur, une action qui doit être soutenue en faveur de la réhabilitation des friches industrielles et se propose d'engager dès 1981 un programme d'amélioration du logement social portant, en particulier, sur la restauration des grands ensembles de la banlieue, nombreux en Seine-Saint-Denis et dans le Val-de-Marne.

Ces initiatives, jointes à la politique régionale des espaces verts qui a permis de valoriser le bois Notre-Dame, les forêts de Bondy et de Sénart, devraient permettre d'atténuer le handicap de l'est.

L'implantation de certains équipements appelés à contribuer au développement du rôle international de Paris, tel le futur centre d'exposition de Villepinte, conférera à cette partie de la région des atouts supplémentaires permettant aux responsables économiques de se rendre enfin compte qu'une entreprise et ses salariés peuvent aussi bien vivre à l'est qu'à l'ouest. Le charme des bords de la Marne et de ses îles, l'attrait des villages, des villes de la Seine et de la Marne, des marchés de la Brie et de la Champagne ne valent-ils pas les sites d'autres secteurs de l'Ile-de-France ?

Et puis, si, comme le veut le président de la République, l'Ile-de-France doit accueillir en l'an 2000 — c'est demain — une grande exposition universelle, pourquoi ne pas décider, dès à présent, que sa terre d'accueil sera l'est parisien, équidistant de Roissy et d'Orly ? L'aménagement régional — en l'occurrence le rééquilibrage à l'est, — c'est certainement aussi une affaire de motivation et de confiance.

(*) Président (R.P.R.) du conseil régional d'Ile-de-France, sénateur du Val-de-Marne et maire du Perreux.



destination ISLANDE
L'Aventure Islandaise
Circuits camping
3 sem. Paris/Paris 6.650 F.
Votre agent de voyages ou
ALANT'S TOURS 296.59.78
17, rue Molière 75001 Paris
Lic. 1053

CORRESPONDANCE

L'Intendant derrière les barreaux

Après la parution dans le Monde *du 1er avril d'un article intitulé* En bordure des Invalides, l'Intendant dans son jardin, *nous avons reçu d'un lecteur parisien — riverain attentif — la lettre suivante :*

Ainsi donc, au chevet des Invalides, le jardin de l'Intendant sera entouré d'« *une triste clôture de fer* », un peu comme il en court entre des jardinets de banlieue. La douve que l'on avait commencé de construire restera inachevée. Faute de crédits.

L'Etat et la Ville ne manqueront pas de se renvoyer la balle : *« C'est pas moi, c'est à l'autre de payer »*. Le résultat est là : cette « rénovation » restera provisoirement inachevée, et l'on sait ce que dure le provisoire...

Il n'est pas question d'exiger tout tout de suite, de reconstituer à l'identique l'ensemble monumental des Invalides. Il s'agit simplement de conduire à son terme une opération ponctuelle sans « caler » au dernier moment. Faire les choses à moitié n'est pas forcément un bon calcul.

Sur le pont des Arts...

Un lecteur, M. Robert Auclaire, de Paris, nous fait parvenir la copie d'une lettre par lui envoyée à M. Chirac, maire de Paris :

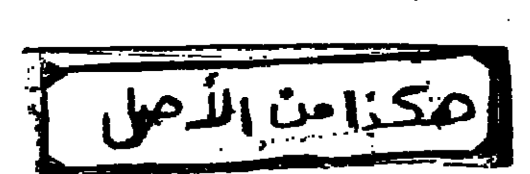
Le pont des Arts a été et reste une des gloires touristiques, littéraires, etc., de la capitale. Après une série d'accidents, il reste inaccessible. En fait, le nombre de personnes qui l'utilisaient pour *traverser* la Seine était très sensiblement inférieur à celui des passagers, touristes provinciaux ou étrangers ou vieux Parisiens, qui, tout simplement, venaient y chercher vue sur la Cité, le plus bel aspect de Paris, s'y détendre à l'écart du bruit, regarder un peintre, écouter le joueur d'orgue, voir couler la Seine et glisser les péniches.

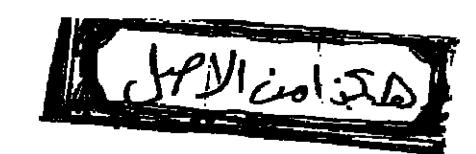
Dans ces conditions, qu'est-ce qui empêcherait — en attendant les travaux de reconstruction qui ne sont sans doute pas pour demain — de rendre le libre accès à la portion subsistante ? Il n'en coûterait que quelques mètres de grille : deux fois rien, pour rendre à Paris un des plus beaux sites de son vieux cœur.

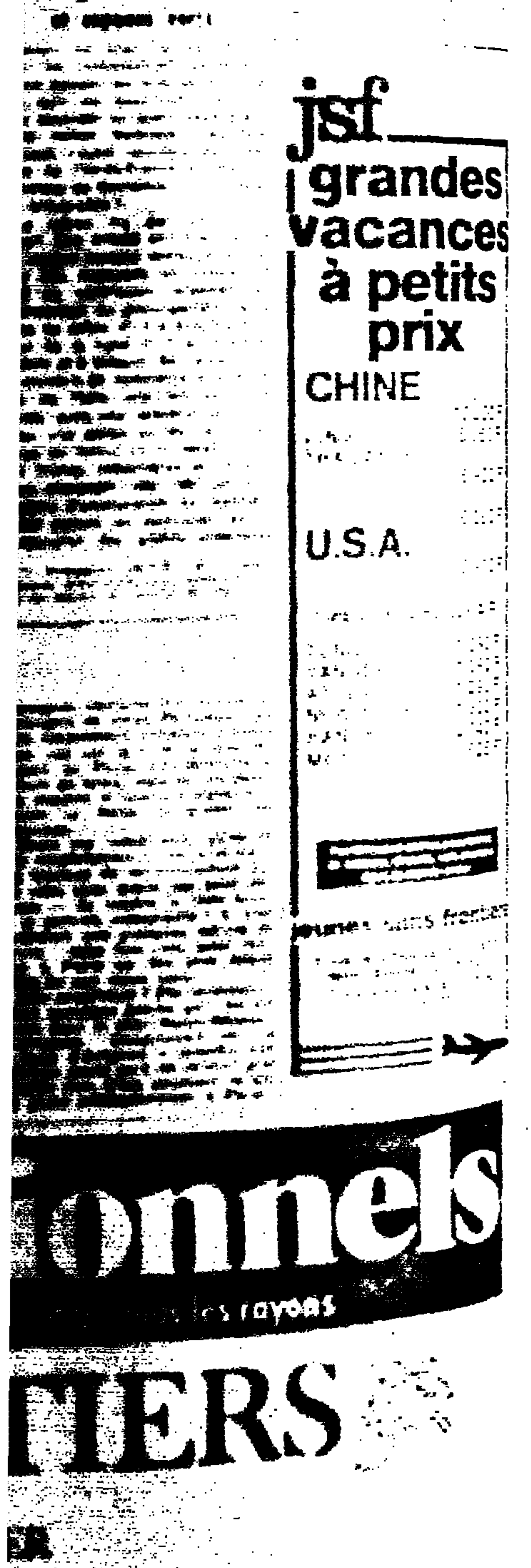
Idée saugrenue ? Pas tellement : voici quelques siècles qu'il en est ainsi pour le pont Saint-Bénezet, d'Avignon. Imaginerait-on le « pont d'Avignon » interdit aux piétons parce qu'il ne rejoint plus l'autre rive. C'est pourtant ce qui se passe semblablement à Paris...

jsf
grandes vacances à petits prix
CHINE 19 circuits
16 jours à partir de 10.600 F
L'INDE en train 18 j. 5.950 F
THAILANDE La Route de l'Opium 17 j. 5.900 F
Thaïlande/Birmanie 22 j. 6.380 F
U.S.A. Zabriskie Pist (Californie) 16 j. 5.990 F
Des vols spéciaux A.R.
TUNIS 1.090 F
TANGER 1.090 F
ATHENES 1.290 F
NEW WORK 1.800 F*
BANGKOK 2.940 F*
MEXICO 3.525 F*
*départ de Bruxelles
Prix au 28/3/80 susceptibles d'augmentation en fonction du prix du kérosène, sous certaines conditions.
Nombreuses autres possibilités de séjours, circuits, vols charters dans le monde entier
jeunes sans frontière
5, rue de la Banque 75002 PARIS (Métro Bourse) Tél. 261.53.21.
5, place Ampère 69000 LYON Tél. (7) 842.65.37
Lic. A 804

du 22 avril au 7 mai
prix exceptionnels
dans tous les rayons
AUX TROIS QUARTIERS
BOULEVARD DE LA MADELEINE PARIS
RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER







Le Monde

ECONOMIE

L'Allemagne fédérale dispose-t-elle vraiment de ses énormes réserves de change ?

Une nouvelle conférence monétaire dont la date est prévue depuis la dernière assemblée générale du F.M.I. (en septembre 1979 à Belgrade) doit avoir lieu vendredi 25 avril à Hambourg où se réunit le « comité intérimaire » pour parler du « compte de substitution » et peut-être prendre une décision à ce sujet. Le sens de ces mots est précisé dans un lexique monétaire dont nous publions à cette occasion la première partie page 25. Cependant, d'autres problèmes plus graves, dont la solution est loin d'être en vue, ont surgi au cours des dernières semaines. On peut, notamment, se demander si les énormes réserves en dollars accumulées par la Bundesbank (et d'autres banques centrales) sont vraiment disponibles quand on en a besoin, ce qui est le cas pour l'Allemagne, qui connaît aujourd'hui un gros déficit.

LES *derniers développements* qui ont eu lieu sur la scène monétaire internationale, et notamment *l'affaiblissement du deutschemark*, ont fait ressortir avec une netteté particulière (accompagnée cependant d'une discrétion tout aussi *remarquable de la part des autorités responsables*) certains des plus graves défauts du « système ». Une des questions-clefs *a été posée à ce sujet par le titre* d'un article, sinon par l'article lui-même (qui se bornait à une analyse statistique très traditionnelle), récemment publié par la *Frankfurter Allgemeine Zeitung : « Dans quelle mesure les réserves de change* (de la R.F.A.) *sont-elles liquides ? » (Wie liquide sind die Währungsreserven ?).*

Il est peu probable qu'officiellement les débats qui auront lieu vendredi à Hambourg au sein du comité intérimaire porteront sur cette question qui ne concerne pas seulement l'Allemagne, mais l'ensemble des pays détenteurs d'importantes réserves de change en dollars.

C'est un fait que la rapide *remontée du dollar qui a eu* lieu depuis le début de l'année et surtout de la mi-février au 1er avril (voir nos graphiques) a *déterminé d'importants mouvements* de capitaux qui, des banques allemandes, se sont déplacés vers les banques américaines.

Dans une déclaration faite mercredi 16 avril, le ministre des finances du gouvernement de Bonn, M. Hans Matthoefer, a *estimé à quelque 15 milliards* de deutschemarks, soit environ 7,9 milliards de dollars, la sortie de devises en direction des Etats-*Unis qui en est résultée pour son* pays.

Que cet exode de fonds, survenant à un moment où par ailleurs la balance des paiements courants de la R.F.A. est en déficit, ait donné lieu à une ponction d'un montant à peu près équivalent dans les réserves de la Bundesbank, c'est un autre fait dont notre graphique ci-dessous, établi à partir des *statistiques du Fonds monétaire* arrêtées au mois de février dernier, ne rend qu'imparfaitement compte. Le prélèvement ainsi *opéré sur ce qui reste encore* — et de loin — le plus gros stock de devises actuellement détenu par une banque centrale n'est *pas négligeable, puisqu'il en re*présente environ le sixième, et qu'à supposer, ce qui est du reste improbable, que le mouvement *se poursuive sans interruption*, l'Institut d'émission de Francfort se trouverait dépourvu d'avoirs en dollars (abstraction faite de ses facultés de tirage sur le F.M.I.) d'ici au deuxième ou troisième trimestre de 1981.

Dans le passé (notamment en 1969), de pareils retournements de situation se sont déjà produits, et les autorités allemandes avaient pu y faire face sans changer pour autant de politique. C'est à un pareil changement qu'elles viennent pourtant de se livrer. Les raisons en sont certainement multiples. Il vaut la peine d'essayer de les découvrir ; elles éclairent l'évolution, à maints égards pleine de périls, dont le système monétaire (qui mérite si peu son nom) est en train de faire l'objet.

D'une certaine façon, on aurait pû s'attendre que les dirigeants allemands se félicitent de la fuite des capitaux. Les considérables entrées qui ont eu lieu au cours des années précédentes, et surtout au quatrième trimestre de 1977, puis pendant presque tout le long de l'année 1978, et encore pendant l'été et l'automne de 1979, n'ont pas peu contribuer à relancer l'inflation au point de compromettre sérieusement la fameuse stabilité allemande (aux bases fragiles depuis au moins 1972 et encore plus depuis l'automne de 1977). Pour freiner la chute du dollar (et donc la hausse du DM), la Bundesbank est massivement intervenue sur le marché des changes.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 24.)

Les réserves de la Bundesbank en devises avaient presque doublé de juin 1977 à décembre 1979

Millions de dollars

55 000 — 50 000 — 45 000 — 40 000 — 35 000 — 30 000 — 25 000 — 0

Réserves totales de la R.F.A. moins l'or(*)

dont devises.

29 482 — 24 616 — 29 729 — 34 780 — 37 113 — 37 133 — 39 332 — 48 474 — 42 376 — 44 711 — 38 483 — 48 868 — 45 265 — 48 817 — 52 384 — 52 477 — 47 294 — 52 569 — 43 780

JUIN SEPT. DÉC. MARS JUIN S D N D J F M A M J J A S O N D J F

1977 | 1978 | 1979 | 1980

Source : Fonds monétaire

CESA - FINANCE

Le Centre de Formation Continue du CESA
vous annonce la création d'un
cycle de formation supérieure
permettant :
- la formation à la prise de décision
- l'acquisition d'une connaissance étendue de la fonction financière.

- Le Corps Enseignant est composé de Professeurs du Département Finance du CESA commun à HEC, à l'ISA et au CFC et de personnalités du monde financier et bancaire.
- le cycle comprend :
  - 4 semaines résidentielles à Jouy-en-Josas du : 22 Septembre au 4 Octobre 80 et du : 23 Février au 7 Mars 81.
  - la réalisation d'un diagnostic financier d'entreprise et d'un mémoire de fin d'étude.
- Il s'adresse aux directeurs financiers, aux cadres et futurs dirigeants appelés, dans un proche avenir, à exercer des responsabilités de direction.

Je désire recevoir la brochure du programme «CESA-FINANCE» organisé par le CFC du CESA

Nom .... Fonction ....
Société .... Tél ....
Adresse de la Société ....

Bulletin à retourner à Joël PINKHAM
CESA - FINANCE
1, rue de la Libération
78350 JOUY-EN-JOSAS
(HEC - ISA - CFC)

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Les méfaits des indices soviétiques

L'application de la résolution du comité central sur « l'amélioration des mécanismes économiques », adoptée en juillet 1979, notamment la mise en place des nouveaux indices permettant de contrôler les résultats des entreprises, continue de se heurter à une vive résistance. La grande presse et les revues spécialisées ne cessent pourtant d'en expliquer le fonctionnement et d'en faire valoir les avantages dans divers domaines, comme l'accélération du progrès technique dans l'industrie ou le perfectionnement du système de rémunération et de primes.

Le chef du service économique de la « Pravda », M. Dimitri Valovoï, qui, à l'automne 1977, avait relancé le débat public sur la réforme économique, vient de consacrer un long article à la « production nette » dans le quotidien du parti (1). De son côté, l'académicien Trapeznikov (2) qui, avec le professeur Liberman, a été à l'origine de la réforme économique de 1965, a proposé d'encourager l'application dans l'industrie des découvertes de la science (voir encadré). Enfin, toujours dans la « Pravda », un autre économiste reconnaît récemment que le déséquilibre entre l'offre et la demande de biens de consommation et le gonflement de la masse monétaire conduisaient à une forme de dépréciation du rouble (3).

M. VALOVOI s'est fait une spécialité de critiquer le système des indices en vigueur et de plaider la cause de la *« production nette »*. La situation actuelle est bien connue pour avoir été décrite de nombreuses fois dans son absurdité : l'indice de la production globale dit « VAL », qui inclut dans le produit de l'entreprise toutes les matières premières, les semi-produits, les combustibles, les salaires, conduit les agents économiques à fabriquer les objets les plus lourds incorporant les matières premières les plus chères possible. Le processus est aussi vieux que le système socialiste, bien que son caractère anti-économique ait été reconnu depuis longtemps. M. Valovoï cite, non sans malice, les critiques que lui adressait déjà Dzerjinski en 1924.

La réforme de 1965 a introduit un nouvel indice : celui de la *« production réalisée »*, exprimée en valeur. Toutefois, le changement n'a pas donné les résultats escomptés, puisque le nouvel indice conserve le défaut fondamental du VAL : plus la production est chère, mieux se portent la réalisation du plan et la dotation du fonds salarial de l'entreprise. D'ailleurs, le fonds de salaire, les rythmes de croissance de la production et de la productivité continuent d'être appréciés au moyen du VAL. *« La production brute, la production marchande ou la production réalisée sont des sœurs d'âges différents »*, écrit M. Valovoï.

Il cite l'exemple d'une usine de construction mécanique produisant des bennes basculantes, des wagons de métro et des machines-outils. Dans cette entreprise, les productions brute, marchande et réalisée sont respectivement de *276, 272 et 271 millions* de roubles. La production nette s'élève seulement à 40 millions de roubles. Bien entendu, l'auteur *se réfère à Marx pour justifier* l'utilisation de ce dernier agrégat : la production nette rend compte du *« travail vivant »*, de *la contribution propre à l'entreprise*, alors que la production brute prend aussi en compte le *« travail mort »* incorporé dans *les machines ou les matières de* base utilisées dans le processus de production. M. Valovoï a reconnu par ailleurs que la production nette n'était rien d'autre que la valeur ajoutée et que *« il ne fallait pas exclure la possibilité de déterminer les rythmes de croissance comme dans les pays capitalistes avancés »*.

DANIEL VERNET.

(1) La *Pravda* du 24 mars 1980.
(2) La *Pravda* du 20 mars.
(3) *La Pravda du 7 avril.*

(Lire la suite page 26.)

« Les cerveaux paresseux »

L'ACADEMICIEN Vadim Trapeznikov estime que la « réforme » de l'année dernière diminue ou élimine un certain nombre de difficultés entravant le progrès technique de l'économie soviétique, mais que ses conséquences ne se feront pas sentir immédiatement. Il propose des mesures simples pour accélérer le processus, tout en soulignant qu'un des freins les plus puissants du progrès technique est la faible importance qu'on lui attache généralement dans l'échelle des valeurs. Psychologiquement, ni les travailleurs ni les responsables de l'économie ne sont disposés à considérer le progrès comme un critère essentiel de leur réussite.

Il existe aussi des causes économiques : les délais de conception et de mise au point des nouveaux articles sont très longs, la plupart des projets des instituts de recherche ou des bureaux d'étude restent dans les cartons ou sont utilisés pour une production confidentielle. Les installations expérimentales sont négligées — moins de 1 % des investissements. Celles qui existent travaillent à plein rendement, mais les résultats de leurs travaux débouchent rarement sur la production en série. Alors que, en général, le plan est réalisé à 100 % ou 102 %, dans le domaine de l'innovation l'inexécution est la règle, mais elle passe inaperçue.

Au niveau des entreprises industrielles, les résultats des agents économiques sont appréciés en fonction de la quantité de la production et non de son niveau scientifico-technique ou de sa capacité concurrentielle sur le marché mondial, souligne l'académicien. Les liens entre les prix des produits et le niveau technique de la production sont très faibles. Les ingénieurs, les techniciens et les dirigeants d'entreprise ne sont pas matériellement intéressés à promouvoir le progrès technique. Leurs primes sont calculées sur la base d'une quinzaine d'indices dans lesquels la part de l'innovation ne dépasse pas 2 % ou 3 %.

Il ne s'agit pas d'augmenter le plafond des primes, mais le poids des productions nouvelles dans la « corbeille » des indices, précise M. Trapeznikov.

L'académicien propose de renforcer la confrontation entre les différentes fabrications nationales et étrangères, de ne décerner l'indice de la qualité qu'à des articles au niveau de la meilleure production internationale. Il invite les instituts de recherche et les bureaux d'étude à ne pas copier le matériel à l'aide des procédés étrangers, car, en copiant, on accumule déjà, au départ, un retard de plusieurs années, puisque les produits imités ont déjà fait leurs preuves sur les marchés étrangers.

M. Trapeznikov reconnaît que, si les réalisations de la science soviétique soutiennent la comparaison internationale, certains centres de recherche et de développement vivotent. Il critique l'apparition des *« cerveaux paresseux »* et le manque d'initiative encouragé par la faible demande des entreprises qui ne recherchent pas le matériel nouveau, et par le système du VAL, qui n'incite pas les instituts à proposer des articles légers, économiques, bon marché et concurrentiels sur le marché mondial. — D. V.

La vieille idole

PAS de participation sans détention, aussi infime soit-elle, d'une partie du capital. Pas d'exercice réel de cette participation sans *l'accès aux conseils d'administration*. En liant les deux questions, dans sa proposition de loi, le R.P.R. a certaine*ment vu juste même s'il* ne mesure pas toutes les conséquences d'une élection au suffrage direct des représentants des cadres dans les conseils d'administration.

Un tel « danger » n'a pas échappé à M. Ceyrac. *Le président* du C.N.P.F. ne voit de bon cadre-administrateur que coopté. Foin du *« système électoralo-syndicaliste »*. De même qu'il appartiendra aux sociétés de décider si elles distribuent ou non des actions aux salariés, de même le droit de désigner le bon cadre, apte à siéger parmi les vrais détenteurs du capital, ne devrait revenir qu'aux conseils d'administration.

Elus, les cadres ne seraient que des *« administrateurs diminués »*, affirme M. Ceyrac avec une malice à peine cachée. Car c'est pour reconnaître aussitôt, implicitement, *qu'un représentant du suffrage* direct péserait d'un autre poids face aux représentants « traditionnels ».

Tout l'enjeu est là, qui oppose pratiquement les détenteurs de l'argent à ceux du travail, les premiers étant les seuls jusqu'à présent à avoir droit de cité. S'il en était autrement, le problème serait réglé. La participation ne serait plus une *« vieille idole à laquelle on rend hommage par habitude »*, *comme* le remarquait un député R.P.R. à la tribune de l'Assemblée nationale. Si, comme on l'a dit encore, l'affaire n'a guère avancé depuis Pie IX, c'est parce qu'on ne s'est jamais donné les moyens concrets de la réaliser. Maintenant que ces moyens sont évoqués, le C.N.P.F. n'est pas loin de parler de l'introduction du loup dans la bergerie.

C'est peut-être ne pas voir que la peau du loup cache un agneau. Chacun sait que les cadres ne sont plus ce *qu'on voudrait qu'ils soient.* On en a fait, au fil des ans, plutôt des agents d'exécution que des décideurs. Leur pro*lifération, qui aboutit à nom*mer à cet échelon celui ou celle qui n'a parfois rien à encadrer, montre bien que *l'idée de promotion sociale* a remplacé celle de la montée en grade. Dès lors, on comprend que les cadres eux-mêmes voient arriver avec appréhension une proposition qui les conduirait à engager leur responsabilité personnelle... Crainte que la C.G.C. exprime sans fard. M. Ceyrac aurait tort de trop s'alarmer, puisque les intéressés, s'ils revendiquent un bien vague droit de contrôle, repoussent l'idée de la participation aux décisions. Ceux qui redoutent que les salariés en viennent à se conduire comme s'ils étaient détenteurs d'une partie du capital en seront quittes pour la peur.

FRANÇOIS SIMON.

LE MONDE diplomatique

NUMÉRO D'AVRIL

Le labyrinthe basque

(Jean-Jacques Kourliandsky)

●

La société syrienne contre son Etat

(Paul Maler)

●

Le numéro : 7 francs

5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09.

Publication mensuelle du Monde
En vente partout.

AVANT LA RÉUNION MONÉTAIRE DE HAMBOURG

Les réserves de change de l'Allemagne fédérale

(Suite de la page 23.)

De juin 1977 à décembre 1979, elle a vu le montant de ses avoirs en devises pratiquement doubler. Ses achats de soutien de la devise américaine, augmentés par la nécessité périodique de voler au secours du franc belge et de la couronne danoise au sein du S.M.E., ont été, pendant toute cette période, la principale source de création monétaire en Allemagne (la Bundesbank rachète les dollars en émettant des deutschemarks...).

On dira, et on aura raison de le dire, que, une fois la circulation monétaire portée à un certain niveau, il est très périlleux de la ramener en arrière par une contraction brutale. On risque alors de porter atteinte à la solidité de l'appareil bancaire (et partant à celle de l'économie tout entière) dont l'équilibre, plus ou moins précaire, s'est entre-temps établi sur des bases nouvelles. Il reste que, dans d'autres circonstances, les autorités allemandes auraient cherché à compenser l'effet de contraction consécutif à un brusque dégonflement des réserves de change par une augmentation des autres postes du bilan de la Bundesbank. Mais la conjonction de plusieurs facteurs défavorables, les uns échappant à la responsabilité des dirigeants allemands, les autres étant la conséquence de leur action (ou inaction) passée, a rendu quasiment impérative la recherche d'une autre solution. Cette solution, c'est l'endettement extérieur.

En premier lieu, les autorités allemandes se sont progressivement liées les mains en laissant se créer au fil des ans un considérable déficit budgétaire qui sera encore de l'ordre de 25 milliards de DM cette année et dont l'origine remonte au début des années 70 (coïncidant plus ou moins avec l'arrivée au pouvoir des sociaux-démocrates et la vogue des méthodes de gestion keynésiennes).

Pour drainer vers les émissions publiques une part encore plus grande de l'épargne allemande, il faudrait aujourd'hui que la Bundesbank laisse monter encore plus haut les taux d'intérêt (ils ont déjà presque triplé depuis le début de 1979). Elle en est empêchée par des considérations internationales. Les Américains ne manqueraient pas de lui reprocher vertement de relancer l'« escalade » des taux. Ce serait absurde et injuste, mais qu'importe... En revanche, les Saoudiens, dans le souci de « diversifier » leurs avoirs, peuvent être intéressés à souscrire des titres émis par l'Etat fédéral, même aux conditions actuelles (on ne connaît du reste pas les conditions qu'on leur a offertes pour le premier emprunt de 3 milliards de D.M. déjà contracté, en attendant le second, également annoncé par M. Matthoefer, de 2 milliards).

En deuxième lieu, la Bundesbank, toujours pour des motifs de « solidarité » internationale, a sans doute un besoin pressant de reconstituer ses avoirs en dollars au fur et à mesure de leur diminution (pour acheter des bons libellés en deutschemarks, l'Arabie vend des dollars que la Bundesbank rachète). Pourquoi ?

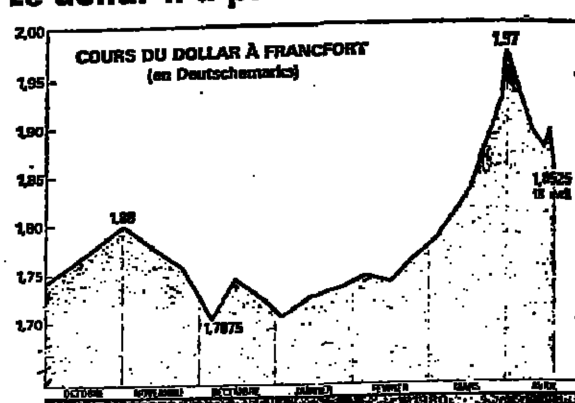
C'est une illusion trompeuse, entretenue par les méthodes comptables du Fonds monétaire, que de considérer les réserves en devises d'un pays comme étant disponibles à volonté et, partant, véritablement liquides. On oublie que les dollars détenus par la Bundesbank, comme ceux détenus par les autres banques centrales d'Europe, du Japon, ou d'ailleurs, sont placés en bons et autres titres émis par le Trésor américain. Dans les conditions d'extrême tension que connaissent actuellement les marchés monétaire et financier, vendre ces titres en quantités importantes, c'est immédiatement en faire baisser la valeur et, par voie de conséquence, faire monter à un niveau encore plus élevé les taux d'intérêt américains. Rappelons qu'en stricte gestion financière, un avoir est considéré comme parfaitement « liquide » quand on peut en disposer sans perte.

Ce qui précède n'est pas théorique. Les opérateurs savent bien que la forte hausse qu'ont connue en février et en mars les taux aux Etats-Unis n'était pas étrangère aux ventes importantes de bons et de titres américains effectuées par la Bundesbank (d'autres causes étaient à l'œuvre simultanément). Ainsi la hausse du dollar a-t-elle contribué à provoquer l'ébranlement dont les marchés monétaire et financier, piliers du capitalisme américain, ont été — et sont toujours malgré la récente détente des taux — les victimes. On ne peut mieux illustrer le « blocage progressif » de tout un système.

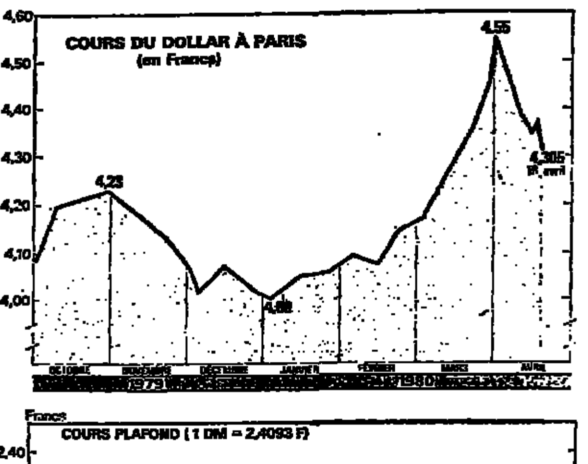
En attendant, les Allemands, dont la politique de stabilité a été au cours des dernières années si bénéfique pour la communauté internationale (qui ne leur en a jamais su gré), se laissent gagner, à leur tour, par la tentation de financer, de la façon la moins douloureuse possible, leur déficit budgétaire : par des emprunts étrangers (c'est cela devenir une monnaie de réserve). Ils devraient y perdre à la longue encore un peu plus de leur liberté de manœuvre.

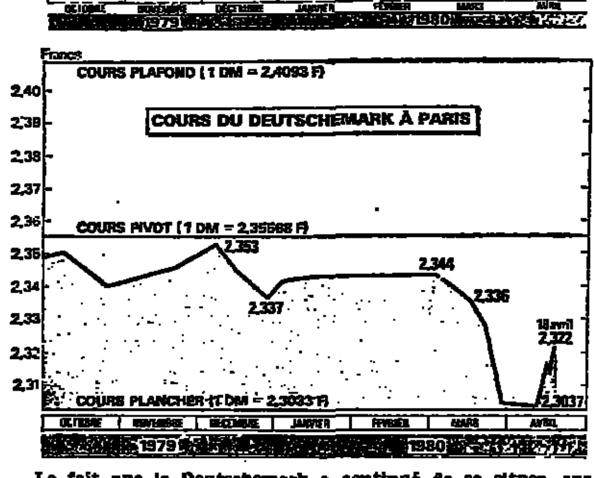
PAUL FABRA.

Le dollar n'a pas franchi les 2 DM...



... et cherche à Paris un semblant d'équilibre aux environs de 4,30 F





Le fait que le Deutschemark a continué de se situer, sur le marché des changes de Paris, pendant la période allant d'octobre 1979 à la fin mars 1980, à un niveau proche de son cours pivot vis-à-vis du franc traduit la position favorable que le D.M. occupait alors au sein du *S.M.E.* : la monnaie allemande était par rapport au franc français au pair ou pas très loin, tandis que par rapport aux monnaies faibles (franc belge en premier lieu) il était au plafond. Changement de décor à partir du mars et jusqu'au 9 avril : le Deutschemark tombe aux environs du *plancher vis-à-vis* du franc qui distance, à ce moment-là, toutes les autres monnaies du S.M.E.

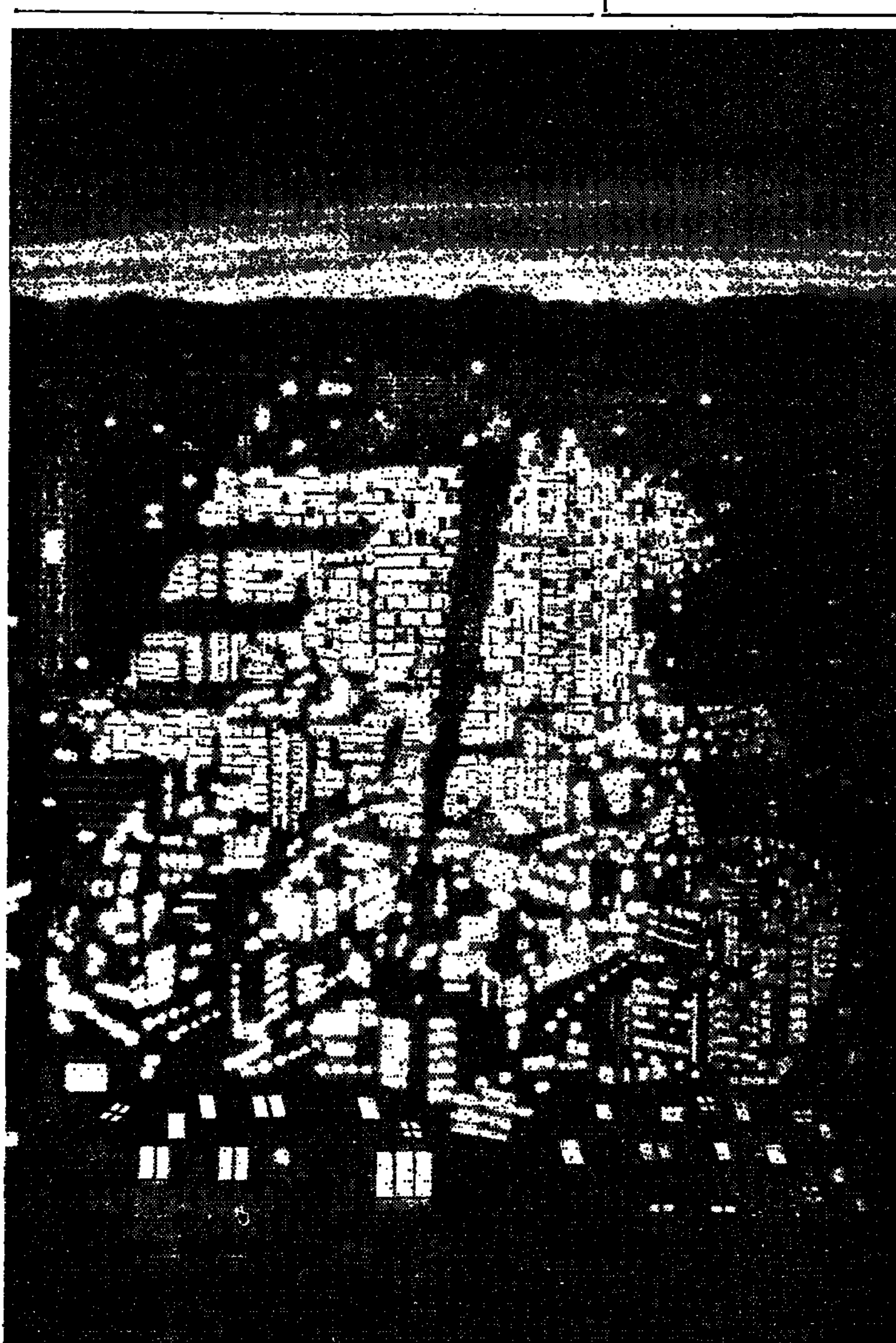
GROUPE WAGONS-LITS GROUPE WAGONS-LITS
NOS ACTIVITES COLLENT A L'ACTUALITE

Désormais, nous plaisons plutôt aux managers qu'aux romanciers.

F.C FAITS ET COMMUNICATION

L'Orient Express a bien changé. Aux côtés du département "ferroviaire" qui jouit d'une santé de fer, le groupe Wagons-Lits comprend 3 activités en plein essor : le tourisme, la restauration et l'hôtellerie qui représentent plus de la moitié du chiffre d'affaires du groupe. Un résultat étonnant pour qui s'attend à rencontrer les Wagons-Lits dans les romans policiers plutôt que dans les activités de pointe.

GROUPE WAGONS-LITS



DES MILLIONS DE FOYERS FONT CONFIANCE A L'ECUREUIL

AVEC LE LIVRET A : DE L'ARGENT DISPONIBLE QUI RAPPORTE

Les 27 millions d'épargnants qui ont un Livret à la Caisse d'Epargne Ecureuil l'ont compris. Leurs économies en attente ne sont pas improductives comme sur un compte ordinaire. Sur le Livret A, elles rapportent 7,50 % d'intérêt exonéré d'impôt. Et le maximum de dépôt peut atteindre 45 000 F sur le Livret de chacun des membres d'une famille. Connaissez-vous une formule plus avantageuse pour de l'argent en réserve mais toujours disponible ?

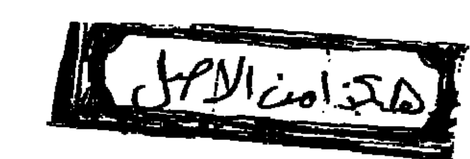
AVEC L'EPARGNE-LOGEMENT : UN AVENIR BIEN PRÉPARÉ PAR UN PLACEMENT AVISÉ

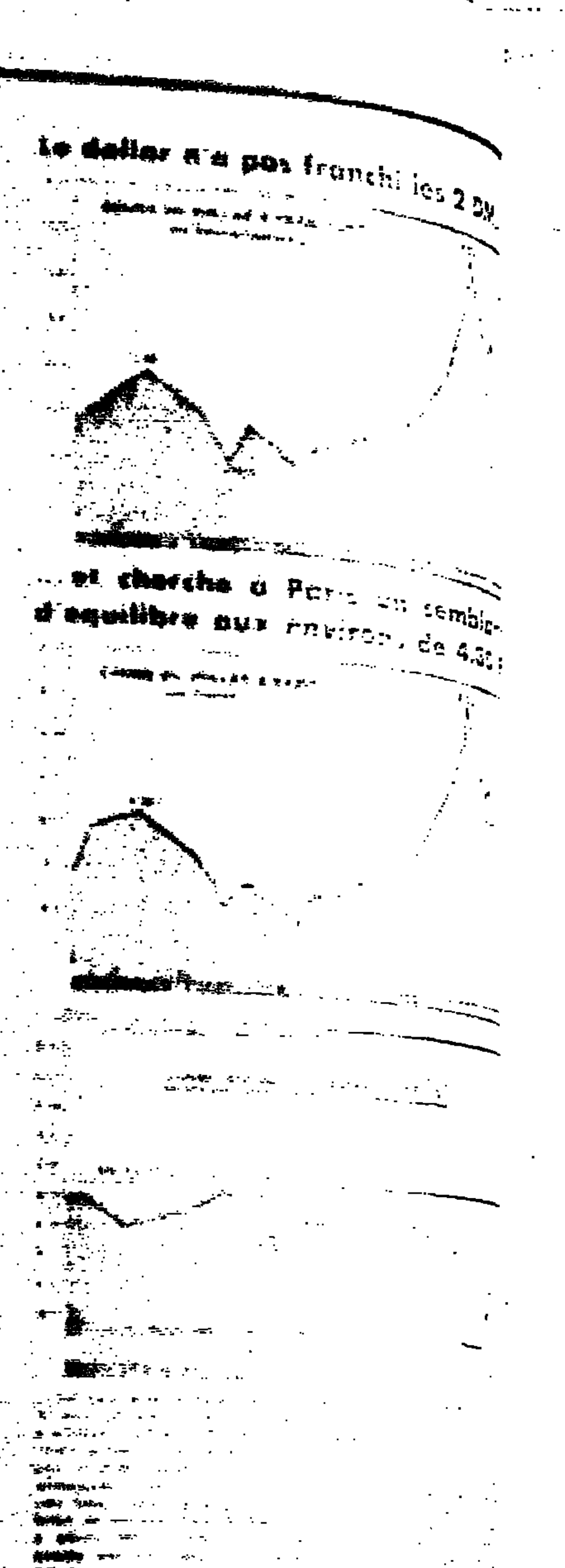
Aujourd'hui, même si vous n'avez pas de projet immobilier, vous avez intérêt à ouvrir un Plan ou un Livret d'Epargne-Logement. L'épargne que vous allez ainsi constituer vous rapporte directement des intérêts sûrs (jusqu'à 7,90 % exonérés aussi d'impôt) et vous permettra le moment venu, de bâtir un projet immobilier pour vous ou pour vos enfants grâce à des conditions de crédit exceptionnelles. N'est-ce pas un bon placement sur le proche futur ?

LIVRET A
CAISSE D'EPARGNE
EPARGNE LOGEMENT
CAISSE D'EPARGNE

Chiffres valables au 02/04/1980.

CAISSE D'EPARGNE
Pour ceux qui veulent compter plus.





Lexique monétaire (I)

● **ACCORDS DE LA JAMAIQUE**

Les 7 et 8 janvier 1976, d'importants accords *monétaires ont été signés à la Jamaïque*, portant « amendements des statuts du Fonds monétaire », mais en réalité modifiant de fond en comble la Charte de Bretton-Woods (voir ci-dessous). Ces accords, entrés officiellement en vigueur le 1er mai 1978 (mais non ratifiés par le Parlement français), visent à légaliser les pratiques qui se sont instaurées à partir de 1973 sur tous les marchés des changes après que les pays d'Europe occi*dentale et le Japon eurent cessé d'intervenir* pour défendre un cours fixe de leurs monnaies respectives vis-à-vis du dollar. Les pays *membres ont donc le droit de laisser flotter* leur monnaie, sous réserve de maintenir un fonctionnement « ordonné » du marché (le F.M.I. est investi d'un pouvoir de « surveillance » défini de façon assez vague, mais, semble-t-il, destiné avant tout à empêcher que les pays ne « manipulent » leur taux de change à des fins commerciales). Les changes flottants peuvent jusqu'à nouvel ordre être considérés comme le nouveau régime de droit commun puisqu'il est prévu que pour rétablir un système international de changes fixes (dénommé dans les accords « dispositions générales de change »), *il faudrait une décision* prise à la majorité de 85 % des voix au sein du F.M.I. Entre-temps, les pays peuvent choi*sir de fixer la valeur de leur monnaie par* rapport à d'autres devises, type accords régionaux (1), ou par rapport à une unité de *compte. (D.T.S., par exemple)*. Il leur est cependant expressément interdit de faire référence à l'or. Le nouveau « numéraire » est le droit de tirage spécial (D.T.S.). Des accords de la Jamaïque, on peut dire qu'ils interdisent tout retour, sous quelque forme que ce soit, de l'étalon-or (mais aucun système de taux de change fixes n'a jusqu'à maintenant jamais fonctionné à l'échelle mondiale sans l'or pour étalon...).

● **ACCORDS DE BRETTON-WOODS**

Une grande conférence monétaire eut lieu en *juillet 1944* à *Bretton-Woods, localité du* New-Hampshire. La charte à laquelle elle a donné naissance n'aura été appliquée par *l'ensemble des pays industrialisés à économie* de marché que pendant une douzaine d'années : du début 1959 (retour à la converti*bilité des monnaies européennes*) jusqu'en 1971-1973 (les années de l'effondrement par étapes). Mais c'est elle qui a marqué la longue période d'expansion économique et de libération des échanges qui a suivi la guerre. Le régime qu'elle instituait reposait sur la libre convertibilité des monnaies entre elles — ce qui a été préservé après 1973 — et sur le maintien de taux de change fixes variant dans d'étroites limites, ce qui a été abandonné depuis mars 1973. La clef de voûte du système était la définition de la valeur-or du dollar (888,671 milligrammes d'or fin correspondant à un prix de 35 dollars l'once), toutes les autres monnaies étant rattachées au métal précieux par l'intermédiaire de la devise américaine.

Pour donner une certaine souplesse à l'ensemble, il avait été admis qu'en cas de « *déséquilibre fondamental* », une monnaie pourrait être dévaluée ou au contraire réévaluée, tandis que le F.M.I., bras séculier du système de *Bretton-Woods*, était *chargé d'accorder* des crédits aux pays en difficulté. Les accords de Bretton-Woods avaient institué un système *mixte or-dollar qui s'est effondré par* suite de l'accumulation indéfinie des dollars (voir gold-exchange standard). L'arrêt de mort *a été prononcé le 15 août 1971 avec la décision* prise par le président Nixon de couper les liens entre l'or et le dollar.

● **FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (F. M. I)**

Le F.M.I. continue de faire figure d'institution *centrale* du système *monétaire* international, mais dans la mesure où ce dernier a perdu en cours de route sa structure et ses règles strictes, il a, lui aussi, vu beaucoup diminuer son rôle effectif. Cependant, le Fonds est investi du pouvoir assez vague de « surveillance » des politiques de change.

Chaque pays doit verser le quart de sa contribution en devises étrangères (en fait en dollars ou en D.T.S.) et non plus en or, comme cela était le cas avec les accords de Bretton-Woods ; les autres trois quarts sont versés en sa propre monnaie. Il est périodiquement procédé à la révision des quotes-parts, afin d'augmenter les ressources globales du F.M.I., étant (sous-)entendu que les seules monnaies utilisables par lui sont les monnaies convertibles (moins de la moitié du total actuellement égal à 39 milliards de D.T.S., soit 49 milliards de dollars environ). La principale tâche du F.M.I. consiste à accorder aux pays membres des crédits sous forme de droits de tirage. Le tirage sur la *première* tranche, dite tranche de réserve (ex-tranche-or) est inconditionnel ; au contraire, les tira*ges sur les quatre tranches de crédit successives* (chacune d'elle étant égale à 25 % de la quote-part) sont assorties de conditions *imposées par le Fonds auquel le pays bénéficiaire* adresse une « lettre d'intention ». Techniquement, le tirage s'effectue sous forme d'un « achat » de devises désignées par le F.M.I. (ce qui explique que le Fonds possède de grosses quantités de monnaies des pays débiteurs, qui ont beaucoup acheté de monnaies étrangères en cédant la leur, et, au contraire, est souvent à court de monnaies « tirées » ou vendues). Dans un délai de trois à cinq ans, le pays emprunteur devra rembourser, c'est-à-dire racheter sa propre monnaie. En dehors de ces tirages ordinaires, et *indépendamment des droits de tirage spéciaux*, dont il sera question plus loin, le F.M.I. ouvre à ses membres un certain nombre de facilités spéciales (*tel, par exemple*, le « système de financement compensatoire » destiné aux pays pauvres dont les recettes d'exportation ont baissé pour des raisons fortuites) ou encore diverses facilités dites « pétrolières », parce qu'elles sont liées au financement de déficit attribué à la hausse du prix du pétrole). Le jeu de ces facilités peut permettre de porter à 300 % (et même davantage) du quota les facultés de tirage *sur le F.M.I.*

Le F.M.I. compte actuellement cent quarante membres (dont un très petit nombre *de pays communistes : Yougoslavie, Roumanie*, Kampuchéa (ex-Cambodge), Vietnam ; il tient une assemblée générale annuelle où chaque *pays est représenté par un gouverneur* (son ministre des finances). Le droit de vote de chaque pays est proportionnel à son quota. Celui des Etats-Unis est de 20 % environ supérieur à la minorité de blocage (15 %).

A la tête du F.M.I. est placé un directeur général (M. Jacques de la Rosière), assisté d'un conseil d'administration de vingt et un membres dont cinq ne représentent que leur propre pays (Etats-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, France, Japon, auxquels s'ajoute l'Arabie Saoudite en tant que principal créancier), les autres votant chacun pour un certain *nombre de pays membres en général regroupés* par région.

● **ACCORDS DE CONFIRMATION OU, EN ANGLAIS, CREDITS STAND BY**

Quand le Fonds ouvre à un pays déficitaire une ligne de crédit de, par exemple, 100 millions de dollars pendant trois ans, cela veut dire que le pays bénéficiaire pourra dès le premier jour prélever la totalité de cette somme ; mais, si, huit mois plus tard, il rembourse 50 millions de dollars, il pourra de nouveau disposer de la totalité du montant du prêt pendant *la durée qu'il reste à courir*, et ainsi de suite. C'est ce qu'on appelle un accord de confirmation (ou « stand-by »).

● **BANQUE DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX**

C'est la plus ancienne des institutions monétaires internationales ; elle fonctionne depuis le 17 mai 1930. Outre la tâche d'administrer le règlement des dettes allemandes consécutives à la première guerre mondiale, elle avait été créée pour « *encourager les financements internationaux* » et pour « *favoriser la coopération entre banques centrales* ». De ses origines, elle a gardé une tradition d'internationalisme authentique qu'elle est même parvenue à maintenir pendant la guerre de 1939-1945, aidée en cela par la localisation de son siège en territoire neutre, à Bâle. Les gouverneurs des *banques centrales du* groupe des Dix plus la Suisse y tiennent, dans un cadre approprié, soustrait aux influences *politiques trop directes, une réunion le* deuxième lundi de chaque mois. La BRI est le meilleur poste d'observation de l'évolution *des euromarchés (sur lesquels elle intervient* elle-même) grâce aux renseignements statistiques qui lui sont communiqués chaque mois. Ses *publications* mensuelles et son rapport annuel sont suivis de très près.

● **ACCORDS GÉNÉRAUX D'EMPRUNTS (A. G. B.)**

Signés en décembre 1961 à Paris par les dix pays les *plus riches* du F.M.I. auxquels *s'était jointe la Suisse, ces accords ont pour* but de mettre à la disposition du Fonds monétaire, sous certaines conditions, 6 milliards *de dollars de ressources supplémentaires.* Chaque fois que le Fonds a été amené à consentir un gros prêt, il a eu besoin d'avoir recours aux A.G.B.

● **GROUPE DES DIX**

Il s'agit, à l'origine, des dix pays qui ont souscrit à l'A.G.B. : Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, France, Italie, Pays-Bas, Belgique, Suède, Canada, Japon. De 1963 *jusqu'au début des années 70, le groupe des* Dix, réuni à l'échelon ministériel ou à l'échelon des « suppléants » (hauts fonctionnaires), *a joué un rôle décisif dans les négociations* monétaires internationales.

● **COMITÉ INTÉRIMAIRE**

Signe d'un certain élargissement du cadre institutionnel à l'intérieur duquel se déroulent les négociations monétaires, c'est au sein d'un comité dit « intérimaire », composé de vingt et un membres (comme le conseil du Fonds), que se préparent les décisions adoptées par le F.M.I.

Avec le temps, le groupe des Dix est devenu le porte-parole des pays de l'O.C.D.E., en marge du comité intérimaire, tandis que le groupe des 24, émanation du groupe des 77 (qui sont en réalité 119), est le porte-*parole du tiers-monde.*

● **GROUPE DES CINQ**

Les ministres des finances de cinq « grands » (Etats-Unis, Grande-Bretagne, R.F.A., France, Japon) ont pris l'habitude de se réunir une ou deux fois par an. Ils jouent encore un rôle prépondérant au sein des institutions monétaires internationales.

● **LIQUIDITÉS INTERNATIONALES**

On désigne sous cette dénomination ambiguë l'ensemble des réserves de change dont les banques *centrales disposent pour* régler les déficits de balances des paiements. Ces disponibilités comprennent les devises, les droits de tirage ordinaires sur le Fonds monétaire, les D.T.S., l'or que le Fonds monétaire comptabilise désormais en poids étant donné que les modes d'évaluation varient d'un pays à l'autre, certains, tels les Etats-Unis et l'Allemagne, retenant encore l'ancien prix officiel de 42,22 dollars l'once, d'autres, de plus en plus nombreux, retenant un prix « dérivé » du marché, qui est lui-même fluctuant. Le F.M.I. additionne, pour *obtenir le total « à la disposition » du système* monétaire international, les avoirs en dollars détenus par les banques centrales non amé*ricaines, sans tenir compte qu'en stricte* logique monétaire ces « balances », inscrites à l'actif des banques centrales détentrices, sont un passif pour les Etats-Unis. Notons aussi que ces avoirs en dollars sont en géné*ral placés* sous forme de bons ou d'obligations émis par le Trésor américain. Si les pays qui les comptent pour « réserves » devaient d'un seul coup en vendre de grosses quantités, cela désorganiserait complètement le marché monétaire et financier américain. Il serait donc erroné de considérer l'énorme masse des « réserves de change » (*272 millions de dollars en janvier 1980, quatre* fois plus qu'en janvier 1970) comme entièrement disponible ou liquide.

● **DROITS DE TIRAGE SPÉCIAUX**

Les D.T.S. sont l'unité de compte, ou numéraire, internationale en quoi le F.M.I. évalue le montant de ses opérations. La valeur du D.T.S. est déterminée chaque jour par le Fonds en fonction d'un panier de seize monnaies, chacune d'elle étant affectée d'un coefficient pour ce calcul. Il s'agit des monnaies suivantes par ordre d'importance : dollar (30 % environ du total), deutschemark, yen, franc français, livre sterling, lire italienne, florin néerlandais, dollar canadien, franc *belge, riyal d'Arabie Saoudite, couronne suédoise*, rial iranien, dollar australien, peseta, espagnole, couronne norvégienne, schilling *autrichien.*

Si le D.T.S. a été appelé parfois (de moins en moins) « or-papier », de par sa nature *il n'est pas et ne peut pas être un étalon,* puisque, unité de compte par quoi est exprimée la valeur des monnaies, il est lui-même *défini en termes de monnaies (alors* que l'étalon-or ou l'étalon-argent consistent à définir la valeur d'une monnaie par référence à un certain poids déterminé d'une marchandise, qui en l'occurence est l'or ou l'argent).

Le F.M.I. procède à des allocations de D.T.S. (au prorata des quotas). Ces D.T.S. donnent aux pays détenteurs le droit de tirer à due concurrence des monnaies désignées par le Fonds (dollar, deutschemark, franc français, etc.), dont une fraction seulement aura à être « reconstituée » (30 % en principe). Le D.T.S. n'est donc pas proprement dit une monnaie, mais le droit d'obtenir tel ou tel montant de monnaie. Il a été créé pour la première fois des D.T.S. (aboutissement d'une longue négociation) *en 1969. A* l'origine, le D.T.S. était défini par un poids d'or égal à la définition-or du dollar de *l'époque. Il était destiné à se substituer progressivement*, dans les actifs des banques centrales, aux dollars, dont on redoutait (ou feignait de redouter) le tarissement.

● ***EURODEVISES***

Un dépôt en eurodollars est un dépôt constitué en dollars auprès d'une banque *dénommée pour l'occasion* « eurobanque » située en dehors du territoire des Etats-Unis. Cette définition s'étend, *mutatis mutandis, aux autres devises (un dépôt libellé en* deutschemarks constitué dans une banque située au Luxembourg est un dépôt en « euro*deutschemarks », etc.). De même, les euro*banques consentent des crédits libellés en une autre monnaie que celle du pays où elles *ont leur siège. Pour accorder un crédit en* eurodollars, une eurobanque doit nécessairement posséder une fraction de son actif sous *forme de réserves liquides en dollars, c'est-à-*dire sous forme d'un compte créditeur ouvert aux Etats-Unis auprès d'une banque « corres*pondante ». Sur cette base s'est développée,* en dehors des Etats-Unis, une deuxième masse, autonome, de crédits (et donc de dépôts) en eurodollars, étant bien entendu que rien ne distingue un eurodollar d'un dollar ordinaire. De même s'est constituée, en dehors de la R.F.A., une masse d'euro-deutschemarks ; en dehors de la Suisse, une masse d'eurofrancs suisses, et une toute petite masse d'eurofrancs dont la croissance est limitée par l'interdiction faite aux banques françaises de prêter des francs à l'étranger.

● ***COMPTE DE SUBSTITUTION***

C'est le dernier-né des projets du Fonds monétaire, qui doit faire l'objet des dis*cussions du comité intérimaire à Hambourg,* le 25 avril. Pour « éponger » une partie des dollars accumulés par les banques centrales, il serait créé un compte de substitution, auprès duquel les banques centrales pourraient déposer des dollars et recevoir en contrepartie de nouveaux avoirs libellés en D.T.S. Le compte de substitution ayant une durée de vie illimitée, les avoirs en question ne porteraient aucune échéance de remboursement, ce qui est une *façon d'éliminer* au moins en partie l'épineuse question de la responsabilité du risque de change. Il reste *à définir dans quelle mesure ils seraient* malgré tout mobilisables. Les dollars déposés auprès du compte de substitution seraient gérés par ce dernier. Ils continueraient donc à financer le déficit budgétaire américain.

● ***GOLD-EXCHANGE STANDARD (OU ÉTALON DE CHANGE-OR)***

Cette expression sert aux économistes (ce n'est pas une catégorie juridique) pour désigner un système monétaire qui retient, tout au moins au départ, certaines des caractéristiques essentielles du gold-standard (ou étalon-or), à savoir *la fixité* de parités monétaires dont la valeur est définie en or, mais qui en ajoute une autre, comme l'histoire *l'a confirmé, propre à en fausser le mécanisme* jusqu'au point de rendre impossible à la longue le maintien de la stabilité des changes.

Dans un régime d'étalon de change-or, les banques centrales font entrer trois catégories d'actifs dans leur bilan : des créances libellées en monnaie nationale (bons du Trésor et différents effets commerciaux), de l'or (2) et une ou plusieurs devises étrangères (dans la pratique surtout, et souvent exclusivement des dollars). Ces deux derniers actifs sont des réserves de change. Il n'en est toutefois pas de même pour le pays qui sert de centre de réserve — les Etats-Unis à notre époque — dont la Banque centrale ne possède (on *pourrait dire presque par définition) aucune* devise étrangère, sinon temporairement et pour des montants faibles. Cette asymétrie *provient du fonctionnement même du système* : ce sont les banques centrales des pays autres que les Etats-Unis qui, jusqu'en 1973, défendaient le *dollar* sur les *marchés* des changes pour en maintenir le cours à l'intérieur des limites permises. Par exemple, la Bundesbank *pour maintenir le cours officiel* du dollar sur son propre marché (et par voie de conséquence, assurer la stabilité du deutschemark), rachetait des dollars sur le marché de Francfort.

Pour acheter les dollars, les banques centrales émettent de la monnaie nationale (ce qui est une cause d'inflation). Les dollars ainsi acquis sont placés aux Etats-Unis (en bons et autres titres du Trésor). Ils servent à financer le déficit budgétaire américain. Il s'agit donc bien d'un endettement des Etats-Unis. Il arrive nécessairement un jour où, pour se défendre contre un afflux intempestif de dollars, les banques centrales cessent de soutenir la devise prise pour réserve. C'est *ce qui est arrivé pour le dollar en 1973,* comme jadis en 1931 pour la livre sterling. D'un régime de taux fixe, on passe alors à *un régime de changes flottants mais rien* n'est changé en profondeur car les banques centrales continuent d'intervenir — plus massivement *encore — sur les marchés* des changes.

P. F.

(1) Dont le S.M.E. est le prototype (une *prochaine rubrique en fera état*).

(2) Dans un régime d'étalon-or, les banques centrales font parallèlement entrer dans leurs actifs des créances libellées en monnaie nationale et de l'or.

BIBLIOGRAPHIE

L'étude exhaustive d'un village de l'Inde

L'Atlas d'un village indien, de Jean-Luc Chambard, professeur de civilisation de l'Inde contemporaine à l'Institut des langues et civilisations orientales de Paris, est un ouvrage propre à intéresser spécialistes et non spécialistes.

Soutenant sa thèse de doctorat d'Etat à Nanterre à la fin de l'année dernière, l'auteur se trouvait devant un jury composé des *géographes* Jean Delvert et Jacques Dupuis, des indianistes Madeleine Biardeau et Charles Malamoud, des ethnologues Eric de Dampierre et Louis Dumont.

A travers une longue série de cartes du village, de son habitat, des champs, des cultures, de la répartition par castes, le tout complété par un *texte* extrêmement précis et détaillé, l'auteur présente l'étude la plus complète d'un village de l'Inde et probablement du tiers-monde en général, ses structures sociales, ses traditions, l'évolution de son économie, de sa vie politique. Non moins *fascinante* est la durée des observations qui se répartit en nombreux et souvent *longs séjours*, de 1957 à 1977. C'est donc *toute* la vie d'un village qui se déroule sous nos yeux.

Bien sûr, il s'agit d'un cas sur les cinq cent soixante mille villages que compte l'Inde, c'est pourquoi l'on ne saurait en déduire des tendances applica*bles* à l'ensemble du pays. Piparsod (Inde centrale, région de Gwalior) se trouve dans un milieu physique qui ne se prête pas à une très forte croissance agricole, contrairement, par exemples aux plaines du Nord-Ouest. Néanmoins, l'essor des secteurs *secondaire et tertiaire* ainsi que la création de nombreux emplois en dehors du village *ont provoqué* une expansion économique dont ont profité aussi les plus pauvres, très souvent ex-intouchables comme les Chamars.

Les membres du jury n'ont pas *ménagé leurs éloges : « Un travail prodigieux »* (Dampierre), *« D'une richesse exceptionnelle »* (Delvert), *« Un travail sans précédent »*, conclut Louis Dumont.

GILBERT ETIENNE.

★ L'Atlas est déjà paru chez Mouton (Paris). La publication du texte est en préparation.

voir ce jour dans les
ANNONCES CLASSÉES
postes de :
directeur général de filiale
(biens d'équipement de la maison) 400.000 F. +
futur directeur général
(bâtiment, génie civil)
adjoint du P.D.G., futur D.G.a.
(appareils de génie chimique)
jeune manager
(société de services)
sous référence 1927 M, 1915 M, 1929 M, 1926 M.
DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

(Publicité)
EXPORTEZ
ARABIE - EGYPTE
Société de prospection franco-saoudienne vous introduit sur ces marchés dans les *meilleures conditions, suit votre implantation*, se charge de vos missions. Exc. référ. Tél. 747-96-28. Télex 611 876 F. Ecrire sous le no 9.418 à « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.





LES TENTATIVES DE RÉFORME DES PAYS DE L'EST

L'agriculture bulgare aux prises avec les « lois objectives de la société socialiste mûre »

Depuis deux ans, la décentralisation est à nouveau à l'ordre du jour dans les « complexes » agricoles bulgares, où les rémunérations sont désormais calculées en fonction de la production. Les objectifs proposés sont ambitieux : tripler au moins la productivité, nourrir « deux Bulgarie » d'ici à 1985. Simultanément, on encourage la production individuelle, dont les ménages d'agriculteurs tireraient déjà une part importante de leurs revenus (on parle du quart...).

« *AUJOURD'HUI, on recompte trois fois avant de dépenser chaque lev* » (1), dit l'économiste en blouse blanche de l'Institut scientifique rattaché au complexe agro-industriel de Sadovo. Sur le bord de la route qui conduit au monastère de Rila, des petits chevaux valaques, laineux comme des moutons au sortir de l'hiver, broutent, en liberté, la nouvelle herbe.

Deux images de l'économie agricole bulgare. Images complémentaires : la rigueur dans la gestion préconisée par une nouvelle réforme économique, et la perpétuation d'une tradition paysanne, où les divagations des petites troupes de chevaux, de moutons ou de chèvres rappellent à point nommé le goût paysan pour l'entreprise individuelle.

Les deux approches s'ajoutent, car dans l'un et dans l'autre cas il s'agit, par une plus grande « responsabilisation » dans le travail, d'augmenter les revenus.

Ce petit pays de presque neuf millions d'habitants a tout misé sur l'industrie. Une nécessité économique, dit-on. Politique peut-être aussi. Dans la mesure où l'« ouvrier » est le phare des révolutions communistes, il devient difficile de construire un Etat communiste avec une population rurale qui, en 1944, était supérieure à 80 %. L'agriculture sera donc industrielle.

Le paysan-mécanicien

Trente-quatre ans plus tard, on lit dans une brochure officielle : « *La classe des paysans, par sa participation à la vie sociale et culturelle du pays, se rapproche de plus en plus de la classe ouvrière. La principale figure, dans l'agriculture, est le paysan-mécanicien, qui possède les traits caractéristiques de l'ouvrier de l'industrie* » (2). Aujourd'hui, ce gros million d'ouvriers de la terre représente 28 % de la main-d'œuvre active. « *Cette énorme mutation était obligatoire* », explique le professeur Dimitar Dimitrov, rédacteur en chef du *Zemedelsko Znamé*, le journal des agriculteurs, et membre de la présidence du parti agrarien bulgare. « *Avec seulement 4,5 millions d'hectares de terres arables, avant même la révolution socialiste il n'y avait pas d'autre issue que la coopération. Les exploitations n'atteignaient pas 1 hectare en moyenne. Il n'y avait pas une charrue dans chaque famille. Le nombre des paysans sans terre était élevé. La coopération est un phénomène historique. Pas imposé.* »

Après la guerre se créent donc des coopératives volontaires, trois ou quatre par village, trop petites. Ce processus se poursuit jusqu'en 1957. A la mort de Dimitrov, fondateur du parti communiste bulgare, en 1949, la spontanéité sera quelque peu programmée par son successeur, Valko Tchervenkov, qui restera au pouvoir jusqu'en 1956. De 3 400 coopératives, on passe à 1 060 fin 1969, puis à 180 environ quelques années plus tard. Ces « complexes » couvrent alors des superficies de 10 000 hectares, parfois 20 000 ou 25 000 hectares. « *Dans le plus grand, c'est l'expérience de Dobroudja,* poursuit M. Dimitrov, *il y avait quarante-cinq mille paysans. En six ans, ils sont devenus quatre mille pour faire les mêmes travaux et la production a été multipliée par deux et demi.* » Et les investissements ? « *Par trois,* répond M. Dimitrov, *surtout des machines. Le résultat de tout cela, c'est que nous avons libéré 1,5 million d'hommes pour l'industrie.* »

« *Notre agriculture peut,* souligne-t-il, *nourrir une Bulgarie et demie* (3). *Ce sera deux Bulgarie en 1985 et trois pour l'an 2000. Les coûts de production ont diminué. Avant, il fallait d'abord manger ; aujourd'hui, il faut sortir avec des prix compétitifs sur le marché international. On y a abouti.* » La Bulgarie a misé sur l'industrie ; mais son agriculture fait son orgueil (4).

Ces quelque cent quatre-vingts complexes sont devenus, il y a peu, trois cents. Les responsables de l'Union nationale agro-industrielle, qui, depuis mars 1979, a remplacé le ministère de l'agriculture, disent, avec une certaine pudeur, que certains complexes ont été divisés « *en se spécialisant* ». A l'optimum de 180, a donc succédé une nouvelle forme de gestion optimale de trois cents complexes, unités économiques qui correspondent désormais à l'unité administrative appelée « *système de villes et de villages* ».

La réforme économique nationale, « *la nouvelle approche économique* », qui se met progressivement en place depuis 1977 — mais certains observateurs sceptiques disent que déjà en 1966... — a pour but de décentraliser et de « *renforcer l'action des leviers et moyens de gestion d'ordre économique aux dépens de ceux d'ordre administratif* ». L'agriculture d'abord, puis l'industrie, puis le commerce et les services, ont dû adopter ce nouveau système économique qui signifie seulement, en dépit d'un vocabulaire complexe, que les unités économiques doivent s'autofinancer, et que, après avoir réalisé les objectifs minimaux du plan et payé les impôts et les taxes, elles répartiront les profits en investissements et salaires, ceux-ci étant fixés « *en fonction de la quantité et de la qualité du travail fourni* ».

Des conseils départementaux de l'Union agro-industrielle élus élisent à leur tour un conseil national de cent soixante-dix membres et un bureau exécutif. Le président de l'Union est membre du gouvernement. Au bout d'un an de fonctionnement, le résultat le plus tangible, c'est que le nombre des fonctionnaires a été diminué de 30 %, mais le recul n'est pas suffisant pour savoir avec précision comment sera utilisée la souplesse apportée par « *la manifestation des lois économiques objectives de la société socialiste mûre* ».

Le complexe de Sadovo, à une vingtaine de kilomètres de Plovdiv, exploite 13 500 hectares. Le « *système* » de villes et villages regroupe vingt mille habitants, dont quatre mille ouvriers. Un directeur général dirige trois unités de production, qui doivent elles-mêmes s'autofinancer. Une unité d'élevage de six mille veaux (qui doit passer à dix-huit mille) dépend directement de la direction générale. L'Institut scientifique, le plus vieux de Bulgarie, puisqu'il fut créé en 1902, rattaché au complexe depuis peu, travaille à la sélection de semences de blé, de maïs, de tournesol, de pavot, de piment et de tomates. Le complexe, lui, est spécialisé dans la production de semences.

Qu'est-ce qui a changé depuis l'introduction du nouveau système économique ? « *Avant,* raconte un responsable, *tous les objectifs de production étaient fixés par le plan. Les prix et les salaires aussi. Pour atteindre ces objectifs, on se souciait peu des moyens à dépenser. Aujourd'hui, le plan fixe quatre ou cinq objectifs de production* (en fait, les produits « stratégiques » de base : blé, viande, lait, tabac et soja). *Pour le reste, le complexe décide sur « une base économique », c'est-à-dire en fonction des prix qui restent fixés au plan national, des productions qu'il réalisera.* »

Une vache et des éleveurs

A Sadovo, par exemple, une fois réservées les surfaces nécessaires aux impératifs du plan, on mise sur le tournesol, les cacahuètes et la menthe, dont « *les prix sont très élevés* ».

Quand il a payé ses fournitures, l'impôt foncier (qui varie de 1 lev à 120 leva par hectare, selon la qualité des terres), les impôts et la taxe pour l'Union nationale, le complexe compte ses bénéfices et les répartit à raison de 85 % pour les salaires et 15 % pour le fonds de réserves. Chaque mois, les travailleurs-paysans touchent 90 % du salaire planifié et le reste en fin d'année, variable selon les résultats.

Ce système sera introduit prochainement dans les entreprises industrielles. « *En 1979, la production agricole a augmenté de 7 %,* déclare le vice-président de l'Union nationale agro-industrielle. *Ce n'est pas seulement dû au climat, mais aussi à la nouvelle méthode d'approche. Chaque coopérateur sait qu'il sera payé en fonction de la production.* »

Le maire du village de Klissoura — cent quarante foyers, — dans le système de Samokov, a été ouvrier dans la métallurgie, en ville. Aujourd'hui, il s'est installé au village de sa femme, institutrice. Rémunéré pour sa fonction municipale, il travaille aussi le demi-hectare qui lui est attribué comme lopin individuel (de 0,2 ha à 0,5 ha à chaque famille, selon la qualité des terres) et il bichonne les 300 mètres carrés de son jardin, qui fournissent les légumes de l'année.

Une vache, qui produit 2 000 litres de lait, une chèvre et des chevreaux, des pommes de terre, qu'il vend au marché entre 30 et 40 stotinki (centimes) le kilo, alors que le prix fixé par l'Etat est aujourd'hui de 26 stotinki (en augmentation d'environ 30 % par rapport à l'an passé). Cela représente peut-être un appoint d'environ un millier de leva pour l'année. Au complexe de Sadovo, le salaire moyen des ouvriers agricoles s'élevait à 1 600 leva par an, celui des « machinistes » et des « éleveurs » à 2 400 leva, celui du directeur général à 3 000 leva. « *Certains tractoristes gagnent autant que lui* », nous a-t-on assuré (5).

La production individuelle est largement encouragée. Les complexes fournissent les semences, les porcelets, les poussins et des engrais. Depuis 1977, des terres peu productives ont été distribuées à ceux des ouvriers ou retraités qui voulaient les cultiver, à raison de 0,3 hectare par famille. Quatre cent mille lopins ont été ainsi distribués et le mouvement continue. La souplesse du système a même permis d'attribuer plusieurs hectares à des familles pour la culture du tabac. Celle-ci n'est pas encore mécanisable et requiert beaucoup de main-d'œuvre et des horaires spéciaux. « *On ne peut pas obliger administrativement des coopérateurs à se lever à trois heures du matin* », dit le professeur Dimitrov. « *Certaines de ces familles gagnent 10 000 à 15 000 leva, soit la rémunération d'un professeur d'université pendant trois ou quatre ans* », poursuit-il.

Le gouvernement a encore invité les entreprises industrielles d'Etat, dans le cadre de leurs investissements librement décidés, à favoriser le développement de l'élevage. A Samokov, une usine d'éléments préfabriqués pour la construction a suivi la consigne, mais il semble qu'elle ait mal fait ses calculs. La station d'élevage qu'elle a montée sera reprise par le complexe agro-industriel.

Il s'agit de développer la production bien sûr, mais surtout la consommation directe qui laisse une plus grande marge pour les exportations et l'approvisionnement des villes. Dans un document diffusé par Sofia-Presse, on peut lire que « *les agro-complexes sont responsables du développement pour toute l'agriculture et doivent aider les productions individuelles* ». Ainsi celles-ci occupent-elles 13 % de la terre labourable et 21,5 % des vignobles et des vergers. En 1979, la part des productions en provenance de ces lopins sur le total des achats effectués par l'Etat (hormis donc l'autoconsommation et les ventes directes) représentait 24,7 % de la viande, 26,4 % des œufs, 11 % du lait, 5 % des fruits et légumes.

Dans le discours officiel, le lopin individuel est « *le prolongement de la coopérative* ». C'est qu'il s'agit aussi de favoriser la hausse des revenus globaux.

La hausse des prix a été considérable depuis l'adoption du nouveau système. Nombre de denrées alimentaires, qui étaient subventionnées, ont doublé depuis l'hiver 1979, après le désengagement de l'Etat. L'alimentation entrant pour moitié dans les dépenses des ménages, cela correspond à une hausse du coût de la vie que certains observateurs occidentaux évaluent à 50 %. Du côté bulgare, on indique que, depuis octobre 1979, le salaire de base a augmenté de 25 % et les prix de 25 % à 30 %. Le salaire moyen pour la Bulgarie, qui était de 175 leva, est passé, au premier trimestre 1980, à environ 200 leva. Mais il n'y a plus de minimum obligatoire.

Enfin, cette politique d'encouragement de la production individuelle, liée à la hausse des revenus, contribue aussi à stabiliser, à son niveau actuel, la population rurale.

Il est difficile de ne pas prévoir des conséquences socio-politiques de cette adaptation de l'économie bulgare aux « lois économiques objectives ». La qualité des terres individuelles et le goût variable pour le travail supplémentaire entraînent déjà des situations différentes. Il a fallu corriger des excès (utilisation pourtant interdite de main-d'œuvre salariée sur les terres individuelles, non-participation des agriculteurs au travail du secteur public). Mais la véritable mutation peut se présenter dans le déplacement du pouvoir légal politique vers le pouvoir réel des « managers ». Pas de risque de ce côté-là, nous a-t-on répondu. « *Ils sont tous membres du parti communiste bulgare et désignés par lui.* »

La nouvelle approche économique se conjugue encore avec des mots d'ordre tels que : « *intellectualisation* » du travail. Il s'agit pour l'avenir de multiplier par trois ou quatre les gains de productivité, pourtant élevés, obtenus par la Bulgarie. « *Le fonds de production s'est accru de 8 % à 10 % par an en vingt-cinq ans, le revenu national de 8,3 % et la productivité de 7 % à 9 %* », explique M. Kinov, de l'institut des sciences.

« *La Bulgarie a,* poursuit-il, *financé son expansion par l'emprunt bien sûr, surtout auprès des pays socialistes, mais aussi en prélevant jusqu'à 32 % du revenu national pour les biens de production, au détriment de la consommation.* » Du tiers, ce pourcentage a été ramené au quart du revenu national.

L'avenir est donc à l'intellectualisation et les documents officiels, les ministres et les vice-ministres lancent une série de pourcentages de progrès réalisés et à venir, comme autant de coups de clairon.

JACQUES GRALL.

(1) 1 lev vaut environ 5 francs au cours commercial et 3,30 francs au cours touristique.

(2) *République populaire de Bulgarie. Développement économique et social*, par Nako Doinov. Sofia-Presse.

(3) Principales productions : céréales, 79 millions de quintaux (1979) ; viande, 654 000 tonnes (1978) ; conserves de légumes, 264 000 tonnes (1979) ; lait, 15,7 millions d'hectolitres (1978) ; tabac, 113 000 tonnes (1978).

(4) En 1939, l'industrie représentait 22 % du revenu national ; en 1979, 54 % ; en 1979, 78 %. Les produits industriels d'origine agricole et les produits agricoles bruts représentaient, en 1977, 39 % des exportations bulgares.

(5) Quelques relevés de prix à Sofia : un jean, 47 leva ; un costume d'homme, 97 leva ; une robe, de 100 à 120 leva ; une paire de chaussures d'été pour femme, de 32 à 42 leva ; un litre d'essence, 0,8 leva.

Les méfaits des indices soviétiques

(Suite de la page 23.)

Suivons l'exemple de l'entreprise de constructions mécaniques : elle réalise le plan à 100,6 % pour les bennes, à 91,7 % pour les wagons et à 40 % seulement pour les machines-outils. Dans l'ensemble, le plan est réalisé à 100,5 % pour la production et à 102,1 % pour la productivité du travail, mais ces résultats sont trompeurs. Les machines-outils incorporent beaucoup plus de valeur ajoutée, parce qu'elles exigent beaucoup plus de travail. Au contraire, les bennes sont plus simples à fabriquer. La partie la plus délicate n'est pas la benne proprement dite, c'est le véhicule tracteur fourni par une autre usine, mais qu'en vertu du principe du VAL on inclut dans la production finale de l'entreprise. Conclusion : l'entreprise compense les retards dans le secteur des machines-outils en fabriquant plus de bennes.

L'introduction de la production nette devrait remettre de l'ordre ; mais elle ne peut se faire que très lentement au cours du prochain plan quinquennal, car elle suppose un réajustement de tous les paramètres de l'activité économique. M. Valovoï cite encore le cas d'une usine du bassin de la Volga qui s'est mise à produire des tubes de meilleure qualité dont le poids est inférieur de 25 % à celui des tubes ordinaires, réalisant ainsi une importante économie de métal. Selon les indices classiques, sa production a baissé de 7 % et la productivité du travail de 15 %. « *C'est pourquoi les efforts de certains dirigeants des ministères pour conserver les anciens indices sont parfaitement compréhensibles,* écrit M. Valovoï, *car ils donnent la possibilité de remplir le plan en augmentant le poids spécifique des marchandises achetées et en utilisant des matériaux plus chers.* »

Dans la construction, l'évolution est encore plus lente. Ce n'est qu'à la fin du onzième plan (1981-1985) que l'on commencera à introduire un indice correspondant à celui de la « *production réalisée* » dans l'industrie, qui conserve le même défaut que le VAL. Ce système est largement responsable des retards sur les chantiers. En effet, les matières premières représentent 90 % à 95 % des coûts dans la construction métallique et le béton armé et 10 % à 20 % seulement pour la plâtrerie-peinture. Aussi les entreprises de construction ont-elles intérêt, pour remplir plus facilement le plan, à faire beaucoup de gros œuvre et peu de finition, à multiplier les ouvertures de chantier sans jamais les terminer. En 1965 le volume de la construction inachevée représentait 69 % des investissements annuels dans ce secteur, 75 % en 1975, 85 % en 1978, et cette proportion augmente toujours.

Gonflement de la masse monétaire

Ces retards provoquent évidemment des réactions en chaîne. Les nouvelles unités de production ne sont pas mises en route dans les délais prescrits, les produits prévus par le plan n'arrivent pas aux destinataires, qui eux-mêmes ne peuvent exécuter leur plan, et ainsi de suite. La pénurie de biens et de services se trouve donc encore aggravée. A l'autre bout de la chaîne, le système du VAL entraîne un gonflement de la masse monétaire qui ne correspond ni à une augmentation réelle de la production ni à une croissance de la productivité du travail.

Cet état de fait a également été mis en lumière par la *Pravda*. La masse monétaire, est-il reconnu dans un article récemment publié, augmente plus vite que la quantité d'articles disponibles sur le marché, et le pouvoir d'achat du rouble diminue. Les termes d'inflation et de dépréciation monétaire ne sont pas employés par le journal du P.C. soviétique, mais la situation qu'il décrit est bien la même.

On constate d'abord un excédent global de la demande sur l'offre « *à la suite de défauts dans la rémunération du travail* ». Plaisant euphémisme pour dire que beaucoup de gens sont payés à ne rien faire. Au cours des trois premiers mois du dixième plan quinquennal (1976-1980), la masse salariale a augmenté de 17 %, la production de biens de consommation de 13 %. Pour remédier à ce déséquilibre, il faut agir, d'une part, sur la demande en établissant un lien plus strict entre l'augmentation des salaires et l'accroissement de la productivité, de l'autre, sur l'offre en produisant plus de produits de bonne qualité. « *Car il est aussi absurde,* écrit la *Pravda*, *de distribuer des roubles non gagnés que de ne pas travailler et de revendiquer sa solde.* »

Le journal explique par quels moyens la « *discipline des rémunérations* » est violée. Pour dépasser plus facilement le plan et verser des primes, les entreprises révisent en baisse les objectifs en cours d'année. Celles qui dépendent du ministère de la machine-outil ont ainsi distribué en 1978 4,5 millions de roubles de primes non méritées ne correspondant pas à un surplus de production. Dans d'autres cas, le plan n'est pas du tout réalisé ; mais les primes sont payées quand même. Dans d'autres encore, on rémunère une production d'articles invendables qui finissent au rebut. « *L'industrie de la chaussure produit tous les ans des dizaines de millions de paires qui se couvrent de poussière dans les dépôts. On a payé des matières premières et du travail ; mais on n'a jamais eu d'articles.* »

« *Avec l'augmentation de la masse monétaire en circulation et l'aggravation de la pénurie de certains articles,* conclut la *Pravda*, *on se trouve en présence d'une inégalité du pouvoir d'achat du rouble. Les débrouillards obtiennent dans les magasins les articles qui manquent. Ainsi viole-t-on la loi de la valeur égale pour tous des roubles qui se trouvent dans les différents porte-monnaie.* » La valeur inégale de la monnaie n'est-elle pas justement une des manifestations de l'inflation dans les pays capitalistes ?

DANIEL VERNET.

(Publicité)

Université de Paris-Dauphine — **U.E.R. 3e cycle** — **« Sciences des Organisations »**

Centre d'Enseignement Supérieur des Affaires — **H.E.C. - I.S.A. - C.F.C.**

OU VA LA GESTION PUBLIQUE ?

Colloque sur la gestion des activités publiques non marchandes

Paris, 28, 29 et 30 mai 1980

Le colloque « Où va la gestion publique ? » se propose de faire le point sur les mouvements de rationalisation qui ont caractérisé l'évolution de la gestion des activités publiques non marchandes au cours de la dernière décennie et de contribuer à déceler les nouvelles orientations du management public dans le contexte socio-économique des années 1980.

Associant contributions théoriques et apports pratiques, ce colloque réunira des chercheurs du monde académique et de l'administration et des responsables de haut niveau du secteur public.

Avec la participation de : Ph. Barbier, W. Baudrillard, M. Behar, J. Bravo, J.-J. Bonnaud, Cl. Bozon, M.-T. Chapalain, Th. Chatignoux, F. Compoint, P. Cortesse, R. Demeestere, G. Dupuis, S. Durioud, G. Golitzine, P. Garnier, Fr. Gaspard, M. Djidara, X. Greffe, A. Grenon, F. Grevisse, M. Guillaume, D. Houri, Ph. Hussenot, Chr. Lalu, R. Laufer, P. Legendre, Chr. Le Lamer, J. Lendrevie, E. Lévy, E. Lisle, J.-L. Migue, J.-P. Nioche, F. Pallez, M. Puybasset, M. Pinet, P. Racine, M. Solas, Chr. Schmidt, L. Sfez, Y. Stourdze, G. Terny, H. Tezenas du Montcel, J.-C. Thoenig, G. Viens...

ECRIRE ou TELEPHONER à :

Yolande de Kervénoaël

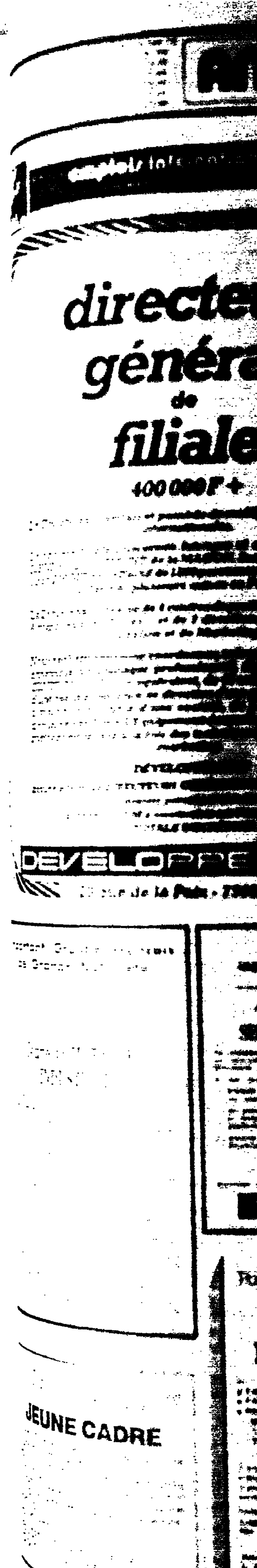
Secrétariat du Colloque « Où va la gestion publique ? »

L.E.G.O.S. Université de Paris-Dauphine

Place du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny,

75775 PARIS CEDEX 16 - Tél. : 505-14-10, poste 22-25.

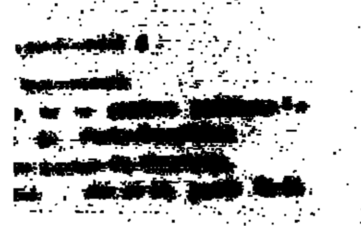




هكذا من الأصل

YS DE L'EST

Les méfaits des indices soviétiques





ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES ENCADRÉES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

directeur général de filiale

400 000 F +

Le Groupe est français et possède de multiples implantations internationales.

La société filiale concernée fabrique et commercialise des BIENS d'ÉQUIPEMENT de la MAISON. Son C.A. 1980 est d'environ 200 MF, son effectif de 1200 personnes réparties en 1 siège à Paris et plusieurs usines en Province.

La Société se compose de 4 centres de profit – correspondant à 4 marchés spécifiques – et de 2 directions fonctionnelles de Gestion et de Marketing.

Nous recherchons pour coordonner, animer et développer cet ensemble, un manager professionnel, diplômé des MINES, CENTRALE, HEC, ou équivalent, de 40 ans, pouvant faire état d'une réelle expérience de direction d'une grosse PME ou d'une division importante d'une société, de préférence dans le domaine des Biens d'Équipement domestiques ou industriels, mettant en œuvre à la fois des techniques industrielles et de marketing.

DÉVELOPPEMENT assure à tous les DIRECTEURS GÉNÉRAUX désireux d'envoyer un dossier personnel détaillé (sous réf. 1927 M à mentionner sur l'enveloppe), une TOTALE DISCRÉTION.

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

directeur général

TUNISIE

Un important groupe multinational dont l'activité consiste à distribuer des lignes de produits de grande consommation sur les marchés industriels et grand public, recherche pour sa Filiale Tunisienne un cadre de haut niveau qui après une période initiale de formation en Europe (12 à 18 mois) auprès des instances dirigeantes du groupe, se verra progressivement confier de larges responsabilités dans la direction de la Société (100 MF, effectif 100), dans tous ses aspects (Logistique, Exploitation, Commercial, Financier, ...). Il développera ce centre de profit en conformité avec la politique stratégique générale du Groupe et assurera au plan local la coordination des relations entre la Compagnie et les instances administratives officielles. Ce poste de dirigeant conviendrait à un gestionnaire confirmé, de nationalité tunisienne, de formation supérieure, âgé d'au moins 35 ans, ayant déjà acquis au cours de sa carrière industrielle et commerciale une expérience professionnelle de direction et gestion d'entreprise. Une connaissance courante de la langue anglaise est indispensable. A la rémunération s'ajoutent des avantages qui conviennent à un statut de cadre dirigeant. Des informations complémentaires seront fournies par le Conseil chargé de cette mission au cours d'un entretien confidentiel qui aura lieu à Paris ou à Tunis, selon l'origine des candidatures.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez sous réf. 80.41-M aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP chargés de l'examen des candidatures.

membre de Syntec



EUREQUIP
DÉPARTEMENT RECRUTEMENT
B.P. 30 - 92420 Vaucresson.

PARIS LONDRES HOUSTON LAUSANNE

INGENIEURS ENSEIGNANTS

Important groupe industriel recherche, pour l'année universitaire 1980 - 1981 des ingénieurs enseignants dans l'une des branches suivantes :

- Fabrication mécanique
- Génie mécanique
- Organisation du travail
- Maintenance
- Génie électrique
- Automatisme
- Industries du bois et du liège
- Industrie des boissons
- Industrie des peintures et vernis
- Industries du tabac.

Pour établissement d'enseignement technique supérieur en Algérie.
Formation : diplôme d'ingénieur.
Expérience : 5 ans minimum, dont au moins 2 ans d'enseignement technique.

Conditions de logement, de rémunération et de travail attrayantes.
Langue de travail : le Français.

Adresser candidature détaillée, photo et prétentions sous référence 2575 à rscg carrières - 64, rue la Boëtie - 75008 - PARIS qui transmettra.

Importante société internationale de services pétroliers basée à l'étranger recherche nationaux français pour travailler à l'étranger.

1. OPÉRATEURS DE CIMENTATION ET D'ESSAIS (DSO)

Ayant plusieurs années d'exp. Un recyclage de 2 mois aux U.S.A. est assuré par la société.

2. STAGIAIRES DE CIMENTATION/ESSAIS

Les candidats devront avoir une bonne connaissance dans ce domaine. La formation étant assurée par la société.
Une bonne connaissance de la langue anglaise est requise.

Ils peuvent être mariés ou célibataires, mais doivent être préparés à passer 2 années à l'étranger en famille ou effectuer des rotations.

Er. nº 8.035 « le Monde » Publ., 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09.

Société d'Expertise Comptable
DAKAR
Rech. un collaborateur auditeur pour animer son départ. audit. Conditions expatriés, écr. C.V., prétent., nº 8.025 « le Monde » 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9ᵉ.

Important Groupe Français de Grande Notoriété

Disposant d'un large réseau iinternational de filiales et d'agents

recherche pour détachement dans filiale

d'Asie du SUD-EST

Jeune COMPTABLE INDUSTRIEL

- âge minimum 25 ans ;
- expérience en usine de *tôlerie/mécanique* ;
- connaissance de l'anglais (possibilité formation avant départ) ;
- célibataire ou marié sans enfant ;
- excellente santé.

Le poste, au sein d'une petite unité industrielle, dépasse le cadre d'une simple comptabilité industrielle et comporte :

- suivi permanent des prix de revient ;
- contrôle des achats — en cours — stocks ;
- *gestion de trésorerie et surveillance de comptes clients* ;
- établissement et envoi des informations de gestion à Direction Générale groupe.

Le poste situé en **MALAISIE** offre exceptionnelle occasion d'expérience et de développement de carrière.

Logement fourni dans ville agréable.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions, nº 54.986, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1ᵉʳ), qui transmettra.

GROUPE FRANÇAIS implanté en AFRIQUE NOIRE

recherche pour une Importante Filiale

de la COTE-d'IVOIRE

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Ce collaborateur diplômé d'études supérieures sera en relation directe et constante avec la Direction Générale.

Il est indispensable :

- d'avoir une expérience de plusieurs années dans un poste similaire ;
- de posséder une connaissance approfondie dans le domaine Finance, Trésorerie et Contrôle de gestion ;
- d'avoir une solide formation comptable. Expérience de l'Afrique Noire souhaitée.

Résidence ABIDJAN

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. à nº 54.135,

cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

COMPAGNIE DE RECHERCHES GEOPHYSIQUES
(Filiale important groupe AMERICAIN)
offre
contrat 2 ans à personnes souhaitant s'expatrier, pour emplois de :

CALCULATEURS SISMIQUES

(Afrique du Nord - Moyen-Orient)

Origines :
Ecoles d'ingénieurs : Electronique ou Mines.
Niveau Math. Supérieures - Math. S.P.E.
Niveau Bac C, D, E.

Connaissance de la langue anglaise (niveau secondaire *minimum*).
Dégagés des obligations militaires.
Permis de conduire tourisme exigé.

En fonction des besoins de la Compagnie, les candidats seront affectés :
soit **sur Missions**
travail : 9 semaines en continu.
congés : 3 à 4 semaines en FRANCE.
soit *en Ville*
vie de famille possible,
(fréquents déplacements sur Missions)
congés : 6 semaines par an en FRANCE.
Salaire de base + indemnités géographiques + avantages sociaux.

Adr. CV detaillé et photographie à nº 4197
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney - 75002 PARIS

Emplois et Entreprises

IMPORTANTE SOCIÉTÉ EN HAUTE-VOLTA

recherche

1 TECHNICIEN ÉLECTRICIEN HT et BT

DISPONIBLE IMMÉDIATEMENT

LOGE et autres avantages, 500 000 CFA par mois. Adresser C.V. à l'attention de Mme CLERGEOT, S.H.S.H.V., 4 bis, rue des Fillettes, 75018 PARIS.

AFRIQUE FRANCOPHONE

CADRE FINANCIER ET COMPTABLE

D.E.C.S. - Sup. de Co., etc.

expérience 5 ans minimum
avantages expatriés - Libre assez rapidement

Adr. C.V. et prét. nº T 019.386 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Société Française de Produits Chimiques recherche pour sa filiale américaine U.S.A.

JEUNE CADRE

Diplômé Grande Ecole commerciale ou chimie + Université américaine.
Après avoir été formé aux méthodes de vente et fait ses preuves sur le terrain en France et en Europe, il sera envoyé aux U.S.A. comme assistant du Président chargé du développement des ventes.
Poste d'avenir.

Ecr. à OPP nº 1253. avec C.V. et prét.
12, rue de l'Isly - 75008 *Paris, qui transmettra.*

Pour école d'ingénieurs en Algérie

organisme français recrute

INGENIEURS

en :
- FABRICATION MECANIQUE
- FABRICATION MECANO-SOUDEE
- ENERGETIQUE
  - Moteurs
  - Turbo-machines
  - *Thermique industrielle*

3 années d'expérience industrielle (bureaux d'études, de méthodes ou ateliers) ou 3 années d'expérience d'enseignement au minimum.

Contrat de longue durée (2 ans minimum).
Logement meublé assuré - résidence proximité Mer - Congé annuel en France.

Adresser c.v. détaillé avec photo s/réf. 4924 à AXIAL Publicité, 91, Fbg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

AFRIQUE DE L'OUEST
IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

recherche pour son usine

CONTROLEUR DE GESTION

Ce poste conviendrait à collaborateur âgé de 30 ans minimum, de formation UNIVERSITAIRE ou diplômé GRANDE ECOLE COMMERCIALE, ayant une expérience de quelques années dans poste similaire.

Le candidat dépendra directement de la Direction Générale et sera chargé du contrôle interne budgétaire et d'étude ponctuelle. Contrat expatrié.

Il sera répondu à toute lettre manuscrite accompagnée d'un C.V. détaillé indiquant derniers émoluments perçus, adressée à :

B.E.O. (Référence 7735) 3, rue de Téhéran - 75008 Paris

Société ENGINEERING recherche

INGÉNIEUR-PLANING

Connaissance PERT.
Domaine OFFSHORE Pétrolier.
Anglais indispensable.
Poste à l'Etranger.
Env. C.V. et prétentions à A.M.P., référence 9178/AL, 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, qui transmettra.

GIARD INTERNATIONAL recherche pour missions en SUCRERIE DE BETTERAVES à L'ETRANGER

DIRECTEURS TECHNIQUES CHEFS DE FABRICATIONS

Exigence des postes :
— Ingénieurs diplômés ;
— Solide exp. professionnelle.
Salaire suivant compétences avec couverture sociale en *FRANCE*

Envoyer lettre manus. et C.V. détaillé à GIARD International, B.P. 8 - 59730 SOLESMES

Pour missions ou séjours Outre-Mer, Bureau d'Études français recherche

INGÉNIEURS

— OUVRAGES D'ART
— HYDRAULICIENS
— MECANICIENS
— ROUTIERS

Ecrire avec C.V. et salaire souhaité sous référence 1.613 à MEDIA P.A., 9, bd des Italiens. 75002 PARIS, qui transmettra.

SOCIETE INTERNATIONALE DE SERVICES
(Voyages Tourisme)
recherche pour le Siège Social de sa filiale Allemande (MUNICH)

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Allemand lu, écrit, parlé.
Création et animation de la fonction informatique avec mise en place d'un NIXDORF 8870.
Expérience requise : (3 à 5 ans) réalisation et conduite d'un projet de compt. et facturation.
Formation : supérieure MIAGE ou équivalent.

Env. C.V., prétentions, photo, sous référence ESAR (mention sur enveloppe)
EMPLOIS ET CARRIERES
30, rue Vernet,
75008 PARIS

Société ENGINEERING recherche

INGÉNIEUR

CHAUDRON. - TUYAUTERIE
Pour projet pétrolier.
Expérience B.E. et plate-forme OFFSHORE
Anglais courant exigé.
Poste PARIS.
Déplacements Etrangers fréqu.
Env. C.V. et prétentions à A.M.P. Référence 9176/AL, 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, qui transmettra.

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LE GROUPE MARIE BRIZARD

Directeur financier

futur Directeur Général Adjoint

Le Groupe Marie Brizard, C.A. 200 millions, cherche le successeur de son Directeur Financier, qui avait rang de Directeur Général Adjoint.

La mission consiste à prolonger l'œuvre entreprise dans les domaines suivants :
- direction financière du Groupe, comprenant holding et filiales, en France et à l'étranger.
- contrôle de gestion.
- supervision des services comptables.

Ce poste convient par son niveau de responsabilités et de rémunération, à un Directeur Financier de plus de 40 ans, de formation supérieure, compétent dans les trois disciplines précédentes, désireux de s'intégrer durablement à un groupe très stable et en développement. Résidence Bordeaux.

sélé CEGOS

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., sous référence 23556/M à M. J. FOURNIAT - Sélé-CEGOS - 33, quai Gallieni - 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

Membre de SYNTEC

Nous parlons mesure tridimensionnelle

Les nouveaux systèmes et appareils de mesure destinés au contrôle de la qualité en production industrielle comportent tous des innovations intéressantes. Les nôtres sont particulièrement performants grâce à leurs dispositifs mécaniques et électroniques vérifiés par ordinateurs. Ils représentent un véritable pas en avant dans le domaine de la mesure par coordonnées.

Groupe international de renom, nous voulons vous associer à notre développement sur le marché français. Vous. Parce que vous êtes un ingénieur mécanicien qui après quelques années en production, au contrôle qualité, avez eu envie d'aller plus loin. Passé déjà au technico-commercial dans la vente d'équipements, de métrologie peut-être même. Vous pourrez chez nous donner une accélération à votre carrière.

Car vous serez le premier, le seul au départ mettant vous même en place votre équipe et le réseau de distribution. Vous deviendrez notre Sales Manager For France. Très vite un déplacement aux USA sera nécessaire pour vous familiariser avec nos techniques. Votre anglais vous sera utile. Nous comptons sur vous très rapidement, aussi écrivez aujourd'hui, sous référence 801 394 M aux conseils du cabinet de recrutement SIRCA, ils organiseront notre rencontre.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

Spécialisée dans l'enduction et caractérisée par une très forte croissance due à la compétitivité de ses produits de qualité, une jeune et dynamique industrie de la région Rhône-Alpes crée deux nouveaux postes dans le cadre de son programme de développement.

Adjoint au directeur commercial

100 000 F + VOITURE FOURNIE

Agé de 28 ans environ, le candidat souhaité devra répondre aux exigences suivantes :
1. Avoir une formation de technicien (BTS, DUT).
2. Pouvoir justifier de 3 à 5 ans d'expérience professionnelle dont, obligatoirement, 2 ans de pratique de la vente en qualité de représentant en biens de consommation et d'équipement, auprès d'une clientèle industrielle et, éventuellement, une participation à des études de marchés.
3. Offrir une grande disponibilité afin d'assurer sur toute la France une prospection méthodique à 60 % du temps.
4. Posséder des connaissances perfectibles de la langue anglaise. Réf. 80.400/M

Adjoint au directeur de production

120 000 F

Ce poste peut être brigué par des candidats âgés de 30 ans environ :
1. Ingénieur diplômé A.M.
2. 5 ans d'expérience dans la fabrication.
3. Connaissances en chimie et dans le domaine de la transformation de la feuille plastique.
4. Bonne compréhension de l'anglais écrit.

Cet ingénieur assistera le directeur de production dans la conception et l'amélioration des équipements. Il prendra progressivement des responsabilités de gestion technique, budgétaire et humaine d'un atelier d'une trentaine de personnes. Réf. 80.450/M

En raison des perspectives d'avenir, les deux adjoints devront être pourvus d'un potentiel élevé de capacités.

sélé CEGOS Rhône-Alpes

Envoyer lettre manuscrite, C.V, détaillé, sous réf. choisie, à Jean GUYOT, Sélé-CEGOS, 76, boulevard du 11-Novembre-1918, 69100 VILLEURBANNE.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo, Séville, Tunis.

Membre de SYNTEC

LA DIRECTION REGIONALE DE NORMANDIE d'un groupe international, spécialisée dans l'étude la réalisation et l'entretien d'installations dans les domaines de l'instrumentation, la régulation automatique et l'électricité recherche le :

FUTUR ADJOINT AU DIRECTEUR RÉGIONAL

après avoir confirmé son expérience dans la gestion d'affaires importantes, il assurera la coordination opérationnelle des différents « Centres de profits ». Il aura la responsabilité en liaison avec les ingénieurs d'affaires, de la réalisation des contrats sous les aspects technique, organisation et gestion (CA. visé : environ 60 M.F.).

Par ailleurs, il sera l'animateur des actions de promotion technique de la direction régionale.

Ingénieur de formation (en particulier en régulation ou en électro-technique), il a une expérience d'environ 10 ans dans le domaine de l'entreprise et une bonne connaissance des activités industrielles de la vallée de la Seine.

Envoyer C.V. avec prétentions s/réf. 2.258 à SWEERTS BP 269 75424 PARIS CEDEX 09.

VILLE DE QUIMPER (Finistère) recrute par concours sur titres

PROFESSEUR

« PLASTICIEN » polyvalent, à prédominance « sculpture », pour l'école des beaux-arts.

Dossiers de candidature à adresser avant le 12 mai 1980 17 h. 30, à la Mairie de Quimper Service du Personnel. Téléph. : (98) 95-61-49 p. 337.

GROUPE RÉMOIS DE CONSTRUCTION

Entreprise Bâtiment Génie Civil & Usine produits industrialisés béton,

solidement implanté dans la région C.A. 50 millions – Effectif 200 personnes. recherche son

futur directeur général

Au cours d'une première phase de préparation à la fonction, il assistera le Président – notamment dans l'élaboration et l'application de la politique commerciale des 2 activités – Cela lui permettra de faire l'apprentissage des techniques spécifiques de l'entreprise, de son fonctionnement, et de l'environnement industriel dans lequel il devra progressivement s'insérer.

Ce poste conviendrait à un jeune DIPLÔMÉ d'ÉTUDES SUPÉRIEURES (CENTRALE, TP, A & M, HEC...) ayant une expérience assez polyvalente l'ayant confronté à des problèmes d'animation et de gestion.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 1915 M à préciser sur l'enveloppe seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

A Lille, diriger, gérer, bâtir.

Prendre la direction de la société HLM du CIL, au moment capital où il adapte sa structure pour mieux remplir sa mission. Gérer 20 000 logements, aider autant de familles à vivre dans les meilleures conditions de cohabitation et d'environnement, réaliser chaque année les programmes de construction et de réhabilitation.

Une entreprise certes pas comme les autres. Mais, comme les autres, elle a des objectifs et des résultats économiques et humains. Et elle a besoin aussi d'un vrai Directeur pour constituer une équipe soudée et efficace, et s'ajuster à l'évolution en cours du logement social.

Vous êtes convaincu que le logement est fait pour l'homme, et non l'inverse. Bien ; mais pour ce poste, si les bonnes idées sont indispensables, il y faut aussi le savoir-faire professionnel. Vous avez déjà une expérience de la maîtrise d'ouvrage dans l'immobilier, sous ses aspects technique et financier. Vous avez aussi la pratique de chefs de service et de collaborateurs à convaincre et à animer. Il vous faut enfin le goût de vivre en province. Confirmez aux consultants de SIRCA que vous l'avez en leur écrivant sous référence 802 389 M. Ils nous présenteront confidentiellement votre candidature. Précisez-leur votre délai de disponibilité et votre souhait de rémunération.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC



Une réussite française exemplaire : créateur, "pilote" et leader incontesté de la profession de la maison individuelle, MAISON PHENIX poursuit sa progression. De récents accords avec U.S. Home, premier constructeur américain, donnent la mesure de la dimension internationale de MAISON PHENIX. Onze sociétés filiales indépendantes, autonomes, ont construit ce succès sur le territoire français et regroupent, avec la maison mère, 8000 personnes. L'une d'entre elle recherche un

Directeur des ventes

(région Ouest) Réf. B 1968

Sur une zone couvrant 4 départements, votre mission essentielle consiste à animer, appuyer, contrôler une vingtaine de collaborateurs, responsables régionaux, responsables de groupe et vendeurs attachés à différents bureaux implantés sur le secteur. C'est une fonction que nous concevons comme très opérationnelle, près d'une structure terrain et des prospects. Pour cet aspect de votre activité une expérience très réussie de l'animation d'une équipe structurée est exigée. Homme d'action, de réflexion, de proposition, vous aurez également, auprès de la direction générale, à participer étroitement à la mise au point de la politique commerciale, marketing et promotion. Ce poste, compte tenu de l'importance de la fonction vente et de la diversité des missions rattachées, nous paraît convenir plutôt à un jeune diplômé d'études commerciales justifiant d'une expérience réussie de l'animation d'équipes dans le domaine de la vente aux particuliers, séduit par une installation dans l'Ouest.
La rémunération est supérieure à 160 000 F.

Jean Masson vous remercie de lui adresser votre dossier (photo + rémunération), 1 rue de Berri 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE recherche

CHEF DE PROJET

(Gestion de la production)

- Responsable de l'étude, adaptation et mise en place du système COPICS.
- Expérience du CICS et BASE DES DONNEES souhaitable.

DEUX PROGRAMMEURS

- Niveau DUT.
- Pratique du COBOL, TELETRAITEMENT et VSAM nécessaire.

Lieu de travail : Saint-Avold (Moselle).

Envoyer C.V. + photo et prétentions à : PERCEVAL (réf. M. 19), 16, rue d'Athènes, 75009 PARIS, qui transmettra.

---

le groupe des compagnies **le secours** assurances

Dans le cadre d'une POLITIQUE COMMERCIALE NOUVELLE

recherche des

AGENTS GENERAUX

Cette proposition s'adresse à toute personne :
- attirée par une profession libérale,
- possédant un niveau d'études supérieures,
- ayant des qualités de gestionnaire rigoureux et un sens commercial développé,
- professionnels de l'Assurance ou non,
- pouvant disposer d'un apport personnel.

Le Groupe leur apporte :
- soutien financier si nécessaire,
- large délégation de pouvoirs,
- solide formation,
- assistance technique et commerciale efficace,
- produits nouveaux et compétitifs.

Actuellement portefeuilles disponibles à :
ROUBAIX - TROYES - BORDEAUX - ISSOUDUN - MONTBRISON - MULHOUSE - COLMAR - ANNEMASSE - LE MANS - LA FERTE ALLAIS.

Les candidats intéressés par d'autres régions peuvent également nous écrire.

Envoyer C.V., photo sous **réf. 708 M**
à Mme Françoise Stéphan, Service Recrutement
30, rue Laffitte 75009 Paris

Sud-Ouest

JEUNE INGENIEUR DEVELOPPEMENT

Génie Chimique

Cette société française (3500 personnes, C.A. 5 milliards) est leader dans le domaine de la Pétrochimie.
L'un des centres de recherche appliquée souhaite intégrer un jeune ingénieur à l'équipe existante.
Il participe entre autres à la conception, la mise en route et au fonctionnement d'une unité pilote.
D'autre part, la société agissant en tant que bailleur de licences, il est le coordinateur process auprès de la société d'engineering, supervise le montage et la mise en route des installations chez les clients.
Nous souhaitons rencontrer de jeunes ingénieurs de formation génie chimique, physique-chimie ou généraliste avec de bonnes connaissances en chimie (ENSPM souhaité) débutants ou justifiant de 2 ans d'expérience.
Ils parlent au minimum l'anglais, autre langue souhaitée.

Merci d'adresser CV détaillé et rémunération actuelle sous référence M/203/G

mcp CABINET Henri PHILIPPE
91, Faubourg St-Honoré 75008 Paris

CCMC informatique de gestion

Société de Services 1200 personnes
30 Agences Commerciales en France

– 75 000 entreprises nous connaissent déjà ;
– notre objectif 1981 : 100 000 utilisateurs ;
– nos ambitions sont internationales.

JEUNES INGENIEURS COMMERCIAUX

- Vous possédez une formation supérieure option gestion ou informatique (type ESC / MIAGE).
- Vous concevez que les informations comptables et financières doivent être traitées à dimension industrielle - sur ordinateur.
- Vous avez l'ambition de devenir des spécialistes capables d'analyser et de répondre aux besoins de nos utilisateurs (vente et mise en place de systèmes de gestion et micro-ordinateurs clés en mains).
- Vous recevrez pendant 2 mois à notre École Produits une formation sur la connaissance d'une gamme de services très élaborée.
- Vous évoluerez avec un maximum d'autonomie dans une entreprise à dimension humaine très favorable à votre épanouissement.
- Une première expérience acquise chez un Constructeur ou dans une SSCI favorisera votre évolution rapide vers l'encadrement de nos équipes de vente.

Salaires largement compétitifs : Fixe + commissions garanties, 13e mois, primes d'objectifs, intéressement direct aux bénéfices, etc.

Postes à pourvoir en priorité : Annecy - Caen - Marseille - Orleans - Paris

Merci d'écrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 5636 à Service Recrutement / Carrières B.P. 6129 - 45061 ORLÉANS CEDEX.

CCMC informatique de gestion

HAVAS CONTACT

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

BANQUE HERVET
recherche pour Châteauroux
UN EXPLOITANT
Responsable d'un fonds de clientèle d'entreprises

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure ayant une bonne connaissance des problèmes relatifs aux entreprises et à leur gestion, un goût prononcé pour l'action commerciale, le sens du risque.

Une expérience bancaire de quelques années dans le poste est nécessaire. Le salaire sera fonction de l'expérience et de la personnalité du candidat.

Adresser c.v. détaillé, lettre manuscrite, photo et prétentions à BANQUE HERVET, Centre Administratif de Fussy, Monsieur BARDON, B.P. 4043, 18028 BOURGES.

Plein Champs

RHONE-ALPES

Nous sommes une importante entreprise de mécanique (2500 personnes), filiale d'un des premiers groupes industriels français.
Notre développement s'accompagne d'une importante évolution de notre organisation industrielle et de notre gestion.

La réalisation de notre plan informatique (mise en place en cours de deux HB 64/40 - télétraitement - réseau de 50 terminaux - base de données) implique le renforcement de notre service informatique par un

JEUNE INGENIEUR INFORMATICIEN CHEF DE PROJETS

De formation Grande Ecole scientifique, vous avez 2 à 4 ans d'expérience en informatique de gestion.

Une réussite dans cette fonction vous permettra d'évoluer dans notre entreprise à des postes de haut niveau hiérarchiques ou fonctionnels.

Adresser CV + prétentions sous référence 9773 à

L.T.P. 31, Boulevard Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02

qui transmettra

Une société d'équipements industriels en forte expansion, groupe international recherche pour ROUEN son

CONTROLEUR DE GESTION

90.000 F + ou —

Nous souhaitons intégrer à notre équipe de Direction Financière UN CADRE de 27 ans min., qui aura une expérience d'environ 4 ans en entreprise dans le domaine finance/comptabilité et un niveau d'études supérieures en gestion.

IL SERA RESPONSABLE DE :
- l'élaboration et du contrôle des budgets annuels,
- la réalisation d'études économiques et financières,
- l'amélioration des techniques et méthodes de gestion.

CES DIFFERENTES INTERVENTIONS EXIGERONT DE LUI :
- de grandes capacités d'initiative et de créativité,
- une aptitude certaine aux contacts humains,
- la capacité de mener à terme des études concrètes,
- la connaissance de l'anglais serait un atout supplémentaire.

Adresser C.V. s/réf. 2083 à P. LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.



DIVISION ANNECY recherche un

ingénieur études et développement

Le développement des applications industrielles des techniques du vide en France et à l'étranger nous amène à renforcer notre potentiel en études et développement.

Nous recrutons pour cela un ingénieur ESPCI (PC) de préférence, ENSAM éventuellement, ayant 2 à 3 ans d'expérience dans le domaine des matériels du vide.

A moyen terme, cet ingénieur pourra accéder à des responsabilités élargies d'encadrement.

Anglais indispensable – Résidence ANNECY.

Un dossier de candidature est à adresser, sous réf. 78961 M, à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra. Discrétion assurée.

HAVAS CONTACT

contrôleur de gestion
CA 320 MF — 1.700 personnes
VAL DE LOIRE

Création de poste

Une entreprise industrielle du secteur MECANIQUE DE PRECISION, leader sur son marché, crée le poste de contrôleur de gestion.

Rattaché au Directeur Financier, il aura pour mission de :
— animer et coordonner la planification et le contrôle de gestion.
— développer le système d'information de gestion.
— animer le secteur gestion budgétaire qui lui est rattaché.
— effectuer les études économiques et de gestion.

35 ans environ, de formation type Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieur avec complément économique (ICG ou équivalent) ou financier (DECS ou équivalent), le candidat retenu devra avoir une expérience de plusieurs années dans cette fonction en entreprise industrielle pratiquant un contrôle de gestion évolué.
Anglais indispensable.

Adresser C.V. et photo sous référence 6768 à :

OP organisation et publicité 2 rue Marengo 75001 Paris, qui transmettra

Société d'Ingéniérie Industrielle
recherche
pour importants chantiers situés sur le territoire national :

4 INGÉNIEURS D'ESSAIS

Débutants ou 2 à 3 ans d'expérience, sur installations importantes type centrales nucléaires.
- Formation : A.M. ou INSA/ECAM/ICAM/CENTRALE - OPTION AUTOMATISME
- Conditions de travail : Mobilité nécessaire. Goût du travail en équipe. La première affectation est prévue dans un Etablissement du SUD-EST.
- Postes à pourvoir avant la fin de l'année 1980.

1 INGÉNIEUR D'ESSAIS

Spécialité électricité puissance (électrotechnique)
Intégré à l'équipe d'essais : contrôle.
Débutant ou 2 à 3 ans d'expérience sur installations importantes type centrales nucléaires.
- Formation : Ecoles Normales d'Ingénieurs d'électricité, telles que : SUP. ELEC./E.N.S.I.E. GRENOBLE/E.S.I.E. MARSEILLE, etc.
- Conditions de travail : Mobilité nécessaire, goût du travail en équipe.

La première affectation est prévue dans un établissement du SUD-EST.
- Poste à pourvoir avant la fin de l'année 1980.

Env. C.V., photos et prét. à AGENCE HAVAS n° 2942, 14, place d'Aygu, 26200 Montélimar, q. tr.

IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE à forte vocation exportatrice, en pleine expansion, fabriquant des composants mécaniques et électromécaniques, recherche pour l'une de ses Unités de fabrication

1 INGENIEUR ELECTRO-CHIMISTE

Formation de base : CHIMIE MINERALE

Il sera responsable du service Méthodes et Industrialisation d'une Unité de traitement de surfaces de 80 personnes (revêtement métallique, ni, ag, au, cd...). Nous voulons des hommes créatifs et de forte personnalité qui répondront de l'évolution technique de l'Unité. L'importance de la Société et son expansion assure à des candidats de valeur des possibilités d'évolution intéressantes.

Lieu de travail : Ville CENTRE OUEST.

Le niveau de rémunération dépendra de l'expérience et sera de l'ordre de : 130.000F.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous No 54502, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 q.tr.

ALSTHOM UNELEC
Alternateurs
ORLEANS
recherche.

1°) UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
débutant, dégagé obligations militaires pour son service METHODES

2°) UN INGÉNIEUR ARTS ET MÉTIERS OU ÉQUIVALENT
deux ou trois années d'expérience.
Aptitude au commandement pour son service PRODUCTION.

Ces deux postes de CADRES sont à pourvoir immédiatement.
Lieu de travail : ORLEANS.

Envoyer lettre manuscrite indiquant prétentions, C.V. et photographie, à M. le Chef du Personnel de ALSTHOM - UNELEC B.P. 1517, 45005 ORLEANS Cedex.

Il sera répondu à toute candidature correspondant aux exigences des postes.



Pour le service informatique de son usine de Notre-Dame-de-Gravenchon (région du Havre), ESSO-CHIMIE recherche un

analyste-programmeur

Titulaire d'un D.U.T. informatique ou équivalent, vous avez une première expérience de 2 ans dans l'analyse et la programmation, si possible dans un environnement IBM 370 ou/et mini-ordinateurs.

Intégré dans une structure légère, vous serez amené à travailler en liaison étroite avec les services utilisateurs.

L'évolution ultérieure vers des fonctions d'analyse dépendra de vos résultats.

La connaissance de l'Anglais serait un atout.

Les candidatures sont à adresser sous la référence 8001 à
ESSO-CHIMIE Département des Relations Sociales — ESSO — B.P. 52 76330 NOTRE DAME DE GRAVENCHON
CHIMIE

HAVAS CONTACT

directeur d'usine
secteur agro-alimentaire
PAYS DE LA LOIRE — 140.000 F +

Responsable des unités de production et de conditionnement de l'usine - effectif 100 personnes - il supervisera une équipe de 8 cadres attachés à la fabrication, au laboratoire et à la recherche.

Il aura la responsabilité de la gestion de l'usine et dépendra directement de la Direction Générale.

L'homme que nous recherchons aura 35 ans minimum et une expérience de direction d'usine.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 6885 au :

Cabinet Panissod-Suhner
Conseil en Recrutement
19, rue Greneta - 75002 PARIS



DOLLFUS-MIEG ET CIE
recherche un

JURISTE CONFIRMÉ

dépendant du Directeur Financier il assurera les responsabilités d'Étude, de conseil, et le suivi de l'ensemble des problèmes juridiques concernant la société et ses filiales.

Le candidat âgé de 32 ans environ de formation supérieure juridique aura une pratique de plusieurs années en droit commercial et en droit des sociétés. Une connaissance du droit international et du droit social ainsi que la pratique de la langue anglaise seront appréciées.

Le poste est situé à Lille.

Les dossiers de candidatures seront traités confidentiellement par la Direction du Personnel.

FILTERIES DMC - 1, rue de Londres - 59120 LOOS.

HAVAS CONTACT

L'ETABLISSEMENT TECHNIQUE DE BOURGES recherche

Ingénieur

DIPLOME ENSI ou équivalent

Débutant ou quelques années expérience pour : calcul numérique appliqué aux études paramétriques et dépouillements de mesures. Sens des relations humaines.

Ecrire avec CV et prétentions sous réf 80/S à :
Monsieur le Directeur de l'Etablissement Technique de Bourges
B.P. 712 - Carrefour de Zéro-Nord - Route de Guerry
18015 BOURGES Cedex

Les Tourres P.A.

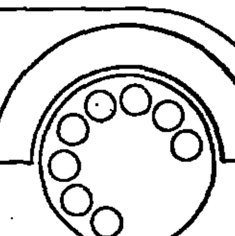
Nous sommes une entreprise de bâtiment gros œuvre de 1er plan et nous souhaitons recruter un :

Ingénieur Responsable de Secteur

Pour ce poste nous engagerons un ingénieur diplômé ayant acquis en ENTREPRISE une expérience de quelques années, comprenant nécessairement la conduite de chantier.

Si une fonction globale comprenant la recherche des affaires, le suivi des travaux et leur gestion, vous semble une opportunité intéressante dans le déroulement de votre carrière, adressez votre CV, pour ce poste qui est à pourvoir rapidement en Côte d'Or, à no 11685 COFAP - 40, rue de Chabrol 75010 Paris qui transmettra.





LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS recherche pour son centre de
LANNION B
des

INGENIEURS ou CHERCHEURS CONFIRMES

COMMUNICATIONS OPTIQUES
- Réf. 1 : Etudes des matériaux et des technologies pour la réalisation de fibres optiques (profil recherché : techniques verrières ou céramiques).
- Réf. 2 : Etude de la modulation des diodes laser (connaissances approfondies en électronique et physique du solide).
- Réf. 3 : Etude des fonctions électroniques pour les futurs réseaux optiques multiservices (bonnes connaissances en techniques analogiques et numériques demandées).

SYSTEMES ET ENVIRONNEMENT
- Réf. 4 : Etude théorique et validation expérimentale des structures d'erreurs apparaissant sur les systèmes de transmission numériques (bonnes connaissances en électronique et informatique FORTRAN).
- Réf. 5 : Etude de transmission numérique sur câbles métalliques (bonne connaissance du réseau et des équipements).
- Réf. 6 : Etude et optimisation des écoulements de chaleur dans les équipements téléphoniques (profil recherché : thermicien ayant de bonnes connaissances en informatique et électronique).

Les candidatures comportant un curriculum vitae détaillant particulièrement les travaux antérieurs seront adressées, en précisant la référence du poste à :

Madame FREY — Division AMG — CNET LANNION B
22301 LANNION

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Société Française (C.A. 50 millions - 200 personnes), filiale d'un important groupe international du Secteur Industriel, recherche dans le cadre de son expansion :

DIRECTEUR TECHNIQUE

150 000 F +

Agé de 35 ans minimum, il a une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine des échangeurs thermiques et installations industrielles correspondantes.
Directement rattaché à la Direction Générale, il a pour mission :
- d'assurer la direction et la coordination des Services Technico-Commerciaux ;
- d'orienter et de contrôler les principaux projets;
- de participer à l'élaboration des plans, des produits et services nouveaux.

INGENIEUR D'AFFAIRES

«Echangeurs à plaques» - 110 000 F +

Agé de 30 ans minimum, il a une expérience professionnelle de 5 ans environ dans le domaine des échangeurs à plaques.
Chargé de la création et de l'animation de ce nouveau service, il sera intégralement responsable des offres, de la négociation et du suivi de réalisation.

Pour ces deux postes :
- Langue allemande souhaitable, sinon anglais courant.
- Travail : Nord de la France (proche de Lille) ou éventuellement Paris.

Adresser CV + photo sous la référence 3508 à P. LICHAU SA - BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

Dans le cadre de son expansion SOGEQUIP (C.A. 15 millions) études et installations en génie chimique, génie climatique, froid industriel, recherche pour son Siège Social à LYON

INGENIEUR D'AFFAIRES

Collaborateur immédiat de la D.G. et animateur d'une équipe technico-commerciale, il sera chargé de rechercher et de négocier des affaires nouvelles dont il sera responsable depuis la coordination des études jusqu'à la mise en route.

Conviendrait à un INGENIEUR généraliste de 30 ans minimum, connaissant bien les problèmes du froid (formation IFFI appréciée), possédant une expérience dans le secteur industriel et désireux de trouver des perspectives d'évolution certaines dans une petite société performante. L'anglais est souhaité.

Ecrire au Cabinet GATIER (sous réf. 165) 32 rue Barrême 69006 LYON.

médla-system

Cabinet Gatier

GROUPE INDUSTRIEL EN PLEINE EXPANSION
(Fabrications Mécaniques et Electroniques de Pointe)
recherche pour Centre de Production (700 personnes) au Sud d'Orléans, son futur

CHEF DU SERVICE METHODES (40 personnes)

Dans un premier temps, sa mission consistera à assister le responsable actuel du Service, en tant qu'adjoint. Formation Ingénieur A et M ou équivalent, possédant plusieurs années d'expérience en fabrications d'ensembles mécaniques et électromécaniques, avec connaissances en électronique souhaitée.

Adresser CV avec photo et prétentions sous N° 7568 à PARFRANCE Annonces 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

---

USINE CHIMICO-MÉTALLURGIQUE
villes moyenne 100 km Nord-Est de Paris
recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

— Fonction : adjoint de Direction pour Services administratifs et commerciaux.
— Age minimum : 30 ans.
— Bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Ecrire sous le n° T 019.397 M, Régie Presse, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

SOCIÉTÉ BATIMENT DIMENSION NATIONALE
recherche pour sa filiale de
MONTAUBAN

1 CADRE COMPTABLE et ADMINISTRATIF

pour prendre en charge la comptabilité générale et la comptabilité analytique ainsi que les services administratif et personnel.

Expérience de 5 ans minimum dans le bâtiment indispensable.

Env. C.V. et prét. n° 54.531 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1er, qui transmettra.

UNIVERSITE STRASBOURG-II SCIENCES HUMAINES rech. pr 1-10-80 lecteur iranien (langue persane). Cand. reçues jusq. 6 mai 80 inclus. Adr. à M. A. PIEMONTESE, directeur Institut d'Etudes Persanes, Fac. Langues Littératures et Civilisations Etrangères, Université de Strasbourg-II, 22, r. Descartes, 67084 STRASBOURG CEDEX.

CONSTRUCTION DE GENERATEURS DE VAPEUR ET NETTOYEURS HAUTE PRESSION
recrute

ATTACHÉ COMMERCIAL OU REPRÉSENTANT V.R.P.

Pour prospection entreprises bâtiment, travaux publics et industries diverses.

Envoyer C.V., manuscrit détaillé précisant formation, expérience antérieure et prétentions à n° 8.495 H.A.P., Hall Petites Annonces 7 X, 44040 NANTES CEDEX.



Ingénieur Chef de Fabrication

140000F+

Une société filiale d'un groupe important en fort développement, fabrique en grande série des organes mécaniques. Occupant une place de premier plan sur ses marchés, elle conforte la structure d'une unité de production basée dans l'Est de la France et recherche un jeune ingénieur. Reportant au Directeur de l'usine, il assurera l'exploitation et le développement d'un atelier de 150 personnes. Il veillera à l'amélioration de la productivité et des conditions de travail, contrôlera la gestion de production et participera à la mise au point d'importants produits nouveaux. Ce poste pouvant permettre d'accéder à d'autres responsabilités au sein du groupe convient à un ingénieur diplômé d'une grande école (Mines, Centrale, A.M....) âgé de 28 ans minimum, possédant une expérience technique et humaine de la fabrication de série (automobile par exemple). La pratique d'une langue étrangère serait appréciée.
Merci d'adresser votre candidature sous référence 827 M à A. RICHARD qui traite confidentiellement cette recherche.

EMPLOI centor

CENTOR RHONE-ALPES
17, rue Louis Guérin
69100 VILLEURBANNE
Tél. : (78) 89.37.16

IMPORTANTE SOCIETE IMMOBILIERE
recherche pour
NANTES

cadre

Chargé de la GESTION et de l'ENTRETIEN d'un IMPORTANT PATRIMOINE IMMOBILIER

Sous l'autorité du Directeur régional, il sera principalement chargé :
— de l'animation et de la coordination d'une petite équipe,
— de tous les actes de gestion locative,
— de l'entretien courant,
— de la mise en œuvre des réformes nouvelles (A.P.L., PALULOS).

IL EST DEMANDE : Une formation supérieure assortie de plusieurs années d'expérience dans le domaine de la gestion locative, le goût des contacts à tous niveaux, ainsi qu'une grande aptitude au travail en équipe.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous la réf. 6878 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANSMETTRA

Lab. CNRS disp. bourse DGRST pour la préparat. d'une thèse de physico-chimie dans le domaine des conducteurs organiques. Ecr. J. Le Moigne C.R.M. 6, r. Boussingault 67083 Strasbourg Cedex.

Bureau documentation, recrute TECHNICIEN SUPERIEUR ou INGENIEUR AVIATION pour rédaction technique électronique et mécanique, poste à responsabilité, anglais nécessaire, expérience souhaitée, salaire motivant de 72.000 à 120.000 F par an. Ecrire avec C.V. et photo B.T.E.D., 44, rue Bayard, 31000 TOULOUSE.

Société de Conseil d'Entreprise offre situations intéressantes à :

FISCALISTES COMPÉTENTS

Postes à pourvoir dans le Nord et l'Est. Débutants s'abstenir. Ecr. s/réf. M 8897 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

Ecole Secondaire privée TOULOUSE, cherche rentrée 80, professeurs Maths, Physique-Ch., Anglais, 4 ans d'expérience C.V. + photo. Ecrire n° E. 6707 HAVAS, 31002 TOULOUSE.

Société ETUDES RECHERCHES ET CONSTRUCTIONS ELECTRONIQUES NANTES
recherche

PROGRAMMEUR

2-3 ans d'expérience
Assembleur microprocesseur (expérience MOTOROLA 6800 appréciée)

Ecrire avec C.V., photo et prét. à SERGEL 25 X, 44040 NANTES Cedex.

L. T. M. Consultants recherche

JEUNE DIPLOMÉ

(Ingénieur INSA, Violet, ECAM, Ecole Supérieure de Commerce)
Pour importante société de TRANSPORT NATIONAL situé dans la rég. CHARENTE-POITOU. Capable, après formation, d'occuper un poste technico-commercial.
Poste particulièrement intéressant et évolutif pour un jeune pouvant justifier sa motivation pour le transport, soit par des stages ou par sa formation, soit par une courte expérience du transport.
Envoyer vos candidatures sous réf. 521 à L.T.M. Consultants, 52, quai National, 92806 PUTEAUX.

IMPORTANT GROUPE ELECTRONIQUE
recherche pour son Unité de Production (300 personnes)
située en BRETAGNE

un jeune DUT gestion du personnel

Débutant, dégagé des obligations militaires.

Sous l'autorité du Responsable du Personnel :
- il assistera et conseillera le bureau de gestion du personnel (2 personnes),
- il sera chargé des analyses de fonction
- il assurera des études ponctuelles et le contrôle des statistiques

Ce poste peut évoluer vers la fonction de Chef du Personnel dans d'autres établissements du Groupe.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à no 54329 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



THOMSON-CSF

Pour sa FILIALE SAPHYMO STEL
ACTIVITES ELECTRO-THERMIE
(Centre de Grenoble)

Ingénieur ESE - IEG ou ENSI

ayant au moins 2 ou 3 ans d'expérience en études et recherches chargé d'animer une équipe pour développer une gamme de générateurs de chauffage par induction.
Une expérience électronique courants forts serait souhaitable.
Ecrire avec CV détaillé, photo et prétentions à SAPHYMO STEL - Mme Jaulin 29 avenue Carnot 91301 - MASSY.

Importante affaire nationale et internationale de transport (siège région Rhône-Alpes), en croissance supérieure à la profession, cherche

CHEF D'AGENCE LYON

expér. du commandement dans activité de service

C'est le patron d'une unité de groupage de 200 pers. dont 5 cadres et 20 agents de maîtrise. Il a la pratique du commandement, de la gestion et se considère comme le "fer de lance" commercial de son agence. Il a 35 ans minimum, qques années d'expérience en messageries et une formation supérieure, de préférence. Ce chef d'agence sera opérationnel fin 80 après 6 mois de formation au siège et dans les agences. Il est actuellement soit dans les transports soit responsable régional d'une activité de service avec un effectif important. Il souhaite avoir des responsabilités étendues.
Cette agence est le résultat d'une restructuration pour un meilleur service et une meilleure productivité.
Merci d'envoyer votre CV + photo + salaire (réf. CSM) à

GERARD SCHNEIDER
conseil en recrutement
114 bd 11 novembre 1918
69100 villeurbanne

IMPORTANT CONSTRUCTEUR D'EQUIPEMENTS LOURDS POUR L'INDUSTRIE METALLURGIQUE
60% des ventes à l'étranger,
région lilloise
recherche

UN DIRECTEUR GENERAL

Ingénieur grande école, il lui sera confié,
- à partir d'une formation Bureau d'études de fabrication mécanique et d'ensembles chaudronnés,
- et d'un profil de carrière aux références éloquentes,

les responsabilités de gestion et d'animation d'une entreprise comprenant 500 personnes et réalisant un CA de 150 M F.
Anglais indispensable.

Adresser CV sous référence 4219 à EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney - 75002 PARIS

JEUNES DIPLOMES

E.S.C. _ I.E.P. _ DROIT

FRANCETERRE

Société spécialisée dans la réalisation de lotissements vous propose de devenir

Prospecteur Foncier

à VALENCE
à ROUEN

Mission : — recherche de terrains
— évaluation
— négociation avec les propriétaires et les collectivités locales.

Le poste est évolutif, la rémunération élevée. Voiture fournie.

Adresser CV et photo à FRANCETERRE 42, rue d'Arthelon 92190 MEUDON

Groupe industriel diversifié

dont l'une des activités est de concevoir et de réaliser des équipements lourds pour la chimie et la métallurgie

recherche

DIRECTEUR DES VENTES

de sa Division Industrielle.
Rendant compte directement à la Direction Générale du Groupe. Il aura, pour mission, de participer à la conception d'une politique commerciale cohérente pour les différents départements aussi bien en France qu'à l'Etranger.

Il devra ensuite faire appliquer cette politique sur le terrain en étoffant et en animant une force de vente d'un haut niveau technique.

Ce poste conviendrait à un ingénieur (IDN-HEI-Chimie) disposant d'une dizaine d'années d'expérience de la vente de biens d'équipement, de fréquents en France et à l'étranger.

La connaissance de l'anglais et l'expérience d'un environnement international seraient des atouts importants, ce poste impliquant des déplacements fréquents en France e tà l'étranger.

Compte tenu de la croissance du Groupe qui occupe une position de leader français dans ce secteur, ce poste est susceptible d'évoluer à terme vers une participation à l'équipe de Direction Générale.

Le poste est à pourvoir dans la Région Nord.

Envoyer C.V., photo et prétentions au n° 8.047 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09.

JEUNE DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER - BATIMENT

CHARTRES

Jouissant d'une notoriété incontestée dans la région, la Société (100 personnes) est spécialisée dans le bâtiment et le génie-civil.

Elle recherche un jeune E.S.C. (5/10 ans d'expérience) ayant impérativement travaillé dans une entreprise du bâtiment pour lui confier la gestion financière, comptable et administrative de la société. Logement possible.

France Cadres

Adresser CV sous réf 202/02 M à FRANCE CADRES 22 rue-Saint Augustin 75002 Paris.

NEYRPIC - GRENOBLE

FABRICANT DE GROS MATERIEL DE CONSTRUCTIONS MECANIQUES ET HYDRAULIQUES
recherche

INGENIEUR MECANICIEN CONFIRME

AYANT CONNAISSANCES DE B.E. OU DE FABRICATION

Fonction :
Liaisons industrielles avec filiales à l'étranger.

Connaissances - Caractéristiques :
- âge : 30 ans minimum,
- connaissance de l'anglais indispensable,
- esprit d'initiative - aptitude à l'autonomie,
- expérience industrielle nécessaire,
- déplacements fréquents de courte durée (quelques semaines).

Adresser C.V. + photo à No 54966, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS cedex 01 qui transm.

SOPAD - Nestlé

Recherche pour son usine de SAINT-QUENTIN

INGÉNIEUR INSTALLATION

MINES - E.C.P. - E.S.E. - A.M.

pour assister le Chef du Service Technique.

Il prendra plus particulièrement en charge les problèmes d'installation des machines de conditionnement.

Une première expérience dans ce domaine est souhaitable.

Ce poste doit permettre d'évoluer ultérieurement vers de plus grandes responsabilités.
Adresser C.V. sous référence 1.192 à :

DIRECTION DU PERSONNEL SOPAD
17-19 Quai Paul Doumer - 92411 COURBEVOIE CEDEX

Verrerie ouvrière d'Albi
(coopérative de production, 550 personnes, 160.000.000 F de C.A.)
en expansion continue, recherche son

chef de division finances/informatique

Responsable :
- du contrôle de gestion,
- des prévisions et du contrôle budgétaire,
- de la comptabilité analytique,
- des relations avec les banques et les institutions financières,
- de la gestion du service informatique (IBM 34)

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'une GRANDE ECOLE DE GESTION (HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent) possédant quelques années d'expérience dans un poste comparable.

Le statut original de l'entreprise offre des responsabilités, une rémunération et des avantages sociaux particulièrement attrayants.

Adresser CV manuscrit et photo à :
Verrerie Ouvrière d'Albi — Monsieur Danjean — 146 avenue Dembourg, 81003 Albi Cédex.

média-system

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

emploi régionaux

JEUNE DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER - BATIMENT
CHARTRES

NEYRPIC GRENOBLE

SOPAD - Nestlé

chef de division finances/ informatique

Nous fondons des pièces profilées de précision

de cuivre et en alliage de cuivre. Nos produits sont de par leur fonction des pièces prêtes à assembler, mais sont également utilisées pour résoudre des problèmes dans les domaines les plus divers: industrie électrique, construction d'appareils et de machines d'une façon générale, construction de machines pour le textile, l'imprimerie, l'emballage, industrie de ferrure, construction de pompes, pour ne donner que quelques exemples.

Nous sommes une entreprise allemande de taille moyenne en pleine expansion et recherchons pour créer et organiser notre distribution en France le

Directeur des Ventes

Le candidat idéal serait un homme maîtrisant les techniques de procédés, bénéficiant d'une bonne formation supérieure (ingénieur) et qui sur la base de ses larges connaissances techniques et d'une solide expérience professionnelle – *principalement dans le conseil sur l'utilisation technique* – pourra se voir confier la charge:

- ☐ de promouvoir les solutions aux problèmes de nos clients
- ☐ d'acquérir de nouveaux clients
- ☐ de conseiller de façon précise et de vendre avec recherche de rentabilité
- ☐ de trouver de nouveaux créneaux pour nos produits.

Ce poste est directement rattaché à la direction générale en Allemagne.

La connaissance de l'allemand est indispensable.

Après une période de formation à notre produit intensive dans la maison-mère en Allemagne, vous pourrez disposer d'une réelle autonomie d'action. Vous aurez également la possibilité de profiter du know-how de nos experts à tout instant. Le lieu de travail pour le bureau français prévu peut se trouver près de votre domicile.

Si cette offre vous intéresse, envoyez des renseignements complets à notre partenaire en France sous ref. 980 842: Groupe AVA, 69, rue de Monceau, 75008 Paris.

Pour une première prise de contact au téléphone Mr. Philippe Avenati se tient à votre disposition. Tel. 561.98.99 (Paris).



Kienbaum International

Gummersbach, Düsseldorf, Berlin, Bonn, Hamburg, Karlsruhe, München, Barcelona, Wien, Zürich, Buenos Aires, Mexico City, São Paulo, San Francisco, New York

---

SOCIETE (C.A. : 250 M.F.) EN DEVELOPPEMENT RAPIDE SUR SECTEUR INDUSTRIEL EN CROISSANCE (ECONOMIES D'ENERGIE BATIMENT ET INDUSTRIE) recherche d'urgence de

JEUNES DIPLOMES GRANDES ECOLES

débutants ou ayant quelques années d'expérience *dans une société industrielle, et ayant goût des responsabilités.*

SONT A POURVOIR :

- un poste de

CHEF DE PROJET

comportant la prise en charge complète du développement d'activités nouvelles,

- un poste de

CHARGE D'ETUDES

qui devra proposer des lignes d'actions concrètes pour le développement et la diversification des activités de l'entreprise.

Anglais courant souhaité. Possibilité d'évolution rapide de carrière pour éléments de valeur.
Lieu de travail : Ouest de Paris.
Déplacements fréquents.

Adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 8887 à P. LICHAU S.A., BP 220, 75063 PARIS cédex 02 qui transmettra.

Des concepteurs pour rebâtir notre informatique

Notre activité s'exerce au profit de plus d'un million d'adhérents et de deux millions de bénéficiaires. Notre orientation sociale requiert une gestion de haute qualité. Nous avons lancé il y a un an la refonte complète de notre organisation informatique pour l'adapter à l'évolution de nos besoins et aux possibilités techniques de la télématique. Dans ce cadre, nous avons réétudié l'ensemble de nos applications de gestion et nous nous apprêtons à rénover et à étoffer nos équipements.

Vaste chantier, déjà bien lancé, où l'on embauche car, au stade actuel de développement des projets, il faut renforcer l'équipe études. Après des études supérieures (diplôme d'ingénieur ou niveau universitaire équivalent), deux à trois années d'expérience vous ont permis de prendre une part active à des projets d'envergure. Peut-être regrettez-vous que, dans votre fonction actuelle, la part de création ne soit plus celle que vous souhaitez. Vous avez votre place chez nous comme chef de projet ou chef de projet adjoint dans la phase final du développement.

Vous êtes intéressé (e) de bâtir du neuf ? Prenez contact sous référence 802 400 M. en précisant vos prétentions, avec les consultants de SIRCA qui nous présenteront votre candidature.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

Entreprise Bâtiment
SECOND-OEUVRE MENUISERIE BOIS
(150 personnes) région parisienne, travaux neufs, agencement, rénovation, recrute

CONDUCTEUR DE TRAVAUX

JEUNE INGÉNIEUR
OU TECHNICIEN SUPÉRIEUR
T.P., École Supérieure du Bois, etc.

OBJECTIFS :
Renforcer l'équipe actuelle des Commis, *animer les chantiers, assurer les relations avec les* partenaires techniques, être ouvert aux technologies nouvelles, rechercher les meilleures *organisations et modes opératoires en intégrant* la sécurité.

EXIGENCES :
Très solide formation technique. Cadre débutant, première expérience souhaitée. Ouver*ture à la gestion et au travail* collégial. Allant personnel et ambition de réussite.

Adresser c.v. détaillé avec souhaits de rémunérat. n° 097 / 11.924, PUBLICITÉ ROGER BLEY 101, rue Réaumur, 75002 PARIS

---

jeune

ECONOMISTE PETROLIER

Cette société (3500 personnes, CA 5 milliards) est l'un des leaders du secteur pétrochimique.
Elle contrôle également un certain nombre d'importantes filiales.
La division "Economie et Plan" propose le poste de Responsable du Secteur Economie.
Ce poste fonctionnel dépend du Directeur de la division. Il a pour mission de centraliser toutes les informations nécessaires à la connaissance de la conjoncture et à la préparation du plan à long terme. Ces informations concernent aussi bien les prévisions de marchés amont (approvisionnements) ou aval (transformations) que l'étude des *structures industrielles considérées, les mécanismes de formation des* prix...
Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs Centrale, Chimie Paris, ENSPM..., qui aient également une solide formation complémentaire en économie.
Il n'est pas impératif qu'ils aient une expérience professionnelle, mais ils ont une excellente ouverture sur l'économie pétrolière ou chimique.
Ils parlent impérativement l'anglais.

Merci d'adresser CV détaillé et rémunération actuelle sous référence M/203/J

mcp CABINET Henri PHILIPPE
91, Faubourg St-Honoré 75008 Paris

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Matériel Electronique
F 120.000 +

La filiale française d'une société anglo-saxonne en pleine expansion, spécialisée dans la distribution de matériel électronique, recherche son Responsable Administratif et *Comptable.*

Basé en banlieue sud de Paris et dépendant du Directeur Général, il aura la charge de la *comptabilité*, des budgets, des relations bancaires et de la trésorerie, du reporting mensuel, de la gestion administrative, y *compris les problèmes juridiques.* Il aura pour mission immédiate l'informatisation de la comptabilité générale.

Ce poste stimulant conviendrait à un candidat âgé de 28 ans minimum, possédant le DECS et parlant parfaitement l'anglais. Il connaîtra la *comptabilité anglo-saxonne*, le reporting mensuel et l'informatique.

Le goût des réalisations concrètes est indispensable. Poste à pourvoir rapidement.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à :

Monsieur Rudolph von Raesfeldt,

The Executive Group, Tour Maine-Montparnasse 33 avenue du Maine, 75755 Paris Cédex 15, sous référence M 134.

The Executive Group
management consultants

média-system

Filiale d'un puissant groupe industriel, une société leader dans sa branche — C.A. 450 M — Export. 35% — effectif 700 — 4 unités de production, recherche :

Ingénieur Grande Ecole

pour créer le poste

CONTROLEUR de GESTION

Il doit être âgé d'environ 35 ans, *avoir acquis une solide expérience de la gestion* budgétaire, de l'utilisation de l'informatique, être formé à l'audit interne.

Auprès du Directeur Général, il sera chargé du plan, de l'établissement des budgets, de la mise en place de la comptabilité analytique au niveau des usines.

La nécessité d'une très bonne compréhension des problèmes techniques et d'une très bonne capacité de dialogue avec les Directeurs des usines et avec le siège incitent à donner la préférence à un ingénieur de formation *grande école scientifique (ayant eu des responsabilités en production avant* de s'orienter vers le contrôle de gestion).

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous référ. 2650 M à D. DANGER
65, Av. Kléber 75116 Paris. MEMBRE DE SYNTEC

CORT

---

physico-chimiste

La Compagnie Internationale pour l'Informatique Cii-Honeywell Bull recrute un

ingénieur

Après une formation pratique d'un an environ sur les nouvelles *techniques de* MICROPACKAGING applicables au LSI, il sera chargé de développements avancés de techniques d'interconnexion à haute densité.

Il sera diplômé d'une École d'Ingénieurs (débutants acceptés) ou aura *une formation universitaire* complétée par quelques années d'expérience industrielle.

Lieu de travail : Saint-Ouen, puis Les Clayes-sous-Bois (78).

Envoyer C.V., photo et *prétentions*, sous réf. 103 M à :
Cii Honeywell Bull
ACLES
PC 1 F 103 H
61-63, rue d'Avron,
75980 Paris Cedex 20.



Cii Honeywell Bull

HAVAS CONTACT

Sté ALSTHOM-ATLANTIQUE

recherche pour sa direction de contrôle de gestion
Lieu de travail : 38, avenue Kléber, PARIS-16°

UN CADRE

éventuellement *DÉBUTANT*
ou si possible 5 ans d'expérience

Connaissances bancaires pour études financières, calculs de frais, suivi d'affaires à l'exportation, *contacts avec les banques*, la COFACE, les établissements de la société, les coparticipants (filiales et sociétés extérieures).

Très bonne connaissance de l'anglais courant et accessoirement allemand et espagnol.

Ce poste implique quelques déplacements en France.

Adresser C.V. et prétentions à : SERVICE DU PERSONNEL et des RELATIONS SOCIALES, 38, avenue Kléber - 75116 PARIS.

---

informatique

- Vous êtes **analystes programmeurs**
- Vous êtes **programmeurs**
- Vous aimez L'INFORMATIQUE DE GESTION
- Vous souhaitez participer au développement d'applications *diversifiées au sein de petites équipes compétentes et dynamiques.*
- *Vous avez le goût des contacts utilisateurs et de l'efficacité.*

La Compagnie Internationale pour l'Informatique Cii-Honeywell Bull *vous propose de nombreux postes intéressants* d'ANALYSTES-PROGRAMMEURS et de PROGRAMMEURS à la mesure de vos attentes.

DUT INFORMATIQUE ou équivalent en Diplôme ou expérience.

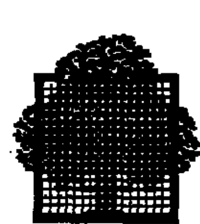
Connaissance du COBOL indispensable.

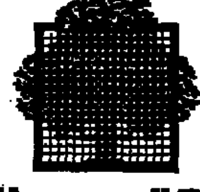
Larges possibilités de formation (actualisation permanente de vos connaissances).

Lieu de travail : Gambetta.

Avantages sociaux.
Restaurant d'entreprise.

Envoyez C.V., photo et prétentions à :
Cii Honeywell Bull
Direction du Personnel Siège
PC 1 GO 17 C YN
94, avenue Gambetta
75960 PARIS CEDEX 20.

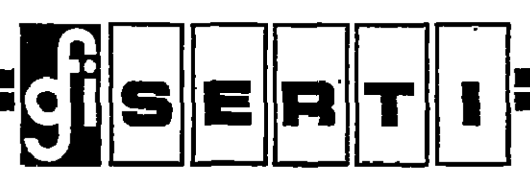




Cii Honeywell Bull

HAVAS CONTACT

REPRODUCTION INTERDITE



Le Groupe de Sociétés de Services auquel nous appartenons - plus de 800 personnes, 200 millions de F de CA, une croissance de 40 % par an - poursuit ses performances. Notre Société spécialisée dans le Conseil en Informatique de Gestion, axe de développement important de notre Groupe, recherche 40 collaborateurs.

INGÉNIEUR EN CHEF MINI-INFORMATIQUE

Réf. M5033

Il est responsable de l'installation de systèmes informatiques clés en main, en France et, éventuellement, à l'étranger. Il participe à la négociation des contrats, établit les propositions, choisit les matériels, en assurant les relations avec les constructeurs, coordonne et dirige l'activité des équipes au cours des différentes phases de la réalisation des projets.

CHEFS DE PROJET EN INFORMATIQUE

Réf. M5034

Ils effectuent des missions précises dans de grandes entreprises disposant de systèmes informatiques importants ou dans des unités de taille réduite s'équipant de mini-ordinateurs. Ils sont autonomes dans la conception et la conduite complète des projets, responsables de la qualité des interventions, du respect des délais et des coûts.

Une évolution vers des fonctions d'Ingénieur en Chef est envisageable.

INGÉNIEURS EN INFORMATIQUE ET ORGANISATION

Réf. M5036

Ils participent, dans de grandes entreprises, à la conception de systèmes de gestion, en particulier définition de procédures administratives, études de postes de travail. Ils collaborent à la réalisation des projets informatiques correspondants et contribuent à la réussite de leur lancement.

De préférence diplômés d'une Grande Ecole, ils ont plus de trois ans d'expérience en Informatique de Gestion.

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Réf. M5037

Ils participent, chez nos clients, à la réalisation de projets sur grands systèmes ou sur mini-ordinateurs.

Diplômés IUT ou équivalent, ils ont au moins deux ans d'expérience en Informatique. Une formation technique complémentaire peut leur être assurée.

JEUNES DIPLÔMÉS GRANDES ÉCOLES

Réf. M5035

Débutants, ils acquièrent une formation en Informatique de Gestion. Ils participent à la réalisation des projets et, plus tard, en assurent la direction. La qualité et la diversité des interventions permet une évolution personnelle et professionnelle de tout premier plan.

JEUNES DIPLÔMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Réf. M44

Après un stage de formation spécialisée en Informatique, ils interviennent dans différentes Sociétés où ils assistent des Chefs de Projet. Les postes proposés leur permettent d'acquérir la maîtrise d'une méthode, de solides connaissances en Informatique et leur offrent des possibilités d'évolution.

Débutants, ils sont, de préférence, diplômés d'une Ecole d'Ingénieur ou titulaires d'une Maîtrise de Mathématiques ou d'une MIAG.

Nous vous remercions d'écrire, en précisant la référence, à Nicole DOGNIN qui étudiera confidentiellement votre candidature.

GEM PUBLICITÉ

gi SERTI SELECTION — 49 avenue de l'Opéra 75002 Paris

IMPTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
recherche pour son service

INFORMATIQUE

Un Responsable « Groupe Technique »

- De formation supérieure technique, école d'ingénieurs ou formation universitaire équivalente, il aura une expérience en informatique de gestion en milieux industriel et administratif (conception et mise en place).
- Ses missions seront de deux ordres :
  - au siège à Paris (informatique centralisée), il encadre les équipes « système » et « méthodes ». Il a un rôle de conseil auprès des équipes « études » et « exploitation » ;
  - en usines en province (informatique décentralisée), il coordonne la mise en place et assure la promotion de méthodes de travail homogènes sur le plan informatique. Il participe à la définition des plans informatiques.

Adresser curr. vitae et prétentions sous n° 54.404, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

SOCIETE DE TRANSPORTS
15 ETABLISSEMENTS DECENTRALISES
recherche

futur contrôleur de gestion

- 30 ans minimum, formation supérieure Comptable (DECS) et de Gestion (ESC, ICG ou similaire),
- expérience confirmée en comptabilité (générale et analytique), budgets, avec pratique de l'informatique et de la gestion moderne,
- il sera chargé de l'étude, de la conception des outils de contrôle de gestion et de leur mise en place,
- il doit être bon organisateur et suffisamment pragmatique et diplomate pour savoir faire évoluer les structures administratives existantes,
- le poste est à pourvoir à Paris. Nombreux déplacements courte durée Province.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à Guillon Sélection sous réf. 858-M (réponse et discrétion assurées) CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

guillon sélection
23, AV. DE LIVRY 93340 LE RAINCY

GRANDE SOCIETE INDUSTRIELLE
recherche

AGENT TECHNIQUE DE CHANTIER
Spécialisé : Electro Mécanique
pour démarrage usine pays étranger

- Stage de 1 an en France.
- Cette personne devra passer au moins 2 ans en mission.

Adresser C.V., photo et prétentions à : HAVAS ORLEANS, n° 25.070, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE INFORMATIQUE
BANLIEUE SUD DE PARIS recherche

Ingénieur d'Etudes position II

Agent Technique Principal

2 à 3 années d'expérience sont nécessaires dans les domaines suivants :
UNITES CENTRALES — MEMOIRES — MICROPROCESSEURS
Bonne connaissance du langage assembleur appréciée.

Ingénieur d'Etudes position II

Une expérience d'une ou deux années dans le domaine des alimentations est requise.

Plusieurs Ingénieurs logiciels position II

Les candidats retenus (débutants ou ayant quelques années d'expérience) participeront à la conception et au développement de logiciels de base.

Adresser C.V. et prétentions sous No 53800, CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

SPECIALISTE DU RECOUVREMENT DE CREANCES COMMERCIALES

recherché par organisme de recouvrement Paris, appartenant à groupe financier.
Déplacements fréquents France entière.
Situation d'avenir à homme actif et expérimenté.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. No 55002 CONTESSE PUBLICITE 20 avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

CAM

Filiale Informatique de la Caisse des Dépôts et Consignations, recherche des

INGENIEURS INFORMATICIENS

(Diplômés Grande-Ecole ou Universitaires)

ayant au moins 5 ans d'expérience sur des applications de gestion.
Lieu de travail : Paris Montparnasse.

Envoyer CV détaillé et prétentions à
Yvette POTARD — CAM
Direction du Personnel
4, rue Berthollet — 94110 ARCUEIL

Important groupe de bâtiment et de T.P. (7000 personnes) recherche dans le cadre de son développement

ingénieurs confirmés

pouvant prendre en charge des agences en France et à l'étranger dans le cadre d'une large autonomie (développement commercial, responsabilités techniques, gestion, direction...). Ces postes sont évolutifs et présentent pour ces responsables de réelles opportunités de carrière au sein d'un groupe en pleine expansion.

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la réf. 719 sur l'enveloppe au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

UN GROUPE MULTINATIONAL
recherche

pour SA DIRECTION CENTRALE - PARIS
et pour l'UNE DE SES FILIALES BANLIEUE EST PARIS

DES ANALYSTES PROGRAMMEURS

Débutants ou ayant deux ans d'expérience. Ils posséderont un D.U.T. ou une maîtrise informatique.

Réf. : 135 M.

DES INGÉNIEURS ANALYSTES

Débutants ou ayant quatre ans d'expérience. Ils seront diplômés d'une grande école et auront des connaissances soit en PL1 et matériel IBM haut de gamme, soit COBOL et IDS, TDS sur système CII HB 66.

Réf. : 136 M.

DES INGÉNIEURS CONCEPTEURS CHEFS DE PROJET

Ils auront de quatre à sept ans d'expérience et seront diplômés d'une grande école. Leur expérience aura été acquise sur gros systèmes de bases de données et télétraitement sur matériel IBM.

Réf. : 137 M.

Pour tous ces postes, une évolution au sein du groupe est assurée.

Ecrire en précisant la référence à A.L. CONSEIL, 24, rue Murillo - 75008 PARIS, qui garantit discrétion et réponse.

AL conseil

CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Sté de Services dynamique
recherche

PUPITREUR

Expérience DOS/VS 2 à 3 ans.
Pour pupitrer sur IBM 158 et 4331.
Horaire décalé.
Formation assurée. Avantages sociaux.

Env. lettre manuscrite, CV, photo et prétentions

Télé-Services Informatique
69, rue Ste-Anne Paris 2è

ANALYSTES - PROGRAMMEURS

Au sein de la Direction Informatique d'une puissante Société industrielle implantée à Paris, ils assumeront les travaux d'analyse et programmation relatifs à de nouvelles applications de gestion (personnel, comptabilité, trésorerie, etc...) Il est demandé aux candidats une expérience d'environ 3 ans dans une fonction identique, et une bonne pratique du COBOL sur IBM/OS. Des connaissances en base de données, télétraitement et programmation structurée sont vivement souhaitées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. 4122 à P. LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

INGENIEUR TECHNICO COMMERCIAL

De formation ENSI Chimie, Physique ou équivalent, vous avez une première expérience de 2 à 3 ans en technico - commercial de préférence.

Nous sommes filiale d'un groupe chimique international et cherchons, pour notre division Produits Industriels, un ingénieur technico-commercial. Il assurera la pré-commercialisation de ces produits, destinés à l'automobile : prototypes, suivi des cahiers des charges, etc... auprès des constructeurs et des transformateurs.

Ce poste est basé à Paris mais il suppose de fréquents déplacements de courte durée (1 ou 2 jours). La pratique de l'anglais est souhaitée.

Adressez un CV détaillé et vos prétentions sous référence 2580 à rscg carrières 64, rue la Boëtie - 75008 PARIS.

---

volvic

Pour compléter notre réseau commercial nous recherchons pour un secteur de la REGION PARISIENNE

jeune

chef des ventes

âgé au minimum de 28 ans, de formation commerciale supérieure et ayant acquis une première expérience de la distribution, si possible dans l'ALIMENTAIRE.

Après une période de formation aux techniques de vente propres à notre entreprise, ce nouveau responsable sera chargé de l'animation d'une équipe d'Inspecteurs ainsi que de visites et de négociations au niveau des Grandes Surfaces.

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la réf. 729 M sur l'enveloppe au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

هكذا من الأصل

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi



COLGATE PALMOLIVE FRANCE

Leader sur plusieurs marchés de produits de grande consommation, recherche pour compléter les équipes techniques de ses services centraux à Courbevoie-Défense et de sa principale usine à Compiègne

jeunes ingénieurs

Ils sont :
- De formation Grande École (Centrale, Mines, A.M...).
- **Débutants** ou possédant une **première expérience** de 1 à 5 ans.

Il leur est proposé :

plusieurs postes dans les divers domaines d'activité :

Fabrication - Ingénierie - Organisation - Études informatiques.

Une politique dynamique de **promotion interne**, de **formation** continue et de **mobilité** permettra à chacun d'accéder à des postes de responsabilité en fonction de sa compétence et de son efficacité.

Adresser candidature, lettre, C.V., photo sous référence J.I.
Service Recrutement, COLGATE PALMOLIVE, 92401 COURBEVOIE.

Emplois et Carrières



THOMSON-CSF

DIVISION TELECOMMUNICATIONS

INGENIEURS DEBUTANTS

Grandes Ecoles à vocation électronique

Pour participer à la CONCEPTION et aux ETUDES de SYSTEMES complexes et d'EQUIPEMENTS modernes de communication.

Ils utiliseront les techniques de pointe en traitement du signal micro et mini-informatique ...

De larges perspectives d'évolution de carrière sont assurées aux candidats de valeur au sein de la division ou du Groupe.

Pour Paris et la Province
adresser C.V. et photo à Monsieur ANTOINE B.P. 156
92230 GENNEVILLIERS Cedex.

Nous sommes une jeune Société de formation et d'édition en très forte croissance au niveau Européen.

Nous créons le poste de

DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER

Vous disposez d'une solide formation comptable (niveau DECS).

Vous avez au moins 5 ans d'expérience professionnelle et vous dominez les problèmes d'ensemble de la gestion administrative et financière.

Vous souhaitez mettre à profit vos qualités d'initiative et d'efficacité.

REJOIGNEZ NOTRE ÉQUIPE :

Vous aurez de réelles opportunités d'évolution dans notre Société et vos responsabilités croîtront rapidement avec notre développement.

Ecrire à :

SYBEX, 18, rue Planchat, 75020 PARIS avec curriculum vitae.

conseil fiscal

CABINET INTERNATIONAL PARIS

VOUS AVEZ :
- sérieusement progressé pendant 5 années en cabinet ou en société,
- un bon jugement professionnel,
- le sens des relations avec les clients.

Vous vous sentez limité dans votre progression.

NOUS VOUS OFFRONS :

la possibilité de développer votre carrière en élargissant vos connaissances dans le conseil auprès d'entreprises *françaises et internationales au sein* d'une équipe enthousiaste et dynamique, où le souci de la qualité prime.

Les candidatures seront traitées confidentiellement.

Les personnes intéressées envoient lettre manuscrite, C.V., photo (retournés) et rémunération souhaitée sous référence 10.190-M (en mentionnant le nom des cabinets auxquels ils ne faut pas communiquer la candidature) à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

Société française d'études et de réalisation *d'importants ensembles industriels* recherche pour son SIEGE à PARIS (proche banlieue Sud)

un ingénieur

(POSITION II CONVENTION METALLURGIE)
- Age 30 ans minimum
- Formation Génie Chimique.
- Fonction Ingénieur de projet.
- *Expérience* : installation d'unités chimiques.

Adresser C.V., photo, prétentions sous réf. 3519 à P. LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

INGÉNIEUR
ADJOINT DIRECTEUR TECHNIQUE

pour

- SOCIETE NATIONALE, installation, réparation, exploitation chaufferie, chaudière, chauffage ;
- FORMATION grande école, 35 ans ;
- RESPONSABILITE : gestion générale des commandes et respect budget des chantiers ;
- REMUNERATION motivante avec intéressement. Possibilité de carrière dans le groupe (450 personnes) ;
- Voiture de fonction permanente ;
- Bureau : Paris Nord.

Envoyer C.V. manuscrit à Cabinet A.P.I., réf. 59, 13, rue Madeleine-Michelis, 92200 NEUILLY, qui tr.

GROUPE SG2

SOCIETE GENERALE DE SERVICE ET DE GESTION

Recherche, dans le cadre du développement de son service informatique système des :

Ingénieurs Système spécialisés sur matériel IBM

pour renforcer l'équipe actuelle dans ses activités d'assistance système en clientèle et dans les filiales du groupe (France et Étranger).

Si vous avez une :
- formation supérieure (MIAGE ou équivalent) ;
- *solide expérience de l'environnement IBM matériel et logiciel* ;
- connaissance approfondie de MVS ou VS1 et/ou VM ;
- *expérience de conseil aux utilisateurs* ;
- connaissance d'une ou plusieurs langues étrangères.

Il vous sera offert :
- les compléments de formation nécessaires ;
- des avantages sociaux ;
- un salaire très attrayant.

Lieu de travail : Paris. • Discrétion totale assurée.

Merci de nous adresser votre C.V. + lettre manuscrite, en précisant votre salaire actuel, sous réf. FP, à SG2 – 12/14, avenue Vion-Whitcomb - 75016 PARIS.

HAVAS CONTACT

Très proche banlieue parisienne Nord

Ingénieurs analystes

Société industrielle, leader européen dans sa spécialité - filiale d'un important Groupe Français - assurant *la conception et la réalisation de matériels performants, impliquant électronique et* informatique, destinés à un marché très porteur, recherche pour son service **LOGICIEL** des Ingénieurs Analystes.

Diplômés d'une Grande Ecole ou Universitaires ayant acquis, dans l'industrie, une expérience d'environ 2 ans, en informatique temps réel, sur mini ou micro ordinateurs ; ils seront chargés de projets importants concernant l'automatisation de systèmes évolués ; cette activité implique rigueur et initiatives.

Quelques déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir. La connaissance de l'anglais serait utile.

sélé CEGOS — Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo sous référence 71548/M à R. VERDET, Sélé-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

Membre de SYNTEC

La société

Raychem

fabrique et commercialise des produits thermo-rétractables, destinés au secteur électronique et issus de la technologie des polymères irradiés.

Son dynamisme et sa compétence lui ont permis d'affirmer sa position de leader mondial.

Au cours du dernier exercice, son chiffre d'affaires s'est accru de 42%.

Cette expansion soutenue réclame l'aménagement des structures et provoque la création de la fonction de :

chef du service achats

Le titulaire aura pour mission de :
- rassembler sous sa responsabilité les achats actuellement assurés par les divisions,
- imaginer et mettre en place les procédures de choix des fournisseurs, négociations de prix, traitement de commandes, contrôle, relances, etc,
- gérer une équipe de deux personnes au démarrage de la fonction,
- définir les moyens propres à la maîtrise du fort développement prévu.

Ce poste conviendra à un BTS de technicien ou équivalent, familiarisé avec l'industrie et ayant eu une première expérience dans un service achats.
Il offre une excellente opportunité de carrière à un jeune second, désireux de prendre des responsabilités.
La connaissance de l'anglais est un atout indispensable pour réussir dans ce groupe.

Lieu de travail : Cergy-Pontoise.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 224 RT, à :

SCOTI 33, rue de Miromesnil - 75008 PARIS. Discrétion assurée.

média-system

TRES IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE SECTEUR AERONAUTIQUE
recherche pour Banlieue PARIS

INGENIEURS en fabrication mécanique

Ces collaborateurs auront pour mission de diriger et gérer un atelier de fabrication de pièces mécaniques de haute qualité en petite série.

Personnel très qualifié (P2 - P3).

Environ 80 personnes.

Les candidats doivent détenir une formation CENTRALE, ARTS et METIERS ou équivalent.

Anglais souhaité.

Connaissances électronique et informatique appréciées. L'expérience recherchée doit s'être déroulée dans les fonctions méthodes ou fabrication mécanique.

Une réelle aptitude au commandement est primordiale. Bon climat de travail, possibilités d'évolution, ouverture éventuelle vers une carrière internationale.

Ecrire avec C.V. + photo + salaire actuel

SODECI 140, rue de la Croix Nivert 75015 PARIS

Nous sommes une :
IMPORTANTE SOCIETE INTERNATIONALE - TRAVAUX PUBLICS -

Totalement tournée vers l'exportation, notre chiffre d'affaires est d'Un Milliard de Francs

Nous gérons un personnel extrêmement varié dont 600 expatriés de tous niveaux travaillant dans le monde entier.

Nous recherchons un :

jeune cadre fonction personnel

et vous proposons de rejoindre une équipe *dynamique* pour participer, sous la conduite du Chef du Personnel, à tous les aspects de la gestion du personnel de la Société.
L'évolution rapide de la fonction et les perspectives de développement de notre *secteur d'activités devraient vous permettre* d'acquérir très vite une expérience riche et complète.

De notre côté, nous souhaitons :
- que vous possédiez une solide formation supérieure (Sciences-Po ; HEC ; ESSEC ; DES de Droit ou Sciences Eco...)
- que vous parliez correctement l'anglais et soyez disponible pour quelques missions de courte durée à l'étranger.

Une première expérience serait appréciée mais nous recherchons surtout une personnalité *affirmée dont l'ouverture d'esprit et* les qualités d'analyse et de synthèse sont les caractéristiques essentielles.

Des perspectives réelles d'avenir sont possibles pour un candidat de valeur, motivé par la fonction.

Envoyez CV, photo et prétentions s/réf. 4125 à P. LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER (Saint-Quentin-en-Yvelines - 78)
recherche

ACHETEUR

matériel, fournitures et service informatique

Il devra étudier les besoins, sélectionner les fournisseurs, rédiger les marchés.

Expérience en ce domaine demandée.

Très bonnes connaissances matériel informatique.

Etudes supérieures souhaitées.

Envoyer C.V., photo, prétentions, salaire à nº 34703 CONTESSE *Pub., 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01*

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi · offres d'emploi · offres d'emploi · offres d'emploi

DISTRIBUTION

ADJOINT AU DIRECTEUR DES VENTES

Ce groupe, dans le secteur de la grande distribution, est l'un des plus performants sur le marché français. Il désire améliorer le dynamisme de sa force de vente et crée le poste d'adjoint au Directeur des ventes.

Cet adjoint s'intègre à une équipe motivée et prend personnellement en charge l'animation, la formation et le contrôle de la force de vente.

Nous souhaitons rencontrer un homme de 35 ans minimum, de formation commerciale supérieure, justifiant d'une expérience significative acquise dans la gestion et l'animation d'un réseau de vente, dans la grande distribution.

Le poste est situé en région parisienne, mais implique de fréquents déplacements.

Nous remercions les personnes intéressées d'adresser, sous référence M 8344 C, un dossier complet de candidature, en précisant leur rémunération actuelle, à

média-system

egor 8 rue de Berri, 75008 Paris.

Importante Société Internationale
de produits de beauté de luxe
crée, pour consolider une croissance rapide à l'exportation
(+41 % en 79), et atteindre des objectifs ambitieux,
le poste de

DIRECTEUR ADJOINT A L'EXPORTATION

Ce poste convient à un homme expérimenté (3 à 5 ans minimum dans l'exportation des cosmétiques et/ou parfums de luxe), concret, aimant le terrain et la négociation.

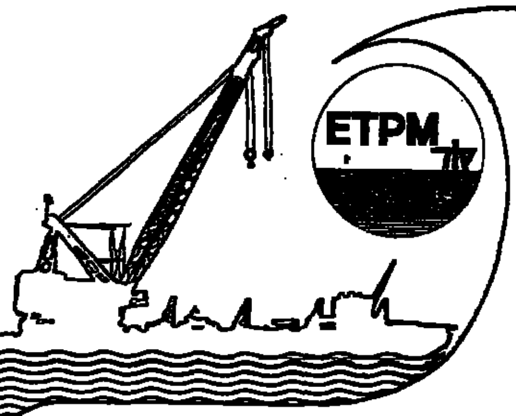
Formation supérieure souhaitable.

Anglais courant absolument indispensable plus espagnol ou éventuellement arabe.

Déplacement à prévoir : 50 à 60 % du temps.

Rémunération motivante pour un candidat de valeur.

Les CV manuscrits seront adressés à COFAP, no 11681, 40, rue de Chabrol - 75010 PARIS - qui transmettra.
Discrétion totale assurée.



Leader Européen
de l'Offshore Pétrolier
C.A. 1 milliard de FF.
Oscar à l'exportation

recherche

INGENIEUR ANALYSTE-CHEF de PROJET

expérience informatique d'au moins 5 années en entreprise : conception, analyse, programmation, démarrage d'applications.

3 ans d'expérience COBOL

Au sein du service informatique le candidat retenu participera à la réalisation du plan informatique de la société : .
Comptabilité, Matériel, Trésorerie, Achats, Personnel' Budgets - Contrôle.

Pour ce poste, la connaissance du HB 66, du moniteur temps réel TDS et du système de gestion de base de données IDS est un atout important, mais non indispensable (formation assurée).

Envoyer C.V. photo et prétentions s/réf. 4127 à P. LICHAU S.A. - BP 220 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

Responsable technico-commercial

RELAYAGE – AUTOMATISMES

PARIS et REGION PARISIENNE

La Société est une PMI aux activités diversifiées dans le domaine relayage, de haute qualité. Elle est bien placée sur certains créneaux à technologie avancée et renforce sa structure pour utiliser ce savoir-faire dans le domaine industriel. Elle propose un poste de responsable technico-commercial qui sera confié à un jeune cadre ayant vendu avec succès des biens d'équipement électromécanique (si possible des relais) et capable de promouvoir cette activité par des ventes personnelles tout en animant une équipe.

Si vous voulez en savoir davantage sur la Société, ses produits et sur le poste, AVANT MEME D'ETRE CANDIDAT demandez une documentation sous référence 2328 M à, F. DOZOL - DELTA CONSEIL - 27, rue Dombasle 75015 Paris - Tél.: 250.84.30

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

IMPORTANT CENTRE D'ETUDES
D'UNE SOCIETE SPECIALISEE EN ELECTRONIQUE DE POINTE
(Banlieue Sud-Ouest)

recherche dans le cadre du développement de ses activités

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Débutant, diplômé grande école, pour études et développement de matériel électronique en labo.

Envoyer CV détaillé sous No 54.333 CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

---

TRANSELEX

Pour assurer la poursuite de notre expansion nous recherchons un

Directeur Général

Chargé de l'exploitation et du développement de la division chauffage, service et maintenance industrielle. (C.A. 120 M). Il prendra en charge l'organisation technique et économique des contrats existants et devra définir les axes du développement commercial. Outre une formation Grande Ecole, le candidat recherché devra avoir une expérience confirmée de la direction et de l'organisation d'équipes techniques décentralisées (200 personnes). Il devra allier la rigueur de la gestion à des capacités d'excellent organisateur.

Ce poste est basé sur la Région Parisienne mais recouvre différentes agences et centres régionaux sur l'ensemble du territoire national.

Le niveau de rémunération proposé reste ouvert et tiendra compte des compétences présentées.

Adresser rapidement votre candidature à notre Conseil

TRANSELEX
B.P. 159
95105 ARGENTEUIL

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
220 PERS. - 35 MILLIONS F/AN

LA DIRECTION FINANCIÈRE DE LA HOLDING qui en a pris récemment le contrôle, rech. pr Siège proche Banlieue S.O. PARIS (métro)

DIRECTEUR FINANCIER ADJT SPÉCIALISTE PRIX DE REVIENT

PRISE EN CHARGE DE TOUTE LA GESTION : Comptabilité générale (6 pers.), REPORTING et surtout MISE EN ŒUVRE D'UNE COMPTA. ANALYTIQUE adaptée et fiable (système à créer entièrement).
POSTE EVOLUTIF

INDISPENSABLE

- JEUNE (le D.F. du Groupe a 37 ans)
- HOMME DE GESTION (plus que Comptable) SPÉCIALISTE DES COUTS INDUSTRIELS et DU REPORTING.
- Expérience de préf. anglo-saxonne.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manusc., C.V. dét., salaire, photo ss réf. 4355 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

---

jeunes ingénieurs GRANDES ECOLES

Grand Groupe électromécanique français, recherche pour Région Parisienne

JEUNES INGENIEURS
Mines, Centrale, IDN, AM,
ENSI, INSA (Mécanique)
débutants ou 1 à 2 années
d'expérience professionnelle

Connaissances en thermo-dynamique appréciées.

Ces postes sont à caractère technico-commercial et concernent des produits nouveaux.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous référence 1255-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

SOCIETE HAUT NIVEAU

recherche

RESPONSABLES D'ACHATS

Formation ingénieur de préférence.
Expérience minimum 10 ans comme acheteur dans des domaines techniques. Anglais indispensable.

120 000 F

Envoyez C.V. détaillé sous la référence 288, à CHEP, 11, rue d'Uzès, 75002 PARIS, qui transm.

Groupe leader dans la distribution
Tapis et Moquettes
C.A. — 300 millions

recherche pour Paris

UN CHEF COMPTABLE

- Il devra prendre en charge les services de la Comptabilité (10 personnes) ainsi que la gestion du personnel, pour trois sociétés du groupe.
- Le D.E.C.S. est souhaité et une expérience de plusieurs années est indispensable.

La rémunération sera fonction des compétences du candidat.



Adresser C.V., photo + prétentions à :

SORGEM S.A.
A l'attention de Monsieur BERN
152, Boulevard Péreire
75017 Paris

Banlieue Nord-Ouest

Cette Société est la filiale française d'un important groupe américain au nom prestigieux. Très performante sur son marché, celui des produits d'équipement de luxe, elle connaît actuellement un fort développement.

Afin de faire face à celui-ci, le Controller souhaite s'adjoindre un collaborateur

RESPONSABLE DE L'INFORMATIQUE

Sa mission sera double : d'une part, assurer la bonne marche d'un service informatique (5 personnes) travaillant sur CII-HB 62/40 et en superviser l'exploitation; d'autre part, préparer un plan de développement à deux ans, visant à créer de nouvelles applications, en recensant les besoins auprès des utilisateurs (production, services fonctionnels, ...) et en menant à bien les projets retenus.

Nous souhaitons rencontrer un jeune professionnel de l'informatique possédant une formation de type M.I.A.G.E. ou équivalent, ayant une expérience d'au moins cinq ans, acquise au sein d'une PME ou d'un service «Etudes» d'une unité plus importante.

Pour ce poste, la pratique de la langue anglaise est indispensable.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 1369 A à :

média-system

egor 8 rue de Berri 75008 Paris.

Bien «contrôler» pour mieux gérer

Filiale d'une organisation professionnelle d'envergure nationale, qui utilise nos services dans le domaine de l'informatique, de la formation, etc, nous voulons nous gérer avec une rigueur accrue pour améliorer encore la qualité des prestations que nous offrons à son millier d'adhérents, nos clients. Nous devons aider nos responsables opérationnels à voir plus clair et plus loin dans la conduite de leur activité ; ils n'en n'ont pas toujours le temps ni les moyens.

C'est la mission que nous vous confierons, en collaboration directe avec notre Directeur. Préparer et mettre à jour notre plan de développement, identifier les facteurs-clefs de succès, analyser les résultats. Concevoir, mettre en place et faire fonctionner un système d'information de gestion. Participer au processus budgétaire.

Deux ou trois années dans une fonction de contrôle de gestion, de préférence en société de services, vous ont, après l'obtention de votre diplôme (HEC, ESSEC,...), donné une première idée de l'entreprise. Vous apprécierez maintenant de pouvoir, chez nous, mettre votre potentiel de réflexion, votre capacité d'organisation et de communication à l'épreuve de la réalité de notre activité multiforme. Nous avons chargé les consultants de SIRCA de nous présenter votre candidature ; écrivez-leur sous référence 802399 M.



Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

---

ingénieur informaticien

Nous sommes une SSCI IMPLANTÉE AUX CONFINS DE L'ALSACE ET DE LA FRANCHE-COMTÉ disposant d'un 370-145/OS-VS1, d'un IBM 34 et bientôt d'un 4341. Nous traitons l'informatique du groupe industriel dont nous sommes la filiale et installons des minis dans les PME/PMI de la région.
Nous souhaitons accueillir un Ingénieur Grande École.
Vous avez acquis, en cinq ans et plus, une solide maîtrise des techniques IBM et l'expérience de la conduite de projets DB/DC. Venez participer à l'installation de notre nouveau matériel puis vous consacrer au conseil en rejoignant notre état-major de direction.
Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 3802 LM) à « Carrières de l'Informatique ».

ingénieur informaticien débutant

Rhône-Alpes (<100 km de Lyon)

Le directeur informatique d'un ETABLISSEMENT INDUSTRIEL DE MECANIQUE cherche un ingénieur informaticien débutant pour son service études comprenant 35 personnes. Cet ingénieur informaticien est responsable de la méthodologie d'analyse et de la gestion des bases de données (TOTAL) sur un IBM 3031 ; il joue le rôle de support technique auprès des études en liaison avec l'équipe système.
Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur grande école (Mines, ESE, INSA...) ayant de bonnes notions en système.
Notre consultant, P. BUCCAÏ, vous remercie de lui écrire à Lyon (réf. 585 LM) à "Carrières de l'Informatique".

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON

MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANT GROUPE MECANIQUE DE PRECISION
A VOCATION INTERNATIONALE

recherche pour REGION PARISIENNE

ingénieurs grandes écoles
X, CENTRALE, MINES ou EQUIVALENT

DEUX TYPES DE POSTES SONT A POURVOIR :

1) INGENIEURS EN GESTION DE PRODUCTION

(réf. 80043)

ayant une expérience industrielle proche de la fabrication mécanique.

Ils seront chargés d'organiser, de coordonner et de gérer les travaux effectués par les sous-traitants en France et à l'étranger en tenant compte des coûts et des délais.

Une expérience antérieure de 3 à 5 ans en gestion de la sous-traitance ou en ordonnancement-lancement est souhaitable.

Une bonne connaissance de l'anglais parlé est nécessaire.

Quelques déplacements de courte durée sont à envisager.

Le sens de l'organisation, l'aptitude au travail en équipe et une bonne faculté d'adaptation sont indispensables pour réussir dans ces fonctions.

2) INGENIEURS DE FABRICATION

(réf. 80044)

Capables d'encadrer un atelier de mécanique et d'usinage de métaux de 50 à 100 personnes comportant un personnel hautement qualifié utilisant des techniques ultra-modernes de fabrication.

Une expérience antérieure de 3 à 5 ans en méthode et, ou, en fabrication est nécessaire.

Des connaissances en anglais seraient appréciées.

Un sens du commandement et le goût du travail en équipe sont indispensables.

Si vous répondez à ces critères et que vous soyez intéressé par l'un ou l'autre de ces postes, écrivez à C.A.P.I.C. - 18, rue Volney - 75002 PARIS en envoyant C.V., photo, références et prétentions.

Discrétion absolue assurée.

offres d'emploi

Société de Services

(Filiale d'un Groupe international implanté dans 10 Pays) s'adressant à une clientèle Grand Public recherche pour faire face à son développement

un jeune manager

Il sera le Directeur d'une des unités régionales qui réalise plus de 35 % du C.A. de la Société.
Très autonome dans son action il est le patron d'une mini-entreprise (35 personnes) qu'il doit développer, animer, gérer, organiser.
Il dispose, à sa demande, de l'appui des services fonctionnels du Siège.
Ce poste conviendrait à un jeune ESC ou équivalent d'environ 30 ans, ayant si possible déjà exercé des responsabilités opérationnelles, ou désireux d'y accéder.

Ce poste est situé en Région Parisienne.

Les dossiers de candidatures (C.V. + salaire actuel) – sous Réf. 1886 M à rappeler sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

CGEE ALSTHOM

EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

Le Groupe PRODUCTION D'ENERGIE
recherche pour ses activités de conduite - automatisation - surveillance de centrales électriques

PLUSIEURS
INGENIEURS SYSTEMES
diplômés de Grandes Ecoles (CENTRALE, ESE, IEG, ...)

Ces ingénieurs élaborent les architectures de contrôle-commande à base d'équipements électroniques et de calculateurs industriels.

Ils établissent les offres et suivent la réalisation technico-commerciale des affaires de lots contrôle-commande.

Une expérience de quelques années en systèmes d'automatisme serait appréciée.

La connaissance d'une langue étrangère est souhaitable.

Lieu de travail : LEVALLOIS-PERRET.

Adresser candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à Monsieur R. ANDRY - CGEE ALSTHOM 13, rue Antonin Raynaud 92309 Levallois-Perret.

(réponse et discrétion assurées).

Nous sommes une Société industrielle, filiale d'un des premiers groupes français et nous recherchons pour notre Division applications spéciales qui développe des produits de haute technicité utilisés dans des industries de pointe (C.E.A., S.N.I.A.S., MATRA...)

un ingénieur développement industrialisation

qui apportera ses connaissances en mécanique, calculs de structures et résistance de matériaux. Il conduira des projets en relation avec les clients.
Ce poste peut convenir à un ingénieur grande école, Centrale, Mines, ENSTA, ENSAM, IDN, ayant une première expérience de développement de produits.
Anglais lu et parlé.

Adressez-nous votre candidature en mentionnant la rémunération souhaitée sous référence 54.428 à CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

AUDIT INFORMATIQUE

FF 150 000 +

Nous sommes un cabinet international d'expertise comptable.

Nous recherchons pour notre bureau de Paris, un cadre de haut niveau qui sera chargé essentiellement ;
- de la direction du département audit informatique
- du développement, avec le support logistique international de notre société, des procédures ; d'outils informatiques etc... spécifiques à cette activité.

Il sera l'homme de liaison entre les activités conseils et audit financier de notre cabinet.

Le candidat idéal devra posséder une double formation informatique/comptable et parler anglais. Il exercera déjà une activité similaire de préférence en cabinet ou dans une société internationale.
Les perspectives d'évolution de carrière sont particulièrement intéressantes pour une personne ambitieuse, compétente et capable de communiquer à tous les niveaux.

Veuillez envoyer votre C.V. en indiquant votre salaire actuel à No 54400, CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 *qui transmettra.*

MAISONS ATLAS

CONSTRUCTEUR DE MAISONS INDIVIDUELLES
au coup par coup

recherche leur

RESPONSABLE ADMINISTRATIF
HF

Basé (ée) au siège social, en relation directe avec la Direction, en relation fonctionnelle avec les agences.
Il/Elle aura en charge l'ensemble des questions administratives (prévisions, statistiques, respect des procédures, gestion du personnel etc...).
Ce poste conviendrait à une personne de formation BTS ou DUT ayant l'expérience de cette fonction.

Envoyer C.V. et prétentions
MAISONS ATLAS
CD 117 - 91570 BIÈVRES

bleu

Rowntree Mackintosh

(Nuts, Lion, Quality Street, Smarties, Kit Kat, After Eight, Chocorêve, Lanvin, Menier)

Leader mondial sur son marché, très fortement implanté en France, recherche
pour s'insérer dans une solide équipe pratiquant un marketing élaboré,

UN CHEF DE PRODUITS

Chargé d'assurer le développement et la gestion d'une ligne de produits en pleine expansion, le candidat, HEC, ESSEC, ESCP, devra justifier d'une expérience de 2 à 4 ans dans cette fonction et s'exprimer aisément en anglais.

Adresser C.V., photo et prétentions à A. Abrivard ROWNTREE MACKINTOSH S.A. Noisiel - 77422 Marne La Vallée Cedex 2.

Nous sommes

Filiale du Groupe PECHINEY UGINE KUHLMANN

NOUS RECHERCHONS

UN INGENIEUR

pour notre Etablissement de Compiègne

- *SI* vous êtes ingénieur Arts et Métiers, Insa, électromécanicien...
- *SI vous avez une expérience* professionnelle d'au moins deux ans en électromécanique, commandes électriques, *mécanique hydraulique et pneumatique,*
- *SI* vous avez une bonne pratique de l'anglais,

Ce poste vous intéressera.

Vous aurez dans un premier temps à animer l'activité travaux neufs et l'atelier d'entretien, le bureau d'études, le bureau d'achats et le magasin général d'approvisionnements.

Nous souhaitons la disponibilité la plus rapide possible.

Adressez votre CV détaillé et vos prétentions à No 54.964 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Groupe Français recherche

CHEF DE PRODUIT

Formation Ecole de Commerce.
Expérience 8 ans de la distribution moderne et lancement de produit nouveau. Anglais indispensable.

150 000 à 180 000 F

Envoyer C.V. détaillé sous la référence 289, à CHEP 11, rue d'Uzès, 75002 PARIS, qui transmettra.

MATRA
ESPACE

recherche :

INGENIEURS Grandes Ecoles
(ENST, ESE, ECP, ENSAE)

pour conception de systèmes embarqués.

- Domaine électronique de traitement analogique, numérique, digitale rapide.
- Domaine de la détection optique fine, et de la physique appliquée.

Ingénieurs débutants à 2 ans d'expérience, intégrés dans des équipes pluridisciplinaires pour mener études de synthèse, conception système et coordination du développement des équipements.

Anglais parlé couramment.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence SM 609

MATRA B.P. N° 1 – 78140 VELIZY

---

adjoint du P.D.G. futur D.G.a

Une PME, de réputation internationale, créant, fabriquant et commercialisant des appareils de génie chimique destinés aux industries chimiques et agro-alimentaires, recherche un jeune Ingénieur
ECP, A & M, IDN
ou équivalent
ayant une formation à dominante mécanique et des connaissances en électronique, possédant une expérience technique et de gestion de 5 à 10 ans dans le domaine du matériel industriel.
Anglais indispensable. Poste à Paris.

Les dossiers de candidatures (C.V., prétentions et photo) - sous réf. 1989 M à mentionner sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Dans le cadre de son expansion
LE GROUPE LE.
recrute pour sa filiale **CENTRAL INFORMATIQUE** plusieurs

Jeunes Débutants

n'ayant pas nécessairement une formation informatique.
(prochaines dates d'intégration : 15/7 et 3/11).

Après une formation de 6 mois à l'informatique de gestion, ils seront intégrés à des équipes entraînées et ils travailleront en relation directe avec nos clients. Si vous êtes diplômés en Physique - Chimie - Maths - Agro - Sciences Economiques - Sciences Humaines et attirés par un métier d'avenir aux activités diversifiées ; si vous souhaitez une carrière motivante : intéressement aux résultats et évolution liée à vos efforts personnels,
envoyer-nous, dès maintenant, une lettre manuscrite accompagnée *d'un C.V. et d'une photo, sous référence 435 à :*



CENTRAL INFORMATIQUE S.A.
Conseil et services en informatique sur IBM,
9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET DE CONSTRUCTIONS D'ENSEMBLES INDUSTRIELS
recherche pour lui confier
des missions d'études technico-économiques

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

FORMATION COMPLÉMENTAIRE ÉCONOMIE FINANCES
(INSEAD - MBA etc...)

Le candidat qui aura une expérience de 2 à 3 ans acquise dans une banque ou un organisme financier devra également posséder : une grande ouverture d'esprit, une réelle facilité de contacts humains, la maîtrise de la langue anglaise (la connaissance de l'espagnol serait un atout supplémentaire).
Ce poste implique de nombreux déplacements à l'étranger.

Adresser C.V. photo et prétentions s/réf. 3983 à S.C.S. JONCTION, 9 rue des Halles 75001 PARIS qui transmettra.
Il sera répondu à toutes les candidatures qui seront traitées confidentiellement.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANCAISE D'ETUDES ET DE REALISATIONS ELECTRONIQUES
recherche pour BANLIEUE OUEST PARIS

ingénieurs électroniciens

Débutants ou première expérience professionnelle
ESE, ENST, ENSTA, SUP'AERO...

au sein du laboratoire chargé de l'étude et du développement de matériels électroniques embarqués (mesures, régulation), les candidats retenus devront être compétents dans les techniques

NUMERIQUES, ANALOGIQUES et MICROPROCESSEURS

et seront chargés :

1/ d'étudier et de concevoir des équipements prototypes
2/ de piloter des projets complexes de régulation en cours de développement
3/ d'assurer le passage en série de matériels prototypes.

Adresser lettre, C.V. avec photo et prétentions sous le No 54347 à CONTESSE Publicité 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, *qui transmettra.*

---

adjoint directeur commercial

Important fabricant français
Articles pour Enfants & Puériculture
leader sur son marché, recherche un jeune

cadre commercial

pour seconder sa Direction Commerciale.
Résidant en région parisienne, il animera le réseau de 10 représentants (VRP exclusifs) qui visitent la clientèle GMS sur tout le territoire.
Il aura à assumer personnellement les négociations avec les Centrales et à suivre sur le terrain les actions commerciales.
Cette fonction conviendrait à un Diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent, ayant acquis par expérience une bonne connaissance de la Grande Distribution, et des qualités de vendeur et d'animateur. Situation d'avenir.
Rémunération : de 85 à 115000 F/an selon expérience. Possibilité voiture fournie.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 1994 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

---

contrôleur de gestion

Jeune Société de distribution de matériel de Travaux Publics et industriels occupant une place prépondérante sur le marché et en pleine extension recherche pour s'intégrer dans une équipe dynamique son Contrôleur de Gestion.

De formation supérieure, il devra posséder une solide expérience acquise en grande entreprise de distribution de biens d'équipements par réseau intégré, qu'il devra mettre immédiatement à la disposition du Président Directeur Général auquel il sera directement rattaché.

Chargé d'élaborer le système d'information de gestion actuel et prévisionnel, il en contrôle l'exécution, analyse les écarts et suggère les mesures correctives nécessaires.

Ayant un sens poussé de l'organisation, un esprit de synthèse et de rigueur, il saura être également diplomate et persuasif. Age souhaité 35 ans minimum. Poste d'avenir. Rétribution en rapport avec l'expérience.

Envoyer C.V. sous réf. 1270-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

Créer «votre» service logistique

Non seulement vous pratiquez depuis quelques années ce nouveau métier mais vous y avez beaucoup réfléchi et vous êtes prêt à l'exercer dans sa totalité, pour peu que l'on vous permette de réussir dans une entreprise en pleine expansion.

Sachez d'abord que la construction de notre usine s'achève, en Auvergne. L'équipe de jeunes ingénieurs qui a assuré le montage va bientôt fabriquer des produits d'isolation tellement volumineux que le seul poste transports représentera autour de 20 % du CA ! Une autre usine du groupe continuera d'assurer depuis la Hollande des livraisons complémentaires sur le marché français. Aussi le jeune directeur de l'usine veut-il créer une vraie fonction logistique. A partir de la commande clients, le responsable établira les plannings de production, fixera les délais, prévoira les stockages, organisera les expéditions. Et ce, aussi bien pour l'usine de Hollande (avec bien sûr des nuances et des relations en anglais) que pour celle d'Auvergne. Il affrètera ses camions, négociera les coûts de transport, optimisera les circuits, etc, etc.

C'est simple. Tout est à faire et vite. Personne n'a encore tenu la fonc-fonction. Vous écrivez aux conseils en recrutement de SIRCA qui nous assistent dans le recrutement de ce nouveau chef de service pour Rockwool-Isolation, St Eloy les Mines (63), référence. 804 402 M.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.
MEMBRE DE SYNTEC

REGION PARISIENNE
IMPORTANTE SOCIETE DE MATERIELS AERONAUTIQUES
recherche
Pour ses Unités d'Etudes et de Production
au sein des Départements Qualité

JEUNES INGENIEURS Grandes Ecoles (ECP, MINES, SUP'AERO, ENSTA, AM)

Responsables :
1- de la formalisation des plans qualités en relation avec les fournisseurs français et étrangers
2- de la définition des procédures d'inspection et de leur application en fabrication
3- de la mise en œuvre des machines de contrôle tridimensionnelles avec calculateur
4- de la réalisation des audits qualité chez les fournisseurs
5- du pilotage d'études métallurgiques (définition des incidences des protections sur les caractéristiques des matériaux).

Profil :
- Ingénieur mécanicien avec de solides notions de métallurgie
- Anglais parlé nécessaire
- Débutant ou première expérience industrielle réussie.

Les candidatures accompagnées d'une lettre manuscrite et d'un C.V. détaillé sont à adresser sous le no 55011 à CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui trans.



SONECTRO
Ingénierie - Communications

Ingénieurs Grande Ecole

Notre activité :
Concevoir, organiser, fournir
les réseaux et services de communications

Nous sommes :
Une société en pleine expansion, filiale d'un groupe français d'envergure mondiale dans le domaine de l'Electronique.

Nous offrons l'opportunité de :
. Concevoir, négocier et mettre en place des systèmes avancés de communication,
. Animer et coordonner des équipes venant d'horizons très variés.

Nous recherchons :
Plusieurs INGENIEURS diplômés de Grande Ecole :
. parlant espagnol et/ou anglais,
. intéressés par des réalisations dans les télécommunications, la télématique, la conception de réseaux,
. disponibles pour quelques déplacements de courte durée en France et à l'étranger,
. passionnés par les contacts, la négociation et l'animation.

Adressez votre candidature (C.V., photo, lettre manuscrite) à SONECTRO Monsieur ROUX - 11, Avenue Myron T. Herrick - 75008 PARIS.

MEDIA PA



ÉLI LILLY FRANCE / ÉLIZABETH ARDEN
(C.A. 600 MF)
recherche pour son département INFORMATIQUE à Saint-Cloud

CHEF DE PROJET

- Vous êtes jeune diplômé d'études supérieures commerciales ou scientifiques, avez acquis environ 3 ans d'expérience en Informatique et possédez de bonnes connaissances en COBOL et FORTRAN ou BASIC (anglais courant).
- Votre mission consistera à :
  - assurer le support informatique en BATCH de notre Division Pharmaceutique ;
  - coordonner l'activité time-sharing pour l'ensemble des lignes de Produits, en liaison avec les autres filiales du groupe et la maison mère aux U.S.A.

Ce poste ouvre de larges possibilités d'évolution en France ou à l'étranger, au sein de l'Informatique ou d'une autre Division opérationnelle.

Veuillez adresser votre C.V. détaillé au Département du Personnel Société ÉLI LILLY FRANCE, 203, bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD (sous réf. JP/273).

HAVAS CONTACT

BANQUE PRIVEE PARIS
équipée d'un IBM 3031 réseau TP
recherche pour renforcer le service
Etudes de son département
ORGANISATION et INFORMATIQUE

jeunes ingénieurs

diplômés d'une Grande Ecole, débutants ou quelques années d'expérience professionnelle.

analyste confirmé

diplômé de l'Enseignement supérieur.

Envoyer C.V. sous référence 6857 à

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/OU TRANSMETTRA



THOMSON-CSF

INGÉNIEUR

E.S.E., E.N.S.T. ou équivalent

Capable d'anlyser les problèmes liés aux télécommunications et de les modéliser sur calculateur.

Anglais indispensable. Facilité de contacts.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions (sous la référence D.R.), à THOMSON C.S.F.

Division Faisceaux Hertziens - Liaisons Spatiales.
Service Recrutement.
53, rue Greffulhe - 92300 LEVALLOIS.

SOCIÉTÉ PAPETIERE
300 personnes, Banlieue Nord,
recherche

CHEF DES APPROVISIONNEMENTS

- Il coordonnera et animera les activités ACHATS et STOCKS, en élaborant les politiques et en mettant en place les procédures de gestion et de contrôle (sur Informatique). Il sera l'Adjoint du Chef des Services de Distribution.
- Il négociera auprès des fournisseurs directement et par appel d'offres, et recherchera des produits nouveaux.
- Son profil s'appuiera sur une formation en technologie papetière et/ou sur une expérience de plusieurs années du marché papetier.
- Connaissance de la gestion des stocks et du contrôle de gestion.
- Anglais lu et parlé nécessaire.

Adresser c.v. détaillé no 096 / 11.947
PUBLICITÉ ROGER BLEY
101, rue Réaumur, 75002 Paris.

CRÉDITS COMMERCIAUX
Société leader mondial dans sa branche
recherche

JEUNES DIPLOMÉS ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

dynamiques, pragmatiques,
aimant les contacts et les responsabilités.

GESTIONNAIRES

de dossiers de recouvrements de créances
(Paris - quartier Etoile).

Adr. lettre man., C.V. dét., prétentions et photo récente sous le numéro 54.638. à Contesse Publ., 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS - CEDEX 01.

VILLEROY et BOSCH
recherche

L'ADJOINT AU CHEF de son Service Central des méthodes

Il s'agit d'un poste dont le siège est situé à la Ferté-Gaucher, mais qui implique des déplacements dans les deux autres usines de la Société.

Cette offre s'adresse à des ingénieurs diplômés (de préférence, formation A.M. ou de type ICAM) âgés d'environ 30 ans et ayant acquis quelques années d'expérience dans un service méthodes d'une entreprise industrielle.

La connaissance de l'allemand est souhaitable.

Daniel VILAIN, Directeur du Personnel et des Relations Sociales, recevra les candidatures (lettre manuscrite avec curriculum vitae, photo et prétentions) à l'adresse suivante :
VILLEROY et BOSCH, 77320 La Ferté-Gaucher.

NOTRE CLIENT, LEADER MONDIAL DU MATERIEL DE CHAUFFAGE PAR INDUCTION DE METAUX EN COURS DE FABRICATION
RECHERCHE UN

DIRECTEUR TECHNIQUE DES VENTES POUR LA FRANCE

Cette position très intéressante a été créée à la suite du programme d'accroissement du chiffre d'affaires de la Société. Pour ce poste directement rattaché à la direction, celle-ci recherche un homme de haut calibre, bilingue ANGLAIS/FRANÇAIS, fortement orienté vers la vente et ayant un passé d'ingénieur.

Basé à Paris, le candidat retenu sera entièrement responsable de la bonne expansion et des intérêts de la Société dans toute la France. Il devra connaître au moins l'une des industries suivantes :

FORGEAGE — FONDERIE — TRAITEMENT THERMIQUE

et dans l'idéal connaîtra bien l'application du CHAUFFAGE PAR INDUCTION associé à ces traitements. Il assurera la négociation des ventes techniques avec les gros clients ainsi que la motivation et la coordination de la petite équipe de vente existant en France.

La rémunération, généreuse, comprend un salaire plus un intéressement aux bénéfices, une voiture et autres avantages traditionnellement rattachés à un poste de direction.

PARIS — Age : début trentaine — Environ 20 000 Livres

Prière d'adresser dès que possible vos candidatures en indiquant la référence R.P.T., à :

I *Bruce Leece*
A INTERNATIONAL APPOINTMENTS (LONDON) LTD
L *(Executive Recruitment Consultants)* *Cable: Interappt, London, SW1 Telex: 912881*
Greener House, 66/68 Haymarket, London SW1Y 4RF Telephone: 01-839 1602/4, 01-839 2831

Un Diplôme, une Première Expérience... et si je changeais ?

Il est fréquent que les jeunes diplômés se sentent «bloqués» au bout de un ou deux ans dans le Service Commercial de la Société qui les emploie.

Ce sont généralement ceux qui aiment les responsabilités et savent qu'il faut en prendre beaucoup pour réaliser une carrière.

Ils auront pour mission d'établir, sur le terrain, le contact avec les clients effectifs ou potentiels en matière de reproduction de documents afin de les conseiller et de les guider dans leur choix.

Cette expérience constitue pour eux la plus sûre étape vers des carrières commerciales de haut niveau, au sein même de la Société.

Des postes sont à pourvoir à PARIS et dans toutes les grandes villes de province.

Nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature + C.V. sous référence V. 64 en précisant la ville de votre choix à RANK XEROX, Service Recrutement 93607 AULNAY-SOUS-BOIS cedex.

MEDIA PA

RANK XEROX



une des premières sociétés de conseil et services en informatique

recherche

Ingénieurs grandes écoles

Le Département APL de SLIGOS, leader dans son domaine, recherche dans le cadre de son expansion des ingénieurs grandes écoles pour prendre rapidement en charge des projets de télétraitement interactifs.

Pour réussir dans ces postes il est nécessaire d'avoir une formation supérieure, d'être autonome, d'avoir le sens des responsabilités et une bonne aptitude à la communication.

Expérience informatique de 1 à 2 ans appréciée.
Formation complémentaire assurée. Lieu de travail Ouest Paris.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73520/M à Mme CLERE - B.P. 50 - 33, quai Gallieni - 92152 SURESNES.

---

habitat

recrute pour son siège à Orgeval
son

chef des services financiers

Rattaché au Directeur Général Adjoint
- il mettra en œuvre la politique financière et fiscale de l'entreprise
- il supervisera les services comptabilité et contrôle de gestion

Le candidat retenu aura
- une formation supérieure type HEC, ESSEC, ESCP, etc. . .
- une parfaite connaissance des méthodes comptables

Nous recherchons une personne ayant déjà une première expérience réussie, soit dans un Cabinet d'Audit, soit en entreprise et ayant une bonne maîtrise des questions fiscales.

Une bonne connaissance de la langue anglaise est nécessaire.

Adresser CV et prétentions sous référence HT 10 à :
COGEPLAN SELECTION
Tour de Lyon - 185 rue de Bercy - 75012 PARIS
à qui nous avons confié cette recherche.

OP

---

responsable central des achats

Région Parisienne/FF 200.000 +

Grand Groupe Industriel Français d'envergure internationale, ELECTRICITE-ELECTRONIQUE recherche le Responsable Central des Achats (1 MILLIARD DE FF) de l'une de ses Divisions.

Il contrôle plusieurs services d'achats ; il organise et anime les négociations et maintient avec les fournisseurs des relations au plus haut niveau ; il participe à la définition de la politique des Appro. sous l'autorité du Directeur des Approvisionnements.

Une forte expérience dans le management au contact des fournisseurs et clients (de préférence dans les industries électriques et électroniques) est indispensable.

La pratique des techniques de direction par objectifs est souhaitée.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 1250-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

مكبرة من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Péritel
groupe MATRA

NOUS SOMMES SPÉCIALISTES DE LA COMMUNICATION D'AFFAIRES

FONDEE IL Y A MOINS DE 10 ANS, NOTRE SOCIETE COMPTE 400 COLLABORATEURS QUI REALISENT 120 MILLIONS DE FRANCS DE CHIFFRE D'AFFAIRES.

RECEMMENT RATTACHEE A UN GROUPE INDUSTRIEL ET DYNAMIQUE, NOUS EN RECEVONS L'APPUI FINANCIER ET TECHNOLOGIQUE.

NOTRE TAUX DE CROISSANCE (SUPERIEUR A 40 % L'AN) NOUS PERMET D'OFFRIR UNE PROMOTION RAPIDE, DES AVANTAGES SOCIAUX, UN TREIZIEME MOIS.

NOUS RECHERCHONS POUR NOTRE DEPARTEMENT ETUDES ET DEVELOPPEMENT SITUE A BOULOGNE 92100 :

SOUS REFERENCE R. 401 :

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN POSITION II ou III

— Connaissance matériel et logiciel.
— Expérience d'encadrement nécessaire.
— Assurerait la gestion et le suivi de plusieurs projets d'études.

SOUS REFERENCE R. 402 :

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN POSITION I ou II

— Connaissance matériel et logiciel.
— *Travaillerait au sein d'une équipe* sur les études de systèmes télécom utilisant des MICROPROCESSEURS.

SOUS REFERENCE R. 403 :

INGÉNIEUR POSITION II ou A.T. V 3 ÉLECTRONICIEN

— Connaissance du *test automatique souhaitée.*
— Serait chargé de mettre en place, et de diriger une équipe assurant le support technique de l'activité test.

SOUS REFERENCE R. 404 :

INGÉNIEUR ou RÉDACTEUR TECHNIQUE EXPÉRIMENTÉ

Connaissance en électronique et dans le domaine de la documentation technique, serait chargé de la mise en place et de la gestion du service assurant la rédaction et l'édition de la documentation technique.

Envoyer C.V. et prétentions en précisant la référence du poste choisi à : M. THEVENOT PÉRITEL - 6, rue Jules-Simon - 92100 BOULOGNE-s.-SEINE.

RANK XEROX FRANCE met son Informatique au service de l'EUROPE

par la décentralisation des moyens de calcul et le développement partagé des systèmes au niveau du Groupe, la mise en place dans *l'ensemble des filiales d'un portefeuille d'applications standards* couvrant un certain nombre de fonctions spécialisées.
Centre de compétence technique de plusieurs projets internationaux, RANK XEROX recherche un

COLLABORATEUR DE HAUT NIVEAU

pour élaborer des logiciels communs à 13 pays européens et assurer leur mise en place chez les divers utilisateurs.
Il a une bonne connaissance technique de notre environnement (IBM 370/158 sous OS), d'importantes aptitudes relationnelles, le goût des déplacements en Europe, la pratique courante de l'anglais.

Merci d'adresser votre lettre de candidature et C.V. sous réf. C 17 à Mireille DIAZ - RANK XEROX Service Recrutement — 93607 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX.

Plein Champs

RANK XEROX

Chef du service administratif et comptable

Achats et négoce

La société tient lieu de centrale d'achats pour un ensemble d'usines. Elle se fournit aussi bien en France qu'à l'étranger (Scandinavie, Canada, U.S.A....).
Le volume d'affaires traité est important.
Le Responsable Administratif et Comptable, en relation directe avec le Président, a un rôle central majeur : comptabilité générale jusqu'au bilan, déclarations fiscales, suivi des contrats passés avec les fournisseurs français et étrangers, des opérations bancaires et administratives *notamment* liées à l'importation.
Enfin, il s'occupe de l'administration du personnel et à ce titre veille au respect de la législation sociale. Pour toutes ces tâches il est assisté par une petite équipe de 3 personnes, ce qui suppose bien sûr une forte implication personnelle dans l'exécution des tâches.
Ce poste peut convenir à une personne bénéficiant d'une bonne formation initiale (E.S.C., D.E.C.S., Licence Sciences Economiques...) ayant vécu une expérience de ce type dans une *Société de commerce international et particulièrement* sensibilisée aux problèmes de Droit des Sociétés, à la fiscalité et aux opérations bancaires. *La connaissance de l'anglais est nécessaire.*
La rémunération saura tenir compte de l'acquis.
Lieu de travail : PARIS.

SEFOP remercie les personnes intéressées de bien vouloir lui adresser leur candidature sous réf. AC 408 M.

SEFOP 11, rue des Pyramides 75001 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

---

2 ingénieurs système

PERI-INFORMATIQUE et MINI-ORDINATEURS de GESTION

La Direction Logiciel d'Olivetti France recherche la collaboration de deux ingénieurs système qui seront chargés de l'assistance technique et du développement des programmes logiciel de base. Ils auront donc à intervenir en clientèle sur mini-ordinateurs, petits systèmes de gestion et terminaux.

Une formation de type Maîtrise Informatique ou Ecole d'Ingénieurs *est nécessaire avec, si possible, une première expérience.* La connaissance des langages évolués est nécessaire. Anglais souhaité.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence 6861 à OLIVETTI France - D.P.R.H. - 91, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.

olivetti un grand de l'informatique

La filiale française d'un groupe international recherche pour renforcer son service administratif et financier un

jeune contrôleur budgétaire

diplômé d'une école supérieure de commerce (option finances-comptabilité) ou équivalent, il sera chargé, en relation avec les différents services et la maison mère :
• de la préparation des budgets, du contrôle mensuel, de l'analyse des résultats,
• de la mise en place des systèmes et procédures.
En outre, il assurera la gestion et l'exploitation d'un mini-ordinateur.
Une première année d'expérience dans une direction financière serait un atout supplémentaire.
Anglais courant indispensable.
Lieu de travail : 30 km Sud-Ouest Paris.
Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions en précisant la réf. 731M sur l'enveloppe au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Analyste Cergy-Pontoise

Pour notre siège social de Cergy-Pontoise, nous recrutons un Analyste.

Le candidat possède une maîtrise de gestion ou équivalent complétée par une expérience de 5 ans dans un service informatique.

De solides notions de comptabilité et de gestion sont indispensables.

Connaissances du matériel IBM (3031) et du langage P.L.I appréciées.

Notre société est équipée d'un réseau de télétraitement et d'un environnement DB/DC.

Horaires variables.

Patrick BONA vous remercie de lui adresser vos *dossiers de candidature* (CV, *photo et prétentions*) sous référence 21/B

MEDIA PA

3M France
Direction du Personnel
Boulevard de l'Oise
95000 CERGY-PONTOISE

3M

Heineken

ALSACIENNE DE BRASSERIE

cherche un

chef de produits

JUNIOR

- HEC - ESSEC - SUP de CO - Anglais courant ayant 12 à 18 mois d'expérience dans le Marketing des produits de grande consommation.
- Pour prendre en charge rapidement une fonction produits complète, dans une Direction de Marketing dynamique basée à PARIS.

Adresser CV, photo, prétentions à
M. A. HAUSS - Direction du Personnel
ALBRA - B.P. 449/R 9
67009 STRASBOURG CEDEX

IMPORTANTE SOCIÉTÉ TRAVAUX PUBLICS

PARIS 17e - offre poste

ADJOINT CHEF DE SERVICE FINANCIER

30 ans minimum
connaissant problèmes trésorerie, finance, en liaison avec informatique.

Ecrire avec curriculum vitae et prétentions, sous le numéro 54.808, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS, CEDEX 01.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
Spécialisée dans l'Achat/Revente de matériels IBM
Chiffre du groupe US en 1979 : 225 millions de $)

recherche pour Paris un

CONTROLEUR COMPTABLE ET FINANCIER EUROPE

(100 000 +)

Missions :
— Etats mensuels des recettes et dépenses et leur ventilation, coût des ventes par client et produit.
— *Facturation de toutes les affaires européennes* (3 bureaux : France, Suisse et Allemagne) suivi et relances.
— Gestion *de* la *trésorerie* du groupe et filiales.
— Coordination des budgets.
— Contrôle des comptabilités locales et relations avec la *comptabilité U.S.*
— Relations avec les banques.
— Comptes intercompagnies.

Le candidat devra avoir une bonne expérience des comptabilités française et américaine et le sens de l'organisation.

L'Anglais courant est nécessaire.

Merci d'envoyer lettre + C.V. et prétentions Nº T 019.333 M. RÉGIE-PRESSE, *85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS,* qui transmettra.

---

informaticiens

Importante Société de Services et de Conseils en mini-informatique, recherche INFORMATICIENS diplômés de l'Enseignement Supérieur (Ecoles d'Ingénieurs, maîtrises, écoles d'informatique, MIAGE, IUT,...) pour systèmes de gestion sur mini (logiciel de base et d'applications généralisées).

Collaboration caractérisée par : • sa diversification technique, • ses méthodes de travail, • les techniques de pointe abordées, • des possibilités d'évolution de carrière au plus haut niveau, • une formation constante.

Adressez C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence 214-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

IMPORTANTE ENTREPRISE DE T.P.
(C.A. 1,2 Milliard, 5.000 personnes) recherche dans le cadre de la mise en place de structures de contrôle de ses agences

audit comptable

âgé au minimum de 30 ans, de formation supérieure (Ecole de Commerce ou de Gestion, complétée par DECS) justifiant d'une expérience acquise soit en Entreprise, soit en Cabinet d'expertise ou d'Audit.
Ce Collaborateur sera plus particulièrement chargé de :
— l'harmonisation des informations comptables et du contrôle de leur fiabilité,
— l'analyse et de la simplification des procédures administratives, comptables et informatiques,
— la conception éventuelle de supports d'information et de méthodes nouvelles de saisie de ces informations.
Réelle opportunité de carrière.
Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la référence 722M sur l'enveloppe au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Ingénieur technico-commercial

Electromécanique

Banlieue Sud — **150/180.000 Frs**

Une entreprise d'électromécanique (100 personnes) leader dans son domaine recherche un responsable technico-commercial pour renforcer sa structure.

Sous l'autorité du Directeur Général, la fonction consiste à conseiller les clients et à définir avec eux le produit le mieux adaptée aux besoins et s'inscrivant dans le savoir faire de l'entreprise. Il aura aussi pour mission de développer l'activité commerciale.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur (AM, ICAM, ECAM, ESME, ...) âgé d'au moins 35 ans, ayant quelques années d'expérience de bureau d'études et ayant assumé des responsabilités technico-commerciales dans une société d'électromécanique.

Ce poste implique des perspectives d'évolution pour un candidat de valeur.

Ecrire avec C.V. et *prétentions sous référence* 2646 M à Ph. VINCHON .65, Av. Kléber 75116 Paris.

CORT *MEMBRE DE SYNTEC*

---

2 INGÉNIEURS LOGICIEL

PROFILS

Formation supérieure. Expérience 3 à 6 ans sur les systèmes IBM. Si possible télétraitement et anglais. Goût des contacts clients.

POSTES

Assistance clientèle et (ou) support technique pour nos Contrôleurs de communications et nos Logiciels.

DEVENIR

S'imposer chez un constructeur dynamique comme professionnel de réseaux et de l'informatique distribuée.

Ecrire avec C.V. et photo à
ITT Data Systems France SA
Département du Personnel
Tour Maine-Montparnasse (Boîte 148)
33, av. du Maine - 75755 Paris Cedex 15

ITT

---

alimentation animale

La filiale commerciale d'un des premiers groupes chimiques mondiaux.

recrute pour PARIS

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

qui, sera chargé de commercialiser auprès de notre clientèle grande région Parisienne des additifs et spécialités destinés aux fabricants d'aliments composés pour l'alimentation animale.

Ce poste évoluera à moyen terme, vers une responsabilité produits.

La connaissance de l'Allemand sera appréciée.

Adresser dossier de candidature sous réf. 91524 M à :
BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel, 94300 VINCENNES

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

Société française Hoechst

vous propose à son Siège le poste de

CHEF de PRODUITS

Pour son Département CHIMIE ORGANIQUE

VOTRE MISSION :
- vous définissez la politique commerciale d'une gamme de produits organiques de synthèse (C.A. 45 millions de Francs)
- en liaison avec la maison mère vous établissez les prévisions de vente et suivez leur réalisation
- vous animez et assistez le réseau commercial en clientèle
- vous réalisez l'exploitation des informations commerciales afin de suivre la rentabilité des produits
- vous prenez en charge directement certains clients importants.

NOUS VOUS DEMANDONS :
- une formation supérieure en chimie
- une expérience de quelques années de la vente de produits chimiques
- une bonne connaissance de l'allemand.

Si vous êtes intéressés, adressez C.V. et prétent. sous référence 406 à notre département des ressources humaines,
Tour Roussel Nobel - Cedex 03
92080 PARIS LA DEFENSE.

Hoechst

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE

C.A. + 1 milliard de francs
LEADER DE SA PROFESSION

recherche pour ses agences de

Bordeaux - Grenoble - Lille - Marseille
Nantes - Paris - Reims - Toulouse - Tours

INGÉNIEURS DE VENTE

- Formation écoles ingénieurs ou écoles supérieures de commerce.
- Débutants ou ayant quelques années d'expér.
- Pour exercer activité commerciale sur le terrain.
- Evolution possible dans filière commerciale ou autres branches d'activité
- Stage d'intégration + formation continue.

70.000 F + (et participation aux résultats)

Adresser curriculum vitae détaillé et photo à : n° 8.052. « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

La filiale française d'une Société leader dans le matériel médico-chirurgical recherche

UN ASSISTANT
DU DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Ce poste s'adresse à un candidat ayant une expérience similaire au sein d'un groupe multinational. La pratique de l'anglais est impérative.

LIBRE TRES RAPIDEMENT.

Adr. C.V. (en anglais), photo et prétentions à :

TERUMO FRANCE

Immeuble International, 2, rue Stephenson,
78181 SAINT - QUENTIN - EN - YVELINES.

CENTI

CONSEIL ET SERVICES EN INFORMATIQUE

recrute pour ses
activités AÉROSPATIALES

INFORMATICIEN

ayant pratique langages évolués scientifiques

Poste en Région Parisienne avec déplacements très fréquents en province.

Nationalité française.

Tél. au 222-25-31 ou envoyer C.V. avec photo et prétentions, CENTI, 128, rue de Rennes, Paris (6e).

Nous sommes le service informatique du siège (Paris-La Défense) d'un GROUPE CHIMIQUE FRANÇAIS

Nous disposons de 2 ordinateurs IBM sous OS/MVS et nous utilisons IMS (Temps réel) et COBOL.

Nous recherchons

2 ANALYSTES PROGRAMMEURS

Formation I.U.T. miage ou équivalent, expérience 3 ou 4 ans.

Ecrire sous réf. N° 54.937, à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

DATATEL

pour faire face à son expansion
recherche des

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Une expérience dans la vente d'équipements de transmissions de données et/ou d'analyseurs de trafic est nécessaire.

Une expérience technique serait appréciée.

Envoyer C.V. à DATATEL, Tour Amboise, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE-BILLANCOURT.

---

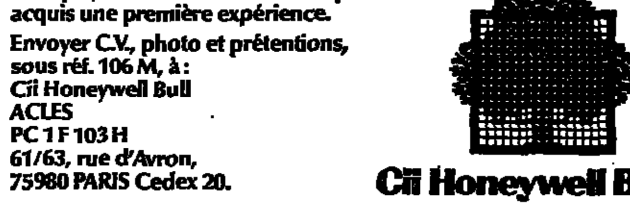
systèmes interactifs

Dans le cadre de l'évolution de ses nouveaux systèmes DPS 7, la Compagnie Cii Honeywell Bull recherche pour son Département Grands et Moyens Systèmes des

ingénieurs

Ils participeront à la conception et au développement du système d'exploitation GCOS 64 dans les domaines suivants :
- Interactif.
- Gestion des ressources.
- Gestion des périphériques.

Diplômés de l'enseignement supérieur en informatique, les candidats auront de préférence acquis une première expérience.



Envoyer C.V., photo et prétentions,
sous réf. 106 M, à :
Cii Honeywell Bull
ACLES
PC 1 F 103 H
61/63, rue d'Avron,
75980 PARIS Cedex 20.

Cii Honeywell Bull

HAVAS CONTACT

ENTREPRISE AGRO-ALIMENTAIRE C.A. 120 M.)
recherche pour ses usines :
INGENIEUR A.M. ou EQUIVALENT
Pour poste :

CHEF D'ENTRETIEN TRAVAUX NEUFS

Cette fonction comporte d'importantes responsabilités :

- Prise en charge de l'entretien des équipements et bâtiments.
- Connaissance approfondie en Vapeur - Fluide thermique - Régulation - Vide A - Electricité Mécanique générale.
- Achat de pièces détachées et matériel d'entretien.
- Etude et réalisation de travaux neufs.

Ce poste sera confié à un technicien confirmé de 35 ans minimum, ayant une formation de base Ingénieur ou équivalent, justifiant d'une expér. d'au moins 5 ans dans l'entretien d'une P.M.E. à feu continu, et ayant pratiqué de l'électromécanique et des économies d'énergies.
Ce cadre sera placé directement sous l'autorité du Directeur Technique.

Poste à pourvoir à 80 km au Sud de PARIS.
Disponible immédiatement.
Salaire suivant expérience et formation.

Dossier de candidature et prétentions à adresser à l'attention de M.DELALANDE,
5, rue Godot-de-Mauroy - 75009 PARIS.

Le Président d'une Société de Vente de Machines à Café pour BARS et HOTELS

recherche son

ADJOINT
PRÉPOSÉ A LA GESTION

Chargé de le seconder au plus haut niveau pour tout ce qui concerne les services administratifs et ateliers d'après-vente.

Le poste exige de sérieuses connaissances en comptabilité, informatique, organisation du travail et une pratique du contrôle de gestion.

La formation et l'expérience des candidats seront appréciées.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à :

C & S 132, avenue de Villiers
75017 PARIS.

QUARTIER MONCEAU

SOCIETE DE SERVICES EN EXPANSION
offre situation intéressante et d'avenir à :

CADRE DE GESTION

- Age minimum 35 ans.
- Formation E.S.C., licence Sciences Eco ou équivalente.

Il sera appelé à seconder le Directeur et notamment à assurer :
- Liaison entre comptabilité et informatique.
- Direction du Personnel.
- Suivi des travaux d'aménagement.

Adresser lettre manuscrite, C.V. très complet, photo et indiquez prétentions à CAMPBELL, référ. 580. B.P. 57, 75824 PARIS CEDEX 17.

SOCIÉTÉ BANLIEUE OUEST

recherche
pour son bureau d'études

INGÉNIEUR

A.M. ou équivalent

- Ayant quelques années d'expérience en entreprise.
- Connaissances en thermique souhaitées.
- Anglais parlé.

Adresser C.V. et prétentions à N° 54.787, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

IMPORTANTE BANQUE CHAMPS-ELYSEES
recherche

UN ANALYSTE DE BILANS
CLASSE V à VI

Très expérimenté (bilans des Banques, Sociétés financières et commerciales).

Ecrire avec C.V., prét. et photo ss réf. 3.321, à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Constructeur de matériel électrique
(redresseurs, onduleurs, convertisseurs)
recherche

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Directement rattaché au Chef de Service, il assurera la coordination de l'étude de produits nouveaux.

En liaison avec le service développement, il définira les schémas et mènera à son terme l'industrialisation des têtes de série.

Une expérience de quelques années dans l'étude de convertisseurs ou d'électronique de puissance est souhaitée.

Le poste est à pourvoir à Paris dans la proche banlieue Ouest.

Adresser CV, photo et prétentions, no 11737 à COFAP - 40, rue de Chabrol - 75010 PARIS, qui transmettra.

Importante Société Suisse d'Assurances
recherche un(e)

ANALYSTE

La personne à laquelle nous confierons ce poste a environ 25 ans, possède une maîtrise d'informatique ou scientifique et justifie d'une première expérience réussie dans la profession.

Sous l'autorité du Responsable des Etudes et en collaboration étroite avec ce dernier, elle devra concevoir et mettre en œuvre des applications transactionnelles sur un 64 DPS qui sera reçu début 1981.

Lieu de travail : Paris 9e.

Adr. lettre manuscrite, C.V., photo et prét. à :
SOCIETE SUISSE
Service du Personnel
41, rue de Châteaudun, 75009 PARIS.

MESURES REGULATION AUTOMATISME
Une revue de la C.F.I.E.
recherche

RÉDACTEUR TECHNIQUE

Ce collaborateur, de formation supérieure en électronique et électromécanique devra avoir une bonne connaissance des langues Française et Anglaise, des notions en micro-électronique et en informatique.
Expérience industrielle et langue Allemande appréciées.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :

C.F.I.E. Service du Personnel,
40, rue du Colisée,
75008 PARIS.

CHEF DE DEPARTEMENT FINANCEMENTS "SHIPPING"

C'est votre spécialité depuis plusieurs années.
Votre maîtrise de l'anglais et votre mobilité vous permettent d'intervenir sur les principales places ou sont montés ces financements. Nous vous proposons de coordonner depuis Paris nos activités en Europe.
Adresser lettre + C.V. sous référence 9162/AL à A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra).

THOMSON-CSF

SERVICE BREVETS

recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

- Débutants ou ayant quelques années d'expérience.
- Ayant des aptitudes à la synthèse et à la rédaction.
- Bonnes connaissances en anglais et, si possible, en allemand.

Deux postes sont à pourvoir, respectivement à PARIS-8e et à ORSAY.

Envoyer curriculum vitae : Service du Personnel, THOMSON C.S.F. - 173, boulevard Haussmann, 75360 PARIS CEDEX 08.

Rapistan Lande
SYSTÈMES INTÉGRÉS DE MANUTENTION

Nous sommes Membre du Groupe International RAPISTAN spécialiste en conception et réalisation de systèmes complexes de manutention mécanique continue pour charges isolées et palettisées.
Nous recherchons :

INGENIEURS et AGENTS TECHNICO-COMMERCIAUX

avec expérience de quelques années dans la vente de biens d'équipements mécaniques

INGENIEURS DE BUREAU D'ETUDE

expérience domaine manutention souhaitée.
Bonne connaissance de l'anglais.

Faire offre de candidature avec C.V. détaillé et prétentions :
RAPISTAN LANDE
44, avenue de Champagne 91420 MORANGIS



THOMSON-CSF

Ingénieur Commercial

Parlant allemand et anglais

- négociations avec Administrations étrangères et Entreprises portant sur la vente de matériels électroniques,
- harmonisation des conditions de vente en liaison avec les unités du Groupe,
- expérience nécessaire de 5 années environ dans la commercialisation d'équipements électroniques.

Déplacements fréquents en Europe.

Adresser C.V. avec rémunération escomptée à Direction des Cadres - 173, Bd Haussmann - 75008 PARIS.

GROUPE INDUSTRIEL, FABRICANT
LEADER DANS SA BRANCHE
recherche

CHEF DE PRODUITS INDUSTRIELS
100.000

Adjoint technique de la Direction Commerciale du groupe, chargé de la coordination technique entre les unités de production.
Formation technique supérieure de base et expérience commerciale, acquise par la pratique de la vente ou la coordination d'équipes commerciales indispensables.
Expérience professionnelle 3 ans minimum.

Ecrire avec C.V. et photo, à PROFIDACTA, 6, place de la Madeleine - 75008 PARIS.

ROXCHIMIE S.A.

recherche
pour son Service Technique et Commercial à l'exportation (Europe, Europe de l'Est, Afrique)

UN INGÉNIEUR
OU UN TECHNICIEN SUPÉRIEUR

possédant une bonne expérience en THERMIQUE appliquée (centrales thermiques, brûleurs et générateurs de vapeur, moteurs diesel).

Anglais parlé et écrit. Allemand souhaité.

Conviendrait à Ingénieur A.M., Officier mécanicien marine, etc.

Répondre en adressant C.V. manuscrit, photo sous référence 1.889 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

FINA France

offre un EMPLOI TEMPORAIRE à

NANTERRE (92)

AU SERVICE EXPLOITATION
DE SA DIRECTION RÉGIONALE
PARISIENNE

- Niveau requis : E.S.C. ou équivalent.
- Contrat : durée prévue 6 mois renouvelable une fois.
- Possibilité de transformation en contrat à durée indéterminée avec bonne évolution de carrière pour élément de valeur.
- Mobilité indispensable.

Adresser lettre de candidature, C.V. et photo à FINA France, Département Dépôts Expéditions, Services Transports, 19, rue du Général-Foy - 75361 PARIS Cedex 08.

Société d'Expertise Comptable

recherche
pour son siège parisien

EXPERT-COMPTABLE DIPLOMÉ

- Diplôme universitaire souhaité ;
- Agé d'environ 40 ans ;
- Solide expérience en cabinet ;
- Capable de conduire des actions de contrôle et de formation sur le plan national ;
- Motivé pour la recherche d'informations provenant de tous les secteurs en vue de l'amélioration des techniques et des méthodes utilisées par la société ;
- Rémunération liée à la diversité des fonctions à assumer.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions au n° 8.850 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

هكذا من الأصل



offres d'emploi
INGÉNIEURS et AGENTS TECHNICO-COMMERCIAUX
INGÉNIEURS DE BUREAU D'ÉTUDES
Ingénieur Commercial

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

Groupe japonais, quartier Étoile, recherche

CHEF DE SERVICE FINANCIER

bilingue anglais, adjoint du directeur financier. Vous animerez une équipe de 4 personnes. Vous avez quelques années d'expérience des opérations financières de l'import, de l'export et du négoce international. Vous serez également conseiller des services commerciaux. Vous êtes libre rapidement. Adressez C.V. manuscrit avec photo et prétentions à ACTIVENTE, réf. « F » 5, rue Coq-Héron, 75001 PARIS, qui transmettra.

CABINET D'ETUDES DE MARCHES PARIS recherche

CHARGÉ (E) D'ÉTUDES

Sup. de Co., équiv. ou maîtrise psycho. Un an d'exp. ou débutant(e). Dég. O.M., libre rapid.

Tél. : 574-10-67 aux H. de Bur.

SOCIETE DE PUBLICITE recherche personne pour

PRISE DE RENDEZ-VOUS PAR TÉLÉPHONE

Une première expérience réussie est indispensable.

TEMPS PARTIEL début de semaine. Possibilité d'évolution vers fonction commerciale à terme.

Ecrire sous référence 6.767 à ORGANISATION et PUBLICITE 2, rue Marengo, 75001 PARIS.

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE - PARIS recrute

CHEF DE GROUPE

Certificats supérieurs, 5 ans d'expérience

CHEF DE MISSION

DECS ou BTS 2 ans d'expér. Tél. au 225-51-59 ou envoyer C.V. ss réf. 3.177 à I.C.M. 83, r. de Rennes, 6e, qui transm.

ERIN

recherche

- **DES INGÉNIEURS** débutants à 3 ans d'expérience
- **DES ANALYSTES-PROGRAMMEURS** Minimum DUT

pour 1) :
— Développement logiciel de base.
— Contrôle de processus industriels.
— Connaissances Matériels MITRA-SOLAR-SEL appréciées.
pour 2) :
— Systèmes téléphoniques.
— Connaissances MOTOROLA, 68000 - TRANSPAC appréciées.

Salaires motivants.

Ecrire avec C.V. ss réf. 4.780 à Axial Publicité, 91, Fg-Saint-Honoré, Paris 8e, qui transm. ou tél. pour rd.-vs au 058-24-75.

STE AERONAUTIQUE recherche

COLLABORATEUR COMMERCIAL

suivi chantiers, relations client. Ce poste conviendrait à candid. dynamique, ayant de sérieuses connaiss. en aéronautique, de préfér. production. Poste trav. situé à Paris-Etoile, nécessité grande disponibilité. Anglais souhaité. Adr. C.V. + prétent. A.M.P. sous réf. 9172/AL, 40, r. Olivier-de-Serres, PARIS 15e qui transmettra.

FERODO

recherche pour sa DIVISION SOFICA Leader européen du Chauffage Automobile (effectif 2.800 personnes)

TECHNICIEN

chargé de la conduite de certains essais en soufflerie climatique. Commandement sur 2 techniciens (horaire de travail 2 X 8). DUT ou BTS (électrotechnique, mesures physiques).

Nombreux avantages sociaux Restaurant d'entreprise.

Adr. C.V., prétent. et photo à SOFICA, Service du Personnel, 8, rue Louis-Lormand, 78320 LA VERRIERE.

SNCF

recherche pour la région parisienne (emplois dans les gares)

ATTACHÉS

Groupe V (DEUG - DUT - BTS) Rémunération annuelle brute : 51.900 F.

AGENTS MOUVEMENT

(Bac + brevet de technicien) Rémunération annuelle brute : 43.470 F.

ATTACHÉS

Groupe VII à (CFES - CFEPS - BEP) Rémunération annuelle brute : 40.340 F.

AGENTS D'EXPLOITATION

(BEPC) Rémunération annuelle brute : 38.550 F.

Nationalité française, 18 à 30 ans. Libérés ou non service national actif.

Travail en 3 X 8. Samedis Dimanches et fêtes par roulement compensé par indemnité. Avantages sociaux.

Adresser les candidatures SNCF - Division du Personnel Région de Paris - Sud-Est 20, boulevard Diderot, 75571 Paris Cedex 12.

POUR AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE

recherchons

JEUNE CADRE

format. DECS-ESC ou équival. parfaite connaissance COMPTABILITE GESTION. Plusieurs années d'expér. souh. Ecr. no T 19.400 M Rég.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

DANS LE CADRE DE SON EXPANSION

Casino pour ses supermarchés de la région parisienne engage

JEUNES HOMMES

— Dégagés O.M.
— Niveau BAC souhaité
— Actifs, courageux, robustes.
— Ambitieux et disponibles (horaires)
— Possibilité d'accéder au bout de 12 à 18 mois à un poste de CHEF DE RAYONS et par la suite de DIRECTEUR DE SUPERMARCHE

Ecrire avec C.V. et photo SOMACA réf. Y.B. 110, avenue Aristide-Briand, 92120 MONTROUGE.

P.M.E. Paris 15e, dynamique, spécialisée Sécurité Industrielle recherche

TECHNICO-COMMERCIAL

Connaissance en instrumentation électronique et expér. de vente exigée. Déplacements courts et fréquents. Voiture de service. Tél. pour rd.-vs 533-01-00.

GROUPE INTERNATIONAL du SECTEUR TERTIAIRE recherche pour étoffer son Service Recrutement au sein de sa division FRANCE

UN CHARGÉ DE RECRUTEMENT CADRES

Formation Supérieure Ecole de Commerce exigée. Poste éventuellement ouvert à un débutant et basé en banlieue Ouest PARIS.

Adresser C.V., photo, prétentions no 54.792 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er qui tr.

ETABLISSEMENT FINANCIER Quartier OPERA recherche

UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Ce jeune ingénieur (Grande école ou équivalent, MIAGE) aura de préférence une première expérience du poste. Il participera au développement d'application temps réel et à la mise en œuvre d'une chaîne de traitement sur un ordinateur de nouvelle génération.

Adr. C.V. manus. et prétentions à no 54.781 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

JAPAUTO FRANCE

recherche pour participer à l'étude et à la réalisation d'une nouvelle chaîne de traitement

UN INFORMATICIEN DE GESTION

Formation Ingénieur MIAG ou équivalent. Expérience minimum : 2 ans pour un environnement IBM 370/145 - OS/VI puis IBM 4331 et 4341 DOS/VSE avec CICS et DLI.

Service du Personnel Adr. C.V., prét., photo à JAPAUTO France Tour Fiat Cedex 16, 92084 PARIS La Défense.

Société internationale de produits de soudage (banlieue parisienne) recherche

INGÉNIEUR ASSISTANT DE DIRECTION

Il aura pour mission d'assister la Direction et les commerciaux sur le plan technique, d'étudier les préconisations futures, d'orienter le développement de clientèle.

Rémunération en rapport avec le fort potentiel recherché (fourchette à partir de 130.000 F par an).

— Connaissances indispensables en : Matériel de soudage et électronique appliquée.
— Diplômes A. et M. et ESSA souhaités ainsi que la pratique de l'allemand.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous référence OB 1071 à JEAN TIMAR CONSEILS 12, rue Victor-Massé, 75009 Paris.

STE installée dans le Jura, fabriquant des portes d'intérieur et Dérivés recherche son

ADJOINT TECHNICO-COMMERCIAL

Responsable de l'animation commerciale et participant à la marche de l'entreprise

Ce poste conviendrait à un cadre 35 ans minimum dynamique, d'excellente formation et capable de s'intégrer à la structure existante.

La connaissance de cette industrie et de son réseau de vente serait très appréciée.

Envoyer offre manuscrite détaillée (C.V., photo, prétent.) à no 54.522 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra 75040 Paris 1er qui transmettra.

INGENIEUR ELECTRO

MEMES DEBUTANTS
DATA, 97, r. Réaumur, 75002. Mo Sentier. 233-63-15

ORGANISME DE RECHERCHES INDUSTRIELLES

recrute pour activités de calcul scientifique

INGÉNIEUR Confirmé

GRANDE ÉCOLE (+ Doctorat apprécié)

Pour participer à l'élaboration des codes de calcul de structures

— Une connaissance approfondie des méthodes de calcul et une expérience industrielle de l'utilisation des codes éléments finis sont indispensables.
— Des qualités d'animation et d'organisateur sont requises.

Adresser C.V., photo et prétent. à no 54.877, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

SOCIETE FINANCIERE D'UN GROUPE DE DIMENSION MONDIALE recherche

ANALYSTE

- Diplômé M.I.A.G.E. ou équivalent
- Au moins 2 ans d'expérience
- Connaissance du COBOL
- Expérience IBM 34 ou mini souhaitée

Pour adapter et implanter dans les filiales des produits informatiques réalisés au siège (fréquents déplacements à l'étranger).

Homme de dialogue, en liaison permanente avec les Directions Générales des filiales à l'étranger, les besoins des utilisateurs seront sa préoccupation constante.

Larges perspectives pour un candidat de valeur.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 9135 à VALENS CONSEIL, 59 rue de Richelieu, 75002 PARIS.

UN LABORATOIRE DE L'ADMINISTRATION recherche

UN INGÉNIEUR OU UN UNIVERSITAIRE

Un laboratoire de l'administration, spécialisé dans les travaux routiers et la thermique du bâtiment, recherche un ingénieur ou un universitaire ayant de bonnes connaissances mécanique des milieux continus, structures et statistiques.

Une certaine connaissance en génie climatique est souhaitable.

Ce poste pourrait convenir à un ingénieur diplômé de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, ou un ingénieur civil des mines, ou un ingénieur diplômé d'un INSA, ou encore à un universitaire ayant fait une maîtrise de physique comportant des certificats de mécanique des milieux continus de mécanique des structures notamment.

Le poste comporte de fréquents déplacements dans les départements du NORD, PAS-DE-CALAIS et PICARDIE.

Le poste est à pourvoir le plus tôt possible et au plus tard le 1er JUILLET 1980.

Le curriculum vitae est à envoyer à : REGIE - PRESSE, no 847. 921 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

Sté d'expertise comptable et de commissariats aux comptes PARIS recherche

— JEUNE EXPERT COMPT. OU MÉMORIALISTE

Libre en mai pour collaboration salariée ou en honoraires à plein temps de préférence.

COLLABORATEUR(TRICE) ayant expérience juridique sociétés et commissariats aux comptes. Stage expert. comptable possible. Adresser C.V. et prétentions à FIDINTER 128, bd St-Germain, 75006 Paris.

Société d'instrumentation française recherche

UN INGÉNIEUR

de nationalité allemande références dans la profession exigées.

Après un séjour de quelques mois en France, il animera une filiale de commercialisation qui sera créée en Allemagne (région RHENANE). Adresser C.V. et prétentions à Société JULES RICHARD, 116-120, quai de Bezons, 95102 ARGENTEUIL.

Le premier importateur français de CARRELAGE recherche

CADRE COMMERCIAL

pour seconder le chef des ventes dans son action commerciale interne et le suivi administratif. Ce poste sédentaire suppose de bonnes qualités commerciales pour le contact clients sur place et au téléphone et l'expérience de l'administration des ventes. Lieu de travail : Gagny (93).

Ecrire avec C.V. détaillé en précisant salaire actuel et prétentions, sous réf. 79009 M., à Denis JOUSSET - Plein emploi 10, rue du Mail, 75002 PARIS

Recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Fortran pour applications Statistiques mini-ordinateur éventuellement débutant. Ecrire M. KRIFEF CAPA, 17, rue Lafayette, 75009 Paris ou téléph. : 874-93-83.

Sté d'expertise comptable recherche

COLLABORATEUR (TRICE)

non stagiaire, expér. cabinet situation stable. Env. C.V. + prét. à CEGEF, 103 r. de Miromesnil, 75008 Paris. T. 563-05-00.

Administration implantée à VERSAILLES recrute

PERSONNEL DE BUREAU

avec bac ou licence. Tél. 953-03-88

SOCIETE A G I recherche

COMPTABLE

2e ECHELON TRES QUALIFIEE pour comptabilité sur ordinateur. Sérieuses références exigées. Libre de suite. Se présenter : 75, r. St-Denis, 93300 AUBERVILLIERS

STE INTERNATIONALE DE SERVICES recherche pour son Siège Social banlieue Ouest (92)

UN (E) ANALYSTE DE CONCEPTION

Qui viendra renforcer une équipe structurée
MISSION : élaboration de dossiers d'opportunité, conception générale, détaillée, encadrement de la réalisation.
EXPERIENCE REQUISE : (3 années minimum) mise en place d'applications de gestion interactives, connaissance d'un S.G.B.D. appréciée.
FORMATION SUPERIEURE :
— MIAGE ou équivalent
— Anglais indispensable
— Langage COBOL.

Env. C.V., prétent., photo, s/réf. EVEN (mention sur envelop.) : EMPLOIS ET CARRIERES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

SERVICE RECHERCHES et ESSAIS offre à

JEUNE INGÉNIEUR

de préférence formation électronique, possibilité s'intégrer à petite équipe chargée de développer utilisation informatique dans industrie du bois. (Maîtrise, microprocesseur pour mesure en laboratoire et contrôle industriel). Serait essentiellement chargé partie instrumentation. Ecrire avec C.V., à CENTRE TECHNIQUE DU BOIS 10, av. de St-Mandé, 75012 Paris

---

Société spécialisée en radiocommunications recherche

TECHNICO-COMMERCIAUX

Dynam. et expérimentés dans la vente de matériel électronique. Spécialisation en radio-communications appréciée.

Adr. C.V. et prét. à no 54.676 CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

SP2M recrute pour un de ses clients

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

I.U.T. ou équivalent Connaissant PDP 11 et BASIC + 2. Poste à pourvoir proche banlieue Ouest. Tél. 292-06-77, Mme Cambianica

---

BUREAU VERITAS recherche

TECHNICIEN

canique, de préférence 2 ou Niveau DUT ou BTS option mécanique, de préférence 2 ou 3 ans d'expérience (mécanique, informatique) :
— Débutant accepté ;
— Notions anglais technique ;
— Etude de comportement à la mer de structures marines ;
— Utilisation courante de programmes informatiques.

Env. C.V. sous référ. no 22 à BUREAU VERITAS Direction du Personnel, 31, rue Henri-Rochefort, 75017 PARIS.

Société de Distribution implantation nationale recherche

ASSISTANT DE GESTION

début. av. BTS, DUT gestion des entreprises. Env. C.V manuscr., prétent. et photo no T 019.371 M REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

REVUE SPECIALISEE EN MICRO-INFORMATIQUE recherche DANS TOUTE LA FRANCE

DES AUTEURS

POUR REDACTION d'articles techniques dans les domaine des micro-processeurs, micro-ordinateurs et de l'informatique. Pour tous renseignements, veuillez appeler le 296-46-97.

Cabinet d'architecture recherche

ARCHITECTE CHEF DE PROJETS

30-35 ans. Ayant une expér. professionnelle complète, très fort en conception, organisation, maîtrisant parfaitement les techniques de construction. Expér. dans bâtiment industriel, laboratoire et bureau indispensable. Ecr. avec C.V., photo, tous renseignements et références complètes à SUTER + SUTER, 16, rue Saarinen-Silic. 256, 94568 RUNGIS CEDEX

TELSINTER recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

ASSEMBLEUR Mini-temps réel souhaité. 292-06-77, M. Mory.

C.R.I.T.

CINQ GESTIONNAIRES

Gestion financière, suivi de factures, expér. engineering. Off et onshore, biling anglais. 14, place Gabriel-Péri, Paris 8e Mo Saint-Lazare - 522-91-40

TELSINTER recherche d'urgence pour missions longue durée

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

confirmé COBOL et PL 1

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

confirmé PL1-IMS temps réel 292-06-77, Mme Cambianica

Agence de R.P. recherche ATTACHE(E) de Relations Publiques, Relations Presse. Formation supérieure exigée. Débutants s'abstenir. Env. C.V. et prét. à CHORUS 33-35, r. de Chazelles, Paris-17e.

INGENIEUR MITRA 125

connaiss. logiciel MMT2

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

MITRA 125 ou 225

INGENIEUR

pour développement PACKAGE MICROPROCESS

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Mini-système LOGABAX. Env. C.V. Melle CARPENTIER ou se présenter : ASTEC, 94, rue Saint-Lazare, 9e, esc. D, 1er ét.

Société recherche pour lancer département :

J. H. ou J. F.

Expérience 3 ans pour : sondages, interview : conception, analyse. Etudes marché, gestion ; dans secteurs loisirs-collectivités. Notions informatique souhaitées. Libre de suite. Env. C.V. man. + photo à FIU, 16, rue de Gal-Lasalle, 75019 PARIS. Tél. : 205-55-99.

Recherche : Septembre 1980

PROFESSEUR MATHEMAT.

Seconde, 1re, terminale. ABCD pour milieu pédagogiq. ouvert susceptib. second. rapid. direct. Ecr. Ecole Charles-Baudelaire, 10, rue Rodier, 75009 Paris

---

CEPE recrute 24e promotion et propose format. éco 9 mois à ing., physic., stat. 28-35 emplois. Ecr. 23 bis, r. Université Paris-7e.

Editeur juridique recherche personne ayant maîtrise de droit et connaissances approfondies du droit europ. pour assurer mises à jour et coordination de rédaction d'un ouvrage sur le Marché commun. Env. C.V à Mme Renault, 26, cours Albert-Ier Paris-8e.

— Fédération nationale (secteur social) à PARIS recherche UN (E) DELEGUE (E) national (e)
— Fonction d'animation - de coordination - d'information - synthèse et rédaction.
— Nombreux déplacements.
— Rémunération correspondant à un directeur de plus de 100 lits - Convention collective 1951.
De préférence expérience secteur social.
— Ecrire, avec C.V. et photo : no 8038 « le Monde » Publicité 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09

Important Cabinet expertise comptable recherche EXPERT COMPTABLE STAGIAIRE Bnes connaissances comptable. Ecrire : SOQUET. 16, av. de Friedland, Paris-8e

---

STE d'ARCHITECTURE rech.

INSPECTEUR DE TRAVAUX

10 à 15 ans d'expérience. Possédant une parfaite connaissance de la profession. Rédaction de pièces écrites, métrés, appel d'offres, marchés, direction des travaux, comptabilité travaux. Expérience du bâtiment industriel et laboratoire indispensab. Ecrire avec C.V., photo tous renseignements et références complètes à SUTER + SUTER, 16, rue Saarinen, Silic 256, 94568 RUNGIS Cedex

---

Importante Société recherche

PROGRAMMEURS

confirmés GAP 2 s/IBM 34 LONGUES MISSIONS TEL. 293-62-41, poste 5

Chargé de recrutement

CANON

MATERIEL DE BUREAU recherche pour son siège de

BLANC-MESNIL

Une jeune diplômé de l'enseignement supérieur pour lui confier l'ensemble des recrutements administratifs, techniques et commerciaux.

Une première expérience de la fonction en cabinet ou en entreprise est nécessaire, ainsi qu'une très large disponibilité pour effectuer de fréquents déplacements.

Ce poste, qui est à pourvoir immédiatement, débute par un contrat temporaire d'un an, commuable à terme en contrat définitif.

Pour plus d'informations, envoyez C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions, à R. SANGOI, qui traitera confidentiellement votre dossier, CANON FRANCE, B.P. 40, 93151 LE BLANC-MESNIL Ced. (sous référence 8.218)

Impte Société, La Défense, recherche pour poste stable

ANALYSTE PROGRAMMEUR

COBOL, min. 3 ans expérience. Libre rapidement. Tél. 292-06-77, Mlle Marignier.

Pour le Service Informatique d'un Organisme administratif PARIS CENTRE

ANALYSTE

Niveau DUT ou équivalent

Expérience souhaitée : Ayt participé à l'élaboration de cahiers des charges et/ou analyses fonctionnelles de procédures administratives informatisées.

Adresser lettre de candidature manuscrite, avec C.V. et photo, sous réf. 6.893, à : ORGANISATION et PUBLICITE 2, rue Marengo, 75001 PARIS qui transmettra.

Important Organisme Public recherche pour sa Direction du personnel

UN CADRE CHARGÉ D'ÉTUDES

De formation supérieure, il assurera notamment la mise à jour réglementaire d'un régime spécial de sécurité sociale et sa gestion prévisionnelle (études budgétaires et démographiques). Ce poste, susceptible d'évoluer au sein de la fonction « Personnel », conviendrait à un diplômé E.S.C., I.E.P., etc. + droit, justifiant de bonnes connaissances en droit social. Expérience de la gestion administrative et comptable appréciée. Ecrire référence no 847.923 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

---

Saxby

Département « AUTOMATISMES » recherche

Ingénieur

GRANDES ECOLES

Pour lui confier la responsabilité d'installations complètes en France ou à l'étranger dans le cadre de budgets importants.

Une expérience de quelques années est indispensable dans les automatismes industriels, l'électronique et l'informatique.

Rémunération très ouverte en fonction de l'expérience du candidat.

Poste d'avenir pour candidat de valeur.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions, à SAXBY, 40, rue de l'Orillon, 75526 PARIS Cedex 11.

Importante Entreprise Paris ch. RESPONSABLE département Electricité générale et petit G.C. SUPELEC-A.M.-T.P. 180.000 F + CENAF - 297-49-95

SOCIETE INTERIMAIRE en expansion, recherche

RESPONSABLES AGENCE TECHNICO-COMMERCIAUX

HOMMES ou FEMMES introduits ou expérimentés. Ecrire avec C.V., à no 6.639, PUBLIFOP, 29, rue Bleue, PARIS 9e, qui transmettra.

COMPAGNIE FINANCIERE recherche pour sa filiale informatique distribuant des mini-ordinateurs de gestion

ANALYSTES PROGRAMMEURS

niveau I.U.T. ou MIAGE pour développer des logiciels d'application. Lieu de travail : ORLY-VILLE. Ecr. no T 019425 M, Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

---

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

---

formation professionnelle

TECHNICIENS ET CADRES DE PRODUCTION

(Méthodes, B.E, contrôle, fabrication, approvisionnements, stocks.)



Créé par les organisations professionnelles et interprofessionnelles (GIM et UPRP).

Vous propose un stage rémunéré par l'Etat en Gestion de Production.

Formation de 820 heures (5 mois) en : Comptabilité, Gestion, Organisation, Statistiques, Économie, Relations humaines, Organisation et gestion de la production, Techniques d'Études, Achats, Stocks, Réduction des coûts, Analyse de la valeur, A.C.T, Sécurité.

Renseignements Frank POTARD 776.55.49

Berkeley Building, 19, rue du Capt.-Guynemer. La Défense.

représent. offre

REPRÉSENTANTS V.R.P.

QUALIFIES recherchés par GENERAL INCENDIE pour vente de matériel de protection
— Importante clientèle existante à suivre et à développer.
— Secteurs exclusifs 94 : 1 représentant. 92 partiel : 1 représentant. Résidence dans le secteur
— Situation de plus de 6.000 F PAR MOIS. constituée par un fixe de 3.176 F + intéressement important.
— Pour HOMME COMPETENT et ACTIF.
PARTICIPATION AUX FRAIS. Ecrire avec C.V. + photo à : GENERAL INCENDIE 76, avenue des Champs-Elysées, 75008 PARIS.

secrétaires

IMPORTANTE SOCIETE DE MATERIEL MEDICAL recherche POUR SECONDER DIRECTION CIALE

SECRÉTAIRE

DU SERVICE DES VENTES Sachant rédiger, assumant responsabilité de 2 secrétaires et coordination avec Directeurs régionaux et vendeurs

Ecr. av. C.V. et prét. à no 92.221 M. BLEU, 17, r. Lebel, 94300 Vincennes.

Le groupe Lemercier recherche

SECRÉTAIRE COMMERCIALE

haut niv. pr départ. chauffe-eau solaire (pub. foire. Relat. client. etc.), 25 a. min. proche banl. Nord. Ecr. no T 019.378 M REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

URGENT recherchons Bilingue anglais

SECRÉTAIRE DACTYLO

Adresser C.V. et photo à ECOLE DE MIMODRAME MARCEL MARCEAU 17, rue René-Boulanger 75010 PARIS.

Société importation 8e recherche

SECRÉTAIRE COMMERCIALE

notions anglais, libre de suite. Salaire 5.000×13 1/2 - 522-60-50

SOCIETE HOLDING, rech.

SECRÉTAIRE JURIDIQUE

expérience rédaction actes, assemblées conseils. Capacité en droit appréciée. Env. C.V., photo et prétentions, No 45.186 sur enveloppe à : J.R.P., 39, rue de l'Arcade, 75008 PARIS. qui transmettra.

capitaux ou proposit. com.

STE rech. en vue diversification AFF. industrielle ou négoce. C.A. entre 10 et 20 millions de F. 561-07-84.

propositions diverses

En Australie, Canada, Afrique, Moyen-Orient, Amériques, Asie, Europe : des EMPLOIS vous attendent. Demandez la revue speciale MONDEMPLOIS (Serv. M 4), 14, rue Clauzel, Paris-9e.

ORTHOPHONISTE

cède sans frais début clientèle dans cabinet kinésithérapeute, proche banlieue Paris. Tél., après 19 h., : 331-38-91.

animaux

Poney shetland, doux, alzan, berger dressé, défense. Visibles, 184, avenue d'Italie (13e).

enseignem.

APPRENDRE L'AMERICAIN à

L'AMERICAN CENTER

261, bd Raspail. — PARIS-14e,

Tél. : 633-67-28.

Cours de conversation dans la journée et le soir. Lycéens à partir de 15 ans.

INSCRIPTIONS IMMEDIATES DEBUT : 21 AVRIL COURS PRIVES PREPARATION AU TOEFL. COURS POUR ENFANTS. Forfait : cours + séjour U.S.A.

travail à domicile

Demande

Thèses, manuscrits, frappe rapide sur IBM à boule. Téléphone : 759-95-00.

Secrét. de direct. recherche ts travaux dactylo sur IBM 82 C, équipée de lecteur optique, spécialisée dans formules et notic. techn., manuscr., livres, thèses, rapports d'expert., etc., anglais lu et magnéto. Tél. : 914-86-03.

information divers

Pour connaître les emplois offerts outre-mer, étranger (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Europe), demandez la revue spécialisée : MIGRATIONS (LM), 3, rue Montyon. — PARIS IXe.

POUR

TROUVER UN EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)

Extraits du sommaire :
- Les 3 types de C.V. : rédact. exemples, erreurs à éviter.
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans.
- Réussir entretiens, interviews.
- Les bnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.

Pour informations, écr. CIDEM, 6, sq. Monsigny, 78 Le Chesnay.

automobiles

vente

+ de 16 C.V.

OCCASION EXCEPTIONNELLE Jaguar 4,2 l., XJ6, mod. 78 parf. état, 53.000 km (mot. 6.500 km) gris métal., boîte automatique, air conditionné. Tél. : 651-02-45 et/ou 709-68-78.

divers

NEUBAUER PEUGEOT

Jusqu'à fin mai

504 ESS. ET DIESEL

Modèle 80 d'exposition

PRIX CHOCS IMBATTABLES

M. GERARD TEL. : 821-60-21.

motos

A vendre Yamaha DTMX 2.500 km, mai 79, état neuf. Px 5.000 F. T. 421-39-12 ap. 19 h.

REPRODUCTION INTERDITE

demandes d'emploi

MARKETING INTERNATIONAL
Industrie Pharmaceutique

37 ans - Licencié ès sciences commerciales et économiques. Trilingue : anglais, français, allemand. 10 ans d'expérience à haut niveau dans des multinationales européennes et américaines.

Domaine de compétences :
— Direction Générale, méthodes modernes de gestion de firmes pharmaceutiques internationales, planification, prévisions et prospectives au plan européen.

Cherche à prouver son efficacité dans un nouveau poste, de préférence en France.

Ecrire sous le numéro T 19.229 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS, qui transm.

INGÉNIEUR + I.A.E.
PROFESSIONNEL DE LA GESTION

et problèmes d'organisation, désire mettre ses compétences et son expérience de 10 années au service d'une D.G., entreprise dynamique.

Ecrire nº T 19.422 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Etudiant électronicien étranger (la dernière classe) recherche emploi du 1er juillet au 1er août en France. Ecr. à Zarko Gorup, Scopolijeva 15, 61000 Ljubljana, Yougoslavie.

PUBLIC RELATIONS
Jeune femme, 10 ans d'expér. commerciale dans service à haut niveau, cherche à élargir son activité dans un poste décisionnaire ou hiérarchique dans loisirs, industrie de luxe, services, chambre de commerce, etc. Anglais et Espagnol cour. Ecr. nº 2180 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09

● Cause décès, J.F., 40 ans, cultivée, exc. présentat. Contacts niveaux élevés, esprit initiative. Connaissances comptables et secrétariat, capable seconder efficacem., ch. emploi ttes rég. :
● Hôtelleries luxe (à la campagne de préférence) antiquaire, écrivain, chargé d'affaires ou tout autre métier nécessitant une colaboration effic. et stable.
● Horaires et vacances indiffér.
● Logée si possible.
● Rémunérat. annuelle 90.000 F.
● Je veux un travail qui me satisfasse. Peu importe s'il est contraignant.
● Outre-Mer. Etrang. non exclu (notions anglais) ainsi qu'élever un ou deux enfants.
● Annonce très sérieuses et urg. Ecr. nº 7997 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09 qui transmettra.

PROGRAMMEUR FPA (Basic)
Etudie ttes propositions. Ecr. nº 2145 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09

EXPERT-COMPTABLE
52 ans expér. P.M.E. rech. poste DIRECTEUR FINANCIER ou fonctions similaires. Ecr. nº 2190 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09

CADRE SUPERIEUR
Expérience et compétence direction M.E.I. Négociateur Ht niv. Parle anglais, désire continuer à se rendre utile et efficace en collaborant à temps partiel avec dir. PME-PMI. Dispon. ts dépl. Ecr. nº 2195 « le Monde » Pub 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09

INGENIEUR DIPLOME, 40 a., format. de base en mécanique. Expér. en engineering (fluides, manutention, etc.), négociat. de contrats et mise en œuvre de projets industr. clefs en main. Format. complémentaire en économie et gestion. Langues étrangères : Angl., Arabe courants ; Espagnol (notions), ch. place : ingénieur de projet ou de chantier, ingénieur d'affaires, accepte contrat à durée déterminée. Ecr. nº 2.194 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09

J.F., 27 ans, 16e, secrétaire confirmée, cherche mi-temps matin poste bilingue anglais ou non. Tél. 520-91-05

Hme, 30 ans, bil. droit, exper. greffe tribun. d'instance 1 a. 1/2 ch. emp. rédacteur juridique ds banque, serv. content. assur. Tél. 363-54-84

Hme, 30 ans, format. cciale sup. + D.E.C.S., 7 ans expér. montage d'opérat. immob. principal. avce municipalités, ch. situation responsable de programmes ds sté de promotion rég. Paris préf. Ecr. nº T 019382 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

J. Fme, 28 ans, réceptionniste expér. 4 ans, rech. situation stable Import-Export, dactylo bilingue, niveau Chambre de Commerce britannique, accepte responsabilités. Ecrire nº 62.467 Havas Contact, 156, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

J.H., 29 ans, DUT marketing lic. + maît. de psycho, DESS en préparation. Etudie ttes propos. Ecr. nº T 019387 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

Chez particul. Maître d'hôtel avec réf. ch. emploi permis B. Ecr. HAVAS, 34500 BEZIERS nº 890.973

H. 25 a., maîtrise d'économétrie V.R.P. international pendant 2 ans, ch. poste à responsab. permettant à un esprit créatif de s'épanouir. Tél. à M. Edgar SMADJA, 326-73-60 (mardi).

VENDEUR AUTO 6 ans expér. cherche place stable. Tél. : 986-32-36.

CADRE SUPÉRIEUR
Français capacitaire droit, plus 2 ann. sciences éco., parf. bil. angl. plus bon esp., longue exp. gest. haut niv. bur. d'étud. imp. plus négociat. et rédact. contrats gde env., conn. int. Maroc et Algér. Lib rap.. étud. ttes prop. Ecr. Apartado 36198 Madrid, Esp.

CADRE COMPTABLE ET ADMINISTRATIF
20 a. expérience P.M.E., P.M.I. Comptabilité générale et analytique informatisée. Contrôle gestion, budget, paie, déclaration fiscale et sociale, trésorerie, relat. banque et administr., rapport mensuel bilan, recherche : poste équivalent Paris-banlieue. Libre immédiatement. Téléphone : 959-19-52. M. François Pierre, 16, r. Jean-Jaurès, 95120 Ermont.

PSYCHOLOGUE
26 ans, MAITRISE et D.E.S.S. PSYCHO-SOCIALE et CLINIQUE ayant expérience enquête qualitative de motivation et effect. stages de psychiatrie, cherche EMPLOI corresp. avec intérêt particulier pr pathologie comportement lié à adaptation sociale. Disp. immédiatem. Propositions toutes régions, préf. SUD-EST. Ecr., nº 6 213 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09.

JEUNE FEMME, 38 ANS
LICENCE LETTRE
PRATIQUE PEDAGOGIQUE CONFIRMEE
Plus expérience bureau, étudierait toutes propositions. Agence intérim s'abstenir. Ecr. nº 6.210 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09.

CADRE SUPÉRIEUR
Capacitaire droit, grande expér. direction, gestion, administrat. P.M.E.-P.M.I., étud. ttes prop. Ecr. nº 94.850 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

JAPONAISE
33 a., nat. franç., anglais cour., 7 a. expér. adm. et cciale, rech. collab. régulière interprétariat, traduct. ou trav. adm. à LYON. Ecr. nº T 95.328 M, Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

DIRECTEUR COMMERCIAL
— 37 a., Droit, sc. Po., C.E.E.
— Expérience variée en milieux industriel, commercial, bancaire, prestat. de services, import-export, organisation administrative génér., juridique et assurances.
Anglais, espagnol, conn. allemand, italien, conn. marché espagnol et Amérique latine. Capable gestion filiale France et étranger.
Relations aisées à tous niveaux et dans tous les milieux, étud. toutes propositions.
Ecr. nº 6 212 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09.

CADRE SUPERIEUR expérimenté recherche MISSION courte durée, TEMPS PARTIEL auprès DIRIGEANTS P.M.E. TEL. : 280-61-23.

INGÉNIEUR MINES 40 ANS
manager diplômé, excellent négociateur (France-Etranger) bon réseau de relations (Amérique, Espagne, Angleterre, R.F.A.). Conn. approfondie de l'entreprise + expérience du milieu de la construction industrielle, civile, expér. développement de produits, rech. Direction de Sté, de projet. Contrat à durée déterminée accepté. Ecrire référence à nº T 019377 M REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris. ou téléph. au (4) 457-42-45.

Hme, 30 ans, bne prés., ch. pl. CHAUFFEUR DE MAITRE ou DE DIRECTION (bon bricol.) Ecr. nº T 019.384 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

X + IAE, 46 a., rech. poste dir. recherches ou resp. développ. et divers. ds P.M.E./P.M.I. Exp. rech. appliq. et étude proj., av. utilis. inform. Angl.-Allem. cour. Téléphoner : 381-45-10 ou écr., nº 2.132 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09.

J.F., 29 ans, format. bil. franç.-angl. als. Exp. enseign., édition, journalisme, connaiss. dactylo, cherche grand mi-temps. Téléph. : 271-33-47, après 18 h.

FEMME, quarantaine, licence en droit, anglais, expérience professionnelle variée - Dynamique - Imaginative, avec le sens des réalités et de la psychologie, goût des contacts et de l'organisation. Grandes facultés d'assimilation et d'adaptation, recherche travail correspondant à ses aptitudes. Ecrire référence nº T 019.424 M, REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

PSYCHO-GRAPH., bnes connais. des rapports sociaux en entreprise, cherche poste. Ecrire : Nº T 019.421 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., secrét. direction, sténod. de presse, ch. poste. Ecr., réf. nº 95 420 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

cours et leçons

Le Cours TITE-LIVE à CHATOU (5 min. R.E.R.) Inscriptions pour la rentrée 1980, en seconde, première, terminale A, C, et D. Rattrapage MATHS, PHYSIQUE tous niveaux. Le mercredi : 952-57-39 - 361-47-55, 14 à 20 h.

LE MONDE s'efforce d'éliminer de ses Annonces Classées tout texte comportant allégation ou indications fausses ou de nature à induire en erreur ses lecteurs. Si, malgré ce contrôle, une petite annonce abusive était glissée dans nos colonnes, nous prions instamment nos lecteurs de nous la signaler en nous écrivant :
LE MONDE
Direction de la Publicité
5, rue des Italiens
75009 PARIS

L'immobilier

appartements vente

3e arrdt.

PLACE DES VOSGES (PRES), 130 m2 grenier, aménagement à terminer. Prix : 1.200.000 F. GARBI : 567-22-88.

MARAIS SAINT-CLAUDE 354-42-70
COUR FLEURIE
4-5 pièces, 120 m2, 4e ét., asc.

4e arrdt.

QUAI AUX FLEURS
propriétaire pressé de vendre 200 m2 R.-de-C. sur Seine. Prix : 1.800.000 francs, possible appartements ou bureaux. Téléphonez pour visiter : 887-08-21.

MARAIS Dans imm. du XVIIe classé et restauré Part. vd appt de caractère très original, état neuf, 2e ét. Visite 15-18 h : 77, r. de la Verrerie.

5e arrdt.

RUE MOUFFETARD imm. XVIIIe, gd studio, 35 m2, tt conft. Sur vaste cour plantée, PLEIN SUD. - Tél. : 535-86-37.

PORT-ROYAL, Sud, balcon, liv. + 2 chbres, 80 m2, conft, sur verdure : 660.000 F. 222-69-58.

150 M2 SUR SEINE
gde hauteur sous plaf., ascens., prix intéress. Mardi, 14 à 17 h., 1. rue de Poissy. ou : 563-30-40.

6e arrdt.

CHERCHE-MIDI Immeuble gd standing
2 P. cuis., tt confort, s/jardin. 630.000 F - 567-20-10

7e arrdt.

SEGUR bel immeuble pierre de taille : LIVING + 2 OU 4 CHAMBRES. 633-29-17 - 577-38-38.

ECOLE MILITAIRE SOCIETE PROPRIETAIRE vend, occupés loi de 1948 : 3 Pièces, 50 m2; studio, 25 m2. Téléphone : 555-91-08.

Près CHAMP-DE-MARS pour **ARTISTE** LOFT aménagé 280 M2 non divisible + gar. 2.100.000 F. Exclusivité SIIF - 550-34-00.

INVALIDES Living + chbre, tt conft, CALME, SOLEIL, COUR PRIVATIVE. H. LE CLAIR - 562-93-54

9e arrdt.

LUXUEUX 5 PIECES + service, 200 m2 environ. Prix 1.400.000 F Téléphone 878-97-52.

17, RUE N.-D.-DE-LORETTE : 2e s/rue, 4 Pces, cuis., standg, 95 m2, 670.000 F Vis. 11 à 19 h.

11e arrdt.

LEDRU-ROLLIN, beau local de 90 m2 s/gde cour pavée + s.-sol équivalent. Téléphone 272-48-19.

13e arrdt.

BELLE MAISON
SQUARE DES PEUPLIERS 160 m2 + 50 m2 sous-sol. Téléphone 589-37-96 et 589-20-97.

14e arrdt.

PARC MONTSOURIS, gd living + 2 chbres, tout conft, duplex, calme, 1.300.000 F. — 346-11-76.

14e PLEIN CIEL
Ravissant DUPLEX 8e et 9e ét. **110 M²** Atelier av. mezzanine, 3 chbres, 2 bains, cuis. + studio indép. 30 m2 tt confort
PIERRE BATON - 704-55-55

DENFERT - Campagne à Paris **VILLA** 300 m2, 8 P. dans PARC CALME - 354-95-18 - PARKING

15e arrdt.

PONT MIRABEAU très beau 4 Pièces, étage élevé, soleil, calme absolu. - Prix : 975.000 F. Téléphone : 222-07-62.

BEAU 5 P. immeuble récent 925.000 F - 222-07-62

16e arrdt.

EXCEPTIONNEL AU TROCADERO 3 Pièces en triplex, 75 m2, calme et ensoleillé, S. de B. marbre, idéal célibataire, couple ou placement, luxueusement décoré : 900.000 F. Visite sur place ce jour : M. et Mme HUZÉ, 18, rue Greuze, de 11 à 17 heures.

PRES PLACE VICTOR-HUGO SOCIETE PROPRIETAIRE vend dans imm. rénové, asc., 6e étg., occup. loi 1948 : DEUX 2 Pces, cuis., 30 m2; 4/5 Pces, 58 m2, le tout pouvant être réuni. — Téléphone : 555-91-08.

VILLE DE PARIS
MARCHE DES NOTAIRES entre bd Suchet et le champ de courses d'Auteuil : 1 studio de 40 m2 ; 2 chambres de 15 m2 chacune; 5 appartements de 58 à 119 m2; 1 de 70 m2 + terrasse de 130 m2; 1 de 143 m2 + 11 m2. Notaire G. Bellargent. Téléphone : 260-31-12.

EXCEPTIONNEL
ENTRE TROCADERO ET PLACE VICTOR-HUGO Immeuble P. de T entièrement rénové, ascenseur, société propriétaire vend 2 Pièces, 35 à 40 m2, occ. loi 1948. 555-91-08.

MUETTE Très original TERRASSES Magnifique réception, 5 chbres. 633-29-17 - 577-38-38

BD SUCHET GD SEJOUR + 3 CHBRES, tt confort, imm. pierre de taille, parking, chambre service. Prix 1.350.000 F. - Tél. 766-21-40.

17e arrdt.

PEREIRE. Moderne 3 P., 70 M2 Parking, 6e ét. Dégagé. MICHEL ET REYL. 265-90-85.

MARCHE IMMOBILIER DES NOTAIRES
TERNES-NIEL
1er étage, 3 pièces, cuisine, cave, à rénover. Libre. Me MAILLEY : 555-07-64.

18e arrdt.

MONTMARTRE, Beau duplex, vue extraordinaire, caractère : séj., 2 chbres, 2 bains, tt conft. TRANSEIL : 325-18-56.

19e arrdt.

SECRÉTAN - PAILLERON
Bon investiss. Chbre + s. d'eau + kitch., 3e ét., impec. 85.000 F. Tél. 202-57-79, tous les matins.

20e arrdt.

PORTE DE MONTREUIL
séjour + 2 chbres 10e et dern. étg. Lundi, mardi, de 15 à 19 h., 73, RUE SAINT-BLAISE

92 Hauts-de-Seine

URGENT - RECHERCHE 4 à 7 Pièces : 8e, 16e, 17e, rive gauche, Neuilly. MICHEL et REYL : 265-90-85.

A vendre à SURESNES, beau 4 Pièces, récent, calme, cuisine équipée, garage 2 voitures. Prix 580.000 F. Téléphone : 954-42-87.

MEUDON-BELLEVUE 4 PIECES - 95 M2, 10 M2 LOGGIA, CUISINE EQUIPEE CAVE - 2 PARKINGS EST-OUEST. TELEPHONE : 387-84-38.

NEUILLY Beau 5 P./jardin + stud. possible. COREPI. 247-13-41, poste 291.

NEUILLY Living + 2 chambres + GRAND JARDIN, SOLEIL. COREPI. 247-13-41, poste 291.

BOULOGNE
« Le Trident » Pont de Sèvres 12e et dernier étage
6 PCES DUPLEX 149 m2 Séjour 36 m2 + Terrasse 90 m2.
6 PIECES 143 M2 Séjour 47 m2 + Terrasse 84 m2.
6 PIECES, 146 M2 Séjour 50 m2 + Terrasse 84 m2.
Habitables immédiatement.
Sur pl. lundi, jeudi, sam., dim. 11-13 h. et 14-19 h.
SINVIM ET Cie. Tél. : 825-48-40.

NEUILLY - SAINT-JAMES 3e étage, 6 Pièces, triple réception, 3 chambres, immeuble P. de T. — Standing.
BOURDAIS. 766-51-32

NEUILLY SABLONS
BEL IMMEUBLE RAVALE 5e ETAGE TOUT CONFORT
GD SALON, SALLE A MANGER, 4 CHBRES
PRIX 1.510.000 F
Possib. parking + chbre service. Mardi, mercredi, 14 à 18 h : 16, PLACE DU MARCHE ou TEL. 723-96-05

SAINT-CLOUD Imm. récent tout confort 2 pièces, 59 m2 + loggia, parking, 450.000 F - 579-75-80.

NEUILLY Verdure Soleil Agréable RECPT. + 4 CHBRES, serv., garage. Matin : 767-47-47.

appartem. achat

RECH., appts 1 à 3 Pces, Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 3e, 4e, 12e, av. ou ss travx, paiem. COMPT. CH. NOTAIRE. Tél. : 873-23-55, même le soir.

JEAN FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet, 15e, 566-00-75, rech., Paris 15e et 7e, pour bons clients, appts toutes surfaces et immeubles. Paiement comptant.

URGENT. Paiem. compt. chez notaire, ach. 2 à 4 Pces, Paris, Mme LEULIER : 260-64-71, ou le soir au : 900-84-25.

SERGE KAYSER
cherche pour sa clientèle studio à partir de 200.000 F; living + chambre jusqu'à 700.000 F. ETAT INDIFFERENT. 329-60-60.

ACHÈTE COMPTANT PARIS
1 A 3 PIECES. Tél. : 261-39-78.

hôtels partic.

Montparnasse, charmante maison particulière 160 m2 + 30 m2 de terrasse. Excellent état. Téléphone : 322-43-15.

immeubles

Vous désirez vendre VOTRE IMMEUBLE JE SUIS ACQUEREUR. Tél., le matin au : 747-42-97, ou écrire à : NOEL AUFMAN, 21, rue Le Peletier. - Paris-9e.

Vends maison de rapport : 4 appartements, 1 bureau, atelier et dépôt. GRISLIN, 10, rue de l'Eglise, 67190 MUTZIG. Téléphone : 38-28-08, Mme Lang.

RECHERCHE IMMEUBLE LIBRE OU OCCUPE. Paris, Banlieue. Tél. : 265-44-11.

viagers

+ de revenus — d'impôts expertise discrète gratuite indexation. — Etude Lodel, 35, bd Voltaire. - 355-61-58.

Boutiques

Sté propriétaire vend ds Paris murs de boutiq. — Bon rapport. Tél. : 563-11-40, poste 74 ou 46.

PAIE COMPTANT murs de boutiques, libres ou louées, PARIS. Tél. : 563-45-62.

locations non meublées Offre

Paris

AV. FOCH, gd stdg, très jolie GARÇONNIERE 20 M2, tt cft, TEL., TERRAS. SUR JARD. : 1.470 F net. — Tél. : 526-68-07.

AV FOCH, ds imm. gd stdg, TRES BEAU 2 PIECES 60 M2 : 4.440 F net. Tél. : 281-54-55.

FOCH (près) - 2 PIECES tt confort, chauff. centr., téléph. 2.500 F. Visite sur place ce jour et demain : 22, RUE LE SUEUR 500-55-61 - 281-22-55

GOBELINS Immeuble récent 95 m2 + balcon sur jardins, séjour, 3 chambres, 2 bains, cuisine équipée, refait neuf. 3.500 F + charges. - 325-28-77.

PARIS 11e
Mo PARMENTIER ou OBERKAMPF
SANS COMMISSION Immeuble tout confort
STUDIOS 34 m2, loyer 1.174 F, ch. 240 F, park. 166 F
2 P. 44 m2, loyer 1.363 F, charges 310 F, park. 166 F
3 P. 67 m2, loyer 1.897 F, charges 466 F, park. 166 F
S'adresser : 53-61, av. Parmentier - Tél. 355-52-46

Région parisienne

VERSAILLES
SANS COMMISSION Dans immeuble récent très bon standing vide Situation exceptionnelle avec parc privé
STUDIOS 38 m2, loyer 1.308 F, charges 286 F.
2 P 62 m2, loyer 1.871 F, charges 457 F.
3 P. 74 m2, loyer 2.221 F, charges 538 F.
3 P. 89 m2, loyer 2.497 F, charges 614 F.
4 P. 105 m2, loyer 3.331 F, charges 778 F.
Parkings sous immeuble inclus. S'adresser : la Porte Verte, Bâtiment D, 13, av. du Général-Pershing, Versailles - Tél. 954-21-99

locations non meublées Demande

Paris

PROPR. LOUEZ SOUS 24 H. : VOS APPART. SANS FRAIS. **261-53-88**

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 2 à 6 ans. Tél. : 283-57-02.

Vincennes, 13, rue A.-France, près bois, 5 Pièces, luxe, 2 bains, loggia, 3.500 F + charges. Sur place, le 22, de 14 à 17 heures, ou Téléphonez au : 328-06-78.

locations meublées Demande

Paris

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction : beaux appartements de standing 4 Pièces et plus. — 285-11-08.

locaux commerciaux

17e, AV. VILLIERS, A SAISIR, SUPERBE LOCAL COMMERC., DUPLEX 140 M2 : 5.500 F MENSUEL. Téléphone 280-26-68.

GAMBETTA, 105 m2 surface, 1er étage, local Ccial, équipé moderne + 2 bureaux + 2 tél., état neuf, très clair, gde cave. Téléphone : 358-11-50.

CENTRE PUTEAUX. — BAIL A CEDER, à louer, MAGASIN 1.000 m2 rez-de-chaussée, façade 25 m, Rue commerçante, libre de suite. Téléphone : 589-89-01.

NEUILLY
1.000 M² Rez-de-chaussée seul tenant
275 M² 1er étage BUREAUX
Ensemble ou séparément GARBI - 567-22-88

LA DÉFENSE (près)
-COURBEVOIE - 8.000 m2 divisibles conviendraient à Bureaux, Usines, Ateliers, Laboratoires. MICHEL BERNARD : 502-13-43.

ASNIÈRES
65, AVENUE DE LA MARNE, A LOUER :
450 M2 BOUTIQUES
divisibles à partir de 150 m2. RENSEIGNEMENTS : 227-04-30, 790-26-94.

pavillons

ANTONY Central, pav. récent, 11 p., gar., jard. Convient profession libérale. 1.200.000 F PESCHARD. - 666-00-37

EPINAY-S/SEINE (9 km Paris) Superbe villa, r.-de-ch. + 1 étge, séjour, 4 chbres, 2 bains, joli jardin, chauff. central gaz, sous-sol total, garage. Prix 750.000 F. MATHELIN. - Tél. 989-31-74

AULNAY-SOUS-BOIS
A vendre pavillon 1971, très bonne constr., 8 Pièces, cuisine, 2 S. de B., 3 wc, cab. toil. Gar. Grenier. Jardin 500 m2. Conv. médecin ou labor. Tél. : 866-39-75 après 18 heures.

LE VÉSINET
400 m. R.E.R., Part. vd pavill. tt conft, refait neuf : 6 Pièces, sous-sol total, garage. Jardin. Prix : 1.070.000 francs. Ecrire à Régie-Presse, nº T 019.415 M, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

bureaux bureaux

A EVRY CENTRE VILLE
BUREAUX DE 100 A 2000 M²
aménagés ou bruts
libres de suite.
Elio Boulakia
Etablissement Public
d'Aménagement d'Evry
077.82.00

Votre SIEGE SOCIAL CONSTITUT. DE STES Démarches, Secrétariat, Telex, tous services. Prix compétitifs, délais rapides. PARIS : 281.18.18 +.

RUE ROYALE. Beaux Bureaux 170 ou 340 m2 à louer sans pas-de-porte. Ecr. à nº 79.999 I.P.F., 12, rue de l'Isly-8e.

URGENT recherche proximité ETOILE : 4/5 bureaux. — Tél. : 563-45-62.

Recherche de 100 à 500 m2 BUREAUX - PARIS. Location ou vente. Tél. 265-44-11.

MONTEZ VOTRE PROPRE **ENTREPRISE**
nous établirons vos statuts et exécuterons ttes les démarches domiciliation de v/siège social ou location bureau meublé avec téléphone, télex, secrétariat. — ORGAGESCO, 21, bd St-Martin, 75003 Paris. - Tél. : 272-67-38.

fonds de commerce

RÉGIME DIÉTÉTIQUE
AFFAIRE exceptionnelle, C.A. journalier 4.000 F. A saisir : 350.000 francs, crédit possible. Téléphone : (49) 86-00-78.

villas

FONTENAY-aux-ROSES près Clamart, magnifique VILLA élevée sur sous-sol, 7 récept., 4 ch., 2 bns, terrasse + serv. S. 792 m2. 1.600.000 F. 577-96-85 (dimanche 588-75-61).

20' Sud Paris par A6 (ESSONNES) part. vend gd pavillon neuf, 7 chbres, salle à manger, gd salon, cuis., 3 s. de bns, bureau, garage + studio, jardin 400 m2 environ. Prix 1.200.000 F. Tél. 379-15-79 le matin

propriétés propriétés

RABELAISIENNE 19e
Sud TOURS, entièrement restaurée, grand confort, terrain : 780.000 francs. — Facilités. Téléphone : (49) 86-00-78.

A vendre très belle affaire 20 KILOMETRES COGNAC 1 logis charentais (7 Pièces) tout confort, 1 maison charentaise (en retour d'équerre) grand séjour 45 m2, 5 chambres + locaux commerciaux comprenant magasin d'antiquités 100 m2 + niveau de 60 m2, magasin contigu 35 m2 avec loggia, appartement rustique avec mezzanine, séjour, cuisine, s. de b., 2 chambres. Le tout sur un terrain de 5.000 m2 pelouse, jardins d'ornement, potager et fruitier. Ecr. nº 6.209, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

MEULAN, vue imprenable Seine
JARDIN SECRET
1 HA Plein soleil - Tennis. 1.700.000 F - 550-34-00

PROPRIETE - 25 km aéroport Bastia-Poretta. Agrément et rapport. 8 ha. Villa + logement gard. + dép. 3000 Clémentiniers ou tél (42) 26-54-61 H.B. Ecr. nº 8045 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09

A louer à SCEAUX, belle maison ancienne, 7 p. princip. + 3 p. mansardées, 2 cuisines, 2 s. de bns, 1 bureau, 1 salle de jeux. Px 6.000 F/mois. CABINET DU CHESNAY 954-40-67

A 50 minutes de Paris par A-4 région
FERTÉ-SOUS-JOUARRE
Particulier vend PROPRIETE de caractère sur 18.000 m2 de parc boisé clos, 2 étangs, grande habitation tout confort, dépendances, Salle à Manger d'été. PRIX JUSTIFIE. Téléphoner au : 22-83-74. Agence s'abstenir.

A saisir - Particulier vend :
PORT-CAMARGUE
MARINA, grand standing, quai, jardin, terrasse, garage. Prix comptant : 450.000 F. Téléphone : (16-67) 71-09-43 ou : (16-66) 36-02-47.

châteaux

A VENDRE REGION BOURGOGNE châteaux, maisons de maître, fermes, maisons de campagne.
Renseignements à l'agence :
UFFI DIJON
CENTRE DAUPHINE DIJON. Téléphone : (80) 30-72-50.

manoirs

S/GOLF ST-NOM-la-Bretèche : MANOIR 600 m2, 8 chambres, 8 bains, immense récept., bâti s/parc 12.000 m2. — 785-31-13.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vte sur saisie imm. Palais de Justice Bobigny, mardi 29 avril 1980, 13 h. 30
UN APPARTEMENT
compr. 3 p. pples au 9e ét., pte droite dans bât B, escalier 3, et une CAVE.
à MONTREUIL (93)
150-152, rue Etienne-Marcel, 35-37, rue des Sorins.
M. A PRIX : 65.000 F
S'adr. Mes Bethout et Léopold-Couturier, av. ass. à PARIS, 14, r. d'Anjou. Et. Me Sallaz, huis. Paris, 12, r. Bayen Ts av. pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. S/lx pr visite.

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE AU PALAIS DE JUSTICE A PARIS, LE JEUDI 8 MAI 1980, à 14 heures
UN APPARTEMENT
Compr. 3 pièces, s. de bns, cuis., w.c., entrée et couloir au premier étage, Bâtiment B - Au sous-sol une cave, troisième porte à gauche
sis à PARIS, 18e arrond.
42, rue de Clignancourt
MISE A PRIX : 60.000 FRANCS.
Pour tous rens. s'adresser à la S.C.P. de GRANVILLIERS, LIPSKIND et SOMMELET, avocats associés, 170, bd Haussmann, 766-53-00 ; au greffe des criées du T.G.I. de Paris ; à tous avocats près les Trib. de Gr. Inst. de PARIS, BOBIGNY, CRETEIL et NANTERRE ; et sur les lieux pour visiter.

Adj. au Trib. de Commerce Paris, le 6 mai 1980, 13 h. 45 - Fonds de
BOULANGERIE - PATISSERIE
(avec droit au bail) PARIS (15e)
15, bd GARIBALDI
M. à px (p.ét.b.) 50.000 F. C. 25.000 F S'ad. Mes Demortreux et Sagairt, not. ass., Paris, 67, bd St-Germain ; Me Girard, s., 116, bd St-Germain

Vente au Palais de Justice à Bobigny, le mardi 6 MAI 1980, à 13 h. 30
PROPRIÉTÉ, 3 pces principales
VILLEMONBLE (93), 55, avenue des Limites
MISE A PRIX : 80.000 F
S'ad. Me R. BOISSEL, avoc. Paris
14, rue Sainte-Anne, tél. 261-01-09.

ERRATUM
à l'insertion parue dans notre journal daté du 11 avril 1980 concernant la vente de Me P. REGNAULT, avocat, du 28 avril 1980, en ce qui concerne les lots 1, 2 et 3 de la vente il y a lieu de lire que les STUDIOS sont situés 47, rue Greneta et non au 17 comme indiqué par erreur.

Vente sur surench. au Palais de Justice à Nanterre, le mercredi 7 mai 1980, à 14 heures, 179-191, avenue Joliot-Curie, premier étage, Salle des Criées
PROPRIÉTÉ A ASNIÈRES (92), 24, Villa-Pilaudo
M. à Prix 814.000 F. S'adr. Me RICHARD, avoc. au barreau Paris, 8, square de Port-Royal ; à tous avocats postulant près les T.G.I. de Bobigny, Créteil et Nanterre ; pour visiter lundi, mercredi, vendredi de chaque semaine de 10 h. à 12 h.

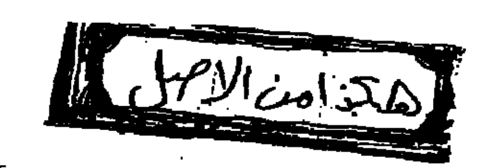
Vente sur surench. Pal. Just. Evry (91), r. des Mazières, 29 avril 80, 14 h.
PAVILLON A BONDOUFLE (91) « Les Petits-Bois » 20, square de la Ferté
Rez-de-ch. niv. bas : cuis., chaud. au gaz, séjour sur jardin ; niv. haut : garage et cellier, entrée ; 1er étage niv. bas : 2 ch., cab. toil., w.c., plac. ; niv. haut : 2 ch., 1 plac., s. bains - Couvert en Shingles - Jardin.
M. à prix : 183.700 F Consign. pr ench. S'ad. pr rens. à Evry (91), Me DU CHALARD, avocat, tél. 077-16-57 ; Me SOULIE, avocat, tél. 077-20-96 ; Me PAVIE, avocat, tél. 077-57-72.

Vente sur conversion de saisie immobilière en vente volontaire au PALAIS DE JUSTICE A PARIS, le lundi 28 avril 1980, à 14 heures
UN APPARTEMENT DE 225 m2
composé d'un grand salon, petit salon, salle à manger, trois chambres, cuisine, salle de bains, deux cabinets de toilette, W.-C., vestibule, grand dégagement, nombreux placards au premier étage deux belles chambres de bonne au sixième étage, un débarras et deux caves,
dans l'immeuble sis à PARIS (16e arrond.)
139, RUE DE LONGCHAMP
Le tout en excellent état
LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION LE 1er AOUT PROCHAIN
MISE A PRIX : 550.000 FRANCS
S'adresser 1) Mes H. AMBROISE-JOUVION et J. TURLAN, avocats à la cour de Paris, 45, avenue Marceau à Paris (16e), tél. 720-37-34 et 720-32-84 ; 2) Me William DRIGUEZ, avocat, ancien avoué à Paris, 6, rue Saint-Philippe-du-Roule, Paris (8e), tél. 225-13-20 ; 3) à tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance de PARIS, BOBIGNY, CRETEIL et NANTERRE ; 4) et sur les lieux pour visiter les lundi, mercredi et vendredi de 14 heures à 16 heures - Prêt possible du CREDIT FONCIER DE FRANCE et de la GRINDLAY'S BANK S.A.

Vente sur licitation au Palais de Justice à Paris, lundi 5 mai 1980, 14 h.
IMMEUBLE, 105, avenue de CLICHY, PARIS-17e
M. à PX 200.000 F. S'adr. Me W. DRIGUEZ, avocat à Paris (8e), 6, rue Saint-Philippe-du-Roule, tél. 225-13-20 ; Me APACK, avocat, Paris (10e), 103, bd Magenta.

Vente au Palais de Justice à Paris, le lundi 12 mai 1980, à 14 heures
APPART. 70 M2 Libre de location et d'occupation - 4e étage : entrée, 4 pièces, cuisine, W.-C., s. de bains, cave
19, BD DE PORT-ROYAL et 36, RUE PASCAL, PARIS (13e)
M. à P. 160.000 F - S'ad. Me GIRY, avoc., Paris (8e), 12 av. Montaigne, T. 720-78-48, 720-79-00 ; 2) DOMAINES, Bur. 218, 11, rue Tronchet, Paris (8e), T. 266-91-40 poste 815 ; sur place pour visiter le 6 mai 1980 de 18 h. à 19 h.





Le Monde

économie

CONJONCTURE

LE DÉFICIT COMMERCIAL FRANÇAIS

Le pétrole n'explique pas tout

Le pétrole pèse lourd dans la facture commerciale de la France. Le nier relèverait d'une certaine forme de cécité. Mais le pétrole sert aussi d'alibi masquant les faiblesses *structurelles* des échanges extérieurs.

La décomposition par zones géographiques de la balance commerciale française aide à mieux saisir la réalité, encore que les seuls chiffres fournis par les douanes ne soient pas homogènes puisqu'ils intègrent à l'importation le coût de l'assurance et du fret, mais excluent ces frais de la valeur des exportations. Ce traitement *inégal* (dit CAF-FOB) a pour conséquence de gonfler artificiellement d'environ 10 milliards de francs pour l'ensemble du premier trimestre, un *déficit déjà* lourd. Mais, outre que ces données CAF-FOB sont les seules disponibles par zones géographiques et par nature de biens, leur *manque* d'homogénéité ne fausse pas le sens des évaluations.

Pour les trois premiers mois de 1980, le déficit (CAF-FOB) s'est situé à 27,3 milliards de francs, contre 8,7 milliards durant la même période *de 1979, ce qui représente une* aggravation de 18,6 milliards. A peine la moitié de ce dernier chiffre (45 %) incombe à l'alourdissement du déséquilibre *enregistré à l'égard des* pays de l'OPEP, qui est passé de 8,3 à 16,6 milliards.

38 % du déficit supplémentaire avec les pays de l'O.C.D.E.

Plus du tiers (38 %) est imputable aux échanges avec les pays *de l'O.C.D.E.*, le déficit ayant plus que doublé d'une année à l'autre pour atteindre 13,2 milliards au lieu de 6,3.

Avec la seule Communauté européenne, le déséquilibre a augmenté de deux fois et demie, s'élevant à 6,1 milliards durant le premier trimestre *de 1980* contre 2,5 milliards de F de janvier à mars 1979. Les comptes, s'ils se sont améliorés avec l'Italie et la Suisse, se sont fortement détériorés avec la Belgique et, surtout, avec l'Allemagne fédérale et les Etats-Unis. A l'égard de ces deux pays, la France a enregistré des soldes négatifs respectifs de 4,3 et 6,3 milliards au lieu de 2,5 et 3,7 l'année précédente.

Si la France apparaît faible parmi les forts, elle peut en *revanche sembler forte* parmi les faibles. Mais sa vulnéra*bilité* est *plus grande dans* la mesure où les échanges tant avec les nations en développement qu'avec les Etats de l'Est sont susceptibles de connaître *de forts à-coups*. Ainsi l'excédent enregistré à l'égard des économies « centralisées » durant le premier trimestre de 1979 (1,3 milliard) a-t-il *pratiquement* disparu (190 millions de janvier à mars 1980). De même le surplus observé envers le tiers-monde a-t-il diminué de près de moitié (2,4 milliards contre 4,6).

De nombreux facteurs se sont donc accumulés pour alourdir la note. Une analyse *des échanges par produits* peut fournir quelques explications. Le déficit de la balance des produits énergétiques a, certes, nettement augmenté, passant de 18,1 à 32,7 milliards de francs ; mais les autres postes reflètent la dépendance de la France à l'égard des autres pays industriels, surtout en cas de reprise de l'activité intérieure.

Ainsi le surplus enregistré dans le secteur des biens d'équipement professionnel a-t-il *sensiblement diminué*, revenant de 4,5 milliards, de janvier à mars 1979, à 2,9 durant la même période de 1980. En outre, le déficit observé *déjà l'an dernier en matière* de biens de consommation a-t-il presque quadruplé, passant de 0,8 à 2,9 milliards.

Tous les pétroles d'Arabie ne sauraient effacer ce constat, même si la balance des paiements courants, dont l'excédent jusqu'à la fin de l'année dernière (1) était opportunément souligné par les pouvoirs publics, donne une image plus complète de la santé du pays. Toutefois, l'an dernier, la place de troisième exportateur *mondial*, gagnée par la France, avait été célébrée à l'envi et à l'excès. Il est des résultats qui éblouissent au lieu d'éclairer.

MICHEL BOYER.

(1) En 1979, la balance des paiements courants de la France (balance commerciale plus tourisme, plus grands travaux et coopération technique) a été excédentaire de 6,2 milliards de francs, alors que le commerce extérieur était, lui, déficitaire de 8 milliards de francs. Mais si, au quatrième trimestre 1979 la balance des paiements courants de la France a encore été excédentaire (655 millions de francs en données brutes), il n'en a certainement plus été de même au premier trimestre 1980.

● *Le nombre d'entreprises concernées par les jugements de règlement judiciaire et de liquidation de biens* s'est élevé à 1 616 en mars, indique l'INSEE, contre 1 444 en février et 1 630 en mars 1979. Sur les six derniers mois et après correction des variations saisonnières, l'INSEE enregistre une tendance « *faiblement croissante* » des *défaillances* d'entreprises.

Olivetti n'entend pas se « faire manger » par Saint-Gobain-Pont-à-Mousson

De notre correspondant

Rome. — Les dirigeants d'Olivetti *ont expliqué, vendredi* 18 avril, au cours d'une conférence de presse à Milan, les raisons et les modalités de l'accord qu'ils viennent de conclure avec le groupe français Saint-Gobain-Pont-à-Mousson (*le Monde* du 18 avril).

« *Olivetti avait besoin d'un partenaire* », a déclaré son vice-président et *administrateur délégué*, M. Carlo de Benedetti. *Des banques n'auraient pu fournir qu'un apport financier et n'auraient d'ailleurs pas été intéressées par l'affaire. Fallait-il choisir un de nos grands concurrents, japonais ou américain ? C'eût été se vendre à lui.* » Olivetti a donc décidé de jouer la carte européenne, se tournant vers un groupe actif.

Mais n'est-ce pas une autre *façon de « se faire manger » ?* Les dirigeants d'Olivetti l'excluent fermement. Le nouvel actionnaire aurait d'ores et déjà accepté la reconduction du président, *M. Bruno Visentini, et du vice*-président, M. de Benedetti, en 1982. Saint-Gobain n'aura qu'un tiers du syndicat de contrôle, soit autant que le groupe de Benedetti et le groupe des actionnaires privés.

On ignore cependant le nombre exact d'actions que détiendra Saint-Gobain. Les 11 % souscrits au prix fort lors de cette opération s'ajoutent à quelque 6 ou 7 % déjà acquis sur le marché.

*M. de Benedetti n'a pas man*qué de souligner la bonne santé de son groupe. Depuis qu'il en a pris la direction en avril 1978, ce patron de choc a augmenté le capital d'Olivetti, réduit le nombre des salariés et multiplié les bénéfices. Le patrimoine de la société, qui était de 112,7 milliards de lires au 31 décembre 1977, atteindra 370,2 milliards désormais, auxquels s'ajouteront 92,3 milliards d'obligations convertibles. — R. S.

UNIVAC FABRIQUERA SES PROPRES CIRCUITS INTÉGRÉS

La société américaine Sperry Univac, l'un des « grands » de l'informatique, a décidé de se lancer dans la production de circuits intégrés. Elle crée une « division composants » qui s'appuiera sur les laboratoires de recherche fondamentale du groupe. Univac investira 50 millions de dollars immédiatement, pour « *produire les premiers circuits dans deux ans* ». L'usine, installée aux Etats-Unis, emploiera huit cents personnes. La société entend ainsi se prémunir contre les aléas de l'industrie des composants, qui a « *prouvé qu'elle ne pouvait pas garantir à sa clientèle des livraisons en quantité et en qualité* ».

Il existe en effet, depuis plusieurs mois, une pénurie de certains composants, et les fabricants ont allongé les délais de livraison. Au grand dam des utilisateurs, notamment des constructeurs d'ordinateurs, qui ne peuvent livrer à temps leurs clients. Cette division composants, qui devrait couvrir la moitié environ des besoins d'Univac, fabriquera sur*tout les « circuits complexes »*. Pour les composants banalisés, la société continuera de s'approvisionner à l'extérieur.

[Univac suit l'exemple d'I.B.M., qui dispose depuis fort longtemps de son propre outil de recherche et de production en matière de circuits intégrés. Les Japonais et le groupe britannique I.C.L. s'orientent également dans cette voie. Les difficultés actuelles d'approvisionnement sont liées en grande partie à une pénurie de circuits due à une insuffisance — cyclique — des moyens de production. Mais on parle également, à mots couverts, de motifs politiques. Ainsi, on n'aurait guère approuvé outre-Atlantique certaines ventes de matériels informatiques français aux pays de l'Est. La tension entre les Etats-Unis et l'Europe aidant, les fabricants américains auraient quelque peu tendance à faire passer les commandes de circuits en provenance de firmes européennes — notamment françaises (C.I.I.-Honeywell-Bull) — au second rang.

C'est dire qu'une grande *société* d'informatique européenne, si elle veut conserver sa liberté de mouve*ment et de décision, se doit d'être à* l'abri de telles « pénuries ». La conjoncture actuelle amènera-t-elle *C.I.I.-H.-B. à revoir sa politique en* la matière ? Et par exemple à participer beaucoup plus activement au plan composants et aux recherches sur les nouveaux circuits. — J. M. Q.]

LES SIX PRINCIPAUX CONSTRUCTEURS EUROPÉENS D'AUTOMOBILES ASSOCIENT LEURS EFFORTS DE RECHERCHE FONDAMENTALE.

Un accord à long terme a été *signé entre six constructeurs d'au*tomobiles européens — British Leyland, Fiat, P.S.A. Peugeot-Citroën, Renault, Volkswagen et Volvo — dans le but d'effectuer *ensemble des recherches fonda*mentales dans le domaine de l'automobile.

Les études menées en commun porteront sur des problèmes tech*niques tels que les effets du die*sel, les nouveaux carburants, les contrôles de qualité, les nouveaux matériaux, etc. Elles seront effectuées en partie dans les labora*toires des sociétés et aussi dans* les laboratoires spécialisés extérieurs, y compris les universités. L'accord ne prévoit pas la création de structures permanentes *nouvelles*.

Les principaux constructeurs d'automobiles européens coopèrent déjà au sein du Comité des constructeurs du Marché com*mun (C.C.M.C.). Toutefois* le C.C.M.C. s'est borné jusqu'à présent à étudier, grâce à un comité technique, les problèmes communs aux firmes européennes, *essentiellement l'unification* des règlements et des normes.

Les études en commun seront contrôlées par un « *Joint Research Committee* » qui se juxtaposerait au *C.C.M.C. L'initiative* des six constructeurs vise à renforcer leur potentiel de recherche afin de faire face aux groupes japonais et américains.

● *La banque protestante Odier Bungener Courvoisier* (O.B.C.) va ouvrir son capital au plus gros établissement financier commercial de Scandinavie, la Post-Och *Khreditbanken de Stockholm*. Cette prise de participation, d'un montant de 20 %, se fera à l'occasion d'une double opération financière qu'O.B.C. se propose de *mener à bien pour accroître ses* fonds propres, en portant son capital, dans un premier temps, de 30 à 40 millions de francs par émission en numéraire de cent mille actions nouvelles au prix unitaire de 100 francs (prime d'émission : 200 francs), puis ensuite à *60* millions de francs par incorporation de réserves et élévation du nominal des actions de 100 francs à 150 francs. La Compagnie générale des eaux, qui détient *déjà la minorité de blo*cage dans le capital d'O.B.C., maintiendrait ses intérêts à cette hauteur en participant à l'augmentation de capital en numéraire.

AFFAIRES

DANS L'INDUSTRIE COTONNIÈRE

L'année 1979 a été marquée par une forte augmentation des importations

« *L'activité de l'industrie cotonnière française a été marquée, en 1979, par une amélioration des conditions d'exploitation, en dépit d'une dégradation des échanges commerciaux internationaux* », note le syndicat général de l'industrie cotonnière française dans son rapport d'activité pour 1979. Les résultats de cette industrie peuvent paraître en effet paradoxaux. Le déficit des échanges extérieurs s'est accru en volume de 45 % (95 340 tonnes, niveau record) et en valeur de 72 % (1,55 milliard de francs). La hausse des exportations de l'industrie cotonnière (+ 5 % en volume et *+ 14 % en valeur) n'a pas permis* en effet de compenser le gonflement brutal des importations (+ 19 % en volume et + 24 % en valeur), notamment en provenance des Etats-*Unis*. Ces importations d'outre-Atlantique, qui concernent essentiellement les tissus (denim et velours), ont atteint en 1979 le chiffre record de 23 000 tonnes, soit 10,4 % des importations totales et plus du cinquième des importations en provenance de pays hors C.E.E.

Au total, les importations couvraient, à la fin de 1979, environ 58 % du marché français du tissage *et 69 % du marché de tous* les produits cotonniers (y compris la confection).

En dépit de la vivacité de la concurrence étrangère et de la stagnation de la demande finale, l'industrie française est parvenue à maintenir sa production au même niveau que l'année précédente. En effet, la demande industrielle, aux différents stades de la filière, a augmenté de 4 % en volume du fait de la nécessité de *reconstituer des stocks après* la forte période de déstockage de 1977-1978. Les conditions d'exploitation des entreprises ont été, en outre, nettement améliorées, puis*que les effectifs ont diminué* de 5 % et le parc de matériel de 3,5 %, ce qui a entraîné une hausse de la productivité. La production par heure travaillée a ainsi progressé de 11 % en filature et de 7 % en tissage. « *Cette amélioration de productivité jointe à la fermeté des prix internationaux a permis le rétablissement de conditions normales d'exploitation sur le plan financier et le dégagement, dans la plupart des firmes, d'une marge brute d'autofinancement susceptible de mettre en œuvre de nouveaux programmes d'investissement* », note le syndicat, qui souligne l'effet bénéfique de la libération des prix.

LA SOCIÉTÉ FILLOD VA REPRENDRE UNE PARTIE DES ACTIVITÉS DE LA S.N.C.I.

La société Fillod, filiale du groupe sidérurgique lorrain Sacilor, est spécialisée dans la construction métallique à usage industriel, où elle réalise un chiffre *d'affaires de 200 millions de francs*, et va reprendre une partie des activités de la S.N.C.I., mise en règlement judiciaire le 24 mars. Dans l'immédiat, Fillod engage *cent* trente personnes sur les six cent cinquante qui sont licenciées, ses dirigeants ayant même déclaré aux syndicats que ce chiffre pourrait être augmenté si la confiance revenait après la déconfiture de la S.N.C.I.

Cette opération permettrait à Fillod, l'un des rares spécialistes français de la construction métallique industrielle encore en lice, de renforcer sa position à l'exportation. La candidature Fillod a donc été choisie, de préférence à celle de SPIE-Batignolles, filiale du groupe Empain, dont les références dans le domaine de la construction métallique sont assez minces.

HEC
ECOLE DES HAUTES ETUDES COMMERCIALES

Entrée directe en 2e année

• Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et vous *désirez recevoir une formation à la gestion au plus haut* niveau.

• En DEUX ANS vous obtiendrez le diplôme d'H.E.C. qui vous assurera des DEBOUCHÉS DANS TOUTES LES FONCTIONS DE RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES.

• Des épreuves à OPTION prennent largement en compte les études antérieures des candidats (Sciences, Economie, Droit, Lettres).

• Les CHANCES DE RÉUSSITE SONT ÉQUIVALENTES *quelle que soit votre formation d'origine.*

• *L'admission a lieu début septembre.*
• Possibilités de bourses d'études.

INSCRIPTIONS DU 11 JUIN AU 11 JUILLET AU SERVICE DES CONCOURS H.E.C.
1, RUE DE LA LIBÉRATION — 78350 JOUY-EN-JOSAS
Renseignements complémentaires : 956.80.00 (poste 330)

Adresser à H.E.C. — 1, rue de la Libération - 78350 JOUY-EN-JOSAS
NOM .... PRENOM ....
ADRESSE ....
....
UNIVERSITE ....
Désire recevoir la brochure contenant la description des épreuves d'admission en 2e année à l'Ecole H.E.C. et aux Ecoles Supérieures de Commerce et d'Administration des Entreprises (E.S.C.A.E.). M 80-2

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS — CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DES AFFAIRES

Vous avez rendez-vous chez ZOL avec votre prochaine BMW.

On n'oublie jamais la première fois où l'on essaye sa BMW. Instant de la découverte... Premier contact... Battement de cœur. Chez ZOL, ce premier rendez-vous se passera dans les meilleures conditions. Il y a toujours chez ZOL la dernière BMW dont vous rêvez. Prête pour un essai... prête pour un plaisir de conduire sans cesse renouvelé. Réglée à la perfection. 20 ans de pratique de la marque oblige.

BMW ZOL CONCESSIONNAIRE
PORTE S'CLOUD
44, av. Édouard-Vaillant
92100 BOULOGNE
Tél. : 609.91.43

LE CUIR "PLEINE FLEUR" FAÇON GUERMONPREZ.

Un cuir "Pleine Fleur", c'est un cuir qui n'est pas terne, qui n'est pas mort. Car la fleur c'est la peau du cuir. Et ses ombrages, ses plis d'engraissement, ses cicatrices fermées, loin d'être des défauts, attestent de sa qualité.

C'est pourquoi Gérard Guermonprez choisit ses cuirs avec tant de soin : il les touche, les compare pour ne sélectionner que des cuirs "Pleine Fleur".

Entre lui et ses cuirs, c'est avant tout une longue histoire d'amour qu'il voudrait vous faire partager.

guermonprez
Vous ne paierez que la façon

Guermonprez, 53 rue de la Roquette 75011 Paris.

Pour mieux faire connaissance avec les cuirs Guermonprez, envoyez-nous ce bon à découper. Vous recevrez gratuitement un échantillon de nos cuirs, une documentation et la liste de nos dépositaires.
Nom ______ Prénom ______
Adresse ______



UNIVERSITE PARIS I
IFAPE I.A.E. FORMATION PERMANENTE

- VOUS ETES CADRE DESIREUX D'ASSUMER DE PLUS GRANDES RESPONSABILITES
- VOUS ETES CADRE APPELÉ A DEVENIR SECRETAIRE GENERAL D'UNE P.M.E., D'UNE UNITE DE PRODUCTION ...

L'IFAPE : I.A.E. Formation Permanente vous propose

UN CYCLE DE FORMATION A LA GESTION

compatible avec vos activités professionnelles sous forme de séminaires de 4 jours par mois durant 18 mois.

Renseignements :
Michelle YOUF
162, rue St Charles 75015 Paris
Tél: 558.02.28 - 554.97.24
poste 327



SOCIAL

DANS UNE CITÉ DE MANTES-LA-JOLIE (YVELINES)

Les jeunes Maghrébins dans la hantise de l'expulsion

Omar Boumedanne, un Algérien âgé de vingt et un ans, né en France dans une famille de treize enfants, risque de se retrouver, du jour au lendemain, en Algérie, un pays où il n'a jamais vécu et dont il ne connaît pas la langue. Il a fait l'objet, en effet, d'un arrêté d'expulsion le 23 mai 1979. Il attend en prison depuis cinq mois pour être jugé, le 8 mai, par la 7e chambre du tribunal de Versailles pour ne pas avoir respecté l'arrêté d'expulsion.

Omar Boumedanne n'a jamais été condamné pour les faits délictueux (vols, agression) qui lui sont reprochés et dont seuls les rapports de police font foi. La commission d'expulsion — purement consultative — avait donné un avis défavorable.

Son cas n'est pas unique : les expulsions se multiplient contre les jeunes immigrés de la seconde génération, dont beaucoup, il est vrai, ont été condamnés pour divers délits.

Pour la seule ville de Mantes-la-Jolie (Yvelines), où habitait Omar Boumedanne, la police a élucidé, en 1979, six cent cinquante affaires criminelles ou délictuelles. Dans deux cent quarante-six cas, des étrangers étaient impliqués, en grande majorité des Maghrébins.

Les menaces d'expulsion s'ajoutant à des difficultés de logement et de travail, un racisme latent, contribuent à créer dans cette ville, qui compte 33 % d'immigrés, une situation tendue.

« DANS CINQ ANS, CE SERA HARLEM »

« Dans cinq ans, ici ce sera Harlem. » Dans la ZUP du Val-Fourré, à Mantes-la-Jolie, où Lakdar a toujours vécu, il prononce très calmement ces paroles. Dans certains blocs d'immeubles, on compte déjà 90 % de Maghrébins et d'Africains. *« Quand les gens sont racistes,* dit Lakdar, *et qu'on devient par réaction plus racistes qu'eux, cela devient très grave. »*

Que beaucoup de Français, à Mantes-la-Jolie, aient des réactions de peur, notamment à l'encontre des Maghrébins, cela ne fait nul doute. *« Les étrangers d'origine européenne et même les Africains sont beaucoup mieux intégrés »,* reconnaît M. Paul Ricard, maire (P.S.) de Mantes-la-Jolie.

Il y a quelques mois, le projet de construction d'une mosquée avait suscité de nombreuses protestations (*le Monde* du 12 décembre 1979), alors qu'actuellement, dans un foyer que nous avons visité, les musulmans prient dans des caves sans aération. A l'occasion de cette affaire, la femme du maire de Mantes-la-Jolie a reçu de racistes anonymes des menaces de mort.

Plusieurs boîtes de nuit et de nombreux cafés de Mantes-la-Jolie refusent, d'autre part, les « bougnoules » : un établissement en face de la gare a été fermé quinze jours, cet hiver, par décision préfectorale après une plainte de deux consommateurs refoulés. Encore s'agissait-il d'un avocat et d'un agent du consulat d'Algérie ; *« Que voulez-vous,* affirme la patronne de ce café, *mon mari n'aime pas les étrangers. »* Accepte-t-on tout le monde aujourd'hui ? *« On est bien obligé »,* répond-elle.

Les jeunes étrangers, même s'ils sont nés en France, ont désormais de plus en plus de mal à trouver du travail dans les grandes entreprises automobiles de la région. L'époque est loin où l'on construisait des cités H.L.M. pour abriter la main-d'œuvre de ces entreprises. *« Elles hésitent beaucoup maintenant,* prétend le gérant d'un foyer, *depuis la grève chez Renault, où les travailleurs africains s'étaient montrés particulièrement combatifs. »*

A ces résistances des employeurs s'ajoutent les difficultés administratives. *« On ne sait plus,* affirme le directeur d'une entreprise de sous-traitance, *quels papiers les étrangers doivent présenter pour obtenir leur carte de travail. »* Il explique comment certains documents mettent plus de six mois, après avoir été visés par la préfecture, pour être enfin remis à leurs destinataires.

On cite le cas d'un Algérien âgé de vingt et un ans « résident privilégié », autorisé à passer dix ans en France, mais qui, ayant perdu ses papiers, n'a pu en obtenir de nouveaux. C'est la raison pour laquelle les jeunes se promènent souvent sans papiers... pour éviter de les perdre.

Un foyer de délinquance

Le résultat de l'oisiveté forcée est simple. *« Le Val-Fourré,* explique Me Etienne Grumbach, un avocat de Mantes-la-Jolie, *est devenu un énorme foyer de délinquance, surtout parmi ceux qui ont toujours vécu en France ; devenus des « Bougnoules » pour tout le monde, ils se révoltent contre l'injustice permanente qui leur est faite. »*

L'argent manque au Val-Fourré, où l'on compte, d'après l'assistante sociale-chef du secteur, des centaines de cas de non-paiement de loyer. Ainsi, des jeunes sont-ils poussés à voler ou à cambrioler. *« Arrêtés,* explique Me Grumbach, *ils font l'objet de plus en plus de mesures d'expulsion. J'ai eu à m'occuper personnellement depuis quelques mois d'une dizaine de cas. »*

Ce chiffre peut être, d'après M. Christian Hamet, un éducateur spécialisé, multiplié par trente pour l'agglomération : *« Très peu d'entre eux,* dit-il, *ont accès à un avocat. Beaucoup de situations nous échappent. »* L'équipe de prévention de rue comprend seulement, pour l'ensemble de la cité du Val-Fourré (23 000 habitants), deux éducateurs à plein temps.

En tout cas, la plupart des jeunes Maghrébins rencontrés au café Nikko, du nom du patron grec qui les accueille volontiers — *« Le seul,* dit Me Grumbach, *que les jeunes Maghrébins respectent »,* — vivent avec la hantise d'une expulsion. *« J'ai des antécédents,* dit l'un, *que la police peut toujours ressortir. »* Un autre a reçu un *« avertissement ».* Un troisième a *« un frère qui... »* Cette menace est vécue de façon dramatique. *« L'expulsion,* dit Azid, *c'est le pire : on est perdu alors. »*

Au Nikko, des jeunes parlent de façon provocante, d'Action directe et du terrorisme italien avec sympathie. *« On repartira,* dit l'un, *quand tout ici sera bien « cramé ». « On les rend enragés »,* confirme le maire, M. Picard, interrogé sur l'utilité de ces expulsions. *« La solution,* ajoute-t-il, *serait de leur trouver du travail. »*

Dans une famille de dix enfants et où les deux fils aînés ont été expulsés, les parents sont pleins de haine pour la France, où ils vivent depuis 1956. *« Nos gars,* dit la mère, *même s'ils ont fait des bêtises, n'ont pas à être expulsés ; il suffit de les mettre en prison. » « Un jour ça va mal tourner »,* répète en sourdine son mari, qui a eu, il y a trois ans, un accident du travail et qui a combattu durant la guerre d'Algérie avec les Français.

NICOLAS BEAU.

Le rêve d'Aïcha

« Tout est dur ici. » Aïcha, née il y a vingt-trois ans, à Mantes-la-Jolie, dans une famille algérienne de huit enfants, est pleine de rancœur envers la France : *« Rien n'est fait pour intégrer les Maghrébins. »* Elle évite le terme « arabe », trop souvent utilisé contre elle de façon malveillante.

Trois de ses frères ont été expulsés. *« Les expulsions,* dit-elle, *font désormais partie du contrat, de notre mode de vie. »* Avaient-ils commis des délits ? *« Ils n'avaient,* dit-elle, *rien d'autre à faire. »* Et de citer alors ces sociétés d'intérim qui refusent les étrangers, des patrons de café qui draguent les filles arabes mais découragent la clientèle des *« bougnoules »,* les enseignants qui reprochent aux étrangers de n'obtenir des diplômes que pour mieux accéder au pouvoir une fois de retour dans leur pays.

Elle ne suivra pas, pour autant, ses parents, qui, après vingt-six ans passés en France, vont regagner l'Algérie dans quelques mois. Aïcha veut d'abord terminer ses études de psychologie. Et après ? Elle ne sait pas... *« Là-bas,* dit-elle, *j'aurai des problèmes d'adaptation, surtout en tant que femme. En Algérie, les espoirs de changement ne sont qu'à long terme. »* D'ici là ? *« Peut-être j'irai là-bas et je subirai. »* Comme, à dix-huit ans, elle a subi l'autorité de ses parents, décidant pour elle qu'elle aurait la nationalité algérienne.

Le fatalisme revient souvent dans ses propos. Plus, sans doute, pour le conjurer. Aïcha, en effet, n'apparaît pas résignée, quand elle désigne — avec haine — un indicateur, en veste de cuir et casquette, qui entre dans le café, ou quand elle écoute, révoltée, un ami lui annoncer l'agression d'un videur de boîte de nuit contre un Maghrébin.

Que faire alors ? *« Se révolter individuellement,* affirme Aïcha, *ne sert à rien. Se révolter collectivement est impossible : il n'y a rien. »* Elle est sévère pour l'extrême gauche, où elle a milité quelque temps, parce que, d'après elle, ces organisations *« ne prennent pas en charge les problèmes des immigrés ».* Elle est sympathisante du MRAP (1) mais, par scepticisme, n'y adhère pas. *« Ça ne changera pas grand-chose. »*

Aïcha, aujourd'hui, voudrait être naturalisée — non pour s'assimiler à un pays dont *« le mode de vie individualiste est décidément trop différent du mien »* — mais, dit-elle, grâce à cette naturalisation, *« je partirai plus facilement au Canada ».* Et puis, elle rêve : *« Si je pouvais me sentir bien, ici... »* — N. B.

(1) Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples.

Du 9 au 14 juin

LA C.G.T. ORGANISE UNE SEMAINE D'ACTION POUR LES JEUNES

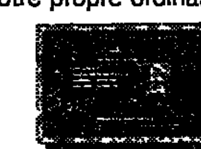
Le comité national élargi du Centre confédéral de la jeunesse C.G.T., qui s'est réuni, le 18 avril, à Montreuil (Seine-Saint-Denis), en présence de M. Georges Séguy, secrétaire général de la centrale, organise, du 9 au 14 juin, une semaine d'action. Le thème en sera le travail précaire : *« Près de trois millions de salariés,* a déclaré M. Séguy, *ont une situation précaire, et cette situation touche particulièrement les jeunes ».* Cette semaine pourrait être marquée par des arrêts de travail et par la rédaction de cahiers de revendications, qui devraient concerner, dans les entreprises, l'ensemble des travailleurs syndiqués. *« Il est hors de question,* a estimé M. Michel Levray, secrétaire du Centre confédéral de la jeunesse, *que les jeunes luttent seuls. »*

Les responsables de ce centre ont, d'autre part, estimé que les jeunes n'étaient pas moins syndiqués que leurs aînés : *« Etant surexploités, ils devraient être plus syndiqués »,* ont-ils cependant remarqué. M. Séguy a souligné l'apport de la jeunesse à l'ensemble de la C.G.T. *« pour dépasser le formalisme, la routine et l'inadaptation aux réalités ».*

Jouez Nixdorf.
En Solo ou en Orchestre.

En musique, le soliste est celui qui joue magistralement d'un instrument, et l'orchestre, la somme de toutes les individualités et de tous les instruments.

En informatique, c'est la même chose. Ou bien vous traitez dans votre entreprise toutes vos données avec votre propre ordinateur ou bien vous faites partie d'un groupe d'entreprises ayant des besoins de traitement spécifique tout en étant relié à une maison-mère dotée d'un central informatique puissant.



Les grandes entreprises jouent en orchestre pour réaliser la parfaite harmonie de leur réseau.

Nixdorf propose tous les instruments pour qu'elles puissent interpréter leur partition. C'est le concept Nixdorf de l'informatique distribuée.

En solo, chaque P.M.E. dispose des instruments de base pour exécuter son morceau. Des instruments de haute technicité, fiables et sur mesure. C'est le concept Nixdorf de l'informatique répartie.

En solo ou en orchestre, pour les grandes entreprises comme pour les P.M.E, Nixdorf donne le "la" en matière d'informatique distribuée et répartie.

Souvenez-vous en lors de votre prochain choix.

Appelez le 747.12.70 au 7-13 bd de Courbevoie, 92200 Neuilly.

Nixdorf. La maîtrise en informatique répartie et distribuée.

NIXDORF COMPUTER

CI-1





Maghrébins

de l'expulsion

CE SERA HARLEM

Le rêve d'Aicha

LE DÉBAT SUR LES HONORAIRES MÉDICAUX

L'organisme majoritaire de médecins réaffirme son hostilité à la nouvelle convention

Exclue des négociations sur la prochaine convention entre les médecins et la Sécurité sociale — pour avoir donné à ses adhérents la consigne d'augmenter leurs honoraires, bloqués depuis 1979, — la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), organisation majoritaire chez les praticiens, n'appliquera pas les dispositions d'une telle convention, conclue, selon elle, « au rabais ». C'est ce qu'a affirmé, le dimanche 20 avril, son président, le docteur Monier, au cours d'une assemblée générale extraordinaire.

Désignant implicitement la Fédération des médecins de France (F.M.F.) du docteur Pierre Belot, le docteur Monier a lancé cet avertissement : *« Si demain la convention était signée par un organisme minoritaire, une convention 12 %* — la représentation, selon lui, de la F.M.F. — *nous nous y opposerions de toutes nos forces. »* Estimant que le projet actuel des caisses d'assurance-maladie prépare *« la fin de la médecine libérale, grignotée, secteur après secteur, par différentes entreprises de soins »*, le docteur Monier s'est élevé à nouveau contre tout projet de « double secteur », un secteur à prix imposés et un secteur à prix libres, qui, selon lui, constituerait *« un frein financier à l'accès aux soins : 30 %, 40 %, peut-être plus, de médecins choisiront le secteur libéré plutôt que le secteur social. Autoriser ainsi une médecine à deux étages — une médecine des riches et une médecine des pauvres, — ce serait, en fait, la suppression du régime conventionnel français »*.

Le docteur Monier — qui déclare par ailleurs, dans une interview publiée lundi 21 avril par *le Quotidien de Paris* que *« les médecins sont prêts à descendre dans la rue »* — a critiqué de nouveau le fait que le gouvernement veuille limiter l'augmentation des dépenses de santé à 12 % par an, alors que les prévisions *« les plus modestes et les plus rationnelles »* tournent autour de 16,5 %. *« L'assurance-maladie est malade de son financement et non pas de ses dépenses de santé*, a-t-il conclu.

» C'est le développement du chômage qui prive l'assurance-maladie de plus de 1 500 000 de ses cotisants, mais ne lui retire aucun bénéficiaire. Il faut savoir que nul ne paie pour les chômeurs les soins de santé auxquels ils ont légitimement droit au nom de la solidarité nationale. Nous sommes de cœur avec cette solidarité. Nous sommes prêts à y contribuer comme citoyens, mais ce n'est pas à la médecine, aux médecins, non plus qu'à l'ensemble des malades, d'en supporter le poids financier. »

M. Barrot assistait, pour sa part, au congrès de la Fédération des établissements hospitaliers d'assistance privée à but non lucratif (FEHAP), qui s'était réuni près de Toulouse. Il a annoncé, pour le deuxième semestre de 1980, *« un premier programme de suppression des lits inutiles »*. Le ministre *« souhaite voir les négociations entre la Sécurité sociale et les médecins reprendre sur des bases nouvelles »* précisées dans une lettre adressée aux syndicats concernés.

ÉNERGIE

GAZ NATUREL : REPRISE DES NÉGOCIATIONS ALGÉRO-AMÉRICAINES

Les experts de six pays exportateurs de gaz naturel membres de l'OPEP — Algérie, Qatar, Abu-Dhabi, Indonésie, Iran, Libye — sont réunis pour trois jours depuis le samedi 19 avril, à Alger, pour débattre notamment des politiques respectives de ces pays en matière de prix du gaz naturel.

Avant cette réunion, qui pourrait, à terme, déboucher sur le principe d'une indexation des prix du gaz sur ceux du pétrole, la Norvège a décidé d'aligner le barème du gaz de la mer du Nord sur celui du pétrole, dans un contrat de livraison à l'Allemagne fédérale.

Parallèlement à la réunion des six pays producteurs de gaz, une délégation américaine, conduite par le sous-secrétaire d'État chargé des relations internationales, M. Godman, est arrivée, dimanche 20 avril, à Alger, pour relancer les négociations algéro-américaines sur le prix du gaz naturel. Depuis le 1er avril, l'Algérie a interrompu ses livraisons à la société américaine El Paso, et les négociations entre les deux parties étaient suspendues *de facto* depuis un mois. — *(A.F.P.)*

APRÈS LA F.N.M.F.

La Fédération nationale des mutuelles de travailleurs décide de ne pas appliquer le ticket modérateur d'ordre public

La Fédération nationale des mutuelles de travailleurs (F.N.M.T.) — deux millions et demi d'adhérents — s'est prononcée, au cours de ses « assises nationales de la santé » réunies les 18 et 19 avril à Paris, pour l'abrogation du ticket modérateur d'ordre public, le rejet de la proposition de loi Berger visant à *« institutionnaliser les mesures gouvernementales prises l'été dernier pour réduire les dépenses de santé »* et, d'une façon générale, contre *« les mesures discriminatoires qui frappent, économiquement et administrativement, les réalisations sanitaires et sociales de la Mutualité »*.

La F.N.M.T. s'est associée à la décision prise par la Fédération nationale de la mutualité française (F.N.M.F., vingt-trois millions d'adhérents) de ne pas appliquer, au 1er mai, le ticket modérateur d'ordre public (*le Monde* du 15 avril).

« Très éloigné d'une prétendue surconsommation médicale, a notamment déclaré M. Louis Calisti, président de la F.N.M.T., *notre pays voit son présent et son avenir entravés par une sous-consommation médicale massive, par l'aggravation des inégalités en matière de santé. (...) On ne peut continuer à traiter abstraitement et technocratiquement de la recherche des grands équilibres financiers sans mettre à jour la réalité des gâchis humains considérables. »* Pour M. Calisti, les initiatives gouvernementales *« prennent l'allure d'une véritable guerre contre la santé et la mutualité. C'est bien la menace d'un retour de cinquante années en arrière dont il s'agit »*.

De multiples témoignages sur *« la santé dans les cités et en zone rurale, la santé scolaire, le développement de pathologies dues au chômage, la situation dramatique de millions de personnes âgées devant la maladie et la mort »* ont été entendus et une manifestation a été organisée, vendredi soir, devant le ministère de la santé. Pendant ces assises, un débat ayant pour thème « Chômage et santé » a été animé par la revue *Prévenir*, nouvelle publication trimestrielle de la F.N.M.T. (1).

(1) Éditée par la Coopérative d'édition de la vie mutualiste. 40 F.

● *M. Ceyrac critique les grèves du secteur public.* — Dans une interview publiée ce lundi 21 avril par *Ouest-France*, M. Ceyrac, président du C.N.P.F., se déclare *« très inquiet »* des grèves observées dans les divers services publics. *« De plus en plus d'entreprises, petites et moyennes, souffrent et parfois meurent*, affirme-t-il, *à la suite de grèves incessantes des P.T.T., des transports ferroviaires ou aérient. La contrepartie d'un service public doit être la régularité et la sécurité de son fonctionnement. C'est cela qui fonde et justifie son existence. »*

● *Sursis pour Chaix.* — Le tribunal de Bobigny (Hauts-de-Seine), saisi vendredi 18 avril, d'une demande en référé visant à l'évacuation de l'imprimerie Chaix à Saint-Ouen, occupée depuis quatre ans et demi, a reporté son jugement au 4 juin.

Pour le syndicat du Livre C.G.T., *« ces six semaines doivent être mises à profit pour engager les négociations sur la reprise d'activité »* de l'imprimerie. (*Le Monde* du 18 avril).

RÉUNIS A BELGRADE

Des syndicats de quatre-vingt-quinze pays discutent des problèmes du développement

De notre correspondant

Belgrade. — La conférence syndicale mondiale, qui a lieu du 23 au 25 avril à Belgrade, sur le thème « les problèmes du développement dans le monde », réunit près de 140 organisations syndicales de 95 pays, appartenant à toutes les grandes centrales syndicales, et plusieurs dizaines de syndicats nationaux ou autonomes, notamment d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie.

Un certain nombre de syndicats ont décliné l'invitation. Parmi eux, ceux de l'Allemagne de l'Ouest, de la Grande-Bretagne et de plusieurs autres pays de la Communauté, de Scandinavie et des États-Unis. Les raisons invoquées ont été, le plus souvent, le refus de rencontrer, à ce genre de réunion, les membres de la Fédération syndicale mondiale, d'obédience communiste, la non-invitation d'Israël ou des obligations anciennes.

En revanche, la Chine a confirmé l'envoi d'une délégation, de même que l'U.R.S.S. et les autres pays de l'Europe de l'Est, à l'exception de l'Albanie. Certains syndicats autrichiens, finnois, belges, néerlandais, portugais, autrichiens, canadiens et japonais sont également représentés, ainsi que la C.G.T. et la C.F.D.T.

L'idée d'une conférence syndicale mondiale a été avancée pour la première fois, voici sept ans, au sommet des non-alignés à Alger. Mais sa réalisation s'est heurtée à des difficultés découlant des divergences politiques et idéologiques au sein du mouvement syndical international. Elle fut relancée en 1978 à la « table ronde » du congrès des syndicats yougoslaves, à laquelle avaient pris part les représentants de 80 pays. Après de laborieuses négociations, il fut décidé que la conférence aurait lieu dans la capitale yougoslave, et un groupe de travail composé de représentants des syndicats yougoslaves, algériens, français (C.G.T. et C.F.D.T.) et italiens (C.G.I.L., U.I.L. et C.I.S.L.) fut chargé de son organisation.

Selon M. Mika Spiljka, président des syndicats yougoslaves, la conférence ne dissimule pas une tentative de création d'une nouvelle structure syndicale internationale. Elle est conçue comme le lieu d'un débat *« franc et constructif »* pour aider la classe ouvrière des pays sous-développés à *surmonter* la *crise économique* mondiale, sans perdre de vue les difficultés des travailleurs des pays *développés, étant donnée* l'interdépendance des problèmes qui se posent aux uns et aux autres. *Mais il n'est pas question* de s'engager dans des polémiques idéologiques ou de rechercher des « coupables ».

« *Notre objectif*, a déclaré M. Spiljka, *est de réaliser si possible entre les participants un minimum d'accord pour assurer un développement plus rapide de la classe ouvrière des pays sous-développés. Le texte de cet accord, nous avons l'intention de l'adresser à la prochaine conférence sur le développement de l'ONU, lieu le plus propice de débats pour l'édification d'un ordre économique nouveau, dont le succès ne saurait être garanti que si l'on tient strictement compte des intérêts du monde ouvrier aussi bien des pays pauvres que des pays nantis. »*

PAUL YANKOVITCH.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep + ou Dép. —		Rep + ou Dép —		Rep. + ou Dép. —	
$ E.-U.	4,3805	4,3835	— 250	— 225	— 355	— 325	— 655	— 595
$ can.	3,6345	3,6385	— 130	— 90	— 160	— 110	— 328	— 225
Yen (100)	1,7200	1,7230	— 30	— 10	— 10	— 5	+ 60	+ 100
DM	2,3220	2,3260	+ 50	+ 75	+ 125	+ 155	+ 425	+ 480
Florin	2,1128	2,1170	+ 25	+ 45	+ 65	+ 85	+ 225	+ 270
F.B. (100)	14,4565	14,4745	— 620	— 465	—1145	— 960	—2395	—1965
F.S.	2,4850	2,4895	+ 95	+ 125	+ 225	+ 255	+ 690	+ 770
L. (1 000)	4,9510	4,9575	— 275	— 185	— 480	— 390	—1035	— 980
£	9,57	9,5795	— 435	— 350	— 775	— 680	—1445	—1280

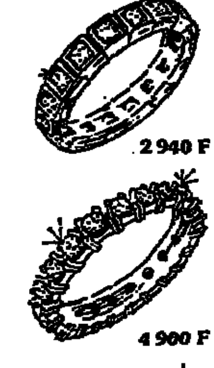
TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	8 3/8	8 3/4	8 3/4	9 1/2	8 3/4	9 1/2	8 13/16	9 3/16
$ E.-U.	17 3/8	17 3/4	18 7/8	19 1/4	17 1/4	17 5/8	16	16 3/8
Florin	10 1/8	10 7/8	10 3/16	10 15/16	10 5/16	11 1/16	10 7/16	11 3/16
F.B. (100)	16 1/4	17 3/4	16 15/16	17 11/16	17	17 3/4	16 3/4	17 1/4
F.S.	6 7/8	9 1/8	6 11/16	7 3/16	6 11/16	7 1/16	7	7 5/8
L. (1 000)	13 3/4	16 1/4	17 1/4	19 1/2	17 5/8	19	16 3/4	18
£	16 15/16	17 1/4	17 1/8	17 7/8	17 1/8	17 7/8	16 3/8	17 1/8
Fr. franç.	12 1/2	12 3/4	12 1/4	12 1/2	12 7/16	12 11/16	13	13 1/4

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Malgré la hausse, il existe encore chez M.P. de très belles alliances diamant à moins de 5 000 F.

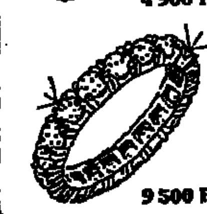
PUBLIVIT 4480



Diamants de placement purs à la loupe 10 fois (Quelques exemples)

Poids en carat	Couleur	Prix T.T.C.
0,51	Blanc extra + F	29 400 F
0,60	Blanc extra G	29 900 F
0,76	Blanc except. E	67 900 F
0,95	Blanc except. E	112 000 F

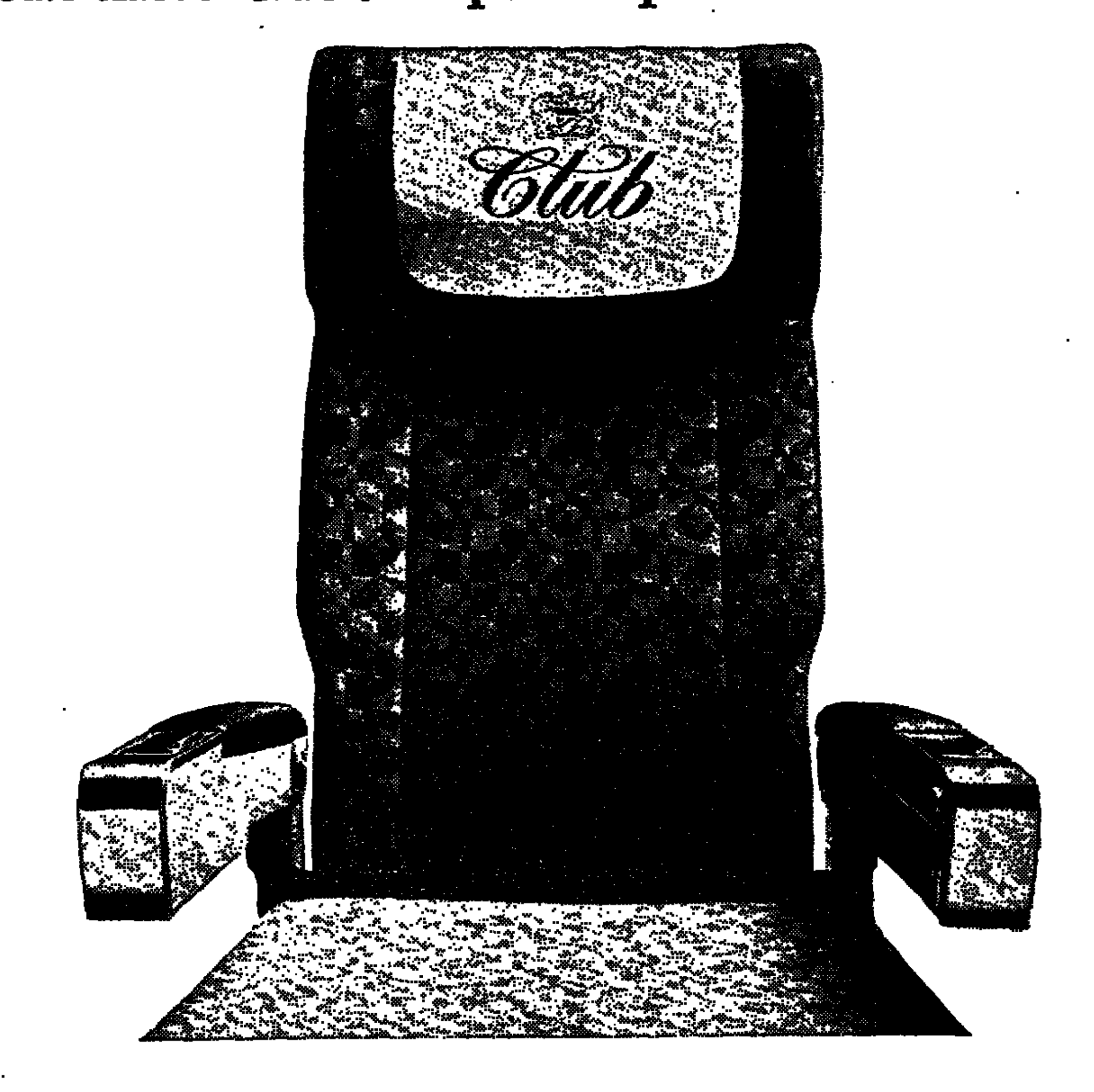
Documentation gratuite M sur demande



MP Joaillier-Conseil

Tél. 260.31.44
8 pl. de la Madeleine
86 rue de Rivoli
138 rue La Fayette

Un nouveau club à Londres?
Non. Un nouveau club pour Londres.
Notre classe "Club": une priorité pour l'homme d'affaires.



La classe "Club"? Une nouvelle façon de voyager sur Paris-Londres avec British Airways*. A partir du 1er avril 1980.

Avec des sièges confortables (fumeurs ou non fumeurs). Des boissons et collations servies à bord. La classe "Club"? Pour ceux qui apprécient le confort, le silence, l'espace. Et une liberté sans restriction pour choisir, retenir ou changer leur réservation.

La classe "Club" : 1100 F l'aller-retour, à peine plus chère que la classe Touriste normale et beaucoup moins chère que l'ancienne 1re classe. La classe "Club"? 6 vols par jour tous les jours (5 le samedi et le dimanche), au départ de Paris-Charles de Gaulle.

Renseignez-vous auprès de votre agent de voyages. Il vous parlera aussi de la classe Touriste British Airways et de ses différents tarifs sur Paris-Londres : 850 F, 650 F et 450 F aller-retour (sous certaines conditions).

*En collaboration avec Air France.

Renseignements : 91, Champs-Élysées et 38, avenue de l'Opéra. Tél. 778.14.14.

British airways



Club

EUROPE

L'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la C.E.E. risque d'être retardée

Bruxelles. Communautés européennes. — Les ministres des affaires étrangères de la C.E.E. et le représentant du gouvernement de Madrid examineront, le mardi 22 avril, à Bruxelles, le dossier de l'adhésion de l'Espagne au Marché commun. La partie espagnole se plaindra sans doute à cette occasion de la lenteur avec laquelle est menée cette négociation.

Les pourparlers sur l'adhésion du Portugal et de l'Espagne à la C.E.E. s'étaient ouverts respectivement en octobre 1978 et en février 1979. Depuis, les négociations ne se sont pas véritablement engagées sur le fond, et la perspective des échéances électorales — présidentielles en France l'année prochaine, et législatives en France et en Espagne au printemps 1983 — risque de les prolonger de plusieurs mois. Tout pronostic sur une adhésion espagnole le 1er janvier 1984 apparaît, dans ce contexte, très hasardeux. Le dossier du deuxième élargissement de la Communauté est compliqué singulièremen par la demande imminente d'adhésion de la Turquie. De l'avis même de M. Natali, vice-président de la Commission européenne, l'intention du gouvernement Demirel de poser la candidature de son pays à l'entrée dans la C.E.E. avant la fin de cette année est « irréversible ».

De notre correspondant

« D'une façon ou d'une autre, la C.E.E. devra payer. » M. Natali résume en ces termes le problème posé par la Turquie aux Etats membres. L'association entre ce pays et la C.E.E. est au point mort depuis plusieurs années. Le précédent gouvernement de M. Ecevit avait demandé, en raison des difficultés économiques, une suspension des obligations de son pays, en ce qui concerne surtout l'ouverture du marché turc aux produits industriels communautaires. Les Neuf avaient accepté et obtenu en échange de différer leurs propres engagements relatifs à un accès plus facile pour les exportations agricoles de la Turquie et à la libre circulation des travailleurs turcs dans la C.E.E.

Prenant le contre-pied de son prédécesseur, M. Demirel s'est engagé à respecter les termes de l'accord de 1963, étant entendu que les Neuf devaient faire de même. Ce revirement gêne la France et l'Italie dans le domaine agricole, mais surtout l'Allemagne fédérale en ce qui concerne le libre accès des Turcs au marché de l'emploi communautaire. Dans ces conditions, certains responsables de la C.E.E. réfléchissent plutôt à la définition d'une aide financière substantielle qui tourne autour de 1 milliard d'ECU pour les cinq prochaines années (1), ce qui permettrait de donner satisfaction à Ankara, sans être tenu de respecter à la lettre les dispositions de l'accord d'association. Ainsi le gouvernement Demirel obtiendrait, estime-t-on à Bruxelles, un succès significatif, et renoncerait à demander dans les prochains mois l'entrée de son pays dans la C.E.E.

Les instances communautaires cherchent en tout cas à éviter une candidature d'Ankara, dans la mesure même où celles de Lisbonne et de Madrid soulèvent assez de difficultés pour concentrer toute leur attention. Outre les qestions institutionnelles — quel pourra être le fonctionnement d'une Communauté à douze, — les obstacles dans le secteur agricole sont désormais bien identifiés. La concurrence des vins et des fruits et légumes espagnols pose à la France et à l'Italie des problèmes à fortes incidences politiques. A Bruxelles, on exclut totalement que la négociation avec Madrid puisse s'achever avant les élections présidentielles françaises de mai 1981.

Les industriels pour l'ouverture des frontières

Le soutien du marché espagnol de l'huile d'olive implique, en outre, un coût si élevé pour le budget de la C.E.E. (les estimations portent sur près de 1 milliard d'ECU par an) que la Commission n'envisage que deux solutions : soit taxer les matières grasses végétales, soit crever le plafond du 1 % de T.V.A. versé par les Etats membres à la caisse communautaire. Le poids de l'agriculture espagnole est tel que la Communauté demande une période de transition longue — de sept à dix ans — au cours de laquelle les mécanismes communautaires ne s'appliqueront que progressivement.

Dans le secteur industriel, la C.E.E. souhaite, même si elle ne l'a pas indiqué de façon précise, une période transitoire beaucoup plus courte, de trois ans maximum, pense-t-on généralement à Bruxelles. En revanche, les industriels de la C.E.E. souhaitent une ouverture rapide des frontières entre l'Espagne et les Neuf, s'estimant défavorisés par la situation actuelle. Au titre de l'accord commercial préférentiel de 1970, que les Neuf ont essayé en vain de modifier depuis, la Communauté accorde en moyenne des réductions tarifaires de 60 % aux exportations espagnoles, tandis qu'elle ne bénéficie que de diminutions de 20 % à 25 % (sur des droits de douane beaucoup plus élevés) pour ses ventes sur le marché espagnol.

Les entreprises des Neuf souhaitent également une adhésion rapide, afin que l'Espagne adopte le système de la T.V.A. Actuellement, ce pays applique un régime de fiscalité indirecte (taxes « en cascade ») qui, selon les experts communautaires, pénalise de 10 % environ les exportations des Neuf par rapport aux produits fabriqués en Espagne et favorise les ventes espagnoles sur le marché communautaire. Le gouvernement de M. Suarez, qui a déjà déposé devant les Cortès un projet en ce sens, demande de ne pas mettre en œuvre la T.V.A. dès l'adhésion, ce qui constitue un des points majeurs de la négociation avec Madrid.

Les experts bruxellois attribuent en effet, pour une large part, au système fiscal espagnol la percée sur le marché de la C.E.E. de certaines productions ibériques (acier, constructions navales, textiles, chaussures, jouets, céramique, etc.) Au cours de ces dernières années, la Commission a reçu près de 500 plaintes des industriels des Neuf, qui accusent les entreprises espagnoles de livrer, grâce aux aides à l'exportation, à des prix de dumping.

Une intégration difficile

Les Neuf n'ont, en tout cas, adopté de position commune sur aucun des volets de la négociation. La Commission n'a présenté, pour sa part, de documents précis que sur l'agriculture, la fiscalité et les affaires sociales, à propos desquelles elle propose aux Neuf une période transitoire, comprise entre sept et dix ans, pour le libre accès des Portugais et des Espagnols au marché du travail de la C.E.E. Nombre de points importants n'ont pas été abordés pour l'instant, notamment celui de la pêche, alors que la flotte espagnole — la troisième du monde — a une dimension autrement plus importante que celle des Etats membres.

La candidature de Lisbonne présente un cas de figure différent ; mais les difficultés ne sont pas moins importantes. L'intégration du Portugal apparaît à ce point difficile que la C.E.E. songe à lui accorder une aide financière afin d'adapter son économie avant même l'adhésion. Lisbonne demande une somme globale comprise entre 250 et 300 millions d'ECU, destinée à financer en priorité des projets d'infrastructures de transport et de formation professionnelle et à aider les petites et moyennes entreprises (la Commission a déjà demandé pour les P.M.E. portugaises une aide de 47 millions d'ECU) et l'agriculture.

A l'inverse de l'Espagne, ce ne sont pas les exportations agricoles du Portugal qui inquiètent les instances communautaires, mais leur structure. A l'image de la Grande-Bretagne, ce pays ne s'approvisionne que pour une faible part sur le marché communautaire : à peine 10 % du total de ses achats agricoles, dont 8 % pour les céréales, 50 % pour la viande, et pratiquement rien pour le sucre. Lisbonne, qui se fournit pour l'essentiel sur le marché mondial à des prix plus bas, ne pourra donc appliquer que très progressivement les règles de la politique agricole commune. Une période transitoire très longue serait donc nécessaire, si le Portugal veut éviter une hausse trop rapide du prix de ses denrées alimentaires.

Les négociations d'adhésion avec le Portugal sont encore moins avancées qu'avec l'Espagne. Toute prévision quant à la date de son entrée dans le Marché commun est tout aussi hasardeuse, étant entendu — à Bruxelles tout le monde en est persuadé — que les deux adhésions devront s'effectuer au même moment.

Les grandes manœuvres des transnationales

Malgré ces incertitudes de calendrier, les grandes manœuvres des sociétés transnationales ont déjà commencé dans les trois futurs pays membres de la Communauté. Déjà, les firmes étrangères y détiennent des participations importantes : au Portugal, qui accueille essentiellement des capitaux américains, allemands et anglais, celles-ci contrôlent 50 % de l'industrie extractrice, 12 % du secteur alimentaire, 13 % des textiles, 28 % de l'habillement, 43 % de l'industrie du papier et de la pâte à papier et 48 % de la construction mécanique. En Grèce, marquée par une prédominance française et américaine, les investissements étrangers se dirigent à 70 % vers les industries de pointe (plastique, caoutchouc, chimie, raffinerie, matériel électrique), Pechiney-Ugine-Kuhlmann détenant la majorité (87,5 %) dans Aluminium de Grèce, première firme exportatrice du pays. En Espagne, les participations étrangères atteignent 50 % dans la chimie, l'automobile, les transports et l'électrotechnique (2).

La perspective de l'adhésion du Portugal et de l'Espagne à la C.E.E. a, semble-t-il, accéléré le mouvement. En tout cas, les projets annoncés dans le secteur automobile sont significatifs de l'intérêt que les grands constructeurs portent à ces pays. General Motors va investir plus de 1 milliard d'ECU en Espagne pour la création, près de Saragosse, d'une usine d'automobiles et d'une unité d'accessoires ; Fiat et l'Institut espagnol de l'industrie (INI) ont mis au point un plan de restructuration de SEAT, dont le coût est évalué à 500 millions d'ECU ; International Harvester (Canada) vient d'acquérir une participation de 35 % dans ENASA (fabriquant les camions Pegaso) ; Nissan a pris 36 % du capital de Motor Iberica.

Au Portugal, Renault a conclu en mars dernier un accord avec le gouvernement de Lisbonne afin de porter à 75 000 véhicules la capacité d'assemblage de l'usine de Sétubal et de créer une usine de production de moteurs (220 000 par an en 1982) et de boîtes de vitesses (60 000 par an), les investissements totaux devant s'élever à environ 180 millions d'ECU. Quant à la Ford, elle a l'intention soit de s'installer au Portugal, soit d'agrandir son usine espagnole à Valence (où le constructeur américain fabrique la Fiesta) avec une unité d'assemblage de 200 000 voitures par an d'un nouveau modèle (baptisé Erica) destiné à remplacer la Ford Escort. Le coût de l'opération est estimé à 850 millions d'ECU, dont près de 600 millions seront apportés directement par la firme américaine.

MARCEL SCOTTO.

(1) 1 ECU = 5,85 francs.

(2) *Les Pièges de l'Europe*, de Paul Desbois et Jean-Pierre Ramadac, éditions Anthropos, Paris.

● *L'Assemblée européenne*, dans sa majorité, a repoussé, le 18 avril, une demande de discussion d'urgence présentée par les communistes français, avec le soutien des socialistes et des radicaux italiens, tendant à condamner solennellement les exécutions de Gafsa. Les démocrates chrétiens et les conservateurs, nous précise notre envoyé spécial à Strasbourg, se sont ralliés à l'avis de M. Irmer (libéral, R.F.A.), qui avait estimé que le sort des condamnés ne revêtait plus, *« malheureusement, un caractère d'urgence »*.

SEUL AIR AFRIQUE A UN RESEAU COMPLET VERS ET A TRAVERS L'AFRIQUE NOIRE.

LE RESEAU INTERCONTINENTAL D'AIR AFRIQUE



Chaque jour, les DC8 et les DC10 d'Air Afrique s'envolent d'Europe vers 16 destinations d'Afrique Noire. Avec Air Afrique, l'Afrique des affaires commence à Paris, Genève, Rome, mais aussi à Marseille, Bordeaux et Nice.

LE RESEAU INTER-ETATS D'AIR AFRIQUE



20 capitales d'Afrique Noire reliées entre elles par les DC8 d'Air Afrique. Un réseau unique qui prolonge en profondeur les lignes intercontinentales venant d'Europe ou d'Amérique. Avec Air Afrique le voyage d'affaires le plus compliqué devient simple.

ROLAND COMMUNICATION

AIR AFRIQUE

Parce que les hommes d'affaires ont besoin d'aller partout en Afrique.

EN VENTE EN KIOSQUE

Le Courrier de l'unesco

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	174 F	298 F	422 F	545 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	300 F	550 F	800 F	1 050 F
ETRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	203 F	355 F	508 F	660 F
II. — SUISSE - TUNISIE	250 F	450 F	650 F	850 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

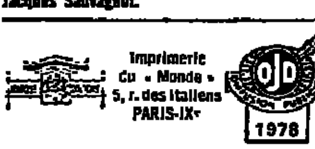
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde.*
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

1978

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57 437.

Les Europartenaires peuvent vous aider partout dans le monde.

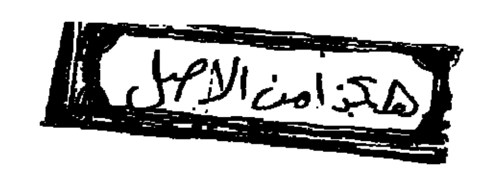


La mise en commun de leurs services et de leurs moyens d'action vous permet de résoudre, avec rapidité et efficacité, l'ensemble de vos problèmes bancaires et financiers.

Europartenaires

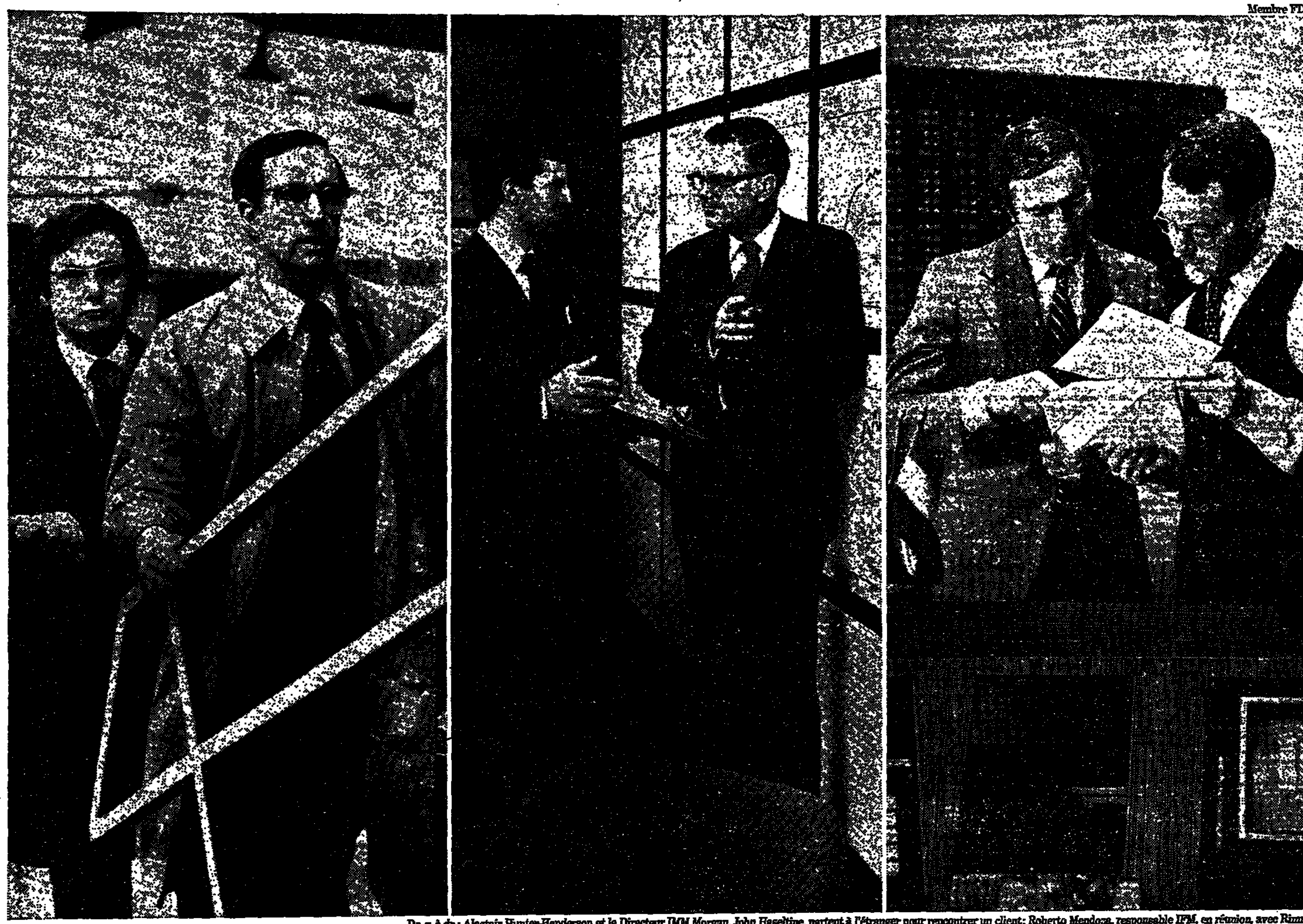
CREDIT LYONNAIS BANCO DI ROMA BANCO HISPANO AMERICANO COMMERZBANK





Comment la Banque Morgan vous aide à faire face aux risques de change

Membre FDIC



De g. à dr.: Alastair Hunter-Henderson et le Directeur IMM Morgan, John Haseltine, partent à l'étranger pour rencontrer un client; Roberto Mendoza, responsable IFM, en réunion, avec Rimmer de Vries, Economiste international de Morgan; Eric Bourdais de Charbonnière, Directeur de la Division Trésorerie à Paris et Baudouin Richard, responsable de l'équipe Foreign Exchange Services.

Les fluctuations des marchés des changes ont pris une telle ampleur que leur impact sur les bénéfices des entreprises est aujourd'hui un sujet de préoccupation constante pour les dirigeants et les responsables financiers. Ils ont besoin de suivre l'évolution des marchés, de prévoir les conséquences que cela peut avoir pour leurs sociétés et la manière dont ils doivent réagir. Chaque entreprise est différente: un service unique ne suffit donc pas.

Pour cette raison, la Banque Morgan a adopté une approche globale qui vous permet de faire face aux importants risques de change auxquels votre entreprise est exposée. Nous vous offrons trois équipes distinctes et cependant intégrées: chacune d'entre elles est spécialisée dans le service dont vous avez besoin. Vous pouvez utiliser au choix l'une de ces équipes, deux d'entre elles ou les trois.

☐ Notre équipe International Money Management (Gestion de Trésorerie Internationale) vous aide à identifier et à évaluer vos risques dans n'importe quelle devise. IMM peut travailler avec vous pour perfectionner vos circuits d'information de risques de change et établir un système de gestion pour les contrôler.

☐ Notre groupe International Financial Management (Gestion Financière Internationale) peut répondre à vos besoins financiers n'importe où dans le monde. Les spécialistes IFM analysent votre situation et vous indiquent les options *qui vous sont ouvertes, y compris* les sources de financement non bancaires. Ils conçoivent ensuite un plan de financement adapté à votre position de change globale et vous aident à le réaliser.

☐ Notre équipe Foreign Exchange Services (Conseil en matière de change) est votre lien d'information avec les marchés des changes tant pour les développements quotidiens que pour les tendances à plus long terme. Travaillant étroitement avec les cambistes de nos succursales à travers le monde, les membres de cette équipe adaptent leurs analyses et leurs services à vos besoins et intérêts particuliers. Ils vous conseillent également dans des domaines plus spécifiques tels que les opérations de change à très longue échéance (3-10 ans) ou lorsqu'il s'agit d'opportunités de couverture inhabituelles.

L'accès à ces équipes spécialisées permet aux clients de Morgan de mieux identifier, comprendre et évaluer leurs risques et d'agir – à temps – sur les marchés des changes. Pour mieux connaître ces services, contactez votre interlocuteur habituel chez Morgan, ou Eric Bourdais de Charbonnière, Vice President, Morgan Guaranty Trust Company, 14 Place Vendôme, 75001 Paris.

Morgan Guaranty Trust Company, 23, Wall Street, New York, N.Y. 10015. En France : 14, Place Vendôme, Paris (tél : 260.35.60). *Autres Succursales* : Londres, Anvers, Bruxelles, Amsterdam (Bank Morgan Labouchere), Francfort, Dusseldorf, Munich, Zurich, Milan, Rome, Madrid, St-Helier, Tokyo, Singapour, Hong Kong, Séoul, Nassau, Buenos Aires. *Bureaux de Représentation* : Beyrouth, Sydney, Manille, Jakarta, Kuala Lumpur, Sao Paulo, Caracas. *Filiales Internationales* : San Francisco, Houston, Miami, Toronto (J.P. Morgan of Canada Ltd).

Banque Morgan



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PRENEZ L'AUTOROUTE, ÇA RAPPORTE 14,60%



Souscrivez à l'emprunt Printemps 80 de la Caisse Nationale des Autoroutes auprès des Comptables du Trésor, des Banques, des Caisses d'Épargne ou des bureaux de Poste.
(Visa de la note d'information de la COMMISSION DES OPÉRATIONS EN BOURSE, n° 80-55 en date du 15 avril 1980).



INTERNATIONAL MINERALS - CHEMICAL CORPORATION

Les perspectives favorables qui, ajoutées aux très bons résultats acquis au 31 décembre, ont conduit le conseil d'administration du 20 février à augmenter le dividende de 16 % en le portant à 0,85 dollar par trimestre, se vérifient maintenant. En effet, les neuf premiers mois de l'exercice ont produit un chiffre d'affaires de 1,29 milliard de dollars, en hausse de 24 % sur la même période de l'année précédente, et un bénéfice net de 109,9 millions de dollars, en hausse de 30 % ; et le troisième trimestre seul procure encore, malgré une saison agricole américaine retardée par des pluies abondantes, un bénéfice net en hausse de 19 %.

Le président R.A. Lenon n'exclut pas que soit légèrement dépassée sa prévision initiale d'une amélioration de 15 % du bénéfice net de l'exercice se terminant le 30 juin 1980 par rapport au précédent.

Par ailleurs, le conseil d'administration vient d'autoriser l'investissement nécessaire à l'ouverture en Floride d'une nouvelle mine de phosphate dont W.R. Grace and Co. et I.M.C. détiendront chacun la moitié. Cette mine coûtera environ 400 millions de dollars pour une capacité annuelle de 5 millions de tonnes et devrait entrer en production au début de 1982.

COGIFI

Compagnie d'investissements français immobiliers

Le conseil d'administration de COGIFI, société immobilière d'investissement, s'est réuni le jeudi 17 avril 1980 afin d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1979.

Les loyers nets de l'exercice 1979, y compris les indemnités compensatrices prévues par la loi, se sont élevés à 55 520 000 F contre 51 151 000 F, en progression de 8,54 % par rapport à ceux de l'exercice précédent. Le taux d'occupation sur l'ensemble de l'année reste proche de 100 %. La société a, d'autre part, réalisé une plus-value nette à long terme de 3 425 000 F sur la vente d'éléments d'actif.

Compte tenu de ce dernier élément et des pertes et profits sur exercices antérieurs, le bénéfice s'établit à 44 902 000 F contre 40 815 000 F pour 1978, les dotations aux comptes d'amortissements et de provisions progressant de 5 875 000 F à 7 103 000 F.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale ordinaire fixée au 12 juin 1980 la distribution d'un dividende de 13,50 F par action, contre 12,35 F l'année précédente, soit une augmentation de 9,3 %. Ce dividende sera exonéré à hauteur de 2,80 F (soit 20,7 %) de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.



berdy
le prêt-à-porter des grands
(1m85 à 2m15)
... et des costauds
86 avenue Ledru-Rollin - 12e
Mo Ledru-Rollin/Gare de Lyon
79 avenue des Ternes - 17e
Mo Ternes/Etoile



Chemises, jeans, pantalons, costumes, chaussures, etc...



GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

SITUATION DES SICAV AU 31 MARS 1980

	C.I.P.	A.G.F.I.M.O.	AGF 5000 60 % minim. en actions françaises (1)
Nombre d'actions au 31 mars 1980 (actions de 100 F nominal)	620 154	1 378 139	460 783
Actif par action	427,61	270,28	166,64
Actif net total	265 184 595,44	372 479 830,72	76 786 836,25
Répartition de l'actif (en pourcentage) :			
— disponible	12,16	3,10	9,24
— obligations françaises	27,75	28	22,92
— obligations étrangères	3,35	—	—
— actions françaises	18,17	65,16	62,43
— actions étrangères	38,57	3,74	5,41
Rappel : Dividende par action de 100 F nominal :			
— Montant net et avoir fiscal	19,64 + 2,75	16 + 0,82	8,99 + 1,95
— date de paiement	10 avril 1980	10 avril 1980	10 avril 1980

Souscriptions. — Services administratifs : 87, rue de Richelieu, 75002 PARIS, ou Banque générale du Phénix, 31, rue La Fayette, 75009 PARIS.

(1) Loi du 14 juillet 1978.

MATRA

Le conseil d'administration de la société Matra s'est réuni le 16 avril 1980 sous la présidence de M. Lagardère, pour examiner les comptes de la société à l'issue de l'exercice 1979.

Les grandes données de l'exercice pour la société mère sont les suivantes :

— Chiffre d'affaires hors taxes : 2 833 millions de francs (contre 2 206 millions de francs en 1978) ;

— Bénéfice net après impôts : 180,2 millions de francs (contre 150,9 millions de francs en 1978).

Comme les années précédentes, le bénéfice net de 180,2 millions de francs s'entend avant réserve spéciale de participation de 30,6 millions de francs aux amortissements de 61 millions de francs et dotation aux provisions de 78 millions de francs. La marge brute d'auto-financement courante se situe à 261 millions de francs contre 194 millions de francs pour 1978 à définition inchangée.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale la distribution d'un dividende de 120 F (contre 90 F pour 1978), assorti d'un avoir fiscal de 60 F pour chacune des 269 279 actions de Matra.

Il sera proposé à l'assemblée générale d'incorporer la plus grande partie de la réserve de réévaluation dans le capital, conduisant ainsi à une attribution gratuite de trois actions pour une. Cette attribution s'appliquera bien évidemment sur le capital résultant des apports de juin 1980.

L'attribution des actions nouvelles, qui seront entièrement assimilées aux actions anciennes, se fera après détachement du coupon de 120 francs.

Le carnet de commandes de la société mère, à fin février 1980, se situe à environ 9 500 millions de francs.

Ces chiffres concernent la seule maison mère. Un prochain conseil devant se tenir courant mai arrêtera les comptes consolidés du groupe pour lesquels une prévision de résultat net de 215 millions de francs a déjà été publiée.

LOCAFINANCIÈRE

En 1979, Locafinancière a contracté 98,4 millions de francs d'engagements nouveaux et investi 90 millions de francs. Au 31 décembre 1979, les engagements cumulés atteignaient 935,1 millions de francs, dont 860,2 étaient signés et les investissements réalisés se montaient à 825 millions de francs.

Le bénéfice net de l'exercice a été arrêté à 32 340 075,70 F contre 30 383 080,43 en 1978.

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire du 30 mai prochain la distribution au titre de l'exercice 1979 d'un dividende de 18 francs par action, contre 17 francs au titre de 1978.

Ce début d'année 1980 a été marqué d'un événement important pour l'avenir de Locafinancière.

Comme l'annonçait le communiqué du 3 décembre dernier, Saint-Gobain Industries a réalisé, à effet du 1er janvier 1980, les deux contrats de crédit-bail signés en 1969 pour son siège social de Neuilly et Levallois-Perret, étant précisé que le groupe Saint-Gobain demeure en 1980 et 1981 locataire simple du consortium des Sicomi dont Locafinancière est chef de file.

Le protocole précédemment signé avec une société internationale étant devenu caduc pour des raisons administratives, les Sicomi viennent de traiter avec P.S.A. Peugeot-Citroën, un crédit-bail d'une durée de vingt ans à compter du 1er janvier 1982 sur ce grand ensemble immobilier.

Le preneur a obtenu l'agrément administratif nécessaire à son installation.

Ce nouveau contrat, qui prolonge de douze ans les effets du contrat d'origine, soit jusqu'en l'an 2002, et améliore sa rentabilité, permettra à Locafinancière, après deux années de stabilisation correspondant à la période intérimaire de location simple en 1980 et 1981, de poursuivre son expansion et de servir des dividendes en régulière augmentation.

DOCKS DE FRANCE

Le chiffre d'affaires consolidé provisoire, toutes taxes comprises, des Docks de France, pour le premier trimestre 1980, s'élève à 2 777 millions de francs.

Ce chiffre d'affaires inclut les ventes de Cofradel et de ses filiales et de la Ruche Picarde, il marque une progression de 13,5 % sur celui réalisé au premier trimestre 1979 par les sociétés composant le nouveau groupe, dont 12,1 % à surfaces constantes.

BANQUE HERVET

L'assemblée générale de la Banque Hervet s'est tenue le 15 avril 1980 sous la présidence de M. Georges Hervet.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1979 qui font ressortir un bénéfice net social, après impôts et provisions, de 32 143 115,47 F, soit 37,10 % d'augmentation. Hors plus-values nettes à long terme, ce bénéfice s'élève à 29 771 538,20 F, soit 26,98 % de hausse par rapport à 1978.

Au niveau consolidé, le résultat net après impôts et provisions (part du groupe) atteint 35 304 000 F, en hausse de 32,30 %. Hors plus-values à long terme le résultat net ressort à 32 933 000 F, en hausse de 23,40 %.

L'assemblée générale a décidé de mettre en distribution un dividende d'un montant de 8,70 F par action, donnant droit à un avoir fiscal de 4,35 F, soit un revenu global de 13,05 F en augmentation d'un peu plus de 20 % par rapport à 1978.

L'assemblée générale a renouvelé les mandats d'administrateurs de MM. Georges Hervet et Gilbert de Dietrich.

Elle a approuvé la nomination de deux nouveaux administrateurs :

— M. Jean-Louis Breuil-Jarrige, président-directeur général de Total compagnie française de distribution ;

— M. Philippe Magdelenat, directeur général de la S.A. Usines de Rosières à Bourges.

legrand

Bénéfice net consolidé : + 44 %
Distribution en augmentation de 30,4 %
Attribution d'actions gratuites : 1 pour 5

Le conseil d'administration, réuni à Limoges, a arrêté les comptes de l'exercice 1979.

Les résultats consolidés selon les principes internationaux, non audités, se présentent comme suit :

	1978 Ancienne méthode	1978 Nouvelle méthode	1979 Nouvelle méthode	Variation
Chiffre d'affaires hors taxes	1 200 MF	1 255 MF	1 489 MF	+ 19 %
Amortissements	65 MF	55 MF	66 MF	+ 20 %
Bénéfice avant impôt	133 MF	143 MF	204 MF	+ 43 %
Impôt consolidé (1)	61 MF	65 MF	93 MF	+ 43 %
Bénéfice net (part du groupe)	66 MF	77 MF	111 MF	+ 44 %
Marge brute d'autofinancement	151 MF	135 MF	204 MF	+ 51 %

(1) Dont impôt différé : 1978 : 4 MF. — 1979 : 26 MF.

En ce qui concerne les résultats sociaux de Legrand S.A., ils sont les suivants :

— Chiffres d'affaires — 1 094 MF (+ 21 %) ;

— Bénéfice d'exploitation : 135 MF (+ 32 %).

Le bénéfice net après impôt, 42,6 millions, sans grande signification économique, a été obtenu après les provisions à caractère de réserve ci-après :

— Provision pour investissement	11,0 MF
— Provision pour hausse de prix	19,4 MF
— Provision pour investissement à l'étranger	23,3 MF
	53,7 MF
— La réintégration des provisions antérieures pour hausse de prix et pour investissement	—10,7 MF
(la variation nette ressort ainsi à	43,0 MF

contre 4,5 MF en 1978) ;

— Et après déduction de la provision pour participation des salariés au titre de 1979 de 9 MF.

Le conseil d'administration a notamment décidé :

— De convoquer l'assemblée générale ordinaire à Limoges le 23 juin 1980 ;

— De proposer la distribution d'un dividende unitaire de 32 F — sur un capital augmenté par la distribution d'une action gratuite pour cinq en 1979, — contre 29,50 F pour l'exercice précédent, ce qui porte la distribution totale à 34,1 MF, en augmentation de plus de 30 %. Ce dividende sera mis en paiement à partir du 7 juillet 1980 ;

— De convoquer, à la suite de l'assemblée générale ordinaire, une assemblée extraordinaire à l'effet de répartir aux actionnaires une action gratuite nouvelle, jouissance 1er janvier 1980, pour cinq anciennes, par incorporation d'une partie de la réserve de réévaluation ;

Après la levée d'option de 80 % des actions Arnould-F.A.E. en janvier 1980, Legrand vient de passer un accord, d'une part avec le groupe Merlin Gérin pour la cession de 80 % des actions de Saparel (disjoncteurs de branchement et de sécurité) détenues par Arnould-F.A.E., d'autre part avec Télémécanique pour la cession de 50 % du département Normabarre (canalisations préfabriquées). Les modalités juridiques et financières de ces opérations font actuellement l'objet de négociations qui devraient aboutir prochainement.

D'autre part, Legrand vient de prendre le contrôle de trois affaires à l'étranger :

— Krupka, en Autriche, par l'intermédiaire de sa filiale M.P.E. Krupka, dont les productions sont complémentaires de celles de M.P.E. : hublots; matériel étanche, prises de courant murales..., emploie quarante-neuf personnes à Kremsmünster, près de Linz, et a réalisé en 1979 un chiffre d'affaires de 18 millions Sch (5,8 MF).

— Contour, en Grande-Bretagne (département de G.E. Fusegear), par l'intermédiaire de Legrand Electric Ltd. Contour emploie soixante personnes dans la banlieue de Liverpool et a une gamme d'interrupteurs, prises de courant, fiches, douilles, aux normes du British Standard. Chiffre d'affaires 1979 : 800 000 £ (7,7 MF).

— Multicontactos Otesa, au Mexique, petit constructeur implanté à Mexico et fabriquant l'essentiel du « cœur de gamme » : interrupteurs, prises de courant..., indispensable pour accéder au marché mexicain. Le chiffre d'affaires 1979, 14 millions de pesos (2,8 MF) a été réalisé avec un effectif de soixante personnes.

Legrand a également repris le département colliers d'une société belge de transformation de matières plastiques, représentant un chiffre d'affaires de 4 MF.

En ce qui concerne l'activité du premier trimestre 1980, les ventes sont en augmentation de 24 % par rapport à celles du même trimestre de l'année précédente.

Le présent avis est publié à titre d'information seulement. Mars 1980

BANCO DE MOÇAMBIQUE

BANCO DE MOÇAMBIQUE

Crédit à moyen terme
U.S. $ 20.000.000

Dirigé par
BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE

Co-dirigé par
BANQUE NATIONALE DE PARIS
CRÉDIT AGRICOLE (C.N.C.A.)

Accordé par
BANQUE COMMERCIALE POUR L'EUROPE DU NORD (EUROBANK)
BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTÉRIEUR — BANQUE NATIONALE DE PARIS
BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE — CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE
CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE — CRÉDIT INDUSTRIEL DE L'OUEST
CRÉDIT LYONNAIS — SOCIÉTÉ LYONNAISE DE DÉPÔTS

Agent
BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE

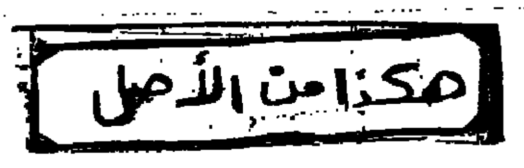
Le 11e centre Berlitz vous ouvre ses portes et celles du succès.

9, RUE DE LA PAIX
TEL. 261.64.34

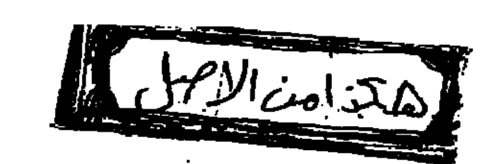
10 autres centres en région parisienne :

A PARIS :
CHAMPS-ELYSEES : 35, av. Franklin-Roosevelt - 720.41.60
NATION : 15, place de la Nation - 371.11.34
OPERA : 29, rue de la Michodière - 742.13.39
PANTHEON : 31, rue du Sommerard - 633.98.77
ST-AUGUSTIN : 26, rue de la Pépinière - 522.22.23
VICTOR-HUGO : 14, rue Léonard-de-Vinci - 500.34.38

EN BANLIEUE :
BOULOGNE : 35, av. Edouard-Vaillant - 609.15.10
LA DEFENSE : 5, av. du Général-de-Gaulle - 773.68.16
ST-GERMAIN-EN-LAYE : 11, rue de Paris - 973.75.00
VERSAILLES : 22 bis, av. de St-Cloud - 950.08.70



Langues vivantes — Organisme privé



S SOCIÉTÉ
legrand

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

21 AVRIL

Effritement

La petite reprise, qui s'était dessinée à la veille du week-end, a fait long feu en ce début de semaine, à la Bourse de Paris, où l'indice instantané a perdu 0,20 % lundi, après avoir gagné 0,80 % vendredi. A vrai dire, le désœuvrement qui est désormais la règle sous les colonnes du palais Brongniart a retiré aux variations de cours leur signification réelle.

Sans doute au chapitre des hausses a-t-on noté U.C.B. (+ 5,6 %), Martell (+ 5 %), Cetelem, Chiers-Châtillon et P.L.M. (+ 3 %).

A celui des baisses figurent les Skis Rossignol, en nouvelle glissade à — 6,6 %, Bouygues (— 4,4 %), Thomson-Brandt (— 3,8 %), Perrier (— 3,75 %), qui s'essouffle un peu aux Etats-Unis, Peugeot-Citroën (— 2,7 %).

Sans doute, également, cette séance de lundi était celle de la réponse des primes, abandonnées pour la plupart, à la veille de la liquidation générale, et les opérateurs procèdent-ils aux ajustements nécessaires : pour l'instant, le mois boursier se solde par un gain net d'environ 1,5 %.

Mais, visiblement, les investisseurs restent l'arme au pied, malgré la publication quotidienne de résultats favorables pour les sociétés et de dividendes en augmentation parfois sensible. Trop de données restent incertaines, avec, même, une certaine coloration négative : New-York continue à baisser en dépit d'une amorce de reflux des taux d'intérêt, le déficit commercial de la France se creuse dangereusement, si ce n'est celui de la balance des paiements.

Même la diminution assez sensible des taux d'intérêt à long terme sur la place de Paris, qui provoque la remontée des cours d'obligations fort maltraitées depuis bien des mois, n'a pas bénéficié aux actions à gros rendement.

Sur le marché de l'or, le lingot reste pratiquement stable à 72 790 F (— 10 F), tandis que le napoléon gagne 8 F à 677,90 F.

LONDRES

Marché calme, en légère hausse générale. Les industrielles gagnent 3 points et les fonds d'Etat 1/8. Les pétrolières sont en progrès, sauf B P et Shell hésitantes. Bonne tenue des assurances. Les mines d'or fluctuent étroitement.

Or (ouverture) (dollars) 505 50 contre 515 ..

VALEURS	CLOTURE 18/4	COURS 21/4
Beecham	119 ..	121 ...
British Petroleum	338 ...	340 ...
Courtaulds	66 ...	68 ...
*De Beers	8 58	8 48
Imperial Chemical	370 ..	374 ...
Rio Tinto Zinc Cor.	368 ..	368 ...
Shell	352 ...	358 ...
Vickers	112 ...	118 ...
War Loan 3 1/2 %	31 5/8	31 7/8
*West Driefontein	64 ...	66 3/4
*Western Holdings	65 1/2	66 1/2

(*) En dollars U.S...

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

RADIOTECHNIQUE. — Le résultat net global revient de 100,2 millions de francs en 1978 à 86,71 millions de francs en 1979, après 25,89 millions millions de francs d'amortissements contre 21,51 millions de francs. Le bénéfice consolidé par action ressort à 50,13 F en 1979 contre 53,21 F en 1978. *Le dividende global est* porté de 30 F à 31,50 F.

ARJOMARI. — Le résultat net après impôts atteint 27,6 millions de francs en 1979 contre 21,7 millions de francs en 1978, et le dividende global est porté de 12,30 F à 15 F. Une augmentation de capital en espèces serait réalisée avant l'été prochain pour financer des investissements de production et prendre une participation majoritaire dans une société de distribution de papiers.

NESTLÉ. — Le chiffre d'affaires consolidé est en hausse de 6,8 % en 1979 à 21 639 millions de francs suisses ; le bénéfice d'exploitation atteint 9 % du chiffre d'affaires à 1 940 millions de francs suisses contre 8 %, et le bénéfice consolidé s'élève à 816 millions de francs suisses (+ 10,4 %). La société holding Nestlé S.A. enregistre un bénéfice net de 280 millions de francs suisses (+ 20 %) et son *dividende est porté de 72 F à 75 F.*

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	18/4	21/4
1 dollar (en yens)	248 80	249 70

Taux du marché monétaire

Effets privés, du 21/4 ...... 12 1/4 %

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES
Base 100 : 29 décembre 1972

	11 avril	18 avril
Indice général	126,4	124,9
Assurances	220,8	221,6
Banq. et sociétés financ.	88,8	88,7
Sociétés foncières	144,9	143,8
Sociétés investiss. portef.	123,8	123,5
Agriculture	137,9	135,3
Aliment., brasseries, distill.	128,7	127,3
Autom., cycles et l. équip.	79,2	76
Bâtim., matér. constr., T.P.	146,9	147,3
Caoutchouc (ind. et comm.	57,9	56,1
Carrières salines, charbon.	123,6	120,5
Constr. mécan. et navales.	130,2	129,7
Hôtels, casinos, thermal.	158,4	155,7
Imprimeries, pap. cartons.	86	95,9
Magas., compt. d'exportat.	94,8	95,2
Matériel électrique	134,6	133,7
Métall., com. des pr. métal.	45,7	45,8
Mines métalliques	162,6	155,7
Pétroles et carburants	175,7	167,3
Prod. chimiq. et él.-mét.	160,3	162,5
Services publics et transp.	100,9	98,5
Textiles	125,8	123,7
Divers	143,4	144,2
Valeurs étrangères	144	142,4
Valeurs à rev. fixe ou ind.	168,1	170,9
Rentes perpétuelles	40,2	40,2
Rentes amort., fonds gar.	371,1	376,1
Sect. indust. publ. à r. fixe.	87	87,7
Sect. ind. publ. à rev. ind.	420,5	455,2
Secteur libre	96	96

INDICES GENERAUX DE BASE 100 EN 1949

Valeurs à rev. fixe ou ind.	294,5	299,4
Val. franç. à rev. variable.	876	865,6
Valeurs étrangères	1 064,3	1 052,5

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE
Base 100 : 29 décembre 1961

Indice général	105,1	103,9
Produits de base	100	97,8
Construction	135,5	135,3
Biens d'équipement	107,9	107,5
Biens de consom. durables.	83,2	81
Biens de cons. non durabl.	79,9	78,8
Biens de consom. aliment.	102,7	101,2
Services	153,3	152,6
Sociétés financières	107,8	107,5
Sociétés de la zone franc expl. principal. à l'étr.	201	201,3
Valeurs industrielles	97,9	96,4

BOURSES REGIONALES
Base 100 : 29 décembre 1972

Indice général	126,1	125,8

(*) Cours rectifié.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 29 déc. 1978)

	17 avr.	18 avr.
Valeurs françaises	101,1	101,9
Valeurs étrangères	100,6	100,7

(INSEE, base 100 : 29 déc. 1979)
Cie DES AGENTS DE CHANGE

Indice général	103,6	103,9

BOURSE DE PARIS - 21 AVRIL - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	31 80	1 672
5 %	47 60	1 107
3 % amort. 45-54	71 .	1 574
4 1/4 % 1963	93 80	2 848
Emp. N. Eq.5% 65	118 70	2 856
Emp. N. Eq.6% 66	107 20	3 344
Emp. N. Eq.6% 67	94 10	5 344
Emp. 7 % 1973	6396 .	
Emp. 8,80 % 77	97 10	8 955
Emp. 9,80 % 78	85 70	7 631
E.D.F. 6 12 %	125 20	6 803

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Ch. France 3 %	193 ..	192 ..
A.G.F. (Sté Cent.)	758 ..	758 ..
Ass. Gr. Paris-Vie	2880 ..	.. ..
Concorde	328 ..	380 ..
Epargne France	285 30	297 70
Financ. Victoire	316 ..	321 ..
Franc. I.A.R.D.	173 40	173 50
Gan (Sté) Centr.	745 ..	746 ..
S.P.E.G.	199 ..	196 50
U.A.P.	555 ..	556 ..
Alsacien. Banque	362 ..	365 .
Banque Hervet	218 ..	210 20
Bque Hypot. Eur.	294 ..	294 ..
Bque Nat. Paris	283 ..	278 ..
B.O.I.C.	23 .	22 50
(Li) B. Scalb Dup.	117 50	117 50
Banque Worms	286	283
C.G.I.B.	39 50	38 .
C.Crédit Univ.	360 ..	355 ..
C.A.M.E.	88 ..	88 .
Créditel	115 20	115 50
Créd.Gén. Ind.	251 ..	251 ..
Crédit Lyonnais	273 ..	272 ..
Electro-Banque	163	162 ..
Eurobail	134 50	135 ..
Financière Sefal.	318 ..	318 ..
Fr. Cr. et B. (Cie)	118 ..	... ..
France-Bail	322 ..	318 ..
Hydro-Energie	18 40	17 85
Immobail B.I.P.	198 ..	188 ..
Immobanque	308 ..	308 ..
Immofice	253 ..	254 50
Interbail	208 ..	208 ..
— (obl. conv.)	206 .	207 ..
Laffitte-Bail	171 ..	171
Locabail Immob.	338 ..	343
Loca-Expansion	130 10	129 60
Locafinancière	175 90	177 ..
(Ly) Lyon Dép. Ct.	134 50	135 50
Marseille Créd.	310 ..	310 ..
Paris-Réescompte	384 .	384 ..
Séquanaise Banq.	267 50	270 ..
Sicotel	133	133
SLIMINCO	316	318 ..
Sté Cent. Banq.	67 50	70
Sté Générale	240 ..	249 ..
SOFICOMI	224 ..	225 ..
Sovabail	321 ..	325 ..
UCIP-Bail	138 50	138 50
— (obl. conv.)	167 ..	..
Unibail	272	272 .
Un. Ind. Crédit	244 80	244 ..
Cie Foncière	168 60	168 ..
C.G.V.	240 ..	240
Fonc. Ch.-d'Eau	899 .	. ..
(M.) S.O.F.I.P.	90 50	90 .
Fonc. Lyonnaise.	1039 ..	1039 ..
Immob. Marseille	1589 ..	1580 ..
Louvre	243 50	248 ..
SINVIM	157 ..	157 ..
Cogifi	223 50	225 ..
Foncina	171 20	176 ..
Gr. Fin. Constr.	195 ..	189 90
Imminde	187 10	186 10
Immoinvest	157 ..	160
Cie Lyon. Imm.	132 ..	132 50
UFIMEG	113	113 10
U.G.I.M.O.	181 90	181 90
Union Habit.	287 ..	287 10
Un. Imm. France	237 ..	238
Acier Investiss.	116	116 ..
Sofragi	260 ..	258 ..
Abeille (Cie Ind.)	314 ..	304 ..
Applic. Hydraul.	220 50	220 ..
Artois	185	189
Centen. Blanzy	375 ..	376 ..
(NT) Centrest	125 ..	125 ..
(NY) Champex	120	128 ..
Char. Réun.-(p.)	3800 ..	3798 ..
Comindus	451 ..	458
(Li) Dév. R. Nord	138 ..	143 50
Electro-Financ.	381 ..	381 ..
(M) Et. Particip.	.. ..	..
Fin. Bretagne	87	86 90
Fin. Ind. Gaz Eaux	598	595 ..
Fin. et Mar. Park.	77 20	
France (La)	661	658 ..
La Mure	..	..
Lebon et Cie	328 ..	329 ..
(NY) Lordex	117 ..	117 .
Cie Marocaine	31 20	31 20

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

HORS COTE

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

SICAV

VALEURS	Émission frais inclus	Rachat net
[illegible]	[illegible]	[illegible]

* Cours précédent

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
1840 ..	4,5 % 1973.	1913 ..	1909 ..	1904 ..	1904 ..
3725 ..	C.N.E. 3 %	3860	3848	3840 .	4182 ..
1270 ..	Elf-Aquitaine	1255 ..	1248 ..	1248 ..	1247 ..
235 ..	— (certific.)	242 ..	241 .	240 ..	237 ..
165 ..	Navig. Mixte	160 50	159 90	163 ..	156 70
45 ..	Nobel-Bozel	45 80	45 60	45 40	46
848	Tél. Electr.	778	775	775	765
285 ..	Gen. Motors	186 ..	175 50	174 80	176 ..
203 ..	Siemens A G	588 ..	593 ..	593 ..	581
41 ..	De Beers (S.)	38 60	39	39 .	38 40
540 ..	Deuts Bank	576 ..	582	582 .	578 .
260 ..	Dome Mines	246 ..	244 80	244 80	245 40
151 ..	DuPontNem.	149	146 20	146 20	148 .
199 ..	East Kodak	205 20	201 20	201 20	201 50
96 ..	East Rand	110	108 50	108 10	108 10
95 ..	Ericsson	92 50	92 50	92 50	92 60
250 ..	Exxon Corp.	245	241 50	240	241 50
127 ..	Ford Motor	111	1.0 60	99 80	100 50
220 .	Free State	225 60	226 10	226 .	222
199 ..	Gen. Electr.	198 10	193 50	194 10	196
30 ..	Sony	32 70	33	33 .	32 60
220 ..	Unilever	234	235 50	235 50	... ..
55 ..	Union Corp.	54 30	54	54 .	54 ..
112 ..	U. Min. 1/10	107 70	103 80	107 50	107 .
180 ..	Unit. Techn.	178 80	188 ..	188 ..	178 .
280 .	West Drief.	287 ..	291	291 ..	293 80
150 .	West Deep	143 ..	144 50	144 ..	144 90
255 ..	West Hold.	282 ..	285	285	282 ..
246 ..	Xerox Corp.	218 90	218 60	218 40	218 ..
2 70	Zambia Corp	2 72	2 61	2 62	2 66
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
o : offert ; C : coupon détaché ; d : demandé ; * droit détaché

COTE DES CHANGES

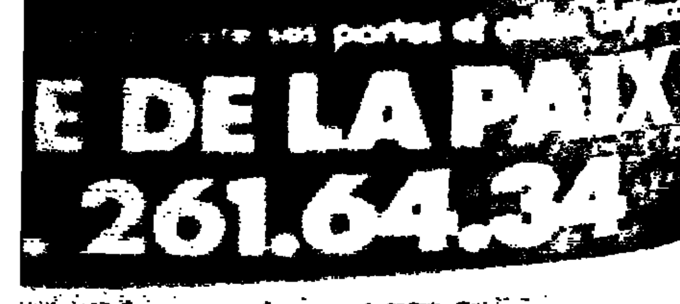
MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 21/4	COURS des BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	4 303	4 303	4 200	4 410
Allemagne (100 DM)	232 450	232 430	225 ..	237
Belgique (100 F)	14 444	14 461	13 700	14 400
Pays-Bas (100 fl.)	211 550	211 720	204 ...	215 .
Danemark (100 krd)	74 460	74 570	71 ...	76 ...
Norvège (100 k)	85 500	85 540	83 ...	88
Grande-Bretagne (£ 1)	9 587	9 624	9 350	9 850
Italie (1 000 lires)	4 961	4 953	4 800	5 100
Suisse (100 fr.)	249 700	249 890	242	254
Suède (100 krs)	99 030	99 240	95 500	102
Autriche (100 sch.)	32 620	32 640	31 800	33 200
Espagne (100 pes.)	6 017	6 018	5 850	6 250
Portugal (100 esc.)	8 820	8 806	8 300	9 300
Canada ($ can. 1)	3 644	3 637	3 530	3 710
Japon (100 yens)	1 783	1 722	1 630	1 780

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 21/4
Or fin (kilo en barre)	72790 ..	72000 ..
Or fin (en lingot)	72800 .	72790 .
Pièce française (20 fr.)	669 90	677 90
Pièce française (10 fr.)	400	395 ..
Pièce suisse (20 fr.)	530 10	580 .
Union latine (20 fr.)	515	514 80
Souverain	680 10	684 80
Pièce de 20 dollars	2890 ..	2884 ..
Pièce de 10 dollars	1436 ..	1420 .
Pièce de 5 dollars	... ..	850 .
Pièce de 50 pesos	3145	3150 ..
Pièce de 10 florins	522 10	520 10



O DE MOÇAMBIQUE
Crédit à moyen terme
U.S. $ 20.000.000



BERLITZ

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Au Yémen du Sud

Le président Abdel Fattah Ismail «démissionne» de ses fonctions de chef de l'Etat et de secrétaire général du parti

De notre correspondant

Beyrouth. — M. Abdel Fattah Ismail, chef de l'Etat du Yémen du Sud et secrétaire général du parti socialiste yéménite (communiste), a « *démissionné* » de ces deux charges, le lundi 21 avril. Il était pourtant, sans conteste, le plus populaire des dirigeants du pays, à la différence de son successeur, M. Ali Nasser Mohamed, personnage nettement plus effacé et suffisament neutre pour avoir survécu à toutes les luttes entre les différentes fractions de l'aile gauche du Front national de libération (F.N.L.) et se maintenir à la tête du gouvernement depuis 1971. Sur le plan idéologique, celui des alliances avec l'U.R.S.S. et le Front arabe de la fermeté, comme d'un point de vue tactique (rapports avec le Yémen du Nord et l'Arabie Saoudite) rien, ou presque, ne séparait les deux hommes.

On ne connait pas à M. Ismail de problèmes de santé de nature à motiver son brusque retrait de la scène politique. Or c'est ce prétexte qui a été invoqué à Aden et l'on estime à Beyrouth, dans les milieux d'extrême gauche liés au régime sud-yéménite, que le chef de l'Etat a été « *limogé en douceur* ». On n'exclut pas, toutefois, qu'il parvienne à rétablir la situation à son profit comme il l'a déjà fait dans le passé.

Né à Aden en 1939, M. Abdel Fattah Ismail est issu d'une famille de paysans pauvres du Nord. De tels liens sont fréquents entre les deux Yémens : ils expliquent, dans le cas de M. Ismail, sa sensibilité à la situation au Yémen du Nord et son aptitude à saisir les occasions pour tenter de séduire les dirigeants de Sanaa, comme il l'a démontré au cours des derniers mois en imposant à l'opposition progressiste nord-yéménite réfugiée à Aden de se montrer conciliante envers le président Ali Abdallah Saleh, en vue de le détacher de l'Arabie Saoudite.

Ouvrier, puis instituteur, il milite dès l'âge de vingt ans dans le cadre du F.N.L. contre la présence britannique à Aden et se consacre à la lutte armée à partir de 1963. Aussi, quand le Yémen du Sud accède à l'indépendance, est-il nommé ministre de la culture, de l'idéologie et des « *affaires de l'unité yéménite* », s'imposant comme le principal idéologue du pays.

M. Ismail choisit alors de jouer la carte du parti plutôt que celle du gouvernement et s'occupe de consolider ses positions au sein du F.N.L., dont il est déjà membre du comité exécutif et du commandement général, en même temps que d'établir la prééminence du parti et de le faire évoluer du nationalisme arabe vers le marxisme-léninisme.

Lorsque le président de la République de l'époque, M. Qathan Chaabi, réagit en le faisant arrêter avec ses alliés de l'aile gauche du F.N.L., M. Ismail est déjà suffisamment populaire pour que cela déclenche des manifestations qui contraignent le gouvernement à le libérer.

Une tentative ratée de prise du pouvoir, en avril-mai 1968, l'oblige à fuir : il se réfugie en Bulgarie et s'y fait soigner d'un ulcère dont on ne reparlera plus par la suite. Mais l'aile gauche structurée par M. Ismail est déjà suffisamment forte pour imposer, même en l'absence de celui-ci, un compromis au président Chaabi. M. Abdel Fattah Ismail fait mine de l'accepter, revient de Bulgarie en août 1968, et moins d'un an plus tard participe au renversement de Chaabi (22 juin 1969).

Membre du conseil présidentiel, secrétaire général du F.N.L., président du Conseil suprême du peuple, il partage alors le pouvoir avec M. Salem Robaye Ali, qui est président du conseil présidentiel, et donc chef de l'Etat. Il continue à miser sur l'appareil du parti plutôt que sur celui de l'Etat, œuvrant avec acharnement, de mars 1972 à octobre 1975, à l'unification de toutes les organisations politiques du Yémen du Sud et y réussissant avec la création de l'Organisation politique unifiée - Front national (OPU-F.N.), à laquelle il donne une orientation nettement marxiste-léniniste.

Devenu suffisamment fort, il entre en conflit avec M. Salem Robaye Ali, qui cherche à freiner le glissement de son pays vers l'Union soviétique. Mais, contrôlant le parti, M. Ismail se rend à Moscou et impose un alignement sur l'Union soviétique en accordant dans le conflit de l'Ogaden le soutien du Yémen du Sud à l'Ethiopie, pays non arabe et non musulman, contre la Somalie, pays arabe et musulman. Il profite de l'assassinat du président nord-yéménite, M. Ahmed Al Ghachemi (24 juin 1978), pour en faire assumer la responsabilité par son rival et l'éliminer, le faisant condamner à mort et exécuter.

A partir de là, M. Ismail est maître du pays : président du Conseil suprême du peuple, et devenu, à ce titre, chef de l'Etat, secrétaire général du parti socialiste yéménite, qui s'est substitué à l'OPU-F.N., nommé général de l'armée bien que sans formation militaire, il contrôle les trois pôles du pouvoir.

Cette omnipotence ne paraît pas l'avoir mis à l'abri de toute surprise. Il ne détient plus du pouvoir que les apparences, puisqu'il devient président du parti, poste honorifique dans ce type de régime.

LUCIEN GEORGE.

L'ÉTAT DU PRÉSIDENT TITO EST « EXCEPTIONNELLEMENT GRAVE »

L'état de santé du maréchal Tito semble s'être encore aggravé ce lundi 21 avril. Laissant entrevoir qu'une issue fatale est imminente, les médecins ont en effet annoncé en début d'après-midi que son état était « exceptionnellement grave » et que « sa vie était menacée ».

LE FOOTBALLEUR OMAR SAHNOUN MEURT AU COURS D'UN ENTRAINEMENT

Le joueur de football Omar Sahnoun est décédé lundi 21 avril, à Bordeaux, au cours d'un entraînement avec son club, les Girondins de Bordeaux. Ancien joueur du Football Club de Nantes, Omar Sahnoun avait été six fois international dans l'équipe de France.

[Agé de vingt-cinq ans, Omar Sahnoun était l'un des espoirs du football français au poste de milieu de terrain jusqu'à ce qu'il soit victime d'un accident cardiaque à Nantes en 1977.

Après quelques mois de convalescence, il avait repris le chemin des stades et avait retrouvé la quasi-totalité de ses moyens, à Bordeaux. Il avait notamment disputé le dernier match de championnat vendredi 18 avril, contre Brest, au cours duquel il avait inscrit le premier but de son équipe.]

Dans le métro parisien

● LES NETTOYEURS CONTINUENT LA GRÈVE. ● LES TARIFS AUGMENTERONT DE 16 % LE 1er JUILLET.

Les nettoyeurs du métro parisien sont en grève depuis un mois. Au cours d'une assemblée générale, réunie le samedi 19 avril à la Bourse du travail, ils ont décidé de continuer leur mouvement.

Les représentants de la C.F.D.T., qui soutient cette action, devaient rencontrer à nouveau ceux des directions des entreprises ce lundi 21 avril dans l'après-midi.

Une autre réunion, à l'échelon national, devait être organisée dans la matinée de ce même jour entre les représentants des différentes organisations nationales, y compris, cette fois, la C.G.T., et ceux de l'ensemble des entreprises nationales de nettoyage et de manutention. La C.G.T. a lancé une consigne de grève affectant principalement les gares de la S.N.C.F., du vendredi 18 au lundi 21. Elle se déclare disposée, si besoin est, de reconduire le mouvement.

Pour sa part, M. Jacques Chirac, au cours d'un débat, à l'ouverture, lundi, de la séance du conseil municipal de Paris, sur la grève des balayeurs du métro, a affirmé « *que la situation n'était plus supportable pour les Parisiens.* » « *C'est pourquoi*, a-t-il dit, *j'en appelle solennellement à nouveau au gouvernement, afin que soient données à la R.A.T.P. les instructions nécessaires pour que cesse ce conflit.* »

M. Le Theule, ministre des transports, a, d'autre part, confirmé à R.T.L. que les tarifs du métro parisien augmenteraient de 16 % au 1er juillet prochain. Le prix du ticket vendu en carnets de dix passerait de 1,50 F à 1,75 F en deuxième classe et de 2,30 F à 2,70 F en première classe.

GRÈVES TOURNANTES DANS LES CENTRES DE CHÈQUES POSTAUX

Depuis plusieurs jours, un mouvement de grèves tournantes se développe dans les centres de chèques postaux, notamment à Bordeaux, à Lyon et à Marseille depuis le vendredi 18 avril, et à Orléans, à Grenoble, à Montpellier, à Toulouse, à Rennes et à Rouen, ce lundi matin 21 avril. Les salariés de ce secteur, (vingt-cinq mille personnes, dont plus de 90 % de femmes) manifestent un certain mécontentement après la décision de l'administration de repousser d'un mois l'application d'une nouvelle organisation des congés — trois samedis libres sur quatre, au lieu de deux sur trois — accordée au personnel il y a un mois, et dont la date d'effet avait été fixée au 19 avril.

Il semble qu'après le dépôt, par le ministère des P.T.T., d'un dossier sur ce sujet à l'hôtel Matignon, les services de M. Raymond Barre aient voulu disposer d'un délai supplémentaire pour examiner cette question, et ses répercussions éventuelles dans d'autres administrations... Il s'agit pourtant, fait observer la C.F.D.T., d'une directive qui ne perturbe pas la qualité des services rendus au public. En revanche, les grèves tournantes, si elles se développent fin avril et durant le mois de mai — fertile en congés officiels, — risquent de paralyser les centres au cours des prochaines semaines.

Le numéro du « Monde » daté 20-21 avril 1980 a été tiré à 545 085 exemplaires.

LES MESURES EN FAVEUR DE L'ILE DE BEAUTÉ

Les parlementaires corses sont reçus à l'Elysée pour faire le bilan des actions économiques

De notre correspondant

Ajaccio. — M. Valéry Giscard d'Estaing reçoit, le mardi mardi 22 avril, à 11 h. 30, les parlementaires de la Corse, les présidents des quatre assemblées régionales et départementales et les maires d'Ajaccio et de Bastia (1). Plusieurs ministres et le délégué à l'aménagement du territoire assisteront à cette réunion destinée « à faire le point de l'état d'avancement des mesures en faveur de la Corse dont les grandes lignes avaient été tracées par le président de la République lors de son voyage de juin 1978 ».

Fallait-il ou non déférer à l'invitation du chef de l'Etat ? La question ne s'est pas posée, sauf pour le parti communiste et les fédérations départementales de syndicats d'exploitants agricoles (F.D.S.E.A.). « *Les élus radicaux de gauche vont-ils être cette caution de gauche que recherche tant le président, qui sait mieux que personne le discrédit de ses représentants directs ? Le M.R.G. prendrait une lourde responsabilité devant les travailleurs en prêtant main forte aux fossoyeurs de la Corse, qui veulent casser le mouvement populaire* », a déclaré le P.C.F. Quant aux F.D.S.E.A. et au C.D.J.A. (Centre départemental des jeunes agriculteurs), ils ont souligné l'inutilité de la rencontre, posant le préalable de la libération des prisonniers politiques, et constatant que la réunion n'a pas été préparée avec les syndicats.

De son côté, la fédération socialistes de Corse-du-Sud « *n'admettra pas que la réunion soit l'occasion d'une politique de tromperie* » et, après avoir dit qu'il est vain de nier l'existence de la crise politique en Corse, a invité « *les hommes de gauche à ne pas cautionner une politique de droite et de mépris* ». Pour le mouvement autonomiste Union du peuple corse (U.P.C.), enfin, « *cette rencontre prendra rang dans une liste interminable d'opérations similaires restées sans bénéfice pour la Corse* » avec « *la même pièce en trois actes : transports, mise en valeur, emploi, ce qui signifie l'échec permanent* ».

Réplique des sénateurs radicaux de gauche, MM. Filippi et Giacobbi, et du maire de Bastia, M. Zuccarelli : « *Les intérêts de la Corse doivent être discutés avec tout gouvernement, à plus forte raison avec la plus haute autorité de l'Etat, le président de la République. Nous le ferons en toute indépendance.* »

La séance de travail à l'Elysée autour du chef de l'Etat est placée dans le cadre du « *nouvel esprit de réalisme, de cohérence et de concertation* » que M. Giscard d'Estaing avait souhaité, le 8 juin 1978 à Ajaccio dans son discours aux assemblées régionales, « *voir se développer entre des partenaires traités comme responsables et égaux* ». Des mesures annoncées alors, un certain nombre ont été appliquées d'autres bre ont été appliquées, d'autres vont l'être, d'autres ne sont encore qu'à l'état de projet.

Treize des quarante-huit nationalistes interpellés sont toujours emprisonnés à Paris. Dans un communiqué à la presse, ils viennent de déclarer : « *On veut nous faire juger et condamner sans que l'affaire Bertolini (le chef présumé du mouvement anti-autonomiste FRANCIA), qui est, de toute évidence, à l'origine de la nôtre soit instruite. Nous n'avons pas l'intention de nous prêter à ce simulacre de justice.* » La date du procès n'est pas connue. En revanche, le mardi 29 avril, s'ouvrira devant la Cour de sûreté de l'Etat celui de sept militants nationalistes, dont la plupart ont revendiqué leur appartenance au Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.). Ce procès avait été initialement fixé au 22 avril, mais il a été reporté d'une semaine, lorsqu'on s'est rendu compte que ce jour-là avait lieu la réunion à l'Elysée.

PAUL SILVANI.

(1) Quatre députés R.P.R., MM. Jean-Paul de Rocca-Serra (président du conseil régional, président du conseil général de la Corse-du-Sud), Pierre Pasquini, Jean Bozzi et Pierre-Paul Giacomi ; deux sénateurs M.R.G., MM. François Giacobbi (président du conseil général de la Haute-Corse) et Jean Filippi ; le maire d'Ajaccio, M. Charles Ornano (bonapartiste) ; le maire de Bastia, M. Jean Zuccarelli (M.R.G.) ; le président du comité économique et social, M. Emile Arrighi de Casanova.

● *Les opérations préliminaires au colmatage* de la partie avant du *Tanio* auraient dû débuter le 19 avril, mais le mauvais temps a empêché la mise à l'eau des mini-sous-marins utilisés pour cette opération.

● *Les recherches d'uranium*, notamment celles qui ont été entreprises aux confins de la Creuse et de la Haute-Vienne, suscitent de vives réactions. Le samedi 19 avril les habitants d'Auriat (Creuse) et ceux de Grandmont (Haute-Vienne) ont défilé avec des voitures et des tracteurs dans les rues de Limoges. A Grandmont, deux habitants continuent depuis près d'une semaine grève de la faim. — *(Corresp.)*

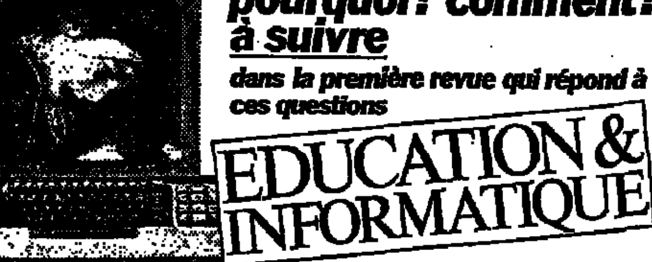
créez votre entreprise
SIEGE SOCIAL
PERMANENCE TELEPHONIQUE
SECRETARIAT
et démarches administratives
C.E.I.C.A.

38, RUE VANEAU (7e)
En souscription - Prix ferme
DU ST. AU 4 P.
Sur place de 10 h à 19 h
550-21-26 - 743-96-96




LE CHIC, LE RÊVE... TISSUS "COUTURE"
LE CARAVANSÉRAIL FABULEUX DES SOIES
LA GRANDE PARADE DES IMPRIMÉS DE CHARME (depuis 18,50 F le mètre)
LE NOUVEAU CLUB DES LAINAGES ORIGINAUX
LE COIN DES TROUVAILLES ET DES BONNES AFFAIRES (depuis 10 F le mètre)
L'ELDORADO DES COTONS SUISSES, SATINS, VOILES, CRÊPONS, TOILES, ETC.
LA FAMEUSE BOUTIQUE DES SOIERIES, DENTELLES, LAMÉS, TISSUS BRODÉS ET BROCHÉS
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS



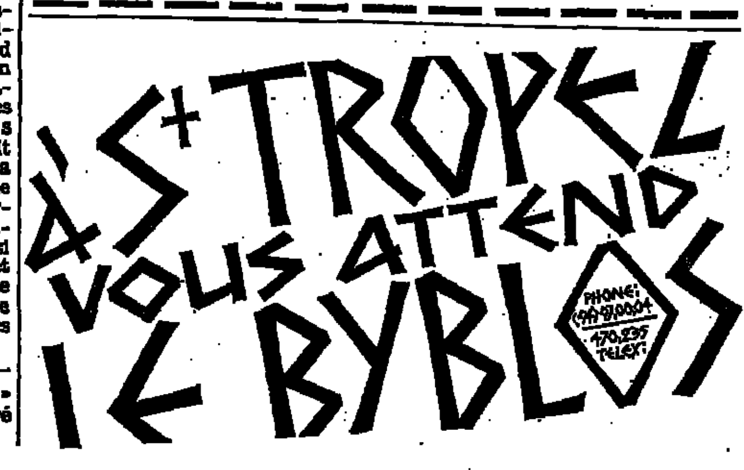


Abonnement 1 an 95 F - Librairie Fernand Nathan 9, rue Méchain 75676 Paris Cedex 14





Achetez! Vendez! Discutez! En anglais
Notre cours intensif "Vie Professionnelle" débute le lundi 28 avril.
Téléphonez à nos hôtesses : 325 41-37
International Language Centre - 20, passage Dauphine, 75006 Paris



A B C D E F G